

Revue de politique économique

La Vie économique

11-2014 87^e année CHF 15.90

Série

**La Suisse orientale
face aux mutations
structurelles**

Éclairage

**Suisse-UE: un accord
pour mieux protéger
la concurrence**

Dossier

**Améliorer la participation
des seniors au marché de
l'emploi**

Thème du mois

**Un grand projet complexe:
la troisième réforme de
l'imposition des entreprises**



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche DEFR
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

Pour une Suisse sans pauvreté.



www.secours-d-hiver.ch

CCP 80-8995-1



PRÉVISIONS DE CONSTRUCTION 2014-2020

NOUVEAU: VERSIONS FRANCAISES
focalisé sur le Bassin Lémanique
ou l'Espace Mittelland

Quelles conséquences ont les interventions
réglementaires sur les dépenses dans la
construction en Romandie?



- Analyse régionale détaillée des principaux types de constructions
- prévisions à six ans pour les Investissements dans la construction analysés par catégories neuf, trans-formation et rénovation pour les infrastructures, les logements et les locaux commerciaux
- Analyse des principaux facteurs d'influence économiques et démographiques

Sommaire

Thème du mois

- 3 Éditorial
Eveline Widmer-Schlumpf
- 4 Premières réflexions sur la troisième réforme de l'imposition des entreprises
Xavier Oberson
- 8 Mesures prévues par la troisième réforme de l'imposition des entreprises
Martin Daepf
- 12 Troisième réforme de l'imposition des entreprises: un défi budgétaire pour la Confédération
Lorin Altermatt et Pascal Utz
- 17 Quels effets la suppression du «privilege holding» a-t-elle sur les recettes fiscales de la Confédération et des cantons?
Wolfram Kägi et Michael Morlok
- 21 Faut-il alléger linéairement la fiscalité des entreprises?
Marius Brühlhart et Kurt Schmidheiny
- 23 L'enjeu dépasse les recettes fiscales
Eva Herzog et Sven Michal
- 26 Un défi majeur, mais aussi une chance pour Genève et pour la Suisse
Serge Dal Busco
- 28 Se concentrer sur l'essentiel
Roland Brogli

Prises de position

- 30 Les tractations secrètes entre la Confédération et les cantons ne débouchent pas sur les bonnes solutions
Daniel Lampart
- 31 RIE III: beaucoup reste en jeu pour l'industrie
Martin Zogg

Série

- 32 Agenda de politique économique
- 34 Une Suisse orientale dominée par l'industrie des biens d'équipement
Andreas Eberli

Éclairage

- 38 Suisse-UE: vers une coopération renforcée et inédite entre les autorités de la concurrence
Blaise Sanglard
- 42 Baromètre de l'innovation: où en sont les entreprises suisses?
Spyros Arvanitis, Florian Seliger, Andrin Spescha, Tobias Stucki, Kushtrim Veseli et Martin Wörter
- 46 Les conventions collectives de travail dont le champ d'application est étendu
Edi Natale
- 48 L'activité des offices publics de conciliation en 2013
Luisa Sestito

Dossier

- 49 Continuer à travailler après 55 ans: la Suisse pourrait faire mieux
Nicola Düll et Anne Sonnet
- 53 Changement démographique et monde du travail: la force de la génération 50plus
Martina Zölch
- 56 Six écueils à surmonter dans sa vie professionnelle après 50 ans
Elisabeth Michel-Alder
- 58 Le maintien au travail des collaborateurs âgés peut devenir la règle
Daniella Lützel Schwab

Les chiffres-clés de l'économie

- 61 Sélection de tableaux statistiques

Thème du mois du prochain numéro:

Les chaînes mondiales de valeur ajoutée et la Suisse



3–28 La façon dont certaines sociétés sont avantagées fiscalement – par exemple les holdings – n'est plus acceptée à l'étranger. La troisième réforme de l'imposition des entreprises prévoit une série de mesures destinées à remédier à la diminution des recettes fiscales qui résulterait d'une suppression des statuts spéciaux cantonaux. On trouve parmi celles-ci la «licence box» et l'adaptation des paiements versés par la Confédération à titre compensatoire. Trois cantons s'expriment sur la complexité de ce grand projet.



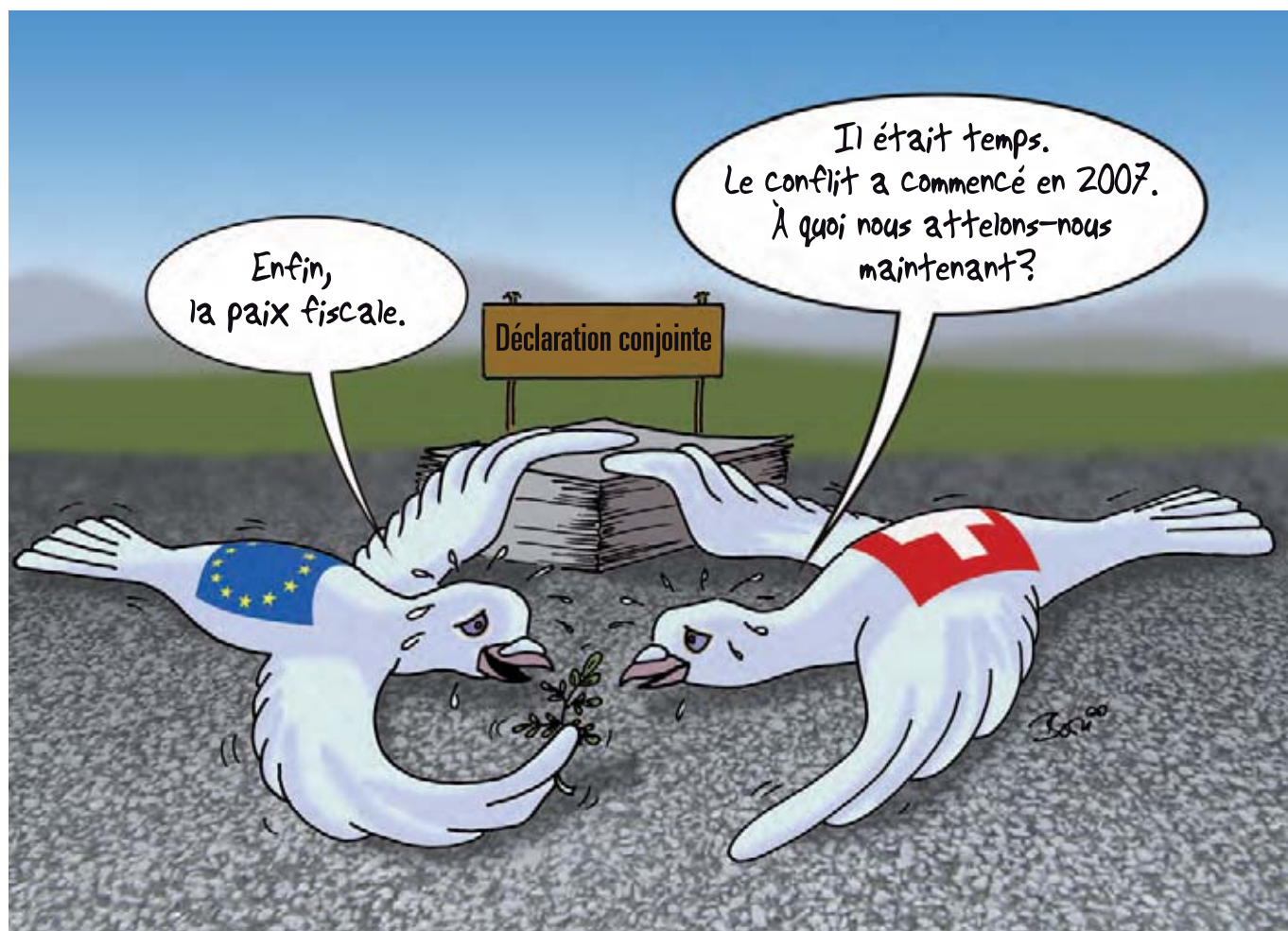
34–37 La Suisse orientale se compose de cantons d'Appenzell Rhodes-Intérieures et Rhodes-Extérieures, Glaris, Schaffhouse, Saint-Gall et Thurgovie. Elle abrite une série d'espaces industriels d'importance historique. Les biens d'équipement y pèsent donc particulièrement lourd. La région se transforme: elle s'éloigne des industries traditionnelles et accueille des productions à forte valeur ajoutée.



38–41 Un nouvel accord entre la Suisse et l'UE établit de nouvelles bases pour la collaboration des autorités de la concurrence. Il règle plus particulièrement les échanges d'informations confidentielles. Cet accord de seconde génération facilitera les procédures contre les pratiques anticoncurrentielles transnationales.



49–59 L'intégration professionnelle des travailleurs âgés est une question de plus en plus récurrente avec le vieillissement de la population. Un nouveau rapport de l'OCDE sur la Suisse constate que, dans le cas surtout des femmes et des employés non qualifiés, bien peu est entrepris pour les maintenir au travail en bonne santé, motivés et performants. On pourrait mieux utiliser dans la pratique le potentiel que présente les 50 ans et plus.



Impressum

Publication

Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche DEFR,
Secrétariat d'État à l'économie SECO

Rédaction

Cheffes de la rédaction: Susanne Blank, Nicole Tesar
Rédaction: Simon Dällenbach, Käthi Gfeller,
Christian Maillard, Jane-Lise Schneeberger

Comité de rédaction

Eric Scheidegger (président), Antje Baertschi,
Susanne Blank, Simon Dällenbach, Eric Jakob,
Evelyn Kobelt, Peter Moser, Markus Tanner,
Nicole Tesar

Chef du secteur Publications: Markus Tanner

Holzkofenweg 36, 3003 Berne
téléphone +41 (0)58 462 29 39
fax +41 (0)58 462 27 40
courriel: redaction@lavieeconomique.ch
Internet: www.lavieeconomique.ch

Mise en page

Marlen von Weissenfluh

Couverture

Atelier graphique Hannes Saxer, Berne

Dessin du mois

Stephan Bornick, ton & grafik design, Berne

Abonnements/Service aux lecteurs

téléphone +41 (0)58 462 29 39
fax +41 (0)58 462 27 40
courriel: redaction@lavieeconomique.ch

Prix de l'abonnement

Suisse Fr. 149.-, étranger Fr. 169.-,
étudiants Fr. 74.50,
Vente au numéro Fr. 15.90 (TVA comprise)

Parution dix fois par an en français et en allemand
(sous le titre *Die Volkswirtschaft*), 87^e année, avec
suppléments périodiques.

Impression

Somedia Production
Kasernenstrasse 1
7007 Chur

Le teneur des articles reflète l'opinion de leurs
auteurs et ne correspond pas nécessairement
à celle de la rédaction.

Reproduction autorisée avec l'accord de la
rédaction et indication de la source; remise
de justificatifs souhaitée.

ISSN 1011-386X

Éditorial

La troisième réforme de l'imposition des entreprises doit contribuer à l'attrait de la place économique suisse

Une concurrence intensive marque l'imposition des entreprises. Nombreux sont les États qui tentent de se positionner. La Suisse était, ces dernières décennies, très bien placée. Les petites et moyennes entreprises ainsi que les groupes internationaux domiciliés sur son territoire créent des emplois et investissent. Ils contribuent de manière importante aux recettes fiscales de la Confédération, des cantons et des communes. Leur apport à notre prospérité est donc déterminant.

L'évolution internationale nous commande de revoir notre système. L'OCDE est en train de réviser les normes existantes et de les réactualiser avec le soutien du G20. Le passé récent nous a appris que la Suisse ne doit pas camper sur la défensive, mais doit avoir un rôle actif. Le Département fédéral des finances collabore avec les organismes compétents et y fait valoir les intérêts suisses.

L'objectif déclaré de l'OCDE est de limiter les possibilités en matière de planification fiscale. L'imposition doit s'effectuer là où la valeur ajoutée est générée. La Suisse peut se rallier à ce principe. Reconnue comme agréable à vivre et accueillante pour les entreprises, elle peut regarder l'avenir avec confiance. Double imposition, double non-imposition: il faut éviter l'une et l'autre. Par contre, la Suisse se défendra si c'est la concurrence fiscale qui est mise en cause.

Avec la troisième réforme de l'imposition des entreprises, le Conseil fédéral a l'intention de faire évoluer la fiscalité des personnes morales. Certaines dispositions importantes – comme l'abolition des statuts spéciaux cantonaux pour les sociétés de holding et d'administration ou l'introduction d'une «licence box» – sont directement liées à l'évolution internationale. Elles affermiront la sécurité du droit et de la planification. D'autres mesures visent à réduire les incitations inopportunes et à mieux équilibrer le système fiscal.

La réforme s'inscrit également dans la politique budgétaire. Il faudra notamment adapter la péréquation financière et garantir une compensation de la Confédération. Je suis convaincue que non seulement nous maintiendrons ainsi l'attrait de la place économique suisse, mais que nous le renforcerons pour le bien de tous.

La troisième réforme de l'imposition des entreprises constitue une chance pour la Suisse!



Eveline Widmer-Schlumpf, conseillère fédérale
Cheffe du Département fédéral des finances DFF

Premières réflexions sur la troisième réforme de l'imposition des entreprises

Née à la suite du conflit avec l'Union européenne sur les statuts fiscaux spéciaux, puis pour se conformer aux prescriptions de l'OCDE, la troisième réforme de l'imposition des entreprises constitue un important chantier dont la procédure de consultation vient de démarrer. Le projet prévoit diverses mesures fiscales et une adaptation de la compensation financière au niveau fédéral. Si le texte discuté semble bon, certains de ses aspects peuvent prêter le flanc à la critique. Citons parmi ceux-ci le manque de différenciation entre les cantons bénéficiaires des mesures compensatoires, la complexité du régime d'intérêt notionnel et l'imposition des plus-values sur les participations.



La réforme supprime les statuts spéciaux appliqués par les cantons. Nombre d'entre eux seront contraints de réduire fortement leur taux d'imposition, dont Neuchâtel (en photo) qui fait figure de précurseur avec un taux de 15,7%. Les mesures compensatoires de la Confédération sont, dès lors, indispensables. Photo: Keystone

L'opposition de la Commission européenne aux statuts fiscaux dont bénéficiaient certaines entreprises dans plusieurs cantons a ouvert un débat en Suisse (voir encadré 1). La Confédération s'est décidée pour un «dialogue» avec l'UE, sans pour autant ouvrir de négociations formelles. Vraisemblablement consciente des difficultés juridiques de sa position, la Commission européenne a par la suite modifié son argumentaire en demandant à la Suisse, vers 2010, de se soumettre à son code de conduite dans le domaine de la fiscalité des entreprises. Celui-ci prévoit des principes

– inspirés du rapport de l'OCDE de 1998 – contre la concurrence fiscale dommageable. Le code de conduite prohibe notamment les mesures de cloisonnement des régimes («ring fencing») qui posent problème dans les statuts fiscaux cantonaux incriminés.

Entre-temps, le mouvement allait encore s'approfondir dans le cadre de l'OCDE. Suite au rapport de 1998, l'OCDE et notamment le Forum mondial ont poursuivi leurs travaux concernant l'imposition des multinationales. À partir de 2012, plusieurs de ces entreprises, particulièrement actives dans l'économie numérique, ont fait scandale, quand on a appris qu'elles payaient un impôt effectif très bas. Très médiatisés, ces révélations allaient déboucher sur le programme «Base Erosion Profit Shifting» (Beps) tendant à lutter notamment contre la double non-imposition et la planification fiscale agressive, tout en renforçant les mesures en matière de prix de transfert. À nouveau, mais cette fois en même temps que de nombreux autres États, notamment européens, les statuts fiscaux suisses sont examinés et critiqués.



Xavier Oberson
Avocat, professeur à l'université de Genève

La Suisse, en parallèle, a entrepris de réformer la fiscalité des entreprises et en particulier de revoir fondamentalement le régime des statuts fiscaux spéciaux appliqués dans les cantons¹. Le 1^{er} juillet dernier, la Suisse et l'UE ont paraphé une déclaration commune qui met un terme au litige, compte tenu des efforts de la Confédération et de l'avancée de ses travaux pour adapter son système d'imposition des entreprises. La Suisse a finalement accepté le principe d'une abrogation des statuts fiscaux cantonaux. C'est d'ailleurs le point de départ de la vaste réforme de l'imposition des entreprises III (RIE III), dont la procédure de consultation vient de démarrer².

Les grandes lignes du projet de RIE III

Le 19 septembre dernier, le DFF a ouvert la procédure de consultation relative à la loi fédérale sur l'amélioration des conditions fiscales en vue de renforcer la compétitivité du site entrepreneurial suisse (loi sur la réforme de la fiscalité des entreprises III). Cette réforme ambitieuse prévoit diverses mesures fiscales, à savoir:

- la suppression des régimes cantonaux spéciaux;
- l'introduction d'une «licence box»;
- un impôt sur le bénéfice corrigé des intérêts (système des intérêts notionnels);
- une adaptation de l'impôt sur le capital;
- un régime particulier de déclaration des réserves latentes;
- la suppression du droit de timbre d'émission sur le capital propre;
- l'adaptation de la compensation des pertes;
- l'adaptation de la réduction pour participations;
- l'introduction de l'impôt sur les gains en capital sur les titres;
- l'adaptation de la procédure d'imposition partielle des dividendes.

En outre, diverses solutions sont envisagées pour la compensation financière au niveau fédéral, comme une adaptation de la compensation verticale ou un ajustement de la péréquation des ressources.

La suppression des régimes cantonaux

C'est la conséquence logique des pressions internationales exercées sur la Suisse. Le statut de *société auxiliaire* (une entité qui n'exerce fondamentalement pas d'activité commerciale en Suisse) ou de *société*

mixte (qui exerce une activité commerciale prépondérante à l'étranger) constitue manifestement un cas problématique de cloisonnement du système, tant à l'égard du droit communautaire (code de conduite) que des principes de l'OCDE. Les bénéfices provenant de l'étranger sont nettement moins taxés que ceux de source suisse. Plus discutable nous paraît la situation des *sociétés holding* de droit cantonal. A priori, le système tend à lutter contre la triple imposition économique (impôt sur le bénéfice de la filiale, impôt sur le dividende lors de la distribution et impôt sur le bénéfice de la société mère), ce qui est un objectif reconnu internationalement. La critique porte en réalité sur l'exonération totale dont jouissent les holdings cantonales, une fois les conditions légales respectées, et donc sur la possibilité de recevoir des bénéfices – liés à l'activité – qui ne seront soumis qu'à l'impôt fédéral (redevances et intérêts, par exemple). À mon sens, la situation des holdings cantonales s'apparente à celle de la «licence box» qui est pourtant admise, du moins pour l'instant. En effet, le régime de faveur pour ces types de revenus ne fait aucune différence quant à la source du bénéfice.

La «licence box»

Cette mesure consiste à distinguer un type particulier de revenu, à savoir les bénéfices provenant de droits immatériels, et de le frapper à un taux distinct, plus bas que le régime ordinaire. L'objectif est notamment de favoriser les travaux de recherche et développement. La délimitation échappe à la critique, car la distinction ne porte plus sur la source géographique du revenu, mais sur sa qualification juridique. Pour l'instant, ce régime semble admis en droit communautaire, mais le projet Beps de l'OCDE va poser des exigences précises, notamment relatives à la substance, c'est-à-dire à l'infrastructure nécessaire dont devra disposer l'établissement³. Le projet du Conseil fédéral prévoit un dégrèvement de la base de calcul portant au maximum sur 80% du bénéfice des «produits de licence».

L'impôt sur les bénéfices corrigés des intérêts

L'idée à la base de cette modification consiste à traiter fiscalement de la même manière les fonds propres et les fonds étrangers. En d'autres termes, le projet tend à élargir la déduction des intérêts passifs sur fonds étrangers aux intérêts notionnels sur le capital propre. En

Encadré 1

Le conflit avec l'Union européenne

Tout a commencé le 26 septembre 2005. À cette date, la Confédération recevait une lettre de la Commission européenne où celle-ci demandait des éclaircissements vis-à-vis de «certains régimes suisses d'imposition des sociétés». Après examen de la réponse des autorités helvétiques, la Commission européenne répondait, le 13 février 2007, au Conseil fédéral en remettant en cause certains statuts fiscaux cantonaux, à savoir ceux de holding, de société auxiliaire et de société mixte. Pour la Commission européenne, ces statuts seraient contraires à l'accord de libre-échange (ALE) du 22 juillet 1972 entre l'Union européenne (UE) et la Suisse^a. Ils prévoient, en effet, généralement un mécanisme dérogatoire et sélectif au régime fiscal ordinaire, notamment en imposant plus favorablement les revenus provenant de l'étranger que ceux d'origine suisse. Pour la Commission européenne, cela provoque une distorsion de concurrence avec l'UE sous la forme d'une aide publique prohibée. Juridiquement, cet argument paraît difficile à soutenir. L'ALE est un accord classique des années septante, qui vise essentiellement le commerce des marchandises. Ni son texte, ni son esprit ne visent à couvrir le domaine de la fiscalité des entreprises. En l'interprétant de bonne foi, selon les règles de la Convention de Vienne, on ne saurait englober les statuts fiscaux spéciaux dans le champ d'application de cet accord, ne serait-ce que parce qu'ils existaient déjà dans les années septante^b.

a RS 0.632.401.

b Voir aussi Oberson Xavier, *Précis de droit fiscal international*, Berne, 2014, 4^e éd., p. 91ss.

substance, les fonds propres, moins le cas échéant les pertes, donnent désormais droit à une déduction d'intérêts, sous réserve d'une série de corrections (notamment la déduction des actifs non nécessaires à l'exploitation). Le taux doit normalement être adapté régulièrement à l'évolution du marché⁴.

Adaptation de l'impôt sur le capital

Le projet prévoit la possibilité pour les cantons de mettre en œuvre une imposition réduite du capital propre en relation avec les participations, les biens immatériels et les prêts dans la cadre de l'impôt sur le capital. De la sorte, on prend en considération le fait qu'en droit actuel, les sociétés jouissant d'un statut spécial bénéficient également d'un taux réduit d'impôt sur le capital.

Déclaration des réserves latentes

Lors du passage au régime ordinaire, il est prévu de prendre en compte les réserves latentes existantes. En effet, on ne

devrait imposer que les bénéfices provenant d'augmentations de valeurs qui se sont produites pendant la durée d'un assujettissement ordinaire en Suisse⁵. Les réserves latentes, y compris le «goodwill» acquis par l'entreprise, pourront ainsi être déclarées dans le bilan *fiscal*⁶ sans incidence au début de l'assujettissement ordinaire. Ces réserves pourront ensuite être amorties conformément aux règles usuelles en la matière.

Suppression du droit de timbre d'émission sur le capital propre

Cette mesure tend à diminuer la charge fiscale sur la création de fonds propres. Elle permet de respecter, dans le même esprit que la déduction d'intérêts notionnels, l'égalité de traitement entre les modes de financement des sociétés.

Adaptation de la compensation des pertes

La limitation temporaire à sept ans serait supprimée. Les pertes pourraient ainsi être déduites sans limite de temps⁷.

Adaptation de la réduction pour participations

Le nouveau régime modifierait le système de la réduction pour participation, qui se base sur une exonération indirecte. Le système actuel, contrairement à celui de la plupart de nos voisins, prévoit en effet un allègement de l'impôt sur le bénéfice normalement dû, correspondant au rapport entre le rendement net des participations et le bénéfice net total⁸. Le projet, à l'instar notamment du «participation exemption» néerlandais, prévoit une exonération directe des revenus de participation, y compris sur les gains en capital sur participations⁹. Une exception serait toutefois introduite pour les gains en capital provenant de l'actif circulant des banques.

Impôt sur le gain en capital provenant de participations

Autre mesure phare du projet de réforme, les gains en capital privés provenant de la vente de participations seraient imposables. En bonne logique, les pertes en capital pourraient être déduites et reportées, mais uniquement sur des gains en capital. La loi ferait une distinction entre les gains en capital réalisés sur des droits de participations, imposables à raison de 70%, et les autres titres, entièrement

Encadré 2

Appréciation du projet et suggestions

Le projet de réforme, tel que publié en septembre dernier, est ambitieux. Sa mesure essentielle, dictée par les pressions internationales, est la suppression des statuts cantonaux spéciaux. En soi inévitable, elle aura des effets bien différents suivant les cantons. Nombre d'entre eux seront en effet contraints de réduire fortement leur taux d'imposition, à l'instar de Genève (qui parle de 13%), Vaud (13,8%) ou Fribourg. Neuchâtel, avec un taux de 15,7%, fait figure de précurseur. Les mesures compensatoires de la Confédération, notamment dans le contexte de la RPF, sont à cet égard indispensables. Plus discutable, en revanche, est l'option de base du projet qui préconise une compensation offerte à tous les cantons, sans cibler ceux qui seront manifestement les plus touchés.

Pour s'adapter à l'évolution internationale, le projet copie des mesures bien connues des régimes étrangers, à savoir la «licence box» et la déduction des intérêts notionnels. Il ne faut pas oublier que les travaux de l'OCDE sont en cours et que certaines de ces mesures sont controversées en droit par l'UE. La réforme doit pouvoir être flexible. Il ne sert à rien de mettre en œuvre des systèmes compliqués qui seraient disqualifiés à brève échéance par les instances internationales. De ce point de vue, on peut se demander si la complexité du régime d'intérêt notionnel mérite que l'on s'y attarde, alors qu'il est déjà controversé.

Certains aspects du projet de réforme posent davantage de problèmes. Il nous paraît notamment contestable de mettre en œuvre, sous couvert de la RIE III, une réforme partielle et ciblée de l'imposition des personnes physiques. La modification du régime de

l'imposition partielle des dividendes peut se concevoir, dès lors qu'elle adapte l'allègement à la réelle lutte contre la double imposition économique. Il en va autrement de l'introduction d'un impôt sur le gain en capital provenant de participation. En effet, cette mesure n'est envisageable, à notre sens, que dans le cadre d'une réflexion globale de la fiscalité des personnes physiques. Il nous paraît inconcevable, dans la logique d'un système fiscal moderne, d'introduire une imposition des plus-values sur les participations, sans revoir celle qui frappe la fortune. Déjà en 2001, la Commission d'experts pour une imposition neutre des entreprises quant à la forme (ERU) avait envisagé une imposition des gains de participations, mais celle-ci s'inscrivait en parallèle à une exonération de la fortune commerciale (outil de travail)^a.

À notre avis – mais cela mériterait une réflexion qui dépasse le cadre de cet article –, une solution intéressante consisterait à envisager sérieusement la suppression de l'impôt sur la fortune dans les cantons. Il faudrait la combiner avec l'introduction d'une imposition (uniquement) cantonale des plus-values mobilières privées, dont les éléments essentiels seraient fixés dans la LHID. De la sorte, on remplacerait un impôt de moins en moins concurrentiel au niveau international par un autre dont le substrat économique se rapprocherait de celui de la fortune. Les taux d'imposition resteraient de la compétence des cantons, conformément au fédéralisme fiscal.

a Commission d'experts pour une imposition neutre des entreprises quant à la forme (ERU), *Rapport final*, juin 2001.

imposables¹⁰. La même distinction s'appliquerait pour l'imputation des pertes en capital¹¹.

Adaptation de l'imposition partielle des dividendes

Introduite par la réforme de l'imposition des entreprises II, la procédure d'imposition partielle des dividendes est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2009. Elle tend à lutter contre la double imposition économique. La réforme envisagée porte sur deux éléments. En premier lieu, elle élargirait le régime aux bons de jouissance et supprimerait l'exigence actuelle d'un minimum de détention pour bénéficier du régime de l'imposition partielle. En effet, le Tribunal fédéral a jugé contraire au principe d'égalité la différence de traitement qui existe entre les actionnaires, suivant que leur participation soit faible ou importante¹². En second lieu, le dégrèvement serait limité à 30%, pour tenir compte de la baisse programmée du taux de l'impôt sur le bénéfice, conséquence de la RIE III¹³.

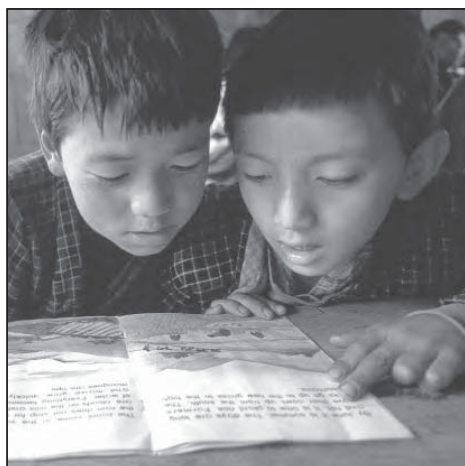
Mesures de compensation budgétaires

Suite à l'abandon des statuts spéciaux, de nombreux cantons vont devoir réduire considérablement leur impôt ordinaire sur le bénéfice, afin d'éviter des délocalisations massives de sociétés. On songera tout particulièrement aux entreprises établies dans les cantons de Genève ou de Vaud et qui sont spécialisées dans le négoce. Les administrations concernées devront donc supporter des baisses importantes de recettes fiscales. En l'absence d'émigration, le produit de l'impôt sur le bénéfice ne changera en revanche pas

pour la Confédération. Il en découle que, sans participation de la Confédération aux pertes fiscales cantonales, la répartition du rapport coût-bénéfice sera asymétrique¹⁴. La Confédération prévoit donc des *mesures de compensation verticales*, à hauteur d'un milliard de francs. À cet effet, il est envisagé de relever la part échouant aux cantons dans le produit de l'impôt fédéral direct, laquelle passerait de 17% actuellement à 20,5%.

Au surplus, le régime de la *péréquation des ressources*, introduit avec la réforme de la péréquation financière et la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT) serait ajusté. Pour mémoire, la péréquation des ressources prend en considération, au moyen d'une pondération (appelée facteur bêta), le fait que les bénéfices des sociétés à régime spéciaux, sur la base de l'art. 28 LHID, sont moins taxés dès lors qu'ils proviennent de l'étranger. Ces régimes supprimés, la diminution dans la pondération des bénéfices perdrait sa raison d'être. Les sociétés concernées seraient intégrées dans le potentiel de ressources, ce qui le gonflerait brutalement, surtout dans les cantons où résident de nombreuses sociétés à statuts spéciaux¹⁵. L'idée est d'introduire de nouveaux facteurs de pondération, qui tiennent compte de la diminution de l'exploitabilité fiscale des bénéfices.

- 1 Voir déjà le *Rapport intermédiaire de l'organe de pilotage à l'attention du DFF, Mesures visant à renforcer la compétitivité fiscale de la Suisse (3e réforme de l'imposition des entreprises)*, Berne, 7 mai 2013; Matteotti R. et Roth Ph., «Die Unternehmenssteuerreform III zwischen Kompetenz und Kompatibilität», *Archives de droit fiscal suisse*, 81 (2012/13), p. 681.
- 2 Voir DFF, *Rapport explicatif sur la consultation relative à la loi fédérale sur l'amélioration des conditions fiscales en vue de renforcer la compétitivité du site entrepreneurial suisse (loi sur la réforme de l'imposition des entreprises III)*, 19 septembre 2014 (ci-après DFF, *Rapport explicatif RIE III*).
- 3 DFF, *Rapport explicatif RIE III*, n. 1.2.3.2., p. 27.
- 4 Il est envisagé de déterminer le taux des intérêts notionnels sur la base du rendement des obligations de la Confédération à dix ans avec une majoration de 50 points de base et de prévoir un taux d'intérêt minimal de 2%; DFF, *Rapport explicatif RIE III*, n. 1.2.3.3., p. 34.
- 5 DFF, *Rapport explicatif RIE III*, n. 1.2.3.5., p. 35.
- 6 Et non pas «bilan commercial», comme l'indique le projet d'article 61a, al. 3, P-LIFD, respectivement 24c, al. 4, P-LHID.
- 7 Voir art. 31 P-LIFD et 67 P-LIFD. Cette règle est toutefois combinée avec l'exigence d'une imposition de 20% du bénéfice net avant compensation, tous les ans.
- 8 Voir art. 70 LIFD.
- 9 Voir art. 58a P-LIFD et 24a P-LHID.
- 10 Voir art. 20, al. 1, lettres g et h, P-LIFD; 7, al. 1bis, P-LHID.
- 11 Voir art. 32a P-LIFD; 9, al. 1bis, P-LHID.
- 12 ATF 136 I 65, consid. 5.5.
- 13 DFF, *Rapport explicatif RIE III*, ch. 1.2.3.10, p. 38.
- 14 DFF, *Rapport explicatif RIE III*, ch. 1.2.4, p. 39.
- 15 DFF, *Rapport explicatif RIE III*, ch. 1.2.5.1., p. 50.



Aider tous les jours

La continuité est la clé de la réussite. En étant marraine ou parrain de projet, vous aidez à implanter durablement un projet de l'UNICEF de votre choix à raison de 360 francs par an. Merci de votre aide. www.unicef.ch

unicef 

Mesures prévues par la troisième réforme de l'imposition des entreprises

La troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III) doit renforcer l'attrait de notre place économique au niveau international. Elle se compose d'un ensemble équilibré de propositions visant à concilier l'intérêt que présente la Suisse en tant que site d'implantation, le rendement financier de son système fiscal et son acceptation au niveau international. Le projet fédéral est actuellement en consultation.



La «licence box» permet de garantir des revenus découlant des droits de la propriété intellectuelle, soit les brevets, les marques et les droits d'auteur. Ceux-ci sont très présents dans l'industrie pharmaceutique.

Photo: Keystone

L'imposition des entreprises suscite un vif intérêt à l'échelle internationale. Ces derniers temps, cette tendance s'est accentuée en raison des initiatives de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), du Groupe des vingt principaux pays industrialisés et émergents (G20) et de l'Union européenne (UE). Le plan d'action de l'OCDE pour lutter contre l'érosion de la base fiscale et le transfert de bénéfice des multinationales («Base erosion and profit shifting», Beps) s'est révélé être le projet le plus important et le plus complet

dans ce domaine. En substance, les initiatives lancées visent à limiter la marge de manœuvre des multinationales en matière de planification fiscale transnationale. Sont particulièrement ciblés les revenus des facteurs mobiles et les possibilités qui leur sont offertes en matière de fiscalité. Ces dernières aboutissent à réduire les assiettes fiscales et à imposer très modestement les bénéfices des entreprises.

Abolition des régimes fiscaux spéciaux

Cette situation a entraîné un rejet international de différents pans du système fiscal suisse. Cela suscite des incertitudes juridiques, diminue la fiabilité de la planification pour les entreprises concernées et compromet l'attrait de la Suisse dans la compétition internationale que se livrent les différentes places économiques pour attirer les entreprises. C'est pourquoi il faut renoncer aux régimes fiscaux cantonaux créés pour les holdings, les sociétés de domicile et les sociétés mixtes.



Martin Daep
Senior Economist, Administration fédérale des contributions (AFC), Berne

Encadré 1

Mesures motivées par la politique en faveur de la place économique

Introduction d'une «*licence box*»: la «*licence box*» constitue le cœur des nouveaux règlements conformes aux normes internationales pour les revenus mobiles. Au moyen de cet outil, les revenus qui découlent des droits de la propriété intellectuelle d'une entreprise sont séparés des autres, afin d'être imposés dans une moindre mesure. Telle qu'elle est proposée, la «*licence box*» s'inspire de la «*patent box*» du Royaume-Uni, généralement considérée comme hautement compétitive.

On peut penser que les normes de l'OCDE, comme toutes les autres acceptées au niveau international, changeront et s'ouvriront aux régimes fiscaux de type «*boxes*». Il s'agira donc d'observer de près cette évolution dans le cadre du projet de troisième réforme de l'imposition des entreprises. Suivant l'évolution de la situation, il faudra examiner à nouveau s'il est encore opportun d'introduire une «*licence box*» et, si oui, de quelle manière cette dernière doit être conçue.

Impôt sur le bénéfice corrigé des intérêts sur le capital propre supérieur à la moyenne: dans le cadre de l'impôt classique sur le bénéfice, les intérêts sur le capital étranger peuvent être déduits de l'assiette fiscale au titre de charge justifiée par l'usage commercial. L'impôt sur le bénéfice corrigé des intérêts étend la déduction des coûts de financement au-delà de la déduction des intérêts passifs, puisque les intérêts notionnels sur le capital propre peuvent être déduits de l'assiette fiscale.

Dans le modèle proposé, la déduction des intérêts notionnels n'est accordée que sur le montant du capital propre excédant un autofinancement moyen défini de manière appropriée. Pour ce faire, les fonds propres sont subdivisés en deux composantes, à savoir les fonds propres de base et ceux de sécurité:

1. Les *fonds propres* de base d'une entreprise représentent le capital propre dont celle-ci a besoin durablement et à long terme pour son activité commerciale. À cet égard, il faut prendre en compte correctement les différentes classes d'actifs. Des taux de base spécifiques sont attribués à chacune d'elles pour le calcul de l'impôt sur le bénéfice.
2. La part du capital propre qui dépasse éventuellement le montant des fonds propres de base constitue les fonds propres de sécurité. Une déduction des intérêts notionnels est accordée sur ces fonds.

Trois objectifs pour une réforme

La suppression de ces régimes doit être compensée par une nouvelle stratégie fiscale poursuivant trois objectifs:

- *attrait de la Suisse*: la charge fiscale doit être déterminée de telle sorte que la Suisse reste un site d'implantation compétitif;
- *acceptation internationale*: les règlements fiscaux doivent être conformes aux normes internationales, celles de l'OCDE notamment, afin que d'autres États ne soient pas tentés de les remettre en question ou de prendre des mesures de rétorsion contre la Suisse;
- *rendement financier*: la réforme doit être conçue de telle sorte que le financement des tâches de la Confédération, des cantons et des communes soit assuré.

Pour atteindre ces objectifs, le Conseil fédéral a défini un axe stratégique reposant sur les trois éléments suivants:

- introduction de nouveaux règlements, conformes aux normes internationales, pour les revenus mobiles;
- réductions complémentaires des taux cantonaux d'imposition du bénéfice;
- autres mesures visant à améliorer la systématique du droit de l'imposition des sociétés.

Bien que certains régimes fiscaux cantonaux ne soient plus acceptés à l'échelle internationale, il existe toujours des activités entrepreneuriales qui sont faiblement imposées. La Suisse entend rester compétitive dans le domaine de l'imposition des activités mobiles des entreprises, tout en veillant à ce que ses régimes d'imposition spécifiques soient acceptés au niveau international: cette condition est nécessaire pour garantir aux entreprises concernées la sécurité en matière de droit et de planification. L'introduction de nouvelles réglementations conformes aux normes internationales pour les revenus de sources mobiles constitue ainsi un élément important de la réforme (voir encadré 1). Des réductions des taux cantonaux d'imposition du bénéfice viennent s'y greffer. Elles s'inscrivent dans la stratégie globale, même si elles n'appartiennent pas formellement à la RIE III.

Les autres mesures visant à améliorer la systématique du droit de l'imposition des sociétés ne répondent pas directement à l'évolution internationale qui a déclenché la RIE III. Elles sont d'abord motivées par la systématique fiscale, en ce sens qu'elles améliorent la sécurité du droit et atténuent les distorsions causées par la législation au niveau des décisions entrepreneuriales prises en ce domaine.

Elles permettent par ailleurs d'augmenter l'attrait de la place économique suisse.

Introduction de la «*licence box*»

L'imposition préférentielle des produits de licence («*licence box*») est au cœur de la nouvelle réglementation concernant les revenus de sources mobiles. Elle permet d'assurer que la charge fiscale sur les revenus découlant des droits de la propriété intellectuelle – soit les brevets, les marques et les droits d'auteur – puisse se comparer à celle qui pèse jusqu'à présent sur les sociétés mixtes. La «*licence box*» prévue permettra à la Suisse de conserver sa forte compétitivité dans le domaine de l'imposition de ces revenus. Cependant, les revenus qui étaient jusqu'à présent soumis à l'imposition ordinaire pourront également bénéficier de l'introduction de cet outil. La charge fiscale aux échelons des cantons et des communes s'en trouvera réduite, ce qui se traduira par des recettes fiscales amoindries. En revanche, la Suisse renforcera son attrait auprès des entreprises concernées, dans la mesure où celles-ci se montreront mobiles.

Réalisation des réserves latentes et réduction des taux cantonaux d'imposition des bénéfices

Pour les bénéfices actuellement imposés de façon préférentielle mais qui ne bénéficieront pas de la «*licence box*», la charge fiscale cantonale pourrait augmenter. En l'absence de toute autre mesure, la réalisation des réserves latentes, née du renforcement de la systématique fiscale, déploiera ses effets durant une période transitoire de dix ans au maximum. Cela se traduira par des amortissements supplémentaires qui permettront à la charge fiscale de rester au niveau de celle que l'on connaît actuellement. Toutefois, lorsque ces réserves latentes seront entièrement amorties, la charge fiscale ordinaire des cantons concernés se fera pleinement sentir. Il s'ensuit que ceux dans lesquels la charge fiscale ordinaire appliquée aux bénéfices est actuellement élevée doivent s'attendre, s'ils la maintiennent au même niveau, à une fuite d'une partie de leur assiette vers d'autres régions de Suisse, voire à l'étranger. Si les cantons choisissent de baisser leurs taux d'impôt sur le bénéfice, ils pourront certes maintenir les sociétés sur leur territoire, mais leurs recettes diminueront.

Introduction d'un impôt sur le bénéfice corrigé des intérêts

L'impôt sur le bénéfice corrigé des intérêts sur le capital propre supérieur à la

Tableau 1

Aperçu des mesures fiscales

Axe stratégique	Mesure	Échelons concernés	
		Confédération	cantons et communes
Introduction de nouvelles règles conformes aux normes internationales pour les revenus de sources mobiles	Introduction d'une licence box		✓
	Impôt sur le bénéfice corrigé des intérêts sur le capital propre supérieur à la moyenne	✓	✓
	Modifications de l'impôt sur le capital		✓
Réduction complémentaire des taux cantonaux d'imposition du bénéfice	Baisse des impôts cantonaux sur le bénéfice		✓
Mesures visant à améliorer la systématique du droit de l'imposition des sociétés	Introduction d'une réglementation uniformisée pour la réalisation des réserves latentes	✓	✓
	Suppression du droit de timbre d'émission sur le capital propre	✓	
	Modifications de la compensation des pertes	✓	✓
	Modifications de la réduction pour participations	✓	✓
	Modifications de la procédure d'imposition partielle	✓	✓
	Introduction d'un impôt sur les gains en capital réalisés sur des titres	✓	✓

Source: AFC / La Vie économique

Encadré 2

Mesures motivées par des raisons de systématique fiscale

Modifications de la compensation des pertes. Le droit en vigueur permet de déduire les pertes subies pendant les sept exercices commerciaux précédant la période fiscale. Le projet de réforme prévoit de lever cette limite, de sorte que les pertes pourront être reportées indéfiniment. En même temps, il propose de lisser les recettes fiscales, en prescrivant que 20% du bénéfice net avant compensation des pertes doit être imposé tous les ans.

Modifications de la réduction pour participations. La réduction pour participations consiste à exonérer de l'impôt sur le bénéfice les revenus provenant de participations, car ces derniers ont déjà été imposés pour les mêmes raisons à un autre échelon. Elle permet donc d'éviter de ponctionner ces revenus à de multiples reprises. Jusqu'à présent, on applique en Suisse l'exonération indirecte des revenus de participations, qui consiste à réduire proportionnellement le montant de l'impôt. Les auteurs de la réforme proposent de passer à l'exonération directe, courante à l'échelle internationale, qui prévoit la possibilité de déduire les revenus de participations de l'assiette fiscale. Ceux-ci ne seront, en outre, plus réduits d'une part correspondant aux coûts de financement et aux charges administratives.

Introduction d'un impôt sur les gains en capital réalisés sur des titres et modifications de la procédure d'imposition partielle. Dans le droit en vigueur, les gains en capital réalisés dans la fortune mobilière privée sont exonérés. Le projet de réforme veut limiter ce principe en soumettant à l'impôt sur le revenu les gains en capital réalisés sur des titres. En contrepartie, les pertes de capital pourront être compensées par des gains et des revenus en capital. Elles pourront également être reportées.

Afin de tenir compte de la charge préalable du fait de l'impôt sur le bénéfice, les revenus et les gains en capital réalisés par les investisseurs sur des droits de participation ne devraient plus être pris en compte qu'à raison de 70% pour le calcul de l'impôt. Quant au critère actuel d'éligibilité pour l'imposition partielle du bénéfice distribué, il sera supprimé.

moyenne permet d'offrir des conditions fiscales compétitives en ce qui concerne les financements effectués à l'intérieur d'un groupe. Jusqu'à présent, ces activités étaient assurées principalement au sein de la *Swiss Finance Branch* (entité suisse d'une société étrangère dédiée au financement intra-groupe) et dans le cadre du statut de holding. Cet impôt est en outre un préalable indispensable si l'on veut que les groupes suisses puissent centraliser leur fonction de trésorerie dans le pays. Pour créer des conditions compétitives dans ce domaine, il faut cependant également prendre des mesures dans le domaine de l'impôt anticipé.

L'impôt sur le bénéfice corrigé des intérêts sur le capital propre supérieur à la moyenne aura par ailleurs un effet territorial sur toutes les sociétés disposant d'un capital propre de sécurité. Cette mesure fera diminuer le taux moyen d'imposition du bénéfice, ce qui aura sur le choix du lieu d'implantation d'une société le même effet qu'une baisse générale de l'impôt sur le bénéfice.

Modification de l'impôt sur le capital

D'après le droit actuel, les sociétés dont les bénéfices sont imposés de façon préférentielle dans les cantons sont aussi imposées sur le capital à un taux réduit. Pour éviter de perdre leur attrait lors de la suppression

des régimes spéciaux, les cantons devraient pouvoir désormais agir sur l'impôt pesant sur le capital en réduisant les prélèvements liés aux participations, aux biens immatériels et aux prêts. Cette mesure sert à maintenir la compétitivité actuelle de l'impôt sur le capital.

Suppression du droit de timbre d'émission

Toutes les entreprises concernées profiteront de la suppression du droit de timbre d'émission sur le capital propre. Cela vaut pour les sociétés à capital très important qui viennent s'installer et pour les sièges de groupes, mais aussi pour les entreprises établies en Suisse qui ont de grands projets d'investissement. Cette suppression contribuera, en outre, à améliorer la neutralité du financement, car le financement par émission de droits de participation – autrement dit l'émission de nouveau capital propre – ne sera pas grevé par le droit de timbre d'émission.

Modifications de la réduction pour participations et de la compensation des pertes

Les modifications apportées au niveau de la réduction pour participations et de la compensation des pertes permettront, d'une

part, d'éliminer les impositions multiples au sein d'un groupe et, d'autre part, de déduire la totalité des éventuelles pertes subies à l'échelon des entreprises. La nouvelle réglementation en matière de réduction pour participations sera certes un peu moins attrayante que l'actuelle en ce qui concerne les pertes sur participations. Elle le sera, en revanche, davantage pour les bénéfices.

Introduction d'un impôt sur les gains en capital réalisés sur des titres

Les modifications de l'imposition partielle des bénéfices distribués et l'introduction d'un impôt sur les gains en capital réalisés sur des titres tiennent compte de la critique formulée par le Tribunal fédéral à propos de la conception actuelle de l'imposition partielle. Elles permettront d'augmenter la neutralité fiscale en ce qui concerne la forme juridique et le choix du financement.

Il existe déjà des incitations fiscales à exercer une activité entrepreneuriale dans le cadre d'une société de capitaux plutôt que sous la forme d'une activité lucrative indépendante. Cette tendance s'accroîtra si les taux de l'impôt cantonal sur le bénéfice baissent dans le cadre de la RIE III. Une imposition juste des détenteurs de parts permettra de réduire cet effet indésirable du droit fiscal sur les décisions des entreprises.

Afin de respecter la neutralité du financement, la réduction des coûts (élevés) de financement à l'échelon des entreprises est contrebalancée au niveau des ménages par une augmentation de leurs propres coûts de financement du fait de l'imposition des gains en capital. En plus d'améliorer la

neutralité du système fiscal, ce déplacement de la charge fiscale des entreprises vers les investisseurs augmente l'attrait de la place économique suisse. Dans le même temps, l'imposition des gains en capital réalisés sur des titres augmente la sécurité du droit en supprimant les questions très complexes de délimitation entre les revenus imposables et les gains de capital exonérés.

Sécurité et amélioration ponctuelle de l'attrait de la Suisse

Afin d'éviter que des pays étrangers ne prennent des mesures de rétorsion nuisibles pour l'économie suisse, il convient de supprimer les régimes fiscaux cantonaux controversés. En ciblant les revenus mobiles, on peut maintenir le fort attrait qu'exerce la place économique suisse, voire l'augmenter sur certains points. Les dispositions proposées s'attachent, toutefois, moins à cet objectif que le régime fiscal actuel. Elles peuvent donc entraîner des effets d'aubaine qui feront baisser les recettes de certains cantons et communes. Il faut accepter un tel fait, car renoncer à prendre des mesures pour les revenus mobiles entraînerait un exode massif de substance économique, ce qui diminuerait au final encore davantage les recettes fiscales.

Les mesures dont l'utilité était d'abord justifiée par la systématique fiscale permettent, en outre, d'augmenter la sécurité du droit et d'atténuer les distorsions causées par la législation au niveau des décisions entrepreneuriales prises dans le domaine fiscal. Elles contribuent, par ailleurs, à augmenter l'attrait de la place économique suisse. ■



**Coudre des chemises
12 heures par jour.
Enfermé avec 10 autres
enfants. Par 38 degrés.**

**C'est la triste réalité pour des millions d'enfants exploités
comme Sunita. Vous pouvez aider maintenant: tdh.ch**

www.facebook.com/tdh.ch

Terre des hommes
Aide à l'enfance. tdh.ch

Troisième réforme de l'imposition des entreprises: un défi budgétaire pour la Confédération

La politique fiscale est au cœur de la troisième réforme de l'imposition des entreprises. Si elle porte en priorité sur les régimes spéciaux accordés par les cantons, la Confédération sera aussi touchée. En effet, les mesures envisagées concernent, d'une part, des entreprises mobiles qui constituent aussi l'assiette fiscale de la Confédération. D'autre part, elles modifient les relations financières entre la Confédération et les cantons, tout en bouleversant les interdépendances entre ces derniers. L'adaptation de la fiscalité des entreprises est donc encadrée par des mesures de politique budgétaire.



Les recettes générées par l'impôt sur le bénéfice et provenant des sociétés à statut cantonal spécial correspondent pratiquement à la moitié des revenus de la Confédération issus de l'imposition des entreprises.

Photo: Services du Parlement



Lorin Altermatt
Section Politique budgétaire/rapports sur les finances, Administration fédérale des finances AFF, Berne



Pascal Utz
Chef suppléant, section Péréquation financière, Administration fédérale des finances AFF, Berne

La façon dont les entreprises sont actuellement imposées influence considérablement les recettes fiscales. En effet, les sociétés jouissant d'un régime spécial cantonal contribuent largement au financement des tâches publiques, que ce soit au niveau communal, cantonal ou fédéral (voir *graphique 1*).

L'impôt sur le bénéfice acquitté par ces mêmes sociétés génère des recettes qui sont 50% plus élevées pour la Confédération que pour les cantons et les communes. Cela s'explique par le fait que ce type de régime fiscal ne déploie ses effets qu'au niveau cantonal. À l'échelon fédéral en revanche, l'imposition se fait au taux ordinaire de l'impôt sur le bénéfice. La Confédération en bénéficie largement, puisque les recettes générées par ces entreprises représentent près de 50% de l'ensemble des impôts sur le bénéfice. Les cantons en conservent 17% par l'intermédiaire de la part cantonale. Pour eux, les recettes générées par ce type de sociétés sont d'une importance nettement moindre, puisqu'elles atteignent

environ 20% de l'ensemble des impôts sur le bénéfice, et ce même en tenant compte de la part cantonale.

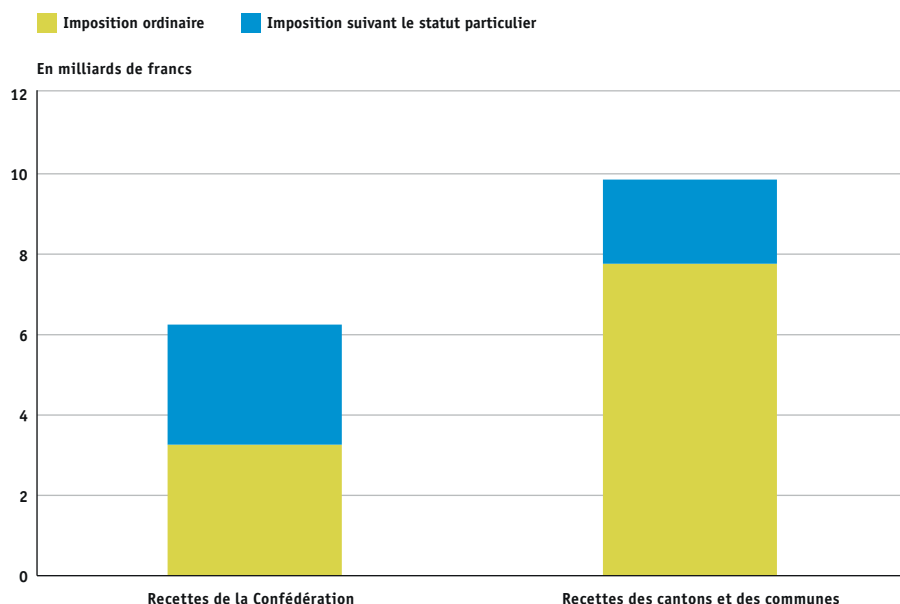
Une situation et des intérêts très différents d'un canton à l'autre

Derrière ces moyennes, il reste un fait: les sociétés bénéficiant d'un régime fiscal spécial sont réparties inégalement entre les cantons. La quote-part des recettes générées par ces mêmes sociétés dans l'ensemble des rentrées fiscales de toutes les sociétés confondues détermine, en premier lieu, son importance aux yeux d'un canton et de ses finances. Il faut, ensuite, prendre en compte la charge fiscale ordinaire appliquée aux bénéfices des entreprises: le nouveau régime applicable aux bénéfices des sociétés mobiles (en particulier la «licence box») ne constitue une réponse adéquate que pour une partie des entreprises jouissant aujourd'hui d'un statut fiscal préférentiel. Le reste sera à l'avenir soumis au régime d'imposition ordinaire et subira de fait, lors de la suppression

Graphique 1

Produit de l'impôt sur le bénéfice pour la Confédération, les cantons et les communes après distribution des parts cantonales

Moyenne des années 2008–2010, en fonction du type d'imposition

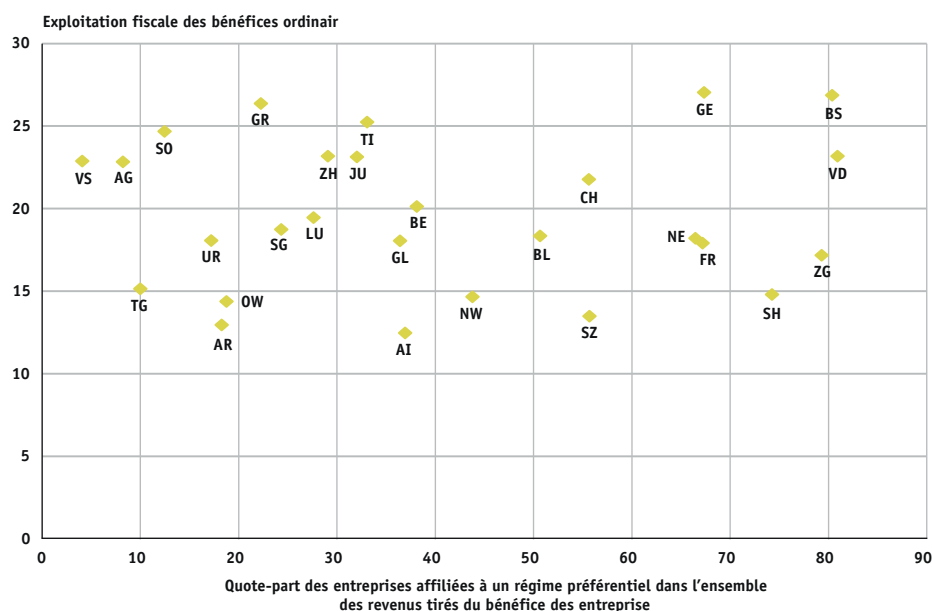


Source: AFC / La Vie économique

Graphique 2

Situation des cantons relative à la charge fiscale de l'impôt ordinaire sur le bénéfice et part des bénéfices des sociétés à régime fiscal cantonal

Moyenne des années 2008–2010, en %



Source: AFC / La Vie économique

des régimes fiscaux cantonaux, une hausse brutale de l'impôt sur le bénéfice. Étant donné que rien ne change en ce domaine à l'échelon fédéral, le régime fiscal ordinaire d'un canton devient déterminant pour retenir les sociétés mobiles qui ne bénéficient pas de la «licence box». Certains cantons devront donc baisser leur impôt ordinaire sur le bénéfice s'ils veulent rester compétitifs au niveau international.

L'imposition du bénéfice dans les cantons relève de la compétence exclusive de ces derniers et le niveau des taux appliqués ne fait donc pas partie formellement de la réforme. Toutefois, comme une part importante des sociétés profitant aujourd'hui d'un statut fiscal spécial ne bénéficiera pas des nouvelles réglementations fiscales, la baisse des taux cantonaux ordinaires aura un rôle capital à jouer. Sur ce point, la situation se présente différemment d'un canton à l'autre:

1. Plus le taux de l'impôt ordinaire sur le bénéfice est élevé, plus il sera nécessaire de l'abaisser et donc plus la diminution des recettes sera forte. Cela s'explique par le fait que les bénéfices imposés avant la réforme au taux ordinaire le seront après à un taux moindre;
2. Plus les recettes provenant des entreprises jouissant actuellement d'un statut spécial occupent une place importante dans l'ensemble des revenus tirés des personnes morales, plus la diminution des recettes sera forte si le canton ne baisse pas son imposition, et ce en raison de l'émigration. Par contre, si le canton diminue l'impôt ordinaire sur le bénéfice, ses baisses des recettes seront moins importantes, puisque relativement peu d'entreprises étaient imposées de façon ordinaire avant la réforme (effet d'aubaine).

Le graphique 2 indique la situation des cantons en fonction de ces deux facteurs déterminants¹.

Des mesures de compensation verticale pour répartir le poids de la réforme entre les collectivités publiques

Le canton qui décide de réduire l'impôt sur le bénéfice en supporte à lui seul les conséquences financières. En revanche, le produit issu de ce même impôt ne change pas pour la Confédération dans l'hypothèse où il n'y a pas d'émigration. Si le fédéral ne prenait pas sa part dans la diminution des recettes cantonales, les coûts et les avantages seraient inégalement répartis entre ces deux niveaux de l'État. La Confédération profiterait du maintien des bases de l'impôt sur le bénéfice dans les cantons, mais ces derniers seraient les seuls à supporter les coûts

1 L'exploitation fiscale des bénéfices ordinaires (autrement dit le produit de l'impôt sur le bénéfice divisé par la base de calcul correspondante) sert d'unité de mesure de la charge (effective) de l'impôt sur le bénéfice.

occasionnés par la sauvegarde de la compétitivité fiscale de notre pays au plan international. L'intérêt de la Confédération lui commande donc de soutenir financièrement les cantons. Un dispositif de compensation verticale leur ouvre la marge de manœuvre financière nécessaire pour abaisser la charge fiscale ordinaire qui frappe le bénéfice des entreprises en fonction de l'impact des réformes envisagées. Les cantons évitent ainsi de perdre de leur attrait fiscal et, parallèlement la Confédération conserve des recettes qui auraient pu lui échapper.

Comment déterminer la compensation verticale?

Pour fixer le montant de la compensation verticale, il faut principalement connaître l'avantage que les collectivités publiques tirent des régimes fiscaux qui s'adressent actuellement aux activités mobiles des entreprises. Les recettes de la Confédération provenant de l'impôt sur le bénéfice sont certes nettement plus élevées que celles des cantons, mais les chiffres ne tiennent pas compte des recettes fiscales découlant des retombées indirectes: or, celles-ci sont difficiles à quantifier. Si on considère les recettes

fiscales générées par le bénéfice des sociétés à statut particulier et leurs employés, on peut supposer que les avantages se répartissent de façon globalement symétrique entre la Confédération et les cantons. C'est pourquoi la compensation verticale se conforme au principe de la symétrie des sacrifices: en d'autres termes, la Confédération prend à sa charge la moitié du coût de la réforme.

Pour établir la symétrie des sacrifices entre la Confédération et les cantons, seules sont pertinentes les charges supplémentaires qui ne se répartissent pas symétriquement entre ces deux niveaux de l'État. Cette dissymétrie résulte de la baisse des impôts cantonaux sur le bénéfice. Les autres dispositions fiscales exercent également des effets sur le budget des collectivités publiques, mais ceux-ci se répartissent globalement de manière à peu près égale entre la Confédération et les cantons.

Le montant de la compensation verticale doit être déterminé à l'avance pour que les cantons puissent s'appuyer sur une planification fiable. En l'occurrence, le fait que les charges financières de la réforme ne soient pas connues au préalable constitue une difficulté majeure. C'est pourquoi la Confédération doit émettre des hypothèses et déduire les conséquences financières à attendre des décisions cantonales en matière de politique fiscale – et donc le montant nécessaire à la compensation verticale – sur la base d'un modèle (voir encadré 1).

Éviter les effets de répartition unilatéraux

Il ne faut pas seulement déterminer le volume de la compensation verticale, mais aussi savoir comment le répartir entre les cantons. Étant donné que le taux de l'impôt sur le bénéfice ne change pas au niveau fédéral, les baisses d'impôt décidées par les cantons se répercuteront sur leurs propres recettes. C'est pourquoi une mesure de compensation logique consiste à augmenter la part des cantons dans les recettes de la Confédération, de préférence dans le produit de l'impôt fédéral direct (IFD), car son rendement est suffisant et son produit varie relativement peu.

Deux méthodes sont possibles: on peut relever la part des cantons dans le produit de l'IFD prélevé soit sur les personnes morales ou alors sur les personnes physiques. Pour les cantons, il existe une corrélation positive entre le produit de l'IFD prélevé sur les personnes morales et la quote-part de leurs recettes fiscales provenant des sociétés à statut spécial par rapport à l'ensemble de leurs recettes. Le relèvement de la part cantonale dans le produit de l'IFD sur les personnes morales bénéficierait

Encadré 1

Extrapolation du montant de la compensation verticale

Les cantons font face à un dilemme en ce qui concerne le rendement de l'impôt: s'ils abaissent le taux de celui prélevé sur le bénéfice à un niveau concurrentiel sur le plan international, ils peuvent certes retenir le substrat mobile de cet impôt, mais leurs recettes se contracteront, étant donné que les entreprises imposées actuellement au taux ordinaire verront ce dernier diminuer. S'ils renoncent à abaisser le taux de leur impôt sur le bénéfice, leurs recettes fiscales diminueront aussi, puisque les entreprises très mobiles bénéficiant actuellement d'une imposition préférentielle émigreront.

Les conséquences financières de la politique fiscale adoptée par les cantons sont déterminées sur la base de ces deux options. Conformément aux objectifs de la réforme, qui sont de positionner le régime d'imposition des entreprises de manière optimale à la croisée entre l'acceptation internationale, la compétitivité fiscale et le rendement de l'impôt, le modèle utilisé repose sur l'hypothèse que les cantons opteront pour une solution optimale concernant le rendement de l'impôt. Il est basé sur des valeurs agrégées au niveau national. Ce modèle tient compte des effets indirects sur d'autres recettes fiscales et du fait que les baisses d'impôt décidées par certains cantons (en vue de rester compétitifs au niveau international) font monter la pression sur d'autres cantons dans le cadre de la concurrence fiscale nationale.

Sur la base de ce modèle, on peut déterminer le montant du substrat fiscal mobile à

retenir en abaissant le taux de l'impôt sur le bénéfice à un niveau compétitif internationalement, afin de minimiser la diminution agrégée des recettes de la Confédération, des cantons et de leurs communes. On obtient, en l'occurrence, une courbe en forme de U. Pour cela, on classe les cantons par rapport à la quote-part des bénéfices mobiles dans le total de l'assiette de leur impôt sur le bénéfice (en commençant par la plus forte). On s'aperçoit que la diminution agrégée des recettes baisse d'abord au fur et à mesure que le nombre de cantons qui abaissent leur charge fiscale à un niveau compétitif sur le plan international augmente. À partir d'un certain point, la courbe remonte, car les effets d'aubaine deviennent de plus en plus importants pour le substrat soumis jusqu'ici à l'imposition ordinaire.

Le montant de la compensation verticale correspond au point où la diminution agrégée des recettes est la plus faible. Il se monte à 2,2 milliards de francs. Une répartition symétrique voudrait que la Confédération et les cantons (avec leurs communes) en supportent chacun 1,1 milliard. La péréquation verticale devrait être modifiée et la part de la Confédération augmentée de 500 millions pour passer de 0,65 à 1,1 milliard. La contribution des cantons et des communes passerait dans le même temps de 1,8 à 1,1 milliard. On estime, dès lors, que les 650 millions de contribution augmenteraient à 1,1 milliard environ en 2019, année où l'on suppose que la réforme s'appliquera dans les cantons.

Tableau 1

Vue d'ensemble des conséquences financières et du financement au niveau fédéral de la troisième réforme de l'imposition des entreprises

Conséquences financières de la troisième réforme de l'imposition des entreprises (– charges, + allègements)	Volume (en milliards de francs)
Recettes	
Impôt sur le bénéfice corrigé des intérêts	–0,3
Suppression du droit d'émission sur le capital propre	–0,2
Adaptation de la réduction pour participations	–0,2
Impôt sur les gains en capital provenant de titres	+ 0,3
Adaptation de la procédure d'imposition partielle	–0,1
Dépenses	
Mesures de compensation verticale	–1,0
Contribution complémentaire	–0,2
Total	–1,7
Financement	
Mesures concernant les recettes	
Augmentation de l'effectif des inspecteurs fiscaux	0,3
Mesures concernant les dépenses	
Constitution d'excédents structurels	1,0
Suppression du droit d'émission sur le capital propre déjà prévu dans le plan financier	0,2
Économies d'intérêts par réduction de la dette (grâce aux excédents structurels; plein effet)	0,1
Épuisement de la compensation des cas de rigueur RPT	
Total	1,8

Source: AFC / La Vie économique

Encadré 2

Conséquences financières pour la Confédération et mesures de financement

Le *tableau 1* récapitule les conséquences financières (dans la mesure où elles sont quantifiables) de la troisième réforme de l'imposition des entreprises pour la Confédération. Ces chiffres se basent sur des calculs statistiques et tiennent compte des répercussions des recettes fiscales sur la part cantonale. En revanche, ce tableau ne tient pas compte des conséquences financières d'éventuels effets dynamiques sur l'impôt fédéral direct. Celles-ci peuvent se manifester si le nouveau régime fiscal pousse des entreprises à quitter la Suisse (diminution des recettes), si des entreprises viennent s'y établir ou si des entreprises qui y sont déjà établies enregistrent une plus forte croissance de leur bénéfice (augmentation des recettes). Ces effets dynamiques ne sont pas quantifiables. Le tableau énumère aussi les mesures de financement.

donc surtout aux cantons qui sont directement affectés par la réforme. Toutefois, les baisses d'impôt de ces mêmes cantons tendent à exacerber les tensions dans la concurrence fiscale nationale; ceux qui sont faiblement affectés tendront, à leur tour, à baisser la charge fiscale pour préserver leur compétitivité. Un relèvement de la part cantonale au produit de l'IFD sur les personnes physiques permet de prendre en compte de tels effets secondaires. Ce relèvement, combiné à celui déjà évoqué de la part au produit de l'IFD sur les personnes morales, élargit l'effet de la compensation. Celle-ci devient, par conséquent, moins unilatérale que si le relèvement porte uniquement sur le produit de l'IFD provenant des personnes morales.

L'IFD se nourrit pour moitié environ des personnes physiques et, pour l'autre moitié, des personnes morales. La part cantonale doit donc être relevée en fonction du produit total de l'IFD, afin d'assurer un effet de répartition équilibré.

Des charges supplémentaires à financer

Les mesures de compensation verticale grèvent lourdement le budget de la

Confédération. Les mesures envisagées en matière de politique fiscale ont également des conséquences financières (voir *tableau 1* et *encadré 2*). Il faut donc trouver des moyens de financer ces charges supplémentaires afin de respecter l'équilibre budgétaire. Or, les possibilités d'augmenter les recettes ne sont pas légion: la concurrence fiscale limite la possibilité d'alourdir la fiscalité des entreprises. Quant à celle qui pèse sur les personnes physiques, ce sont des raisons politiques qui l'empêchent.

Par ailleurs, la longueur des délais nécessaires pour transcrire la réforme dans les faits et le dynamisme de la concurrence fiscale internationale empêchent d'estimer la diminution des recettes fiscales avec certitude. Il faut donc concevoir un financement répondant à une certaine souplesse. Les charges financières que susciterait la réforme et qui resteraient après la compensation verticale doivent être absorbées par des excédents structurels. Compte tenu des délais importants évoqués ci-dessus, cette méthode permet de parer avec un maximum de souplesse aux risques éventuels. Si la marge de manœuvre disponible du point de vue actuel devait se rétrécir, on aurait encore le temps d'effectuer des corrections. Ce serait également le cas si le substrat mobile de l'impôt sur le bénéfice devait émigrer dès la phase préalable de la réforme et que le budget fédéral en subisse les conséquences. Les délais prévus permettent à ces corrections de s'étendre sur plusieurs années, ce qui évite à la politique budgétaire de changer brusquement de cap.

Un ajustement de la péréquation financière est nécessaire

La troisième réforme de l'imposition des entreprises aura un impact important sur la péréquation financière nationale. Actuellement, la pondération des bénéfices des sociétés jouissant d'un statut particulier est inférieure à celle des bénéfices des sociétés soumises à l'imposition ordinaire. La loi sur l'harmonisation des impôts directs oblige, en effet, les cantons à limiter l'imposition des bénéfices des sociétés bénéficiant d'un statut particulier. Ainsi, la pondération des bénéfices de ces sociétés dans la péréquation financière disparaît avec les régimes particuliers. De plus, les cantons où se concentrent un nombre élevé de sociétés bénéficiant d'un tel statut verraient leur potentiel de ressources augmenter jusqu'à 70% si la péréquation financière n'était pas ajustée (voir *encadré 3*). Cela les conduirait à contribuer davantage ou à moins recevoir dans le cadre de la péréquation.

Pour cette raison, la réforme pourrait se heurter à des bouleversements même si la situation économique ne changeait pas. Comme il s'agit d'un problème purement fiscal, le mécanisme de la péréquation financière doit être ajusté de manière à limiter autant que possible les répercussions pour les cantons. Cet ajustement doit se faire au moyen d'une pondération (appelée facteur zêta) des bénéfices dans le potentiel de ressources, comme c'est déjà le cas actuellement pour les bénéfices réalisés à l'étranger par des sociétés disposant d'un statut particulier. La proposition du Conseil fédéral prévoit un premier facteur zêta pour abaisser la pondération des bénéfices provenant de licences après la mise en œuvre de la réforme. Comme différents cantons seront obligés de réduire la charge fiscale ordinaire qui pèse sur les bénéfices, il y aura également lieu d'appliquer un second facteur zêta pour pondérer les bénéfices soumis à l'imposition ordinaire. Sa valeur sera, toutefois, sera nettement plus faible que pour le facteur zêta s'appliquant aux bénéfices provenant de licences.

Les facteurs zêta permettront de réduire nettement les bouleversements, mais ne les élimineront pas entièrement. La suppression des régimes particuliers se traduit par une hausse des bénéfices imposables dans le calcul des versements compensatoires et, par conséquent, par un potentiel de ressources plus élevé pour les cantons. Ce potentiel baisse, toutefois, avec les facteurs zêta; ce serait sans influence sur la péréquation financière si la part des bénéfices provenant des sociétés à statut particulier était la même dans tous les cantons et si celle des bénéfices intégrés dans la «licence box» était aussi la même. Comme il existe en réalité des différences importantes, chaque canton verra son potentiel de ressources évoluer différemment.

La troisième réforme de l'imposition des entreprises ne doit, cependant, pas entraver l'objectif de la péréquation financière: les cantons doivent continuer de disposer de moyens financiers suffisants pour assurer leurs tâches fondamentales. La péréquation actuelle vise à les doter de ressources financières au moins égales à 85% de la moyenne suisse. La réforme fera baisser cette moyenne et la dotation de 85% diminuera également en valeur nominale, alors que les tâches des cantons ne changeront pas. C'est pourquoi il faut s'assurer pendant la phase transitoire que les cantons présentant les potentiels de ressources les plus faibles ne disposent pas de moins de fonds, en valeur nominale, qu'à présent. Pour ce faire, une contribution complémentaire de 180 millions, répartie sur sept ans, sera mise à la disposition de ces derniers.

Une réforme lancée dans de bonnes conditions

La grande importance financière des assiettes fiscales mobiles sur lesquelles est calculé l'impôt sur le bénéfice, l'implication des trois échelons de l'État alors que la situation des différentes collectivités publiques est très hétérogène et les incertitudes découlant de la longueur des délais jusqu'à la pleine application font de la troisième réforme de l'imposition des entreprises un véritable défi budgétaire. Le contexte dans lequel s'effectue son lancement est cependant bon à plusieurs points de vue: sur le plan international, la Suisse est bien positionnée en ce qui concerne la charge ordinaire de l'impôt sur les bénéfices. Ceci réduit l'ampleur des baisses d'impôts nécessaires dans les cantons et, par conséquent, les diminutions de recettes. Une faible charge fiscale ordinaire constitue également un atout sur le plan international si l'on considère les efforts déployés actuellement. Comme ceux-ci visent à élargir les bases de calcul de l'impôt, le taux ordinaire de l'impôt sur le bénéfice prend une importance grandissante dans la compétition fiscale internationale.

Dans l'ensemble, les finances publiques suisses reposent toujours sur des bases très solides, même si plusieurs cantons risquent de présenter des excédents de dépenses. L'endettement a aussi été réduit ces dernières années, ce qui constitue un autre avantage: cela permet aux cantons et à la Confédération de mieux absorber des charges supplémentaires. Par ailleurs, la Suisse dispose d'un régime fédéral qui fonctionne bien et qui est politiquement bien accepté. L'introduction de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches en 2008 a, de son côté, nettement amélioré la transparence et le pilotage des flux financiers entre la Confédération et les cantons. Enfin, l'association des cantons à la préparation du projet dès son début a beaucoup contribué à emporter leur approbation quant à l'orientation de la réforme, ce qui représente un atout supplémentaire.

Encadré 3

Potentiel de ressources

Le potentiel de ressources sert à mesurer la capacité financière d'un canton. Il se compose du revenu et de la fortune des personnes physiques et des bénéfices des personnes morales. Il représente donc la base qu'un canton peut imposer indépendamment des taux d'imposition cantonaux.

Les cantons dont le potentiel de ressources est supérieur à la moyenne suisse sont considérés comme des cantons à fortes ressources et versent des contributions à la péréquation financière. Ceux dont le potentiel de ressources est inférieur à la moyenne suisse sont considérés comme des cantons à faibles ressources et reçoivent des paiements de la péréquation financière.

Si, à la suite de la troisième réforme de l'imposition des entreprises, un canton voit son potentiel de ressources baisser plus fortement que la moyenne suisse, ses ressources diminuent et il sera déchargé dans la péréquation financière. Le contraire se produit si la baisse du potentiel de ressources est inférieure à cette même moyenne.

Quels effets la suppression du «privilège holding» a-t-elle sur les recettes fiscales de la Confédération et des cantons?

Une simulation a permis d'obtenir un aperçu de l'impact qu'aura l'abolition des privilèges fiscaux accordés aux sociétés bénéficiant d'un statut particulier. Elle prend en compte le volume de substrat fiscal qui pourrait émigrer vers un pays étranger ou un autre canton. En se basant sur des hypothèses plausibles, elle montre que les recettes fiscales globales diminueront moins en cas de non-adaptation des taux d'imposition cantonaux que si la Confédération et les cantons appliquaient ensemble aux entreprises un taux unique de 13 ou 16%, donc relativement faible par rapport à aujourd'hui. L'absence de taux unique entraînerait en outre des déplacements de ressources entre les cantons, ce qui devrait être compensé par la péréquation financière.



L'étude explique comment les sociétés bénéficiant d'un statut particulier pourraient réagir à la suppression de leurs privilèges fiscaux.

Photo: Keystone

La troisième réforme de l'imposition des entreprises, dont le Conseil fédéral vient d'entamer la procédure de consultation, contient de nombreuses mesures. Les réflexions ci-après¹ montrent l'impact de ce qui en constitue l'élément central: l'abolition des privilèges fiscaux accordés aux entreprises à statut particulier, soit les sociétés holding, de domicile et mixtes. Les calculs se basent exclusivement sur des données accessibles au public et ne tiennent pas compte des autres éléments de la réforme, comme

les «licence boxes»². Cet article n'a donc pas la prétention de prévoir l'impact global de la réforme. Le fait qu'il se concentre sur la modification ayant rendu d'autres adaptations nécessaires lui confère toutefois une grande valeur d'illustration: il analyse quels seront les effets de l'abolition du régime fiscal spécial, indépendamment d'éventuelles mesures de compensation.

L'importance des sociétés à statut particulier diffère suivant les cantons

À l'heure actuelle, les cantons peuvent offrir des conditions d'imposition particulièrement attractives aux sociétés bénéficiant d'un statut spécial. Étant donné qu'une partie de ces firmes réalisent des bénéfices élevés, les cantons engrangent des recettes fiscales substantielles malgré les avantages concédés³: entre 2007 et 2009, ces sociétés ont payé en moyenne 2 milliards de francs d'impôts cantonaux par an. Cela correspond à environ 20% de l'ensemble des recettes que les cantons tirent de l'imposition des entreprises. Il



Wolfram Kägi
Économiste, directeur de B,S,S. Volkswirtschaftliche Beratung AG, Bâle



Michael Morlok
Économiste, chef de projet chez B,S,S. Volkswirtschaftliche Beratung AG, Basel

Tableau 1

Rendement de l'impôt fédéral et cantonal après l'abolition du statut particulier

en millions de francs	Rendement de l'impôt après l'abolition du statut particulier				Différence par rapport à la situation précédente (avec statut particulier)			
	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3	Scénario 4	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3	Scénario 4
Élasticité	1%	5%	10%	20%	1%	5%	10%	20%
ZH	2 135	1 968	1 822	1 663	398	231	85	-74
BE	734	698	668	637	84	48	17	-13
LU	288	389	473	560	42	143	228	314
UR	13	13	12	12	1	1	1	0
SZ	123	150	173	194	34	61	84	105
OW	15	17	18	20	1	3	4	6
NW	25	32	38	43	7	14	20	25
GL	26	24	22	19	7	5	3	0
ZG	771	998	1 178	1 338	312	539	719	878
FR	235	208	182	152	74	47	21	-9
SO	239	234	229	223	13	7	2	-3
BS	2 126	1 572	1 101	610	1 232	678	207	-284
BL	276	247	220	187	73	44	17	-16
SH	136	128	119	103	41	33	24	8
AR	23	27	31	34	3	7	11	14
AI	6	8	10	11	2	3	5	6
SG	434	409	385	353	83	58	34	2
GR	200	195	189	180	21	15	10	1
AG	549	539	530	519	29	19	9	-1
TG	105	103	101	98	8	6	3	0
TI	566	524	484	434	106	64	24	-26
VD	1 516	1 196	936	685	655	335	75	-176
VS	153	151	149	148	4	3	1	-1
NE	290	250	213	167	106	67	29	-17
GE	2 165	1 660	1 270	926	996	490	101	-244
JU	57	51	47	42	13	7	3	-2
Cantons	13 208	11 790	10 598	9 357	4 345	2 927	1 735	494
Confédération	6 323	5 926	5 584	5 207	-122	-518	-861	-1 238
Total	19 531	17 716	16 182	14 563	4 224	2 409	875	-744

Remarque: rendement de l'impôt de toutes les sociétés.

Source: Kägi, Morlok, sur la base de DFF (2013) et KPMG (2013) / La Vie économique

existe cependant de grandes différences entre eux. À Bâle-Ville, 57% des recettes prélevées sur les personnes morales proviennent des sociétés à statut particulier. Cette proportion est de 55% dans le canton de Zoug et de 43% dans celui de Schaffhouse. Dans les cantons de Vaud et de Genève, le substrat fiscal généré par ces sociétés est également largement au-dessus de la moyenne. À l'autre extrême, on trouve les cantons qui n'abritent qu'une poignée d'entreprises bénéficiant d'un régime spécial, à savoir le Valais (1%), Argovie (2%) et Uri (3%). La Confédération, pour sa part, impose ces sociétés sur une base ordinaire et génère ainsi quelque 3 milliards de francs de recettes fiscales annuelles. Cela représente la moitié du produit de l'impôt sur les entreprises au niveau fédéral.

Les sociétés à statut particulier face aux hausses d'impôt

Si les cantons ne peuvent plus offrir des privilèges fiscaux aux sociétés holding, de domicile et mixtes, la charge fiscale de ces entreprises augmentera considérablement. Selon nos calculs, les holdings sont actuellement imposées au taux moyen de 0,4% à l'échelle cantonale, alors que l'imposition ordinaire peut aller jusqu'à 16% selon les cantons. Dans le pire des cas, la hausse pourrait donc atteindre 15 points de pourcentage.

À première vue, un relèvement du taux d'imposition accroît les recettes de l'État. Toutefois, si elle provoque l'exode d'une grande partie des entreprises concernées,

les rentrées fiscales finiront par diminuer. La question cruciale est donc de savoir comment les sociétés jouissant d'un régime spécial réagiront à l'abolition des privilèges fiscaux. Naturellement, il est difficile de prévoir leur comportement. Pour contourner cette inconnue et illustrer les possibles répercussions d'une telle mesure, nous avons élaboré quatre scénarios qui se distinguent par des élasticité différentes⁴. Celles-ci indiquent dans quelle mesure les entreprises réagissent à une hausse d'impôt ou quel taux d'impôt provoquerait chez elles le besoin d'exiler leur substrat fiscal. Dans les quatre scénarios, le taux d'imposition est relevé d'un point de pourcentage:

- Scénario 1: exode de 1% du substrat fiscal;
- Scénario 2: exode de 5% du substrat fiscal;
- Scénario 3: exode de 10% du substrat fiscal;
- Scénario 4: exode de 20% du substrat fiscal.

La littérature spécialisée mentionne généralement des élasticité fiscales à un chiffre. Cependant, les entreprises concernées sont extrêmement mobiles. Il est donc parfaitement réaliste d'imaginer que l'élasticité puisse atteindre 20%.

Dans cette analyse, nous partons de l'hypothèse que les bases du calcul – en particulier les déductions – ne changeront pas dans le canton en cas d'abolition du statut particulier (pour l'entreprise qui y demeurerait établie). En d'autres termes, nous supposons que le bénéfice imposable

(après les déductions) reste le même. Cela est improbable dans la mesure où les sociétés concernées tenteront d'optimiser leurs charges fiscales par différents moyens. Pour la simulation, peu importe toutefois que les entreprises partent à l'étranger ou qu'elles se restructurent afin de réaliser moins de bénéfices en Suisse. En revanche, la manière dont elles réagiront à l'abolition a une influence sur le nombre d'emplois qui seront maintenus en Suisse (et, par conséquent, sur les impôts payés par les personnes physiques). L'analyse n'a pas inclus les recettes fiscales provenant de personnes physiques ni les impacts économiques supplémentaires que les sociétés à statut particulier pourraient engendrer, par exemple via leur demande intérieure.

Exode à l'étranger ou dans d'autres cantons

Les calculs présentés ci-après se fondent sur l'hypothèse que 50% des entreprises émigrantes (substrat de l'impôt sur le bénéfice) s'établiront à l'étranger et 50% dans un canton à faible niveau d'imposition⁵. Un tel comportement nous semble plausible: si leur situation fiscale se détériore nettement, de nombreuses firmes vont en principe se réorienter et chercher un site d'implantation optimal au niveau international. D'autres estimeront qu'il est plus naturel et plus avantageux pour diverses raisons de rester en Suisse, tout en cherchant une possibilité d'optimisation à l'intérieur du pays⁶.

Le *tableau 1* montre les résultats de l'étude, en tenant compte des impôts payés par les sociétés jouissant d'un régime spécial et par celles imposées au taux ordinaire. Dans chacun de ces scénarios, qui divergent par l'élasticité (voir plus haut), quelques entreprises quittent la Suisse. Pour la Confédération, il en résulte toujours une perte fiscale, car les barèmes fédéraux restent inchangés. Au niveau des cantons, en revanche, la situation varie. Dans le scénario où l'élasticité est élevée, certains cantons accusent des pertes. Ce sont ceux qui abritent aujourd'hui de nombreuses sociétés à statut particulier et qui appliquent un taux élevé à celles dépourvues de privilèges. Les plus touchés sont Bâle-Ville, Genève et Vaud. Par contre, les cantons à faible niveau d'imposition profiteront de la délocalisation d'entreprises à l'intérieur de la Suisse. Il est intéressant de constater que les cantons dans leur ensemble ne perdent des recettes fiscales que si l'élasticité est relativement élevée. A contrario, on peut aussi en tirer deux conclusions: soit les cantons ont accordé par le passé trop de déductions fiscales aux

Encadré 1

Base des calculs

Les calculs se fondent sur les chiffres publiés en 2013 par le Département fédéral des finances concernant le substrat fiscal des sociétés à statut particulier. Il s'agit d'estimations des recettes annuelles moyennes provenant de l'impôt sur le bénéfice pendant la période 2007–2009. Pour le taux ordinaire de l'impôt dans les cantons, nous utilisons l'étude publiée chaque année par KPMG^a.

Afin de calculer le substrat fiscal futur en utilisant les taux ordinaires, il faudrait également connaître les bénéfices réalisés par chaque type de société à statut particulier et la part des gains imposables (après les déductions). Or, ces informations ne sont pas publiques. C'est pourquoi nous avons calculé les bénéfices retenus en termes d'impôt sur la base des données relatives au substrat fiscal actuel. Nous avons profité du fait que le barème utilisé par la Confédération pour l'impôt fédéral direct est le même pour toutes les entreprises (8,5% statutaire; 7,83% effectif). Nous n'avons pas pu calculer la répartition des bénéfices entre les entreprises (il n'était, dès lors, pas possible de tenir compte d'une éventuelle imposition progressive dans les cantons).

En utilisant les informations sur le bénéfice des sociétés à statut particulier ainsi que le substrat fiscal réalisé dans les cantons, on peut en outre calculer quel était le taux cantonal moyen appliqué à ces entreprises durant les années 2007 à 2009: l'imposition globale – y compris l'impôt fédéral direct – des trois types de sociétés à statut particulier s'est élevée respectivement à 8,2%, 9,9% et 11,7%^b. Faute de données précises sur les taux d'impôt cantonaux applicables actuellement à ces entreprises (les dernières informations publiées à ce sujet remontent à 2003), nous avons pris pour hypothèse que les taux moyens sont valables pour tous les cantons. C'est là une simplification, car les taux appliqués aux sociétés holding, de domicile et mixtes varient d'un canton à l'autre. De ce fait, les recettes futures sont surestimées pour certains d'entre eux et sous-estimées pour d'autres. Il s'agit de prendre en considération cette marge d'imprécision en interprétant les chiffres des différents cantons.

^a KPMG, *KPMG's Swiss Tax Report 2013 – Der Steuerstandort Schweiz unter Druck*, 2013.

^b Dans les calculs concernant les taux d'émigration (élasticité), nous utilisons les taux de 8, 10 et 12% pour la taxation actuelle des sociétés holding, de domicile et mixtes.

- 1 Cet article se base sur les résultats de l'étude «Steuerkonflikt kantonale Unternehmenssteuerregime» (2014), réalisée par B.S.S. et Mundi Consulting sur mandat du groupe socialiste des Chambres fédérales. Sur les questions de technique fiscale, l'équipe chargée de ce projet a bénéficié du soutien de Peter Baumgartner, expert fiscal et ancien directeur de la fédération SwissHoldings. Les auteurs assument seuls la responsabilité du contenu du rapport final ainsi que de cet article. L'étude peut être téléchargée à l'adresse www.bss-basel.ch > rubriques «Projekte/Studien» > «Downloads» > «Studie Steuerkonflikt kantonale Unternehmenssteuerregime».
- 2 Les «licence boxes», dont l'introduction est proposée par le Conseil fédéral, permettent de faire une offre fiscale attrayante à une partie des entreprises concernées. Cela réduit le nombre de sociétés susceptibles de se délocaliser, mais ne change pas fondamentalement le problème, puisque toutes les firmes ne profiteront pas d'une telle taxation.
- 3 Les données relatives aux recettes fiscales que la Confédération et les cantons obtiennent des sociétés à statut particulier proviennent de la source suivante: Département fédéral des finances, *Mesures visant à renforcer la compétitivité fiscale de la Suisse (3^e réforme de l'imposition des entreprises)* – Rapport intermédiaire de l'organe de pilotage à l'intention du DFF, 2013.
- 4 Dans les lignes suivantes, nous utiliserons le terme «élasticité», bien qu'il s'agisse, techniquement parlant, d'une «semi-élasticité». Cette dernière notion exprime (en %) le volume de bénéfices qui se déplace lorsque le taux d'imposition augmente d'un point de pourcentage. Dans le cas d'une pure élasticité, les deux valeurs seraient considérées comme des valeurs relatives (en %).
- 5 L'étude elle-même montre également les implications de deux variantes: dans l'une, toutes les firmes émigrantes partent à l'étranger; dans l'autre, l'exode s'effectue exclusivement à l'intérieur de la Suisse.
- 6 Lorsqu'une entreprise quitte la Suisse, ses réserves latentes sont soumises à imposition, ce qui n'est pas le cas si elle déménage à l'intérieur du pays.

Encadré 2

Hypothèses et simplifications

- Selon notre définition, le terme de «délocalisation» comprend toutes les réactions que peut susciter un changement de régime fiscal parmi les sociétés à statut particulier. Il ne s'agit donc pas uniquement de l'exode à l'étranger, mais aussi, par exemple, d'une restructuration qui viserait à réduire les bénéfices imposables en Suisse.
- L'étude ne prend pas en considération l'imposition de personnes physiques (collaborateurs des entreprises à statut particulier), ni d'autres avantages économiques induits par les entreprises à régime spécial domiciliées en Suisse.
- Dans notre modèle, l'adaptation des taux d'imposition cantonaux a une influence sur les recettes fiscales que les cantons réalisent auprès des entreprises imposées sur une base ordinaire. Cependant, nous n'avons pas pris en compte l'impact des modifications de taux sur l'activité économique des entreprises concernées. Nous n'avons pas modélisé non plus l'émigration et l'immigration de sociétés imposées au taux ordinaire.
- L'analyse a également laissé de côté les effets des changements réglementaires prévus au niveau international.

sociétés à statut spécial, soit la mobilité de ces firmes est effectivement très grande et c'est en raison de sa fiscalité attrayante que la Suisse a pu les attirer, puis les garder sur son territoire. Cela signifierait que les prévisions concernant le comportement futur des entreprises doivent tenir compte d'une sensibilité élevée à l'aspect fiscal.

Conséquences de la réduction des taux cantonaux

Depuis quelque temps, on se demande si les cantons ne devraient pas réduire leurs taux d'imposition pour éviter des délocalisations. C'est pourquoi nous avons calculé quelles seraient les recettes fiscales avec des taux uniques de 16% ou de 13% (charge totale des impôts fédéraux et cantonaux). Résultat de cette simulation: dans deux variantes tablant sur une élasticité de 20%, la Confédération et les cantons perdent environ 3 milliards de francs de rentrées fiscales; ils s'en sortent encore moins bien avec la variante à 13%. La raison de ce résultat est la suivante: la baisse d'impôt réduit certes l'émigration d'entreprises, mais les pertes de recettes fiscales provenant des firmes soumises à l'impôt ordinaire sont beaucoup plus importantes que le bénéfice (ou la moindre perte) lié à l'exode ainsi évité.

Par ailleurs, nous avons calculé dans quelle mesure les cantons seraient incités à diminuer leurs impôts. Notre simulation montre que, selon le même raisonnement, les réductions fiscales ne sont pas raisonnables pour les cantons. Bâle-Ville est une exception: une baisse lui serait profitable, parce que ce canton perçoit un volume très important de recettes fiscales auprès des sociétés à statut particulier et que son taux d'imposition ordinaire est relativement élevé. Selon notre modèle, une bonne partie du substrat fiscal émigrera si l'imposition n'est pas adaptée. Étant donné que le calcul de l'assiette sur laquelle repose l'impôt sur le bénéfice devait partir d'hypothèses simplifiées (il n'existe pas de données sur la part nationale des sociétés privilégiées), ce résultat doit toutefois être interprété avec prudence, d'autant que les chiffres ne sont pas tout fait actuels.

Conclusion: une imposition attrayante des entreprises reste possible

Ces dernières années, d'autres sociétés à statut particulier sont venues s'établir en Suisse, selon les indications de l'Administration fédérale des finances. Cela peut signifier que la menace d'une émigration revêt aujourd'hui plus d'importance que

les chiffres utilisés dans notre étude ne le laissent penser. D'un autre côté, l'introduction de «licence boxes» (et d'autres allègements fiscaux acceptés par la communauté internationale), proposée par le Conseil fédéral, devrait permettre à un grand nombre de sociétés actuellement privilégiées de continuer à bénéficier de conditions fiscales attrayantes. Ainsi, le risque d'émigration ou de déplacements intercantonaux se réduirait. Relevons enfin que la réduction de l'imposition de toutes les entreprises, envisagée dans de nombreux cantons, peut déployer d'autres effets positifs, que nous n'avons pas examinés.

En guise de conclusion, voici les principaux résultats de notre analyse. Les différences cantonales existantes en matière de taux d'impôt sur le bénéfice offrent la possibilité de trouver en Suisse une bonne solution pour les entreprises sensibles à l'aspect fiscal. Dès lors, l'abolition des privilèges fiscaux fera probablement perdre à la Confédération et aux cantons moins de recettes que prévu. Alors que le régime spécial accordé à certaines entreprises n'est plus toléré sur le plan international, les différences de taux d'imposition entre les cantons restent compatibles avec l'OCDE.

Les délocalisations d'entreprises à l'intérieur de la Suisse devraient toutefois conduire à une nouvelle allocation des ressources entre les cantons. En principe, les règles de la péréquation financière compensent déjà partiellement les différences de potentiels de ressources. Néanmoins, les modifications introduites par la réforme de l'imposition des entreprises nécessiteront – comme le prévoit le Conseil fédéral – une adaptation de cette même péréquation financière. Enfin, lorsqu'on réfléchit aux conséquences de l'abolition du régime fiscal spécial, il faut aussi se demander si la réforme ainsi que d'éventuelles réductions d'impôt cantonales se répercuteront sur les finances des villes et des communes, et le cas échéant de quelle manière. ■

Faut-il alléger linéairement la fiscalité des entreprises?

D'après les commentateurs et les décideurs, la disparition des privilèges fiscaux cantonaux accordés aux sociétés à statut spécial doit s'accompagner d'un allègement de l'imposition des entreprises. Les études présentées ici montrent qu'une baisse qui s'adresserait à tout le pays ne se justifierait aucunement.

Les privilèges cantonaux accordés aux sociétés à statut spécial sont la réponse à un problème économique classique: comment fixe-t-on le prix optimal pour des clients dont la propension à payer n'est pas homogène? Lorsqu'il est possible d'identifier cette variable, on demandera un prix supérieur aux clients plutôt enclins à payer le prix fort qu'à ceux qui le sont moins. C'est précisément ce que font les cantons suisses: ils «vendent» moins cher leur site aux sociétés à régime spécial caractérisées par une haute mobilité et plus cher aux entreprises qui ont moins de possibilités de délocaliser.

Actuellement, le taux d'imposition effectif des entreprises à régime spécial va de 8 à 12%, en fonction du canton et du type de société, tandis qu'il varie de 12 à 24% pour les firmes ayant un régime d'imposition ordinaire¹. Ces taux comprennent l'impôt fédéral direct (IFD), qui est proche de 8%.

En quête du taux d'imposition optimal

L'UE et l'OCDE ont prévu de faire cesser cette différenciation. Dès lors, le principal obstacle contre lequel bute la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III) est la définition du taux d'imposition optimal dans le cas où cela se produirait.

Qu'entend-on par «optimal»? Les études qui se sont intéressées à la réforme ont habituellement pour seul objet le produit de l'imposition des entreprises. Ce faisant, on oublie que ces dernières créent aussi des emplois et génèrent des revenus pour les personnes physiques, lesquels sont ensuite imposés. Cette approche, qui privilégie les recettes fiscales directes, est d'autant plus légitime que de nombreuses sociétés à régime spécial sont plus appréciées comme gros contribuables que comme employeurs. De surcroît, il est bien plus difficile d'évaluer les effets indirects provoqués par ce type de réformes sur les revenus professionnels et les impôts qui en résultent que sur les recettes fiscales directement concernées.

Après la suppression du régime d'imposition privilégié, deux scénarios sont envisageables:

1. Il serait possible de fixer un taux d'imposition unique pour toutes les entreprises.

2. On pourrait essayer de continuer à appliquer un taux réduit à certaines entreprises à forte mobilité.
3. Les «licence boxes» discutées actuellement penchent pour la seconde solution. En lieu et place des sociétés à régime spécial orientées vers l'étranger, ce seraient les entreprises très novatrices à forte mobilité qui bénéficieraient d'une imposition réduite. Il semble que l'UE et l'OCDE acceptent actuellement cette distinction, contrairement aux privilèges fiscaux des sociétés à régime spécial.

Adaptation optimale pour un taux unique

Si l'on fait abstraction de l'option «licence box», le premier scénario pose la question suivante: quel taux ordinaire, valable pour toutes les sociétés, permettrait d'éviter au maximum un recul des recettes. *Salvi et Zobrist (2013)* ont été les premiers à apporter une réponse claire: c'est en choisissant un taux unique de 15% pour toute la Suisse que les pertes seraient les plus faibles. Elles atteindraient tout de même 4,2 milliards de francs. Les cantons sont toutefois libres de choisir les taux d'imposition qu'ils jugent optimaux, tant qu'ils garantissent une égalité de traitement à tous les types d'entreprises. Selon l'étude mentionnée, cette charge fiscale cantonale optimale serait, après suppression des statuts privilégiés, nettement inférieure au taux ordinaire actuel pratiqué dans sept cantons², soit ceux où le pourcentage de sociétés à régime spécial est nettement supérieur à la moyenne suisse. Dans ces cantons, le manque à gagner fiscal dû à la délocalisation d'une partie des sociétés à régime spécial serait sans doute plus élevé que si le taux d'imposition ordinaire des entreprises était réduit. Dans les autres



Pr. Marius Brühlhart
Faculté des hautes études
commerciales, université
de Lausanne



Pr. Kurt Schmidheiny
Faculté des sciences
économiques, université
de Bâle

¹ BSS (2014).

² Genève, Vaud, Zoug, Bâle-Ville, Neuchâtel, Schwyz et Schaffhouse.

³ Sur la base d'études internationales consacrées aux transferts de bénéfices transfrontaliers des entreprises multinationales (Huizinga et Laeven, 2008, par ex.).

⁴ Malheureusement, l'étude n'indique pas les résultats des simulations qui tiennent compte de la mobilité nationale et internationale des sociétés à régime spécial et des modifications du taux d'imposition modulées par canton.

⁵ AFC (2014).

⁶ Comme la correction des intérêts de l'impôt sur le bénéfice, la suppression du droit de timbre, le report de pertes sans limitation dans le temps et l'exonération fiscale de tous les revenus des participations.

Encadré 1

Les estimations pessimistes de l'Administration fédérale des contributions

Les estimations de Salvi et Zobrist (2013), BSS (2014) et Chatagny et al. (2014) montrent qu'il ne serait pas nécessaire de procéder à des baisses d'impôts généralisées. Il n'en va pas de même pour la Confédération. Pour l'AFC (2014), l'idéal serait – si l'on envisage toutes les recettes de l'imposition des entreprises – que quatre cinquièmes des cantons réduisent leur taux à 13% et que le cinquième restant le maintienne à 22%. Le raisonnement est le même avec une «licence box». Le recul des recettes est évalué à 2,2 milliards de francs.

D'où proviennent ces prévisions pessimistes? D'une part, l'AFC ne tient pas compte du fait que les sociétés à régime spécial peuvent aussi changer de domicile tout en restant en Suisse. Par définition, la délocalisation se fait toujours vers l'étranger, de sorte que le substrat fiscal est aussi perdu pour la Confédération. Cette même administration suppose, d'autre part, que toutes les sociétés à régime spécial quitteront la Suisse si le taux d'imposition est de 20%, ce qui présume d'une élasticité fiscale infiniment haute. Or, cette dernière n'a, à notre connaissance, aucune base scientifique.

Encadré 2

Bibliographie

- BSS, *Studie Steuerkonflikt kantonale Unternehmenssteuerregime: Schlussbericht*, 2014, BSS Volkswirtschaftliche Beratung, Bâle.
- Chatagny Florian, Köthenbürger Marko et Stimmelmayer Michael, «Troisième réforme de l'imposition des entreprises: impact économique de la taxation privilégiée des produits de licence», *Analyses KOF*, n° 3/2014, EPF Zurich.
- AFC, *Rapport explicatif sur la consultation relative à la loi fédérale sur l'amélioration des conditions fiscales en vue de renforcer la compétitivité du site entrepreneurial suisse*, Berne, 2014, Administration fédérale des contributions.
- Huizinga Harry et Laeven Luc, «International profit shifting within multinationals: a multi-country perspective», *Journal of Public Economics*, n° 92, 2008, pp. 1164–1182.
- Salvi Marco et Zobrist Luc, *Zwischen Last und Leistung: Ein Steuerkompass für die Schweiz*, Zurich, 2013, Avenir Suisse et Éditions Neue Zürcher Zeitung.

cantons, il serait préférable de conserver le taux ordinaire actuel: l'exode d'une partie des sociétés à régime spécial porte trop peu à conséquence pour que l'abaissement général de l'imposition ordinaire des entreprises vaille la peine. Si les cantons modifiaient leurs taux d'imposition de façon différenciée, la diminution des recettes fiscales se limiterait à 2,3 milliards de francs.

Ces modélisations montrent aussi clairement qu'une double uniformisation (entre les cantons et entre les types d'entreprises) serait préjudiciable. La modification des taux modulée par canton bouleverserait le paysage fiscal suisse: actuellement, le canton de Bâle-Ville a un taux d'imposition ordinaire supérieur de quatre points de pourcentage à celui du canton de Zurich. Après les modifications «optimales», les calculs de Salvi et Zobrist montrent que les taux à Bâle-Ville seraient de huit points de pourcentage inférieurs à ceux de Zurich. Cette dynamique entraînerait probablement d'autres modifications en raison de la concurrence à laquelle les cantons se livrent pour attirer les entreprises soumises à un régime d'imposition ordinaire.

Ces estimations dépendent fortement de la réaction des entreprises privilégiées à toute augmentation du taux d'imposition. Si personne ne met en doute l'élasticité fiscale de ces sociétés, il n'en reste pas moins que cette variable est très difficile à constater empiriquement. La plupart des études estiment qu'une augmentation d'un point de pourcentage de la charge fiscale sur le bénéfice se traduit par un exode de 10 à 20%³. Personne ne sait avec certitude dans quelle mesure ces données internationales s'appliquent aux sociétés à régime spécial domiciliées en Suisse. L'ordre de grandeur mentionné semble malgré tout plausible.

L'étude de BSS (2014) tente de déterminer, elle aussi, le taux unique cantonal optimal. Elle tient, en outre, compte de la mobilité à l'intérieur de la Suisse des sociétés bénéficiant d'un régime spécial. Actuellement, les taux d'imposition des bénéfices les plus bas (12%, IFD compris) sont approximativement égaux aux taux accordés à la majorité des sociétés à régime spécial. De la sorte, ces dernières peuvent continuer à bénéficier d'une fiscalité modérée, même après suppression de leurs privilèges fiscaux, puisqu'il leur suffit pour cela de se déplacer dans un autre canton. En supposant que ces sociétés émigrent pour moitié à l'étranger et pour moitié dans les cantons à faible imposition, BSS calcule un manque à gagner fiscal qui ne s'élève plus qu'à 0,7 milliard de francs si les privilèges fiscaux venaient à être purement et simplement supprimés. Toujours selon cette étude, le manque à gagner

pourrait se réduire encore davantage si certains cantons diminuaient leurs barèmes⁴. BSS conclut, en revanche, que l'abaissement généralisé du taux d'imposition à 16%, voire à 13%, occasionnerait une perte sèche d'environ 3 milliards de francs.

L'adaptation serait optimale avec la «licence box»

Avec le second scénario, la réforme tente de conserver la taxation privilégiée d'une partie des entreprises supposées à très forte mobilité. La «licence box» restrictive est un instrument qui permettrait de conserver la charge fiscale actuelle pour environ un tiers des bénéfices jouissant d'un régime spécial⁵. Chatagny, Köthenbürger et Stimmelmayer (2014) ont tenu compte dans leurs modélisations de l'impact de la «licence box» restrictive. Ils parviennent à un résultat étonnant: son introduction sans modification des barèmes d'imposition des entreprises entraînerait un recul des recettes fiscales de 0,9 milliard de francs seulement, tandis qu'une «licence box» combinée à un abaissement de quatre points de pourcentage de tous les taux cantonaux d'impôt sur le bénéfice générerait un manque à gagner de 2 milliards. Certes, cette étude ne présente pas les effets qu'auraient des diminutions plus réduites ou modulées par canton des taux d'imposition, mais elle indique clairement que l'introduction d'une «licence box» suffirait à rendre largement inutile toute modification des barèmes fiscaux au vu des recettes générées.

Conclusion: rien ne justifie un abaissement généralisé des impôts

Pour résumer, rien, dans les estimations présentées, ne justifie d'abaisser l'imposition de façon généralisée dans tout le pays à la suite de la suppression des privilèges fiscaux. C'est tout particulièrement vrai si l'introduction d'une imposition privilégiée des produits de licence s'avère être une option viable. Dans cette optique, il est aussi permis de considérer avec scepticisme d'autres allègements fiscaux généralisés figurant dans le projet mis en consultation⁶. Il n'en reste pas moins qu'un abaissement général des impôts sera la meilleure solution pour certains cantons, en particulier pour Genève et Vaud, où un très grand nombre de sociétés à régime spécial ne pourraient pas tirer parti d'une «licence box». Pour la plupart des autres cantons, il ne semble pas nécessaire d'agir, si l'on se réfère aux études présentées ici. Diminuer la charge fiscale en raison de l'abandon des statuts privilégiés mènerait à creuser les recettes publiques. ■

L'enjeu dépasse les recettes fiscales

Dans la région de Bâle, la troisième réforme de l'imposition des entreprises concerne surtout des sociétés établies de longue date, à vocation internationale et très novatrices. Il est essentiel qu'elle soit prévisible et financièrement viable à long terme si l'on veut que la région conserve ses principaux avantages concurrentiels: une fiscalité attrayante et des infrastructures favorables à l'innovation.



Ce sont des sociétés à vocation internationale et à la pointe de l'innovation qui font vivre la région bâloise. Elles opèrent, en particulier, dans les secteurs pharmaceutique, biotechnologique, agrochimique et médical.

Photo: Keystone

Ces dernières années, le canton de Bâle-Ville percevait environ 700 millions de francs par an au titre des impôts directs payés par les personnes morales¹. Comme on peut s'y attendre pour un pôle économique, la part de la fiscalité des entreprises dans les recettes y est supérieure à la moyenne nationale. De 2008 à 2010, une bonne moitié des impôts prélevés sur le bénéfice provenait de sociétés jouissant d'un régime fiscal privilégié².



Eva Herzog
Conseillère d'État,
cheffe du Département
des finances du canton
de Bâle-Ville



Sven Michal
Économiste, secrétariat
général, Département
des finances du canton
de Bâle-Ville

L'impact sur le pôle d'innovation est décisif

Loin d'être des sociétés «boîtes aux lettres», les firmes concernées par la troisième réforme de l'imposition des entreprises sont présentes depuis déjà longtemps dans la région bâloise. Il s'agit de sociétés à vocation internationale et à la pointe de l'innovation. Elles sont, en particulier, actives dans les secteurs pharmaceutique, biotechnologique, agrochimique et médical.

Les grandes entreprises opérant dans ces branches, mais aussi les nombreuses sociétés de plus petite taille, font de Bâle un pôle d'innovation de réputation mondiale. Leur importance est attestée par les 20 000 postes qu'elles créent dans le seul canton de Bâle-Ville. Les analyses de BAK Basel Economics montrent par ailleurs que chacun de ces emplois en génère indirectement deux autres. Qui plus est, leur productivité horaire est de 142 francs, soit près du double de la moyenne nationale. Les branches axées sur l'innovation représentent 35% de la valeur

Encadré 1

À la recherche d'une stratégie durable au niveau international

La stratégie optimale à suivre en matière d'impôts sur le bénéfice et le capital dépend fortement des effets du nouveau régime international, de l'imposition privilégiée des produits de licence et des autres mesures compensatoires. Le canton de Bâle-Ville entend maintenir approximativement la charge fiscale des entreprises concernées à son niveau actuel une fois le nouveau régime mis en place, en combinant mesures compensatoires et taux d'imposition du bénéfice. Il préservera ainsi tant la capacité concurrentielle du site que ses recettes fiscales.

Dans une étude récente^a, le KOF a souligné la pertinence de la combinaison de diverses mesures, en se basant sur un modèle d'équilibre général. Selon cette étude, la suppression pure et simple du régime spécial pourrait aboutir à la délocalisation de 88% du substrat fiscal des sociétés qui en bénéficient. Elle occasionnerait ainsi un manque à gagner annuel de 3,5 milliards de francs pour la Confédération et les cantons. Il est donc clair que l'inaction n'est pas une solution.

En revanche, si l'on introduit une «licence box» restrictive et que l'on abaisse modérément les taux d'imposition, soit de quatre points de pourcentage, le recul des recettes annuelles de la Confédération, des cantons et des communes se réduit, au premier abord, à 2 milliards. Toutefois, si l'on adopte une perspective dynamique, il ne s'élève plus qu'à 130 millions de francs.

Il ne faut pas non plus perdre de vue le contexte international. L'OCDE élabore actuellement (état à la clôture de la rédaction, soit septembre 2014) des normes applicables aux mesures fiscales telles que l'imposition préférentielle des produits de licence. Tant que ces solutions sont répandues à l'étranger, elles seront aussi indispensables pour notre pôle d'innovation.

Si la communauté internationale décidait de limiter les régimes spéciaux d'imposition, comme celui des produits de licence, la concurrence dont font l'objet les revenus imposés perdrait en intensité et le danger de délocalisation se réduirait. Il faudrait alors se demander si d'autres mesures compensatoires seraient judicieuses (comme l'encouragement «en amont», répandu à l'étranger). Pour le canton de Bâle-Ville, particulièrement concerné par les «licence boxes», il est capital que la Suisse exploite pleinement la marge de manœuvre que lui laisse la communauté internationale, sans toutefois mettre en péril l'acceptation du régime fiscal.

a KOF (2014).

ajoutée totale dans le canton de Bâle-Ville et 95% de celle du secteur industriel³.

Le pôle d'innovation bâlois rayonne dans toute la Suisse

Le pôle bâlois est d'une importance vitale pour la Suisse du Nord-Ouest. Grâce aux pendulaires, les revenus profitent en effet aux cantons environnants: à lui seul, le canton de Bâle-Campagne comptait en 2012 plus de 43 000 habitants employés dans celui de Bâle-Ville⁴. Même une Suisse championne du monde de l'innovation⁵ n'échappe pas à son influence: plus d'un tiers des brevets déposés par des entreprises suisses proviennent de la région de Bâle⁶.

L'enjeu dépasse donc les recettes fiscales. La troisième réforme de l'imposition des entreprises doit se mesurer à l'aune de la concurrence que d'autres sites, comme la Grande-Bretagne, les États-Unis, les Pays-Bas ou la Chine, nous livrent pour attirer investissements et emplois. La Suisse peut se prévaloir de son environnement fiscal, ainsi que de sa main-d'œuvre qualifiée, de ses accès aux marchés mondiaux, de sa qualité de vie et du niveau exceptionnel des infrastructures.

Les recettes dépendent de l'attrait du site

Les entreprises axées sur l'innovation ont besoin d'infrastructures de pointe. Il faut dès lors une réforme qui *simultanément* conserve son attrait à la fiscalité et maintienne les recettes au niveau nécessaire. Un brusque relèvement de la pression fiscale sur les multinationales porterait certes un coup à l'attrait du site, mais une réforme qui ne ferait pas suffisamment cas de la viabilité financière serait tout aussi nuisible, car elle mettrait en péril le financement des autres avantages concurrentiels.

Les «licence boxes», un instrument particulièrement judicieux

L'imposition préférentielle des produits de licence, ou «licence boxes», fait partie intégrante du projet de réforme. Cet instrument est particulièrement intéressant du point de vue économique, car il prévoit d'avantager fiscalement les sociétés qui réalisent des investissements en recherche et développement utiles sur le plan macro-économique. En Suisse, il s'agit au premier chef d'entreprises à la pointe de l'innovation dans la pharmacie, la chimie, les techniques médicales, la construction de machines, l'électrotechnique et l'alimentation.

Ce système s'applique déjà dans douze pays d'Europe⁷, avec des barèmes oscillant généralement entre 5 et 10%. Il est donc nécessaire en l'état actuel des choses pour résister à la concurrence. Les effets d'aubaine sont par ailleurs modestes: la plupart des entreprises qui peuvent tirer parti d'une «licence box» bénéficient aujourd'hui déjà des régimes fiscaux en vigueur.

La baisse de l'impôt sur le bénéfice produit des effets d'aubaine considérables

Dans le contexte international actuel, la Suisse ne peut conserver sa compétitivité par la seule diminution de l'impôt sur le bénéfice. Si un taux d'imposition unique de 13% par exemple semble attrayant au premier abord, il est cependant nettement supérieur aux taux de 5 à 10% appliqués aux produits de licence privilégiés.

Dans le modèle qu'elle a élaboré, celui d'une «licence box» restrictive, la Confédération suppose que les taux d'imposition du bénéfice diminueront de 22 à 16% en moyenne⁸. Pour les collectivités publiques, l'abaissement des barèmes ordinaires comporte d'importants effets d'aubaine. Pris isolément et en supposant que l'on parvienne à conserver les entreprises actuellement domiciliées dans le canton, il se traduirait pour Bâle-Ville par une diminution des recettes de 150 millions par an.

Abandon d'autres «mesures liées à la systématique fiscale»

La Confédération propose d'autres mesures fiscales: elle entend ainsi introduire une déduction des intérêts sur les fonds propres (impôt sur le bénéfice corrigé des intérêts), étendre la réduction pour participation et modifier l'imputation des pertes. Ces mesures ont ceci en commun que leur action n'est pas assez ciblée et qu'elles peuvent entraîner, dans une perspective dynamique, une réduction considérable des recettes des collectivités.

Le débat théorique sur la systématique fiscale a beau être intéressant, il tombe au mauvais moment. Les mesures énoncées ci-dessus compliquent la réforme et limitent la marge de manœuvre financière dont pourraient bénéficier les autres mesures, plus déterminantes. Aussi plaidons-nous pour leur abandon.

Les indispensables versements compensatoires de la Confédération

La Confédération a tout intérêt à ce que les cantons préservent leur capacité

concurrentielle, car la moitié des recettes de l'impôt sur le bénéfice qu'elle perçoit (plus de 3 milliards de francs par an) proviennent de sociétés à régime spécial. Elle propose donc d'octroyer des compensations aux cantons et entend relever la part de ceux-ci dans l'impôt fédéral direct de 17 à 20,5%.

Si ces mesures compensatoires sont utiles et nécessaires, la proposition de Berne ne suffit toutefois pas à garantir une répartition des coûts égalitaire entre la Confédération et les cantons: il serait approprié de verser un surplus de compensation aux cantons qui supportent, pour le bien de tout le pays, la majeure partie des coûts des infrastructures indispensables à notre site économique. Pour y parvenir, deux mesures peuvent être utiles, seules ou combinées: relever davantage la part des cantons dans l'imposition fédérale des personnes morales et augmenter la compensation des charges excessives dues à des facteurs sociodémographiques dans le cadre de la péréquation financière nationale.

Péréquation financière nationale: des changements s'imposent

L'exploitation fiscale des bénéfices des entreprises s'élève actuellement à 70% seulement de ceux des personnes physiques. Or, ces éléments sont intégralement pris en compte dans le calcul des versements compensatoires, ce qui constitue une charge excessive pour les zones économiques. Avec la réforme de l'imposition des entreprises, la modification de la péréquation financière nationale, déjà nécessaire aujourd'hui, n'en devient que plus urgente. Comme le propose le Conseil fédéral, les bénéfices des personnes morales ne doivent entrer dans la péréquation qu'à concurrence de leur exploitation effective. Les revenus des «boxes» doivent être pris en compte de façon réduite et en fonction de leur exploitation.

La stabilité, un facteur clé

La troisième réforme de l'imposition des entreprises bouleversera le régime fiscal suisse. Pour que cette démarche inévitable, d'une importance cruciale pour notre économie, réussisse, le maître mot est la prévisibilité, tant pour les entreprises que pour les collectivités. Il est ainsi indispensable d'adopter des mesures transitoires appropriées. Dans ce contexte, le canton de Bâle-Ville continuera à autoriser les entreprises à déclarer des réserves latentes si elles changent de régime. Il garantit ainsi que des valeurs déjà créées ne seront pas soudainement imposées à un taux supérieur. Dans le

projet qu'elle a présenté, la Confédération instaure sur ce point un régime fédéral harmonisé. Ainsi, les modifications de la fiscalité pourront se faire graduellement et durablement, sans décision brusque qui pourrait être source de surprises désagréables pour les entreprises et les pouvoirs publics.

Les bases de la réforme

Le projet soumis à consultation procède à un état des lieux. Pour défendre à long terme les intérêts du site économique suisse, la réforme doit se fonder sur les bases suivantes:

- introduction d'une «licence box» dans des limites acceptées sur le plan international;
- maintien de la prévisibilité, grâce à la déclaration des réserves latentes en cas de changement de régime;
- adaptation à long terme des impôts sur le bénéfice et sur le capital aux effets des mesures compensatoires;
- versements compensatoires ciblés de la Confédération;
- réduction de l'importance des entreprises dans la péréquation financière nationale;
- financement compensatoire perçu sur les actionnaires, car ces derniers tirent indirectement profit de la diminution de l'impôt sur le bénéfice.

Il convient d'abandonner les autres éléments de la réforme, qui ne sont pas indispensables, afin que celle-ci reste supportable du point de vue financier et ait des chances d'aboutir politiquement. ■

Encadré 2

Bibliographie

- BAK Basel Economics, *Volkswirtschaftliche Bedeutung der Statusgesellschaften in der Schweiz*, 2013 (a).
- BAK Basel Economics, *Volkswirtschaftliche Bedeutung der Innovationsintensiven Branchen in der Schweiz und ihren Kantonen*, 2013 (b).
- OFS, *Pendularité en Suisse 2012, 2014*.
- KOF, *Troisième réforme de l'imposition des entreprises: impact économique de la taxation privilégiée des produits de licence*, 2014.
- Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, *Indice mondial 2014 de l'innovation*, 2014.

1 Sans la part cantonale dans l'impôt fédéral.

2 Lorsque l'on compare les impôts des cantons, il faut garder présent à l'esprit qu'une société axée sur la recherche et basée sur un site comme celui de Bâle dispose en général d'une part de son chiffre d'affaires réalisée en Suisse (soit des revenus ne bénéficiant d'aucun privilège) plus élevée que, par exemple, une société de négoce en matières premières qui réalise la quasi-totalité de ses activités à l'étranger et dont la part privilégiée est plus élevée.

3 BAK Basel Economics (2013b).

4 OFS (2014).

5 Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (2014).

6 BAK Basel Economics (2013b).

7 Malte, Chypre, Liechtenstein, Pays-Bas, Luxembourg, Belgique, Hongrie, Grande-Bretagne, Portugal, Espagne, France et canton de Nidwald.

8 Abaissement effectif, y compris les impôts fédéraux, cantonaux et communaux.

Un défi majeur, mais aussi une chance pour Genève et pour la Suisse

Face aux pressions grandissantes de l'Union européenne et de l'OCDE, les autorités du canton de Genève ont été parmi les premières à se préparer, dès l'année 2011, à l'abolition inévitable des statuts fiscaux spéciaux. Cette anticipation s'explique par les conséquences destructrices d'une délocalisation massive des sociétés au cas où ces statuts seraient abolis sans mesures correctrices adéquates. Genève et d'autres cantons sont fortement concernés par cette problématique. Or, leur contribution est déterminante pour l'impôt fédéral direct et la péréquation financière intercantonale. La réforme en cours doit donc prendre équitablement en compte leurs intérêts. C'est à cette condition que la nouvelle imposition des entreprises bénéficiera à l'ensemble du pays.

En janvier 2011, le gouvernement genevois a rendu publique la stratégie qu'il a élaborée pour répondre à la fin programmée des statuts spéciaux accordés à certaines entreprises. Les mesures prévues poursuivent deux objectifs principaux: préserver les emplois et minimiser les pertes fiscales. Cette stratégie passe d'abord par une diminution importante du taux d'imposition ordinaire appliqué au bénéfice des personnes morales, de manière à introduire un taux unique situé autour de 13%. Elle consiste ensuite à obtenir des compensations fédérales appropriées: celles-ci se justifient par le fait que, dans le système actuel, la Confédération est la première à profiter des sociétés à statut particulier, par le biais de l'impôt fédéral sur les bénéfices des personnes morales.

Un énorme risque économique, social et fiscal

En octobre 2012, Genève a présenté les résultats d'une étude de l'institut universitaire Créa¹ qui mesurait l'impact sur l'économie cantonale des 945 sociétés au bénéfice d'un statut de société auxiliaire et des 136 sociétés qui leur sont directement liées (voir encadré 1). C'est la première fois qu'une telle analyse était réalisée en Suisse.

Ces sociétés versent 35% des impôts perçus sur les personnes morales. Leurs collaborateurs représentent 13% des impôts payés par les personnes physiques. Ajoutons à cela les impacts économiques et sociaux liés à l'emploi: les sociétés au bénéfice d'un statut fiscal spécial et celles qui leur sont directement liées fournissent à Genève 21 000 emplois directs, auxquels s'ajoutent environ 30 000 emplois indirects et induits

dans l'économie locale, soit plus de 50 000 emplois au total. Les principaux secteurs concernés sont les quartiers généraux de multinationales, les sociétés actives dans le négoce de matières premières («trading») et les entreprises industrielles, notamment dans le domaine de la chimie.

Dans ce contexte, si rien n'était entrepris par le canton de Genève, la suppression des statuts fiscaux spéciaux ferait bondir les taux d'imposition des sociétés concernées de 11% environ à plus de 24%. Ces dernières n'hésiteraient pas à se délocaliser vers les nombreux pays à fiscalité attrayante, qui cherchent activement à attirer des investissements et des entreprises. Il suffirait du départ de quelques acteurs majeurs pour infliger à notre canton un choc économique et social destructeur².

Une stratégie plus que jamais actuelle

La stratégie du gouvernement genevois a été confortée par la feuille de route du Conseil d'État vaudois d'avril 2014, qui va dans le même sens en prévoyant de réduire progressivement jusqu'à 13,79% le taux effectif d'imposition des bénéfices. Pour les deux cantons lémaniques, comme pour d'autres, la baisse du taux constitue une réponse indispensable à la disparition des statuts spéciaux. Les autres mesures fiscales envisagées – telles la «licence box» – ne peuvent avoir qu'une utilité marginale, étant donné la structure économique de ces cantons. Le coût annuel de la baisse d'impôt est estimé à environ 500 millions de francs pour Genève et 450 millions pour Vaud.

Les deux cantons qui forment la métropole lémanique se trouvent dans une situation comparable. Ils collaborent étroitement au niveau gouvernemental, en vue de défendre des positions conjointes dans le cadre du débat fédéral. Ils sollicitent une compensation appropriée des pertes induites par la réforme, considérant que celle-ci ne peut profiter à l'ensemble du pays que si elle est équitable et équilibrée.

Or, la Confédération profite massivement des recettes fiscales émanant des sociétés à statut particulier, puisque celles-ci lui procurent près de la moitié du produit de l'impôt sur les bénéfices. Les cantons



Serge Dal Busco
Conseiller d'État du
canton de Genève,
chargé du Département
des finances

bénéficiaires de la péréquation financière intercantonale (RPT) ont, par ailleurs, tout intérêt à ce que les cantons contributeurs comme Genève ne soient pas financièrement affaiblis. Cela risquerait en effet de déséquilibrer à leur détriment tout le système de solidarité confédérale.

Il est, dès lors, légitime que la Confédération contribue fortement aux coûts que seront contraints d'assumer les cantons concernés. La péréquation financière devra également être réaménagée, afin d'intégrer la disparition des statuts fiscaux spéciaux dans le calcul des potentiels de ressources des cantons.

Premiers constats relatifs au projet fédéral

Le Conseil fédéral a rendu public son *Rapport explicatif sur la consultation relative à la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III)*, ce qui a ouvert la consultation. Notre canton examine actuellement ce document très dense avec la plus grande attention et fera part de ses observations.

Quelques constats généraux peuvent d'ores et déjà être posés à ce stade. Tout d'abord, nous nous associons pleinement aux grandes orientations du projet. Celui-ci vise à supprimer les statuts spéciaux, à introduire des mesures techniques suppléatives respectant les normes internationales, à procurer aux cantons une marge financière suffisante par des mesures de compensation verticales de la part de la Confédération et à adapter le calcul du potentiel des ressources dans la RPT. Le projet, tel qu'il est mis en consultation, traduit la volonté louable du Conseil fédéral de lancer un débat national ouvert sur tous les aspects de la réforme, en tenant compte également d'une éventuelle évolution des normes internationales dans le cadre de l'OCDE.

Dans le cadre de ce débat, les priorités du canton de Genève s'articuleront autour des axes suivants:

- limiter les mesures fiscales à celles qui, comme la «licence box», visent directement à compenser la suppression des statuts spéciaux, afin de ne pas alourdir inutilement le coût de la réforme;

- augmenter l'enveloppe globale des compensations versées par la Confédération aux cantons;
- revoir la clé de répartition de cette enveloppe, afin qu'elle ne s'effectue pas selon le principe de l'«arrosage», mais profite prioritairement aux cantons qui sont effectivement touchés par la réforme;
- adapter de manière appropriée la RPT pour intégrer la disparition des statuts spéciaux, en veillant à ne pas gonfler artificiellement la contribution des cantons qui ne bénéficieront que marginalement de la «licence box»;
- éviter que les coûts de la réforme soient reportés sur les personnes physiques.

Une occasion unique pour l'avenir de notre pays

Le processus de réforme qui s'est engagé est l'un des plus déterminants auxquels notre pays ait dû faire face dans son histoire récente. L'enjeu est à la taille de la complexité du dossier et le débat sera aussi riche qu'animé. Il s'agit de mettre en œuvre un dispositif équilibré et fiable, qui tienne compte des intérêts légitimes des cantons les plus touchés, intérêts qui rejoignent ceux de la Suisse. Si nous y parvenons, nous nous serons donné les moyens de renforcer durablement la compétitivité de notre économie et d'améliorer le bien-être de la population. Nous sommes confiants dans la capacité de notre pays à saisir cette occasion de consolider notre avenir commun. ■

1 Institut de macroéconomie appliquée, «Sociétés auxiliaires et liées: impacts direct, indirect et induit sur l'économie genevoise», 11 octobre 2012. Étude réalisée sur la base des données fiscales de 2008.

2 Pour l'IFD, les 84 sociétés réalisant les bénéfices les plus importants à Genève représentent 78% de l'impôt total; parmi elles, 62 sont des sociétés bénéficiant d'un statut (données 2010).

Encadré 1

Impact économique des sociétés au bénéfice d'un statut fiscal spécial (base 2008)

Impôt des personnes morales:	576 millions de francs
Impôt des personnes physiques:	435 millions de francs
Total impôts cantonaux et communaux:	1011 millions de francs
Impôt fédéral direct:	640 millions de francs (hors part cantonale)

Se concentrer sur l'essentiel

Le projet de loi relatif à la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III) constitue un pas important vers la résolution du conflit fiscal avec l'UE et l'OCDE. Le canton d'Argovie juge pertinentes les mesures proposées – par exemple l'introduction de la «licence box» – pour remplacer la suppression des formes privilégiées de taxation. Il se montre, en revanche, sceptique à l'égard de certaines mesures d'accompagnement, en particulier une hausse de l'impôt des personnes physiques.

L'Argovie est le quatrième canton le plus peuplé de Suisse et l'un des plus puissants économiquement. Doté d'une structure décentralisée, il se situe entre les métropoles de Zurich et de Bâle. Sa superficie et sa situation géographique imprègnent son économie et sa fiscalité. Ces deux facteurs déterminent également à quel point le canton est concerné par la RIE III.

Le canton d'Argovie dispose de nombreux petits centres économiques, dont le principal se trouve dans la région de Baden. Les entreprises qui sont prêtes à assumer des coûts d'implantation élevés pour avoir leur siège dans une grande ville ou pour réduire au maximum leur charge fiscale ne choisissent généralement pas notre canton. Ce dernier offre, cependant, des avantages aux sociétés qui cherchent un équilibre entre les facteurs d'implantation dont elles ont besoin: des spécialistes bien formés, une infrastructure concurrentielle, des locaux à prix avantageux et une fiscalité modérée. Le canton attire en outre les pendulaires qui travaillent dans les centres extracantonaux, en raison de ses qualités de vie et de logement, ainsi que de son accessibilité.

Impôt sur le bénéfice et péréquation financière nationale

Les sociétés à statut privilégié ont un poids très faible en Argovie, en comparaison avec les autres cantons. Quant aux entreprises soumises à la taxation ordinaire, elles offrent au canton un potentiel de ressources légèrement inférieur à la moyenne nationale. Le taux d'imposition qui leur est appliqué se situe également un peu au-dessous de la moyenne depuis la baisse des tarifs décidée en 2009 et compte tenu de la nouvelle diminution, déjà décidée, qui sera effective dès 2016. À la suite de la RIE III, d'autres réductions de l'impôt sur le bénéfice pourraient s'avérer nécessaires, ce qui aurait des effets sur la péréquation financière nationale.

Le canton d'Argovie fait partie des cantons receveurs. Les sommes qui lui sont reversées au titre de la péréquation financière sont, toutefois, modestes par rapport à sa population. Sur les 17 cantons

bénéficiaires, un seul obtiendra en 2015 un versement inférieur par habitant. Parmi les quinze autres cantons, certains reçoivent des contributions nettement plus élevées par habitant.

Concurrence des places économiques et RIE III

Pris isolément, le canton d'Argovie pourrait supporter le départ de ses sociétés à régime spécial, vu leur nombre restreint. Il n'aurait donc pas nécessairement besoin de mesures de remplacement. Un examen plus approfondi montre toutefois que le canton d'Argovie est concerné – comme tous les autres – par la problématique de l'UE et de la RIE III: d'une part, le comportement des entreprises ayant des revenus mobiles aura un impact économique sur l'ensemble de la Suisse; d'autre part, il faut tenir compte du comportement des autres cantons.

Si d'autres cantons prévoient des solutions généreuses de types «boxes» ou s'ils baissent substantiellement leurs taux d'impôt ordinaires sur le bénéfice, Argovie devra suivre le mouvement, étant donné la concurrence que se livrent les places économiques. Les solutions spéciales entraîneront des effets d'aubaine, car les entreprises soumises actuellement à la taxation ordinaire en profiteront également.

«Licence boxes» et impôt fédéral direct

Selon le canton d'Argovie, les réformes proposées par le Conseil fédéral sont en principe pertinentes et appropriées. Deux éléments sont au cœur de la RIE III: une «licence box» relativement restreinte ainsi qu'un impôt sur le bénéfice corrigé des intérêts et axé sur les fournisseurs de services financiers. Actuellement, de tels règlements sont en vigueur dans divers États de l'UE et de l'OCDE.

Pour le canton d'Argovie, il serait souhaitable que la «licence box» soit également prise en compte – dans une mesure modérée – au niveau de l'impôt fédéral direct. Cela allégerait quelque peu la charge des cantons et réduirait le risque de voir



Roland Brogli
Conseiller d'État du canton d'Argovie, chef du Département des finances et des ressources

s'installer une dynamique d'appréciation toujours plus généreuse dans l'octroi de «licence boxes».

L'introduction d'un tel système au niveau de l'impôt fédéral direct permettrait une harmonisation non seulement verticale, mais également horizontale, de la taxation. Au cours des derniers mois, plusieurs milieux ont demandé que cette option soit examinée. Malheureusement, le rapport explicatif ne fournit pas de clarifications solidement étayées à ce sujet.

Se focaliser sur les points clés

Hormis ces deux composantes, le projet de loi contient une diversité de dispositions fiscales. On peut se demander si une palette aussi large est réaliste ou s'il ne serait pas plus judicieux de se concentrer sur quelques mesures seulement. Le canton d'Argovie renoncerait, par exemple, à modifier le système de la déduction pour participations. Le passage de la méthode indirecte à la méthode directe n'est pas une solution de remplacement pertinente pour les sociétés qui jouissent actuellement d'un statut spécial. Il augmenterait la charge administrative pesant sur les entreprises et les autorités fiscales, sans améliorer l'attrait de la place économique.

De même, le canton d'Argovie estime qu'il n'est pas nécessaire, pour résoudre la problématique de l'UE, d'étendre aux petits actionnaires la taxation privilégiée des dividendes ou de reprendre les pertes de sociétés de groupe.

Un facteur d'exploitation fiscale fixe plutôt que relatif

La modification du régime fiscal des personnes morales nécessitera une adaptation de la péréquation financière. Il importe, toutefois, de conserver le système équilibré actuel, qui a fait ses preuves, et de renoncer à des demandes d'ordre politique qui ne sont pas directement liées au nouveau régime. C'est pourquoi le canton d'Argovie propose d'appliquer dans la péréquation des ressources un facteur d'exploitation fiscale fixe et non relatif (ou facteur zêta) tel qu'il est prévu dans le projet de loi. Une bonne adaptation de la péréquation financière contribuera à faire accepter la RIE III.

La péréquation des ressources se base déjà sur des facteurs de pondération fixes qui ne peuvent être influencés par la politique fiscale des cantons. Avec un facteur d'exploitation fixe, on évite que les cantons forts baissent excessivement les impôts des

personnes morales et qu'ils profitent ainsi d'une réduction des versements compensatoires due à la baisse de leur indice des ressources.

Symétrie des sacrifices entre la Confédération et les cantons

Le Conseil fédéral prévoit de soutenir les cantons à hauteur d'environ 1 milliard de francs, sous la forme de mesures de compensation verticales. Étant donné que la Confédération n'envisage pas de baisser ses impôts, cette symétrie des sacrifices entre les deux niveaux de l'État est absolument nécessaire. Elle doit passer par une augmentation de la participation des cantons à l'impôt fédéral direct. Celle-ci est actuellement de 17%. Elle pourrait être portée à 20,5%.

Un élément est essentiel dans ce contexte: le relèvement de la part cantonale doit être général. S'il concernait uniquement l'impôt fédéral direct payé par les personnes morales, cela fausserait la concurrence en faveur des cantons bénéficiant d'un substrat fiscal relativement important auprès des entreprises.

Pas de transfert sur les personnes physiques

Le canton d'Argovie est sceptique à l'idée de générer de nouvelles recettes fiscales, en particulier parce que ce projet ne concernerait que les personnes physiques. L'imposition des gains en capital réalisés sur les titres de fortunes privées reviendrait à faire passer à la caisse les personnes physiques pour compenser en partie la baisse d'impôts accordée aux entreprises.

Le projet de loi est un pas important vers une résolution acceptable du conflit fiscal avec l'UE et l'OCDE. Nous sommes aujourd'hui bien plus avancés qu'il y a un an. Le brouillard se lève lentement. La Confédération a déployé beaucoup d'efforts et accompli un bon travail. Tous les cantons devront faire des compromis, en fonction de leur situation initiale. Les conditions-cadres étant difficiles, le meilleur résultat que puisse atteindre la RIE III est une insatisfaction moyenne de tous les participants. Cependant, nous ne sommes toujours pas au bout de nos peines. Le potentiel d'optimisation existe encore. À cet égard, il faut se focaliser sur l'essentiel et éviter d'attiser encore la concurrence fiscale intercantonale. ■

Les tractations secrètes entre la Confédération et les cantons ne débouchent pas sur les bonnes solutions

La troisième réforme de l'imposition des entreprises s'est négociée à huis clos entre la Confédération et les cantons, avant qu'une analyse en profondeur de la situation ne soit menée. Un tel examen manque toujours au niveau économique. Il ne faut, dès lors, pas s'étonner que l'actuel projet du Conseil fédéral ne réponde pas au problème. La solution ne réside pas dans des subventions fédérales qui compenseraient les baisses de recettes fiscales cantonales, mais dans un renforcement de la péréquation financière. Celui-ci s'accompagnerait de mesures limitées dans le temps qui permettraient aux cantons de s'adapter à la nouvelle situation.

L'Union syndicale suisse (USS) soutient le démantèlement des privilèges fiscaux cantonaux. Ses répercussions différeront, toutefois, fortement selon les cantons. Dans beaucoup d'entre eux, il n'y aura pas de changement, puisque ce type d'exemption n'y existe guère. D'autres abritent un grand nombre de sociétés bénéficiant d'un statut spécial, mais sa suppression ne les verrait guère migrer, l'impôt ordinaire étant très faible (c'est le cas à Zoug). Le problème ne se pose que dans les cantons où une partie notable de l'assiette fiscale repose sur les entreprises privilégiées et où l'impôt ordinaire est relativement élevé (Bâle, Genève et Vaud). Si les firmes à haute mobilité devaient être imposées à ce taux, une partie d'entre elles émigreraient. La plupart d'entre elles ne chercheraient pas à quitter le pays, mais seulement à changer de canton. En outre, la transition pourrait être très longue, car à partir du moment où ces sociétés seraient assujetties à l'impôt ordinaire, elles pourraient amortir leurs réserves latentes déclarées, ce qui amoindrirait considérablement leur charge fiscale. Selon les experts, ces firmes pourraient avoir jusqu'à dix ans pour s'adapter.

La charge fiscale reste basse en Suisse pour les entreprises

Les changements proposés auront des conséquences sur les revenus fiscaux des différentes collectivités. Comme les sociétés à statut spécial paient peu d'impôts, la disparition des privilèges se traduira même par un surcroît de recettes fiscales pour les cantons dans la majorité des scénarios. L'évolution au niveau fédéral dépend fortement des flux migratoires, notamment entre cantons. L'étude B.S.S., décrite par la Confédération comme une «base solide», table, dans son scénario le plus pessimiste (autrement dit sans déclaration des réserves latentes, «licence box», etc.) sur une émigration vers l'étranger de la moitié des sociétés concernées, ce qui représenterait un manque à gagner de plus de 1,2 milliard de francs. Au cas où davantage d'entreprises resteraient en Suisse, ce chiffre se réduirait.

Il ne fait pas de sens d'user du système de l'arrosoir en versant 1,2 milliard de fonds

fédéraux à l'ensemble des cantons pour leur permettre de baisser leurs impôts sur les personnes morales. La grande majorité des cantons ne sont pas touchés par la disparition des privilèges fiscaux; ils pourraient même en bénéficier. La Confédération, en négociant à huis clos avec les cantons, a fait preuve de légèreté en les suivant dans leur désir de baisse générale des impôts.

La cohérence économique voudrait que l'on conforte la péréquation financière en même temps que l'on abolit les statuts spéciaux, pas que l'on subventionne une baisse des impôts cantonaux. Il faudrait plus particulièrement étudier un renforcement de la péréquation des charges sociodémographiques, afin que les cantons perdants soient dédommagés par les gagnants. La déclaration des réserves latentes facilitera le processus d'adaptation et stabilisera les recettes fédérales. Si celles-ci devaient être lésées, on pourrait au pire envisager une «licence box» restreinte, dont la nécessité devrait être vérifiée périodiquement. Les éventuels effets d'aubaine devraient être évalués exactement. Quant aux autres baisses d'impôt proposées par le Conseil fédéral, l'USS ne peut les accepter. Elle trouve, par contre, positive l'imposition des gains en capitaux avancée.

Les entreprises doivent aussi payer des impôts

Les entreprises ont autant besoin des services publics (infrastructures, formation, etc.) que les ménages; cela est encore plus vrai dans un système fédéraliste, dans lequel la fiscalité est d'abord cantonale et communale. Sans impôt sur les personnes morales, les centres économiques où des entreprises ont installé leur siège affronteraient des difficultés financières. Les actionnaires étrangers seraient même subventionnés de cette façon. Cela réduirait indirectement la charge fiscale des personnes aisées: en effet, si l'impôt sur le bénéfice est faible, celles-ci pourraient transférer leur fortune dans l'entreprise afin d'être moins imposées. Tant que la Suisse ne percevra pas d'impôt sur les gains en capitaux, il suffira d'une vente pour transférer ces gains dans les fortunes privées et échapper à l'impôt.



Daniel Lampart
Chef du secrétariat
de l'Union syndicale
suisse (USS)

RIE III: beaucoup reste en jeu pour l'industrie

Si la Suisse ne supprime pas les régimes fiscaux qui lui sont reprochés, les sanctions qui risquent de s'abattre excluront de fait ses groupes du marché mondial. Le but de la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III) est de remplacer le régime actuel par un autre mieux accepté. Une part très importante des recettes fiscales est ainsi remise en cause. Pour que les entreprises demeurent en Suisse, il faut qu'elles continuent d'y bénéficier de conditions compétitives internationalement.

Jusqu'à présent, la Suisse imposait à un taux privilégié les revenus provenant de l'étranger par rapport à ceux réalisés sur son territoire. Cette séparation comptable («ring fencing») profite au fisc et aux entreprises; en effet, elle stimule les recettes de façon ciblée et évite les effets d'aubaine qui pourraient s'avérer onéreux. Ces règles d'imposition sélectives se trouvent, toutefois, sous le feu de la critique internationale. Les discussions menées avec l'UE ont duré des années. Elles ont permis de hisser, en 2013, le projet «Base erosion profit Shifting» à un niveau supérieur et de le doter d'un potentiel de rétorsion encore plus important. L'OCDE et le G20 annonceront, ces prochains mois, les résultats des examens menés sur les régimes de différents pays. Il est déjà établi que le système suisse enfreint les normes internationales en matière de concurrence fiscale. S'y accrocher conduirait inéluctablement à des sanctions contre la Suisse. L'exemple des «listes noires» italiennes montre le niveau que celles-ci pourraient atteindre. Pour la Suisse, dont l'économie réalise une grande partie de ses affaires avec l'étranger, des sanctions prononcées par la communauté des États l'excluraient de fait des marchés internationaux. L'importance de nos exportations est telle que le Conseil fédéral s'est déclaré favorable à un abandon des régimes spéciaux.

Un emploi sur deux provient des multinationales

Pratiquement jusqu'aux années 2000, la Suisse n'était pas une destination privilégiée par les groupes internationaux autres que ceux opérant déjà depuis son territoire. La première réforme de l'imposition des entreprises, en 1998, a créé des conditions favorables aux groupes étrangers, leur permettant d'exercer leurs fonctions essentielles depuis la Suisse. Entre 2000 et 2010, les multinationales ont créé plus de 165 000 postes dans le pays, soit la moitié des nouveaux emplois. Ajoutons que chaque place de travail dans un groupe international en garantit 1,5 à 1,6 dans l'artisanat local et les services. En fin de compte, ces personnes physiques et morales génèrent un accroissement de la masse fiscale dont profitent la

Confédération et les cantons. Les recettes cantonales sur les personnes morales ont augmenté de 50% durant cette décennie, malgré la crise financière et bien que les barèmes cantonaux se soient réduits d'un quart. Depuis la première réforme jusqu'au début de la crise financière de 2007, les recettes fiscales ont même été multipliées par deux.

Maintenant, il n'est pas du tout évident que les recettes fiscales continuent de se déverser dans les proportions connues jusqu'ici. Il faudra, au contraire, de sérieux efforts pour qu'elles ne se tarissent pas. Le Conseil fédéral a donc raison de chercher, avec la RIE III, un système acceptable – avec, tout d'abord, la «licence box» – en lieu et place d'un régime devenu indéfendable. La Confédération soutiendra, en outre, les cantons qui devront baisser leur taux d'imposition sur le bénéfice.

Offrir des conditions comparables internationalement

L'industrie suisse désire que la recherche et le développement, ainsi que les fonctions de direction, continuent de s'exercer sur notre territoire. Les entreprises doivent, toutefois, justifier certains facteurs de coût auprès de leurs investisseurs. Ainsi, le franc fort, qui renchérit la production et les impôts, occupe une place centrale. Ces coûts ne doivent pas excéder un certain seuil. Si les régimes spéciaux qui régissent l'imposition des activités à l'étranger devaient disparaître sans être remplacés, la charge fiscale passerait de 8 à 12% aujourd'hui à plus de 20% dans la moitié des cantons. Or, plusieurs places concurrentes – en premier lieu la Grande-Bretagne – ne dépassent pas les 10% dans ce cas. La RIE III doit proposer aux groupes internationaux opérant depuis la Suisse des conditions fiscales comparables à celles de leurs principaux concurrents. Il ne s'agit donc pas pour les entreprises de payer moins d'impôts qu'aujourd'hui. ■



Martin Zogg
Avocat, membre du comité exécutif, responsable de la fiscalité nationale et internationale, Swiss-Holdings, Berne

Agenda de politique économique

Dossiers	Début de la consultation, message	1 ^{er} Conseil Commission, plénum
Deuxième étape de l'ouverture du marché de l'électricité www.ofen.admin.ch	Début de la consultation: 08/10/2014	
Stratégie énergétique 2050 www.ofen.admin.ch <i>La Vie économique</i> 11/2012, p. 3ss	Début de la consultation: 28/09/2012 Message: 04/09/2013	Commission: CEATE-N: délibération en cours (05/11/2013)
Troisième réforme de l'imposition des entreprises www.dff.admin.ch <i>La Vie économique</i> 11/2014, p. 3ss	Début de la consultation: 22/09/2014	
Révision totale de la loi fédérale sur l'approvisionnement économique du pays (LAP) www.defr.admin.ch	Début de la consultation: 20/02/2013	
Réforme de la prévoyance vieillesse 2020 www.dfi.admin.ch <i>La Vie économique</i> LVE 09/2013, p. 3ss	Début de la consultation: 20/11/2013	
Loi sur la mise en œuvre des recommandations du Gafi www.sfi.admin.ch <i>La Vie économique</i> 01-02/2014, p. 48ss	Début de la consultation: 04/09/2013 Message: 13/12/2013	Commission: CAJ-E: délibération achevée (19/02/2014) Plénum: CE: délibération achevée (11/04/2014)
Loi sur l'infrastructure des marchés financiers www.sfi.admin.ch	Début de la consultation: 13/12/2013 Message: 03/09/2014	
Révision de la loi sur la protection de l'environnement www.ofev.admin.ch	Début de la consultation: 27/06/2013 Message: 12/02/2014	Commission: CEATE-N: non-entrée en matière (01/09/2014) Plénum: CE: entrée en matière (18/09/2014)
Fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération www.odm.admin.ch	Début de la consultation: 26/02/2013	

Décisions du Conseil fédéral

(du 22 septembre au 19 octobre 2014)

22/09

Troisième réforme de l'imposition des entreprises: le CF décide d'ouvrir la consultation sur le projet. Ce dernier doit permettre, tout en tenant compte de l'évolution du contexte international, de développer le système fiscal et de renforcer la compétitivité de la Suisse. L'attrait de la place économique de la Suisse doit être renforcé et les impôts payés par les entreprises doivent conserver une place essentielle dans le budget de la Confédération, des cantons et des communes. Les travaux préparatoires de ce projet de réforme, dans lesquels les cantons et les milieux économiques ont été largement impliqués, ont duré plusieurs années.

08/10

Deuxième étape de l'ouverture du marché de l'électricité: à partir de 2018, tous les consommateurs suisses devraient pouvoir choisir leur fournisseur d'électricité, y compris les ménages et les entreprises artisanales. C'est en ce sens que le CF lance une procédure de consultation portant sur l'arrêté fédéral relatif à l'ouverture complète du marché de l'électricité. Cette procédure durera jusqu'au 22 janvier 2015.

2^e Conseil
Commission, plénum

Règlement des divergences, Référendum
vote final aux Chambres
fédérales

Commission:
CAJ-N: délibération achevée
(27/05/2014)
Plénum:
CN: délibération achevée
(19/06/2014)

Règlement des divergences
en cours

Modifications
dans l'Agenda

Abréviations diverses

CAJ	Commission des affaires juridiques
CE ou E	Conseil des États
CEATE	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie
CER	Commission de l'économie et des redevances
CF	Conseil fédéral
CdF	Commission des finances
CN ou N	Conseil national
CPE	Commission de politique extérieure
CSEC	Commission de la science, de l'éducation et de la culture
CSSS	Commission de la sécurité sociale et de la santé publique
CTT	Commission des transports et télécommunications

Une Suisse orientale dominée par l'industrie des biens d'équipement

La Suisse orientale comprend les cantons d'Appenzell Rhodes-Extérieures et Intérieures, Glaris, Schaffhouse, Saint-Gall et Thurgovie. Elle englobe des espaces densément reliés au grand Zurich, mais aussi périphériques. Son économie se caractérise comme toujours par le rôle important des industries de biens d'équipement. Les mutations structurelles lui imposent de s'éloigner des entreprises traditionnelles pour évoluer vers des branches à plus forte valeur ajoutée.



Le groupe Stadler Rail est le fleuron industriel de la Suisse orientale. De 18 employés en 1989, ses effectifs sont passés à plus de 2500 aujourd'hui.

Photo: Keystone

Quelque 11,6% de la population nationale vit en Suisse orientale. La région recouvre 10,7% du territoire helvétique et fournit 9,5% du produit intérieur brut (PIB). Cela correspond à un PIB par habitant qui atteint à peine 84% de la moyenne nationale; c'est la valeur la plus faible de toutes les grandes régions.

Une force économique inférieure à la moyenne nationale

La faiblesse relative de l'économie en Suisse orientale se reflète aussi dans l'indice de performance, qui mesure l'activité d'une région en prenant pour critères, d'une part, le PIB par habitant, d'autre part la croissance du PIB et de la population active. Avec 104 points, l'indice régional est certes supérieur à la moyenne de l'Europe occidentale qui sert de référence (100), mais inférieur à 111, valeur pour la Suisse (voir graphique 1). Cet écart avec la moyenne nationale n'est cependant pas dû à la composante «croissance». Sur la décennie écoulée (2003–2012), la Suisse orientale affiche même une

progression du PIB légèrement supérieure à celle du pays entier (voir graphique 2).

Comparée à celle d'autres régions à l'étranger également axées sur l'industrie des biens d'équipement, la performance économique de la Suisse orientale est appréciable (voir graphique 1). En effet, l'indice de performance de l'Agder og Rogaland (Norvège) est le seul à dépasser le sien. La force économique de la Suisse orientale équivaut à peu près à celle de la Haute-Autriche et du sud de la Finlande. Elle surpasse celle de régions comme Fribourg-en-Brisgau, Tübingen ou la Lombardie.

Une place économique attrayante grâce à une faible imposition

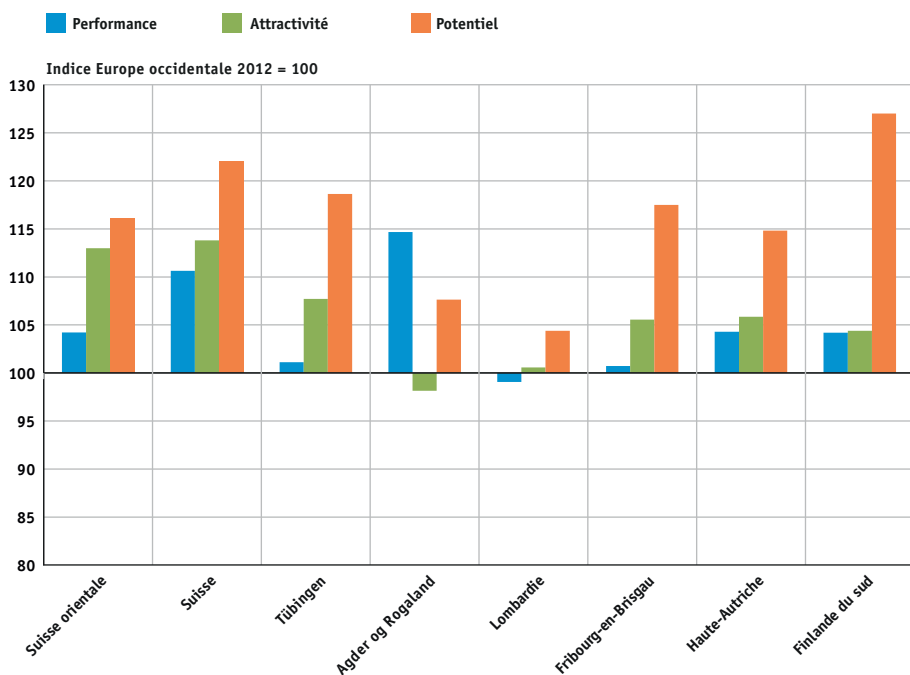
L'attrait économique de la Suisse orientale est excellent, au regard de ses différents atouts en matière de main-d'œuvre et d'entreprises. Avec 113 points, son *indice d'attractivité* dépasse sensiblement la moyenne de l'Europe occidentale et de régions comparables (voir graphique 2). Ce résultat est notamment le reflet d'un marché de l'emploi



Andreas Eberli
Collaborateur scientifique, BAK Basel Economics

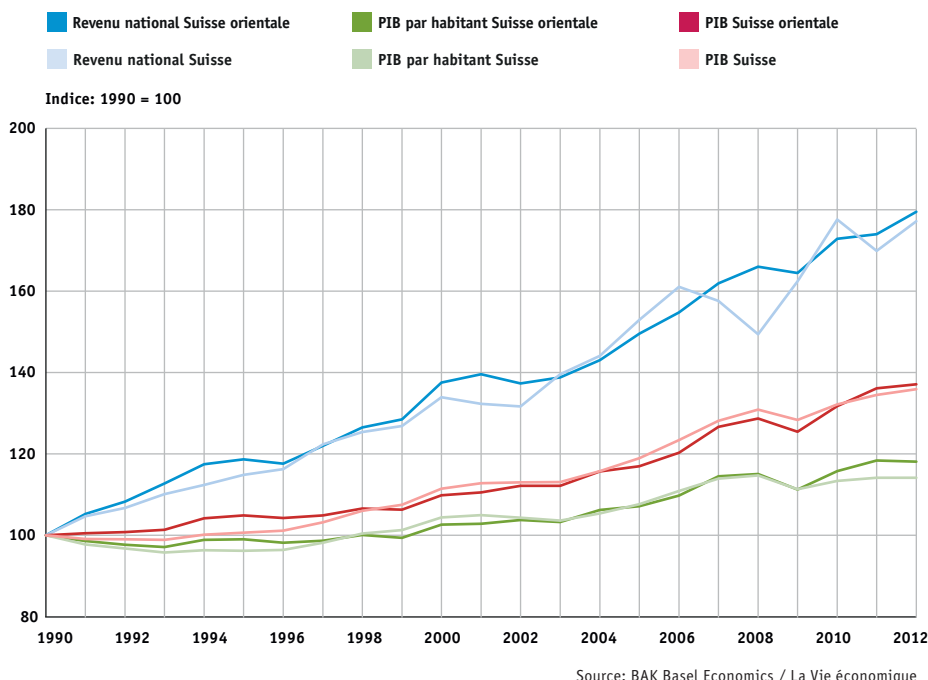
Graphique 1

Compétitivité de la Suisse orientale mesurée à celle de la Suisse entière et d'autres régions européennes



Graphique 2

Évolution économique de la Suisse orientale, 1990–2012



et de la production relativement peu réglementé au niveau national et d'une fiscalité exceptionnellement basse. Cette dernière est même nettement inférieure à la moyenne du pays. Globalement, l'attrait économique de la Suisse orientale se situe à peu de choses près au niveau national (114). Son potentiel

futur, tel qu'exprimé par l'indice de potentiel structurel, reste en retrait de l'ensemble du pays (116 contre 122). Sur le plan international, le sud de la Finlande notamment (127), ainsi que les régions allemandes de Fribourg-en-Brisgau (117) et Tübingen (119), présentent un meilleur potentiel de développement, si l'on en croit leur indice d'attractivité.

L'importance primordiale de l'industrie des biens d'équipement

L'examen de la répartition sectorielle met tout de suite en évidence l'empreinte de l'industrie dans l'économie de la Suisse orientale. Le secteur secondaire représente à lui seul 37% de la valeur ajoutée régionale. Ce chiffre dépasse celui des autres grandes régions, alors qu'à l'échelle nationale, il n'est que de 27%. Comme le montre le graphique 3, la moindre importance du secteur tertiaire en Suisse orientale s'explique par la faiblesse de la quote-part cumulée des différentes branches qui le composent. Les plus importantes, en termes de valeur ajoutée, sont les agrégats Fonction publique (administration publique, santé, centres de formation) et Commerce.

Dans les industries manufacturières, l'accent repose sur les biens d'équipement. Ces derniers représentent 13% de la valeur ajoutée générée en Suisse orientale, soit près de deux fois plus que dans l'ensemble du pays. L'industrie des biens d'équipement est le fruit d'une longue tradition. En 1990, les secteurs métallurgique et mécanique employaient, à eux seuls, 10% de la main-d'œuvre régionale. Aujourd'hui, cette proportion atteint encore presque 8%.

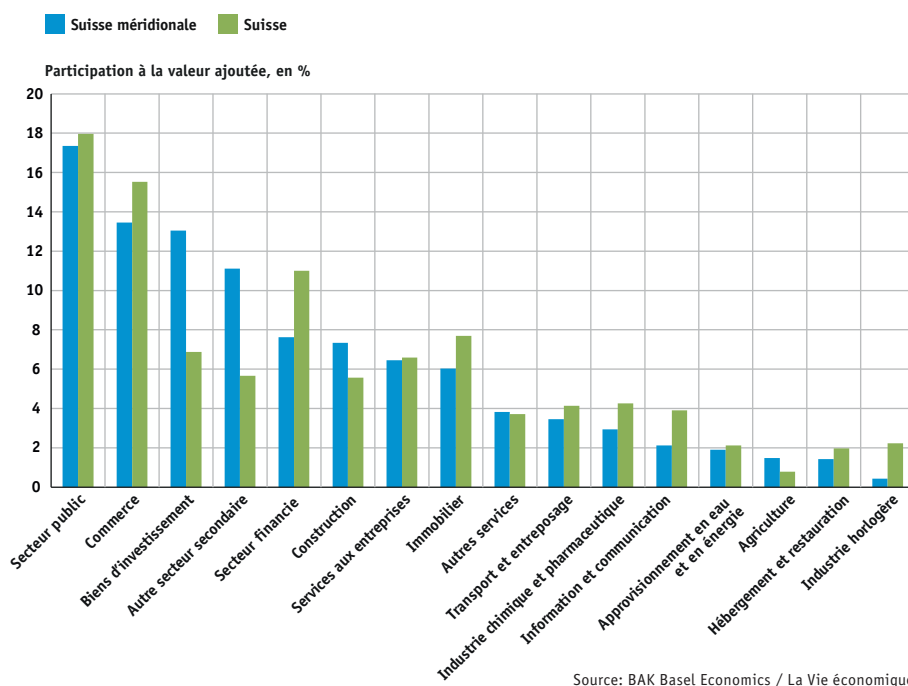
En Suisse orientale, la construction de machines est la première branche de l'industrie des biens d'équipement. Elle est très présente dans la vallée du Rhin, la région d'Uzwil, le district de Toggenbourg, le nord du canton de Glaris ainsi qu'à Schaffhouse (voir graphique 4). L'un des principaux employeurs est le groupe Bühler, basé à Uzwil. Ce fabricant de machines pour l'industrie agroalimentaire emploie quelque 2500 personnes dans la région. Bosch Packaging (Beringen, machines à emballer) et Netstal-Machines (Näfels, presses d'injection) sont d'autres grandes entreprises traditionnelles établies en Suisse orientale.

Des changements structurels dans l'industrie des biens d'équipement

La forte présence de l'industrie traditionnelle constitue un défi pour la Suisse orientale, alors que le pays tend depuis quelque

Graphique 3

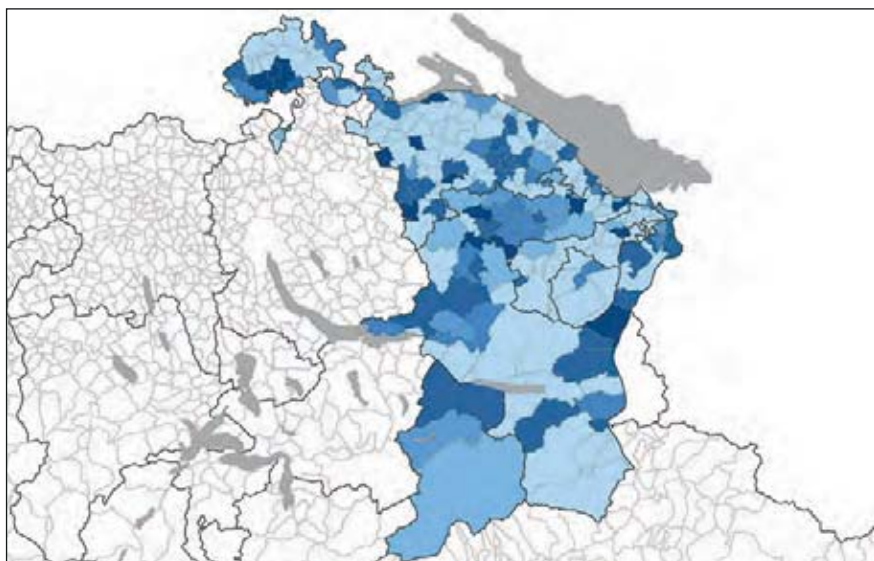
Structure sectorielle de la Suisse orientale, 2013



Graphique 4

Part de la valeur ajoutée de l'industrie mécanique dans les communes de Suisse orientale

≤ 1% ≤ 1.8% ≤ 2.5% ≤ 4.2% ≤ 15% > 15%



temps à s'en détacher pour se concentrer sur les branches à forte valeur ajoutée. La nature et le degré de cette mutation structurelle diffèrent cependant selon les domaines concernés, en raison de la fragmentation régionale.

C'est dans le canton de Schaffhouse que le changement est le plus marqué. En 1980, son industrie des biens d'équipement assurait environ 25% de la valeur ajoutée cantonale et occupait plus de 11 000 personnes.

Jusqu'en 2013, ces chiffres ont baissé de moitié. L'économie schaffhousoise a dû se redéployer après la forte récession du début des années nonante. La proximité de Zurich, une politique destinée à attirer les entreprises et une réforme de la fiscalité favorable à l'économie lui ont, entre autres, permis de réorienter ses priorités vers l'industrie de pointe et les services à forte valeur ajoutée. Au cours des deux dernières décennies, Schaffhouse est devenu un centre industriel important pour les sciences de la vie. Seule fausse note récente: la multinationale pharmaceutique Abbott a quitté Beringen, ce qui a fait perdre 300 emplois à la région. L'évolution générale est cependant satisfaisante, à l'image de l'industrie horlogère en plein essor, grâce surtout à IWC. Schaffhouse attire de plus en plus les sièges sociaux. Nombre d'entreprises internationales, telles que Xylem (eau), Garmin (systèmes de navigation) ou Groupon (Internet), s'y sont installées ces dernières années.

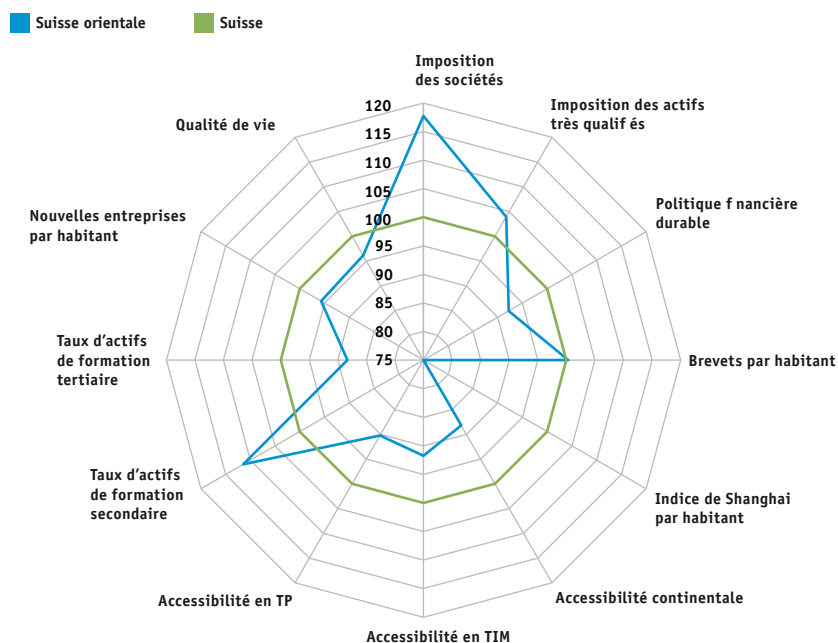
Le problème de l'industrie traditionnelle en perte de vitesse se pose aussi dans certaines zones périphériques de Suisse orientale. Celles-ci ne bénéficient toutefois pas des mêmes conditions-cadres pour gérer cette mutation structurelle. Ainsi, le sud du canton de Glaris est une région défavorisée qui attire peu. Le nord, par contre, bénéficie d'un bon raccordement à l'espace économique zurichois et gère assez bien le changement. À Ziegelbrücke, par exemple, le fabricant de boissons Carlsberg a installé l'an dernier un nouveau centre de coordination et créé 200 emplois. La commune de Mollis, elle, a fait figure de pionnière dans l'industrie de pointe en accueillant Marengo Swisshelicopter, une entreprise qui a produit le premier hélicoptère entièrement construit en Suisse. Le groupe Stadler Rail, enfin, qui travaille également dans la construction de véhicules à haute valeur technologique, est le fleuron industriel de la Suisse orientale. En 1989, ce fabricant de matériel roulant ferroviaire, établi à Bussnang en Thurgovie, comptait 18 salariés. Aujourd'hui, ses employés sont plus de 2500 sur les sites de Stadler Rail à Bussnang et à Altenrhein (SG), ce qui illustre la capacité d'innovation et la compétitivité de l'industrie de la Suisse orientale.

Même en Suisse, la région attire moyennement

L'attrait de la région est un critère essentiel pour mener à bien le changement structurel. Le graphique 5 présente les différentes dimensions de l'indice d'attractivité

Graphique 5

Région Suisse orientale: qualité des facteurs comparatifs



Remarque: pour les besoins de la représentation, l'indice de Shanghai a été fixé à 75. Sa véritable valeur pour la région est 0.

Source: BAK Basel Economics / La Vie économique

mentionné plus haut, en comparant la Suisse orientale à la moyenne nationale. L'imposition des sociétés sort largement du lot. Sachant qu'une valeur élevée signifie un faible niveau d'imposition, on constate que la Suisse orientale vient juste après la Suisse centrale en la matière. Cela permet de la considérer comme attrayante pour les sièges sociaux.

Les travailleurs hautement qualifiés sont également imposés à un niveau moindre en Suisse orientale. Malgré cela, la région ne les attire que moyennement. Le pourcentage d'employés du secteur des services est en effet sensiblement inférieur à la moyenne suisse. Cela s'explique essentiellement par l'offre limitée d'emplois intéressants: les multinationales sont comparativement peu nombreuses et les salaires versés pour des tâches exigeantes et difficiles sont inférieurs d'un bon 15% à la moyenne suisse.

L'accessibilité est un handicap important pour la Suisse orientale. Sur le plan tant national que continental, l'indice d'attractivité la situe au-dessous de la moyenne. Cela étant, les zones périphériques faciles d'accès depuis Zurich suffisent, pour les employés, à maintenir des liens économiques étroits avec cette région. De toutes les grandes régions, la Suisse orientale compte le plus fort excédent de pendulaires vers l'extérieur et sa situation périphérique pose un défi analogue à l'égard des frontaliers. La forte attraction

exercée par le marché de l'emploi du Liechtenstein fait de la Suisse orientale la région comptant le plus de frontaliers sortants.

Un bouquet de branches qui hypothèque l'avenir

En résumé, l'économie de Suisse orientale a évolué de manière satisfaisante au cours de la décennie écoulée. Sous l'impulsion d'entreprises à forte croissance dans l'industrie de pointe, la mutation sectorielle a entraîné une hausse marquée de la productivité et une croissance du PIB réel légèrement supérieure à la moyenne nationale. Dans le même temps, le rôle prépondérant joué par l'industrie des biens d'équipement comporte un certain risque de dépendance. L'industrie traditionnelle, qui reste relativement importante, devrait continuer à perdre de l'influence. Même l'industrie de pointe – notamment la construction de machines – évolue dans un contexte difficile, marqué par l'attrait moyen de la Suisse orientale, dû à des coûts de production plutôt élevés par rapport à l'étranger. D'une manière générale, la sous-représentation de branches à très forte valeur ajoutée demeure un défi de taille pour l'économie de la région. Cette dernière doit poursuivre sa mutation pour envisager l'avenir avec sérénité. Compte tenu de l'actuelle composition sectorielle et de l'attrait moyen de la place au niveau national, la Suisse orientale fera sans doute partie des régions qui connaîtront des retards de croissance dans la décennie à venir. ■

Suisse – UE: vers une coopération renforcée et inédite entre les autorités de la concurrence

Le 20 juin dernier, les Chambres fédérales ont approuvé l'accord de coopération en matière de concurrence avec l'Union européenne (UE). La Suisse ouvre ainsi une nouvelle ère de coopération dans ce domaine avec son partenaire commercial le plus important. Les deux parties pourront notamment échanger des informations confidentielles. Ce type d'accord dit de seconde génération est appelé à se développer, puisque le nombre de pays dotés d'un droit de la concurrence se multiplie dans le monde et que la mondialisation accentue les cas de pratiques anticoncurrentielles transnationales.

Un renforcement de la concurrence protège les consommateurs contre les entreprises qui détiennent ou utilisent un pouvoir de marché pour augmenter les prix ou diminuer la production. Les entreprises doivent se battre pour attirer la clientèle, ce qui les oblige à accroître leur productivité. La croissance économique s'accélère à son tour par effet d'entraînement¹. Longtemps, les questions de concurrence relevaient essentiellement de la politique économique intérieure de chaque pays. Jusqu'aux années nonante, il n'existait guère d'autorité pour faire appliquer le droit de la concurrence dans un cadre transnational. La mondialisation de ces deux dernières décennies a multiplié les pratiques et les fusions anticoncurrentielles, tandis que leurs effets transnationaux ont été de plus en plus marqués (voir *graphique 1*)². Le nombre de juridictions dotées d'un droit de la concurrence est passé d'un peu moins d'une vingtaine à environ 120, soit une augmentation de plus de 600% depuis 1990³. Cet essor rapide peut s'expliquer en grande partie par une reconnaissance de l'apport de la concurrence à la croissance. Ancré dans les principes de l'OCDE⁴, ce droit a ainsi acquis une dimension planétaire au cours des vingt dernières années. Parallèlement, il est apparu nécessaire aux autorités nationales compétentes de coopérer entre elles.

La coopération internationale se développe

Jusqu'aux années nonante, la coopération internationale dans le domaine de la concurrence se résumait pratiquement aux seules relations entre l'UE et les États-Unis. Aujourd'hui, treize autorités nationales, pour la plupart issues de pays membres de l'OCDE, coopèrent de manière régulière. Douze autres le font occasionnellement⁵. Une enquête de l'OCDE et du Réseau international de la concurrence (RIC, ou International Competition Network, ICN)⁶ confirme l'augmentation de la coopération internationale pendant la période 2007–2012. Les ententes, les fusions et les comportements unilatéraux des entreprises qui en ont fait l'objet ont respectivement progressé d'environ 15%, 35% et 30% (voir *tableau 1*)⁷.

La coopération en matière de concurrence est aujourd'hui multiforme. Faute d'instruments juridiquement contraignants à l'échelle mondiale⁸, c'est en particulier au niveau régional qu'on en trouve les formes les plus élaborées. Le Réseau européen de la concurrence, émanation de l'UE⁹, en constitue sans doute l'exemple le plus abouti.

En dehors de ces réseaux régionaux, la coopération repose en général sur des accords bilatéraux et des protocoles d'entente. Les premiers traités conclus par l'UE, le Canada et les États-Unis ont jeté les bases d'un réseau de plus en plus développé d'accords bilatéraux. Ceux dits de «première génération» sont depuis peu remplacés par des accords de «seconde génération» qui renforcent la coopération entre les signataires. Les autorités de la concurrence ont notamment la possibilité d'échanger des informations confidentielles sur les affaires traitées (États-Unis/Australie, Nouvelle-Zélande/Australie). De même, au niveau national, certains pays – comme l'Allemagne, l'Australie, le Canada et le Royaume-Uni – ont adopté des dispositions légales prévoyant des mécanismes de divulgation volontaire, sous certaines conditions, aux autorités étrangères des informations recueillies dans le cadre de leurs propres enquêtes¹⁰.

Les accords de libre-échange, eux aussi, comprennent des dispositions qui autorisent la coopération entre les autorités de la concurrence. Cependant, ces dispositions sont généralement moins détaillées que celles qui figurent dans les accords bilatéraux portant spécifiquement sur la concurrence et, surtout, elles ne s'appliquent que si les pratiques anticoncurrentielles visées ont un effet sur la relation commerciale entre les parties¹¹.

Les accords bilatéraux de coopération en matière de concurrence et les accords de libre-échange contenant des dispositions sur une telle coopération s'inspirent largement des recommandations de l'OCDE. Cette dernière a, en effet, adopté depuis 1967 différents principes qui se sont progressivement ancrés dans les pratiques et les textes des pays membres, voire non-membres. La révision récente de la recommandation de 1995 sur la coopération internationale a démontré un intérêt croissant des États membres de l'OCDE à envisager



Blaise Sanglard
Secteur Droit économique international,
Secrétariat d'État à
l'économie SECO, Berne

Tableau 1

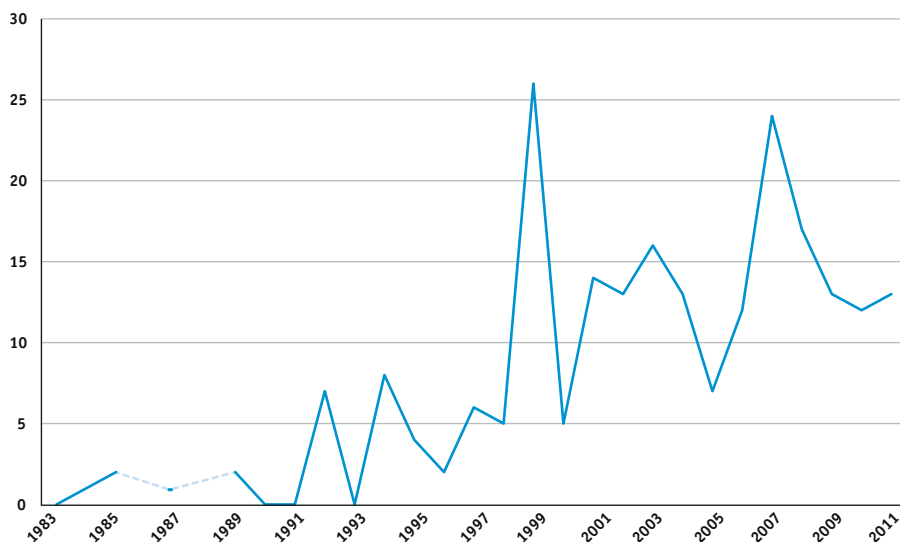
Expérience de la coopération internationale, par domaine d'application (2007–2012)

	Nombre d'autorités	2011	2010	2009	2008	2007
Ententes	19	55	51	49	47	48
Fusions	21	116	101	106	96	86
Abus de position dominante	13	29	26	22	22	22

Source: OCDE (2013) / La Vie économique

Graphique 1

Nombre d'ententes transnationales révélées par année



Remarque: pas de données disponibles pour 1986 et 1988.

Source: calculs de l'OCDE / La Vie économique

avec ses homologues dans des enceintes internationales (notamment OCDE, RIC et Cnuced).

La nécessité d'introduire en Suisse une coopération internationale formelle avec, tout au moins, ses principaux partenaires commerciaux, s'est véritablement concrétisée au niveau politique en 2009 durant le processus d'évaluation et de révision de la loi fédérale sur les cartels (LCart)¹⁵. Dans un premier temps, le Conseil fédéral a proposé d'introduire une base légale de coopération internationale dans la LCart¹⁶. Suite à une procédure de consultation défavorable¹⁷, il y a toutefois renoncé et s'est rallié à la variante consistant non plus à contraindre la Suisse à coopérer avec tous les États intéressés, mais à choisir ses partenaires par le biais d'accords de coopération bilatérale¹⁸.

Conclusion d'un accord de coopération avec l'UE

Ces dernières années, la Comco a été confrontée à plusieurs dossiers cartellaires transfrontaliers qui auraient pu être suivis de façon plus effective dans le cadre d'une coopération internationale. C'est pourquoi, en 2010, le Conseil fédéral a décidé l'ouverture de négociations, afin d'aboutir à un accord spécifique de coopération en matière de concurrence avec l'UE, son principal partenaire commercial¹⁹. Admettant qu'au niveau international l'efficacité de la coopération dépendait de la faculté pour les autorités d'échanger des informations relatives à des cas de nature confidentielle, le Conseil fédéral a attribué aux négociateurs un mandat dans ce sens. Il a ainsi donné son aval à des travaux visant à conclure un accord de seconde génération.

Jusqu'à aujourd'hui, malgré plusieurs cas de cartels transnationaux qui touchaient leurs deux juridictions depuis plusieurs années²⁰, la coopération entre la Comco et la Commission européenne s'est limitée à des échanges oraux d'informations touchant des fusions, pour autant que les entreprises concernées aient donné leur assentiment («waiwer»). L'accord sur le transport aérien entre la Suisse et l'UE contient certes un chapitre sur la concurrence qui institue une coopération étroite entre les autorités, mais celle-ci se limite au secteur susmentionné²¹. Toutefois, compte tenu de l'imbrication de leurs économies et de la similarité de leurs droits de la concurrence, la Suisse et l'UE ont rapidement constaté qu'elles avaient une vision semblable des objectifs et du contenu que devrait avoir un accord de coopération²².

La coopération prévue par l'accord porte sur la possibilité pour les autorités de la

des modes de coopération renforcée avec leurs homologues (voir encadré 1).

En dehors des accords internationaux formels et des législations nationales, les autorités coopèrent souvent de façon informelle¹². Cette méthode présente, toutefois, des limites importantes lorsqu'elle se heurte aux contraintes imposées par le droit interne. Par exemple, l'échange d'informations confidentielles – celles qui sont en principe protégées par le secret des affaires – n'est possible que si un instrument formel (national ou international) l'autorise expressément¹³.

En Suisse aussi, le besoin de coopérer existe

C'est justement parce qu'elle ne disposait pas de base légale (loi ou accord international) que la Suisse était jusqu'à présent restreinte dans sa capacité de coopérer avec les autorités étrangères. Le secret de fonction¹⁴ empêche en effet la Commission de la concurrence (Comco) d'échanger des informations avec toute autorité et la contraint à limiter sa coopération internationale à des discussions informelles

1 OCDE (2014), ch. 1.

2 Quant aux fusions-acquisitions transnationales, elles ont augmenté d'environ 250 à 350% depuis 1990; OCDE (2014), ch. 4.

3 OCDE (2014), ch. 3.

4 Organisation de coopération et de développement économiques. L'OCDE est une organisation internationale regroupant 34 États et dont le siège est à Paris. Voir les thèmes discutés au comité de la concurrence: www.oecd.org/fr/daf/concurrence.

5 OCDE (2014), ch. 22.

6 Il s'agit d'un réseau informel recouvrant plus d'une centaine d'autorités ou d'organisations chargées d'appliquer le droit de la concurrence. Internet: www.internationalcompetitionnetwork.org. Pour consulter l'ensemble de l'enquête: OCDE (2013).

7 OCDE (2014), ch. 24.

8 Des tentatives pour élaborer de tels instruments ont échoué dans le cadre des enceintes du commerce mondial (Gatt, échec de la Charte de La Havane en 1948; OMC, échec de la conférence ministérielle de Cancún en 2003). Il existe en revanche un instrument multilatéral, mais non contraignant, qui a été adopté en 1980 par l'Assemblée générale des Nations Unies et qui est géré sous les auspices de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (Cnuced). Il s'agit de *L'Ensemble de principes et de règles équitables convenus au niveau multilatéral pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives* (voir <http://unctad.org/en/docs/trbpcconf10r2.en.pdf>).9 Réseau européen de la concurrence (REC): www.europa.eu, rubriques «Thèmes» > «Concurrence» > «Synthèse de la législation de l'UE sur la concurrence» > «Dispositions applicables aux entreprises» > «Réseau européen de la concurrence (REC)». Voir également European Competition Network (ECN) à l'adresse http://ec.europa.eu/competition/ecn/index_en.html.

10 OCDE (2014), ch. 29.

- 11 Il convient de signaler que la concurrence, à côté de l'accès au marché en matière d'investissements, constitue le principal domaine couvert par les accords de libre-échange parmi les domaines qui ne sont pas traités par les accords de l'OMC. Voir Tschaenni/Engammare, p. 39, et OCDE (2014), ch. 25-28.
- 12 OCDE (2014), ch. 30-32.
- 13 OCDE (2014), ch. 33.
- 14 Art. 25 LCart.
- 15 Rapport du Département fédéral de l'économie (DFE) du 25 mars 2009 concernant l'évaluation de la loi sur les cartels et propositions concernant la suite à donner au dossier, pp. 13-14. Internet: www.comco.admin.ch, rubriques «Documentation» > «Évaluation et révision de la loi sur les cartels» > «Évaluation de la loi sur les cartels». Auparavant, l'ancien président de la Comco, Walter A. Stoffel, s'était déjà exprimé à différentes occasions en faveur d'une coopération formelle avec l'UE (voir à ce propos Ducrey, ch. 2).
- 16 Rapport explicatif du Conseil fédéral du 30 juin 2010 relatif à la modification de la loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence, pp. 23-25. Internet: www.seco.admin.ch, rubriques «Thèmes» > «Politique économique» > «Révision de la loi sur les cartels».
- 17 Seco, *Révision partielle de la loi fédérale du 6 octobre 1995 sur les cartels et autres restrictions à la concurrence, Rapport sur les résultats de la procédure de consultation du 30 juin 2010*, pp. 25-26. Internet: www.seco.admin.ch, rubriques «Thèmes» > «Politique économique» > «Révision de la loi sur les cartels».
- 18 Message du Conseil fédéral du 22 février 2012 relatif à la révision de la loi sur les cartels et à une loi sur l'organisation de l'autorité de la concurrence (FF 2012 3631, 3645-3646).
- 19 Auparavant, la Suisse avait convenu des dispositions de coopération en matière de concurrence dans le cadre de certains accords de libre-échange, p. ex. avec le Chili en 2003, avec le Canada en 2008 et avec le Japon en 2009. Voir www.seco.admin.ch, rubriques «Politique économique extérieure» > «Accords de libre-échange».
- 20 Message du Conseil fédéral du 22 mai 2013 (cité à la note de bas de page n° 1), pp. 3480-3481.
- 21 Accord entre la Confédération suisse et la Communauté européenne sur le transport aérien, RS 0.748.127.192.68, art. 8-11 et 19. Voir aussi Commission de la concurrence, Rapport annuel 2010, p. 6. Internet: www.comco.admin.ch, rubriques «Documentation» > «Conférence de presse annuelle».
- 22 Voir Ducrey, ch. 15.
- 23 La LCart et la loi fédérale sur la procédure administrative fédérale prévoient des voies de recours antérieurement durant la phase de l'enquête (perquisitions, auditions, etc.) et postérieurement contre la décision finale.
- 24 Le Parlement a approuvé l'accord et l'art. 42b LCart le 20 juin 2014. Pour plus de détails sur les débats parlementaire, voir www.parlament.ch, rubriques «Recherche Curia Vista» > «Numéro d'objets» > «13.044».
- 25 OCDE (2014), ch. 120-122.
- 26 OCDE (2014), ch. 126: «4. Adopter des instruments multilatéraux pour traiter les besoins les plus urgents dans le domaine de la coopération; ces instruments pourraient porter par exemple sur la communication d'informations, la notification des fusions ou la convergence des mesures de clémence dans le cadre des enquêtes sur les ententes; 5. Élaborer des normes internationales régissant les principes de courtoisie formelle (...); 7. Parvenir à un accord multilatéral relatif aux échanges d'informations, à la courtoisie et à la préséance accordée à une autre autorité, en s'appuyant sur les pays qui consentent à y adhérer.»

Encadré 1

Indications

L'Accord entre la Suisse et l'Union européenne concernant la coopération en matière d'application de leurs droits de la concurrence n'est pas encore publié dans le recueil officiel des lois (RO). Il devrait entrer en vigueur le 1^{er} décembre 2014. Son contenu se trouve dans le message du Conseil fédéral du 22 mai 2013 relatif à son approbation, Feuille fédérale (FF) 2013 3477. Internet: www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2013/3477.pdf.

concurrence de se notifier réciproquement leurs mesures d'application (enquêtes, décisions, etc.) et de les coordonner si elles sont liées entre elles. L'autorité de la concurrence d'une partie pourra aussi prendre en considération les intérêts de l'autre (courtoisie passive), voire lui demander de prendre des mesures dans son intérêt (courtoisie active). En cas de connexité entre leurs procédures d'enquête, les autorités de la concurrence pourront également s'échanger des informations. Celles, confidentielles, nécessaires à la conduite des enquêtes seront protégées dans l'accord au moyen de sauvegardes particulièrement strictes. L'accord permet ainsi un meilleur accès des autorités de la concurrence aux moyens de preuve sur des pratiques anticoncurrentielles touchant les marchés des deux parties. Il maintient toutefois pour les entreprises concernées les garanties procédurales prévues par la législation nationale existante, en particulier la confidentialité et l'utilisation des informations échangées entre les autorités. L'accord réserve en plus le pouvoir de l'autorité d'une partie d'entrer ou non en matière sur une demande de l'autorité de l'autre partie.

L'accord de seconde génération entre la Suisse et l'UE contient une spécificité inédite: les autorités peuvent s'échanger des informations confidentielles même

sans l'accord de l'entreprise concernée. Il ne laisse pas pour autant les autorités se transmettre sans limite de telles informations et prévoit différentes cautions (demande écrite, existence d'enquêtes parallèles). Le Parlement suisse, lorsqu'il s'est agi d'adopter l'accord, a estimé que, malgré ces limites, les entreprises étaient insuffisamment protégées par l'accord et qu'il convenait de leur octroyer un droit de regard sur les informations confidentielles qui seraient transmises sans son assentiment par la Comco à la Commission européenne. C'est pourquoi le législatif a proposé, comme mesure d'accompagnement à l'accord, l'introduction dans la LCart d'un nouvel article 42b qui énumère différentes conditions à respecter par la Comco. Parmi celles-ci figure l'obligation de consulter l'entreprise concernée sur les informations qu'elle a l'intention de transmettre à la Commission européenne. L'entreprise aura la possibilité de donner un avis que la Comco pourra prendre en considération, p. ex. en renonçant à livrer certaines informations. Le Parlement n'a cependant pas voulu octroyer un droit de recours à ce stade de la procédure²³. Avec le droit de regard, il a trouvé un juste milieu entre le respect des droits procéduraux de l'entreprise et l'efficacité de la coopération²⁴.

Encadré 2

Nouvelle recommandation de l'OCDE

Le 16 septembre dernier, le Conseil de l'OCDE a adopté la recommandation concernant la coopération internationale dans le cadre des enquêtes et procédures portant sur des affaires de concurrence. Ce texte remplace la recommandation de 1995 sur la coopération entre pays membres dans le domaine des pratiques anticoncurrentielles affectant les échanges internationaux. Un certain nombre de modifications ont été introduites qui sont détaillées ci-après.

L'engagement en faveur d'une coopération efficace. La recommandation de 1995 ne comportait pas d'engagement formel en faveur d'une coopération efficace. Ceci a été ajouté à la nouvelle recommandation et suppose notamment de limiter le plus possible l'effet des législations susceptibles de restreindre la coopération entre les autorités de la concurrence, telles que celles interdisant aux entreprises de coopérer aux procédures menées par les autorités de la concurrence d'autres pays.

Les notifications d'enquêtes. Étant donné les avancées technologiques et la transparence accrue des autorités de la concurrence, la nouvelle recommandation renforce les dispositions de celle de 1995. Elle prévoit un mécanisme de notification et précise que les pays adhérents peuvent utiliser des modes de notification plus souples, notamment par courriel ou par d'autres moyens électroniques.

L'échange d'informations. La nouvelle recommandation renforce les dispositions de celle de 1995 relatives à l'échange d'informations entre responsables de la concurrence. Elle préconise de recourir

aux dispenses de confidentialité et d'adopter ce que l'on appelle des «mécanismes de communication des informations». Parallèlement, les informations confidentielles échangées entre les autorités de la concurrence étant parfois susceptibles de contenir des informations sensibles, tels que des secrets commerciaux, la nouvelle recommandation prévoit des garanties en vue de protéger les intérêts légitimes des parties concernées.

L'entraide dans le cadre d'une enquête. La nouvelle recommandation comporte une section visant à promouvoir l'entraide des autorités de la concurrence dans le cadre des enquêtes. Ces dispositions doivent favoriser la coopération même dans les affaires où aucune enquête parallèle n'est menée sur une même opération ou une même pratique commerciale, ou sur une opération ou pratique commerciale liée.

La procédure de conciliation. La recommandation de 1995 permettait à l'autorité de la concurrence d'un pays membre d'avoir recours aux bons offices du comité de la concurrence en vue d'une conciliation dans les cas de désaccord avec une autre autorité sur une question relative à la coopération. La nouvelle recommandation propose la suppression de cette procédure qui n'a jamais été utilisée.

Source: OCDE, C(2014)108. Internet: www.oecd.org, rubriques «Thèmes» > «Concurrence» > «Ententes et accords anticoncurrentiels» > «Key materials, Tools & Guidance: recommendations» > «2014 OECD Recommendation concerning International Co-operation on Competition Investigations and Proceedings».

Effets attendus sur les autorités, les entreprises et l'économie

Mise à part la question de la garantie de ces droits procéduraux, soulevée par certaines associations faitières et reprise par le Parlement, il n'y a guère eu de voix pour s'élever contre le principe même d'une coopération formelle avec l'UE. De fait, l'accord est de nature procédurale et ne crée pas d'harmonisation matérielle du droit. Il ne s'agit pas non plus d'un accord d'accès au marché. La question de la reprise de l'acquis de l'UE et les questions institutionnelles ne se posaient donc pas.

Entreprises, milieux académiques, avocats d'affaires et politiciens ont reconnu la nécessité d'un rapprochement technique entre les autorités de la concurrence suisses et celles de l'UE. L'avantage le plus souvent avancé est l'efficacité lors de l'application du droit par les autorités compétentes. Par exemple, en leur permettant de coordonner leurs perquisitions, l'accord évitera à la Comco et à la Commission européenne qu'une perquisition de l'une ne réduise à néant celle de l'autre. Grâce à leur coordination, elles pourront aussi éviter des enquêtes inutiles. L'accord aidera également les autorités à collecter des moyens de preuve qui sont en dehors de leur juridiction. Les entreprises devraient aussi retirer un bénéfice de la coopération renforcée entre les deux autorités. Elles devraient pouvoir économiser des ressources en ne faisant plus l'objet d'enquêtes parallèles et de requêtes identiques d'informations. Elles vont profiter en outre de décisions coordonnées de la part des deux autorités. Finalement, l'économie elle-même dans son ensemble pourrait en tirer un avantage. Une meilleure coordination entre les autorités de la concurrence ne peut qu'améliorer l'évaluation des pratiques anticoncurrentielles transnationales et diminuer les risques d'impunité, ce qui réduira d'autant les effets dommageables pour l'économie en général et pour les consommateurs en particulier.

et se complexifiera avec le temps. Premièrement, la mondialisation continuera de s'accroître et approfondira l'intégration économique internationale. Les fusions et les ententes transnationales se multiplieront. Selon les estimations de l'OCDE, les échanges mondiaux devraient s'accroître de 92% entre 2011 et 2013. Cela entraînera une augmentation des fusions-acquisitions transnationales de 66%, tandis que la poursuite contre les ententes transnationales progressera de 162%. Deuxièmement, les autorités de la concurrence seront toujours plus nombreuses à vouloir collaborer (la plupart des grandes économies sont dotées aujourd'hui d'un droit de la concurrence). D'après l'OCDE, les États-Unis, l'UE et le Japon, qui représentaient en 1995 les deux tiers du PIB mondial et quelque 95% des pays dotés d'un droit de la concurrence, ne représenteront d'ici 2030 que 35% du PIB mondial et moins de 3% des pays dotés d'un droit de la concurrence²⁵.

Face à la multipolarité des autorités de la concurrence et à la multiplication des affaires anticoncurrentielles transnationales, le réseau des accords bilatéraux en place va sans doute se révéler insuffisant et inefficace. En effet, de plus en plus d'affaires transnationales concerneront des autorités qui n'ont pas conclu d'accords entre elles. L'idée d'un instrument multilatéral fait son chemin. À l'occasion de la réunion du Conseil au niveau ministériel de mai 2014, l'OCDE a fait quelques suggestions dans ce sens, mais dans une approche progressive et sectorielle²⁶. Les travaux futurs du comité de la concurrence de l'OCDE montreront si les États membres seront ouverts à cette approche et si les entreprises y réagiront favorablement.

Encadré 3

Bibliographie

- Ducrey Patrik, «Das Abkommen zwischen der Schweiz und der EU über die Zusammenarbeit bei der Anwendung ihrer Wettbewerbsrechte», *Jusletter*, 30 septembre 2013 (publié en anglais dans le *Journal of European Competition Law & Practice*, 2013).
- Tschäni Hanspeter et Engammare Valérie, «The Relationship between Trade and Competition in Free Trade Agreements: Developments since the 1990s and Challenges», *European Yearbook of International Economic Law (EYIEL)*, vol. 4 (2013), pp. 39ss.
- OCDE, Réunion du Conseil au niveau des ministres des 6-7 mai 2014, *Coopération internationale dans la mise en œuvre du droit de la concurrence* (C/MIN(2014)17), Internet: www.oecd.org/jf/rcm/documentation.
- OCDE, Comité de la concurrence, *Coopération internationale en matière d'application du droit de la concurrence, Rapport du Secrétariat sur l'enquête de l'OCDE et du RIC consacrée à la coopération internationale en matière d'application du droit de la concurrence*, 2013 (DAF/COMP/WP3(2013)2/FINAL). Internet: www.oecd.org/competition.

L'avenir de la coopération en matière de concurrence

En adoptant un accord de coopération de seconde génération avec son partenaire commercial le plus important, la Suisse a fait un grand pas pour améliorer l'application du droit de la concurrence sur son territoire. L'impact de cet accord inédit devra, toutefois, se vérifier dans la pratique.

La coopération internationale en matière de concurrence reste perfectible. Si elle a progressé durant ces vingt dernières années, elle deviendra de plus en plus nécessaire

Baromètre de l'innovation: où en sont les entreprises suisses?

Les activités d'innovation des entreprises tendent toujours à diminuer. De 2010 à 2012, le recul touche essentiellement les mandats externes de recherche et de développement, tandis que, parallèlement, les entreprises innovatrices ont intensifié leurs activités de recherche, ce qui devrait multiplier les nouveaux produits. Le principal frein à l'innovation demeure la question des coûts, en particulier dans le secteur industriel. Voilà en substance les résultats qui ressortent de la toute récente étude sur l'innovation, réalisée par le Centre de recherches conjoncturelles KOF de l'EPFZ sur mandat du Secrétariat d'État à l'économie.



En 2012, les entreprises ont investi en moyenne 5,3% de leur chiffre d'affaires dans des projets d'innovation, le secteur R&D absorbant environ la moitié de ces dépenses.

Photo: Keystone

Spyros Arvanitis

Responsable du domaine de recherche Économie de l'innovation, KOF, EPF Zurich

Florian Seliger

Collaborateur scientifique, KOF, EPF Zurich

Andrin Spescha

Collaborateur scientifique, KOF, EPF Zurich

Tobias Stucki

Collaborateur scientifique, KOF, EPF Zurich

Kushtrim Veseli

Collaborateur scientifique, KOF, EPF Zurich

Martin Wörter

privat-docent
Collaborateur scientifique senior, KOF, EPF Zurich

L'enquête structurelle du KOF vise d'abord à suivre l'évolution des activités d'innovation déployées par l'économie suisse en fonction d'indicateurs intrants et extrants. Elle doit, ensuite, mettre en lumière les freins à l'innovation ressentis par les entreprises¹.

Moins de sociétés actives dans la R&D, même si certaines investissent davantage dans ce domaine

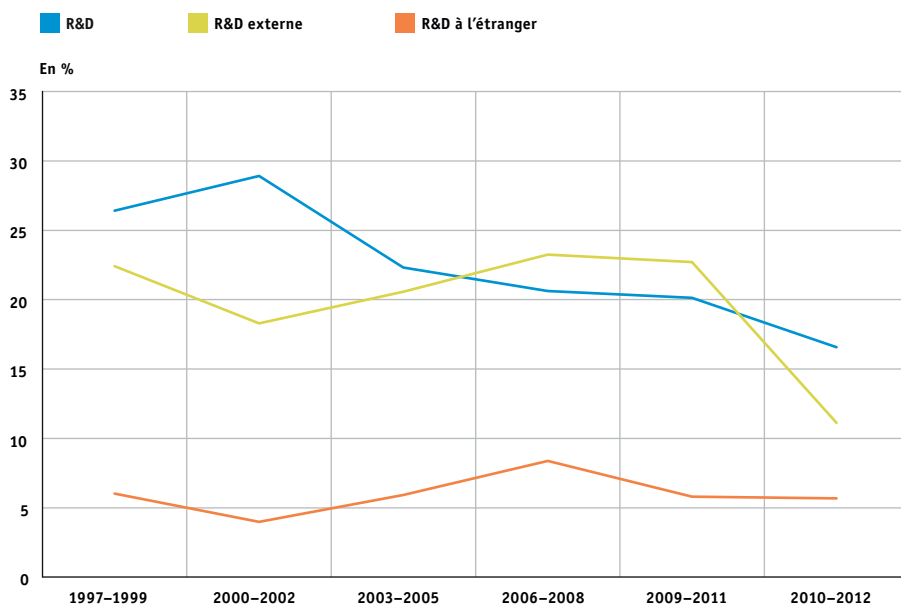
Les activités de recherche et de développement (R&D) continuent de reculer, ce qui confirme la tendance de la période précédente (voir *graphique 1*). De 2010 à 2012, la part des entreprises encore actives dans ce domaine a atteint 16,6%. De 2002 à 2008, les mandats de R&D externalisés auprès de tiers ou de filiales étrangères ont certes augmenté, mais on note un certain ralentissement depuis quelques années. La R&D externe a fortement reculé durant la dernière période d'analyse: de 2010 à 2012, seules 11,1% des entreprises externalisent encore

leurs activités de R&D en Suisse et 5,7% à l'étranger. Particulièrement marquée dans les branches peu axées sur l'innovation, cette régression est beaucoup moins sensible dans les technologies de pointe, un domaine où la R&D externe est subsidiaire à la R&D interne. L'externalisation de ce type d'activités a donc perdu de son attrait au fil des dernières années.

Si la R&D a perdu en incidence (part des entreprises investissant ce domaine), elle a en revanche gagné en intensité (dépenses de R&D rapportées au chiffre d'affaires), surtout ces dernières années (voir *graphique 2*). Le renforcement de l'intensité de la R&D confirme la tendance observée depuis 2001, alors que l'intensité de l'innovation, mesurée d'après les dépenses en ce domaine² rapportées au chiffre d'affaires, amorçait un virage. Depuis 2001, la différence entre l'intensité de la R&D et de l'innovation s'est tassée, ce qui indique une augmentation de la part des dépenses R&D dans l'ensemble des dépenses d'innovation. Or, depuis 2010, cette tendance s'est inversée: les dépenses

Graphique 1

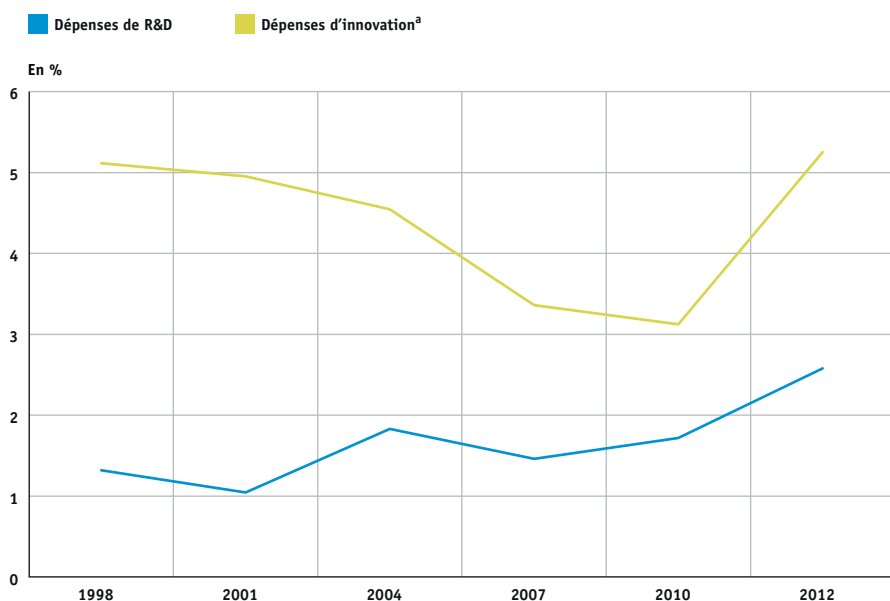
Évolution de la quote-part des entreprises innovatrices par catégories d'activités (indicateurs d'incidence pour l'intrant d'innovation), périodes 1997-1999 à 2010-2012



Source: KOF EPF Zurich / La Vie économique

Graphique 2

Évolution de la quote-part moyenne des dépenses de R&D et des dépenses d'innovation, rapportée au chiffre d'affaires des entreprises innovatrices, périodes 1997-1999 à 2010-2012



a Base: entreprises innovatrices.

Source: KOF EPF Zurich / La Vie économique

d'innovation augmentent de nouveau de manière disproportionnée, essentiellement sous l'effet des dépenses de conception et de design. En 2012, les entreprises ont investi en moyenne 5,3% de leur chiffre d'affaires dans des projets d'innovation, le secteur R&D absorbant environ la moitié de ces dépenses. L'augmentation relevée dans ce domaine pourrait s'expliquer par le fait que

les entreprises, confrontées à une concurrence accrue générée par la crise, cherchent de toute évidence à mieux profiler leurs produits au niveau de la conception et du design pour en améliorer l'attrait.

Globalement parlant, les deux intrants de l'innovation (incidence et intensité) présentent un *profil évolutif différent*. Cette disparité est particulièrement sensible au niveau des dépenses en R&D. On constate que, pour la plupart des indicateurs décrivant les intrants de l'innovation, les tendances demeurent relativement stables sur le long terme et qu'elles n'ont pratiquement pas été influencées par la crise de ces dernières années.

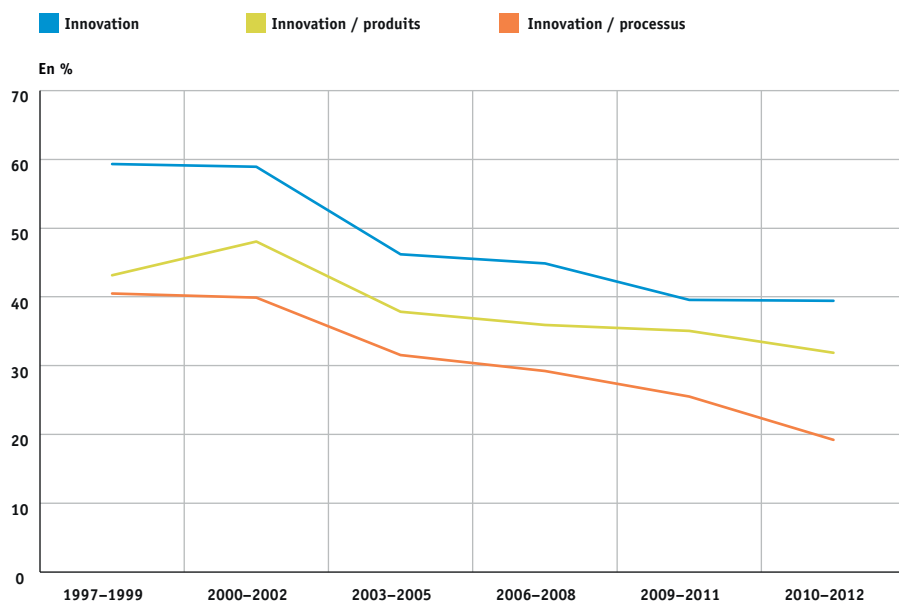
Plus de produits innovants dans la chiffre d'affaires des entreprises innovatrices

La quote-part des entreprises engagées dans l'innovation et de celles qui innovent sur le plan des produits et des procédés tend à reculer légèrement depuis la période 2000 à 2002 (voir *graphique 3*). À la différence des sociétés actives dans la R&D, dont le nombre diminue également, l'érosion des entreprises innovatrices s'est estompée, du moins partiellement, durant la dernière période d'observation. En effet, leur quote-part est de 39,4% pour la période 2010 à 2012; le recul est donc léger par rapport à la période précédente. Quant aux quotes-parts des entreprises innovant sur le plan des produits et des procédés, elles atteignent respectivement 31,9% et 19,2%, ce qui confirme leur tendance légèrement négative. Il en va de même pour la quote-part des firmes déposant des brevets, qui était pratiquement constante auparavant. Déjà régressive de 2009 à 2011 et de 2010 à 2012, cette quote-part n'atteint plus que 3,2% pour la dernière période d'observation.

Tandis que le pourcentage d'entreprises innovatrices a diminué légèrement depuis la période 2000-2002, la quote-part des produits novateurs dans le chiffre d'affaires a gravité autour des 30% durant la même période (voir *graphique 4*). Elle est légèrement remontée à 34,9% durant la dernière période. Globalement, les entreprises sont un peu moins nombreuses à mettre sur le marché des produits novateurs, mais ceux-ci leur permettent d'enregistrer en moyenne une part relativement élevée et constante de leur chiffre d'affaires, laquelle a même quelque peu augmenté durant la dernière période. Cette tendance est susceptible de se maintenir à l'avenir. Nous observons certes un recul de la quote-part des entreprises actives en R&D au niveau des intrants, mais

Graphique 3

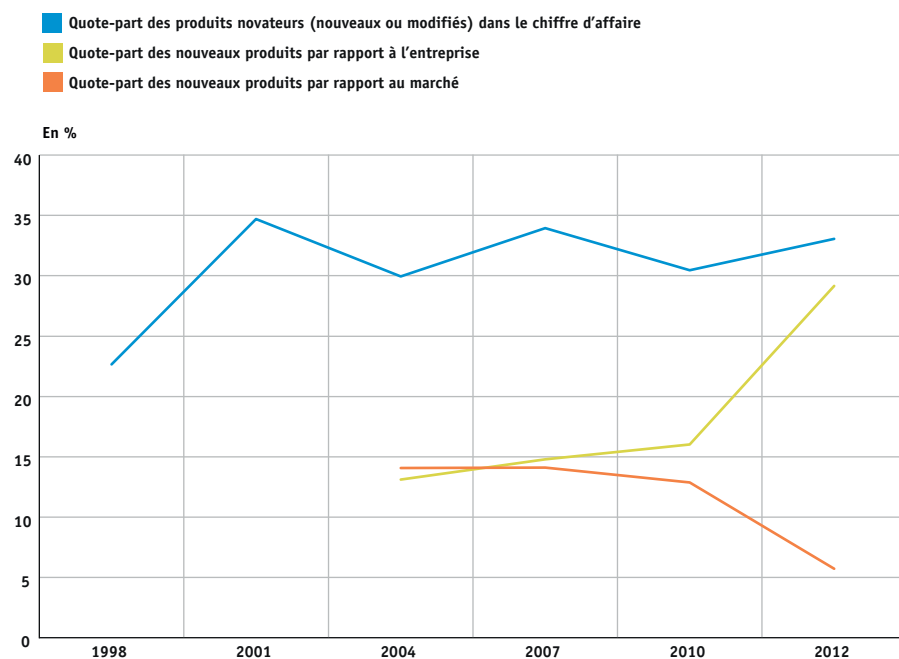
Évolution de la quote-part des entreprises innovatrices par catégories d'activités (indicateurs d'incidence pour l'extrait d'innovation), périodes 1997-1999 à 2010-2012



Source: KOF EPF Zurich / La Vie économique

Graphique 4

Évolution de la quote-part des produits novateurs au chiffre d'affaires des entreprises innovatrices, périodes 1997-1999 à 2010-2012



Source: KOF EPF Zurich / La Vie économique

au point de compenser la réduction de la quote-part des nouveautés du marché au chiffre d'affaires.

Une base plus étroite pour les activités d'innovation

Si l'écart entre le chiffre d'affaires des produits nouveaux seulement pour l'entreprise et celui généré par des nouveautés pour le marché s'accroît encore, ce sera inquiétant pour l'innovation suisse. Cela signifiera qu'elle aura baissé de niveau. Une indication que cet écart ira en grandissant peut se lire dans le fait que la part des dépenses d'innovation liées à la construction et au design a fortement augmenté par rapport à l'ensemble des dépenses en R&D durant la période précédente. Finalement, l'intensification à long terme de la concurrence internationale en matière d'innovation entraîne une diminution du pourcentage de sociétés pratiquant la R&D et des entreprises innovantes (en moins grand nombre, dans ce cas). Il en résulte une concentration des activités innovantes en Suisse, les sociétés concernées s'impliquant davantage dans ce domaine. La base de l'innovation tend, dès lors, à se rétrécir, surtout en ce qui concerne les PME.

Les freins à l'innovation

Les freins à l'innovation sont très différents selon qu'il s'agit du secteur industriel ou tertiaire. Le graphique 5 illustre dans quelle proportion les activités d'innovation pratiquées en entreprise sont confrontées à des difficultés majeures durant la période 2010-2012.

Industrie: prééminence des coûts

Dans le secteur industriel, les coûts à l'innovation affichent plus de 10 points d'écart sur les autres facteurs faisant obstacle à l'innovation. C'est donc, et de loin, le principal frein à l'innovation pour environ 35% des sociétés. Ce problème a des causes multiples. Au niveau des petites entreprises, l'indivisibilité de certains facteurs, par exemple la taille minimale d'un projet d'innovation, peut jouer un rôle. Pour l'industrie pharmaceutique, c'est la longueur des phases de maturation qui est lourde à supporter financièrement. L'étalement des durées d'amortissement et le risque de marché élevé viennent respectivement au deuxième et au troisième rang. La deuxième préoccupation est liée au problème qu'il faut souvent attendre pour qu'une innovation soit rentable. Le risque de marché se rapporte aux incertitudes qui entachent ce retour sur investissement.

1 La synthèse de la neuvième enquête sur l'innovation est publiée par le Seco, dans le cadre de sa série d'études structurelles, et par le KOF. Arvanitis S., Seliger F., Spescha A., Stucki T., Veseli K. et Wörter M., *Die Entwicklung der Innovationsaktivitäten in der Schweizer Wirtschaft 1997-2012*, Strukturberichterstattung Nr. 51, 2011, Secrétariat d'État à l'économie, Berne, www.seco.admin.ch, rubriques «Documentation» > «Publications et formulaires» > «Séries de publications» > «Strukturberichterstattung».

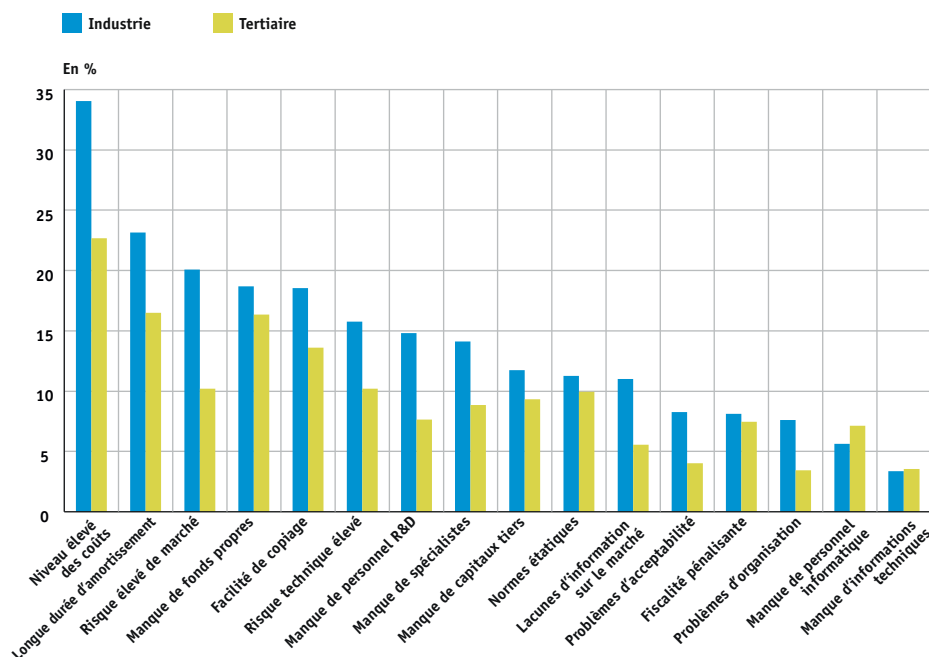
2 Dépenses primaires pour la recherche et le développement, auxquelles s'ajoutent les investissements dans la conception, le design et les prestations secondaires liées à l'innovation.

L'intensité de la R&D augmente en parallèle, ce qui devrait accroître le nombre de nouveaux produits mis sur le marché par les entreprises innovatrices. L'augmentation de la quote-part des produits novateurs au chiffre d'affaires est imputable à des produits nouveaux pour les entreprises. La quote-part de ces produits au chiffre d'affaires a augmenté durant la dernière période

Graphique 5

Freins à l'innovation dans les secteurs industriel et tertiaire, 2010–2012

Quote-part des entreprises ressentant un obstacle comme majeur
(notation 4 sur une échelle d'intensité à quatre notes)



Source: KOF EPF Zurich / La Vie économique

Vu la facilité avec laquelle les innovations sont copiées (18%), force est de constater que les mécanismes de protection – brevets, droits de marque, droit de reproduction, maintien du secret, avance technologique, complexité de la conception du produit ou du processus, fidélisation du personnel spécialisé à long terme – font défaut ou demeurent totalement inefficaces. Cette situation sape la motivation des entreprises à se lancer dans l'innovation. Il serait judicieux de les encourager en améliorant l'efficacité des mécanismes de protection par des mesures adéquates (par exemple en facilitant l'aboutissement des revendications de brevet).

Les problèmes d'ordre financier jouent également un rôle important durant la période 2010–2012. Les entreprises suisses financent l'innovation en grande partie grâce à leur trésorerie. Les petites sociétés sont souvent plus affectées par cette problématique que les grandes, d'autant qu'elles manquent de fonds propres et ont davantage de difficultés à financer leurs activités d'innovation en faisant appel aux marchés des capitaux.

Le manque de personnel en R&D et de spécialistes (facteur invoqué par environ 15% des entreprises) demeure un problème encore relativement fréquent, en dépit de

la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE. Toutes les autres catégories de freins à l'innovation – par exemple: lacunes d'information, problèmes d'acceptabilité, dysfonctionnements internes et normes étatiques, ce dernier facteur étant particulièrement pertinent au niveau de la politique économique – sont pratiquement négligeables dans le secteur industriel.

Secteur tertiaire: des obstacles en général moins aigus

Dans l'ensemble, les freins à l'innovation sont nettement moins importants dans le secteur tertiaire que dans l'industrie. Le classement des obstacles à l'innovation y est, toutefois, très similaire. Malgré la différence fondamentale entre produits industriels et prestations, l'esprit d'innovation semble suivre des schémas de pensée analogue de part et d'autre. Ce qui frappe au premier abord, c'est la moindre importance des risques de marché et des risques techniques. Cette caractéristique s'explique très probablement par la différence de nature entre une prestation de service et un produit physique. Alors que celui-ci parvient chez le client sous une forme très peu modifiable, la prestation de service prend souvent forme à la faveur d'un échange direct avec le client, ce qui réduit dans une certaine mesure l'incertitude par rapport aux résultats escomptés.

Si les obstacles à l'innovation sont moins élevés dans le secteur tertiaire que dans l'industrie, c'est aussi parce que la quote-part d'entreprises innovatrices y est moins importante. Une entreprise n'est guère en mesure d'apprécier correctement les freins à l'innovation lorsqu'elle n'a pas pour stratégie d'innover. Les données collectées dans le cadre de notre enquête révèlent des disparités considérables entre les entreprises qui innoveront et les autres en ce qui concerne l'évaluation des freins à l'innovation. Ceux-ci sont pratiquement toujours ressentis à un degré plus élevé par les entreprises innovatrices. De nombreuses entreprises perçoivent les obstacles lorsqu'elles y sont confrontées dans le cadre de leurs activités d'innovation, alors que les sociétés qui n'innoveront pas ne réalisent même pas leur existence. Globalement, la plupart des obstacles à l'innovation ont perdu de l'importance depuis la période 2003–2005, y compris pendant la crise qui a duré de 2008 à 2011. ■

Les conventions collectives de travail dont le champ d'application est étendu

État au 1er juillet 2014



Edi Natale
Secteur Conventions collectives et observation du marché du travail, Direction du travail, Secrétariat d'État à l'économie SECO, Berne

Entre le 1er juillet 2013 et le 1er juillet 2014, à la demande des associations contractantes, le Conseil fédéral a étendu le champ d'application de 38 conventions collectives de travail (CCT) au niveau fédéral. Dans la même période, 25 CCT ont été étendues au niveau cantonal, ce qui a été approuvé par le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche. Dans treize décisions (douze nationales, une cantonale), il s'est agi de «décisions de base» par lesquelles le champ d'application de CCT nouvellement négociées a été étendu. Dans cinquante décisions (26 nationales, 24 cantonales) il s'est agi

de prorogations, de remises en vigueur ou de modifications des conventions.

Au 1^{er} juillet dernier, 41 CCT nationales étendues et 33 CCT cantonales étendues étaient en vigueur. Les premières touchent au total 67 115 employeurs et 590 459 travailleurs; les secondes touchent 5578 employeurs et 32 868 travailleurs. Les CCT étendues les plus importantes concernent les hôtels, restaurants et cafés ainsi que le secteur principal de la construction. Elles intéressent à elles seules quelque 34 260 employeurs et 291 070 travailleurs.

Arrêtés du Conseil fédéral^a

Objet de l'arrêté	Entré en vigueur	Valable jusqu'au
CCT romande du second œuvre (menuiserie, plâtrerie et peinture, revêtement de sols)	01.04.2013	31.12.2016
CCRA pour la retraite anticipée dans le second œuvre romand	01.07.2004	31.12.2016
GAV für Branchen des Ausbaugewerbe in den Kantonen Basel-Landschaft, Basel-Stadt und Solothurn	01.10.2010	31.12.2016
GAV für das Basler Ausbaugewerbe	01.01.2014	31.12.2017
GAV Autogewerbe Ostschweiz	01.11.2013	30.06.2017
CN pour le secteur principal de la construction	01.02.2013	31.12.2015
CCT pour la retraite anticipée dans le secteur principal de la construction	01.07.2003	31.12.2016
CCT pour l'industrie suisse des produits en béton	01.08.2008	31.12.2014
CCT de l'industrie suisse de la carrosserie	01.03.2014	31.12.2017
CCT des coiffeurs	01.06.2010	31.08.2016
CCT dans la branche suisse de toitures et façades	01.09.2010	31.12.2014
CCT pour un modèle de préretraite dans la branche des toitures et façades	01.09.2010	31.12.2018
GAV Decken und Innenausbausysteme	01.06.2009	31.12.2017
CCT de la branche suisse de l'installation électrique et de l'installation de télécommunication	01.01.2005	30.06.2015
GAV für das Gärtnergewerbe in den Kantonen Basel-Stadt und Basel-Landschaft	01.01.2013	31.12.2015
CCNT pour les hôtels, restaurants et cafés	01.01.1999	31.12.2017
CCT dans la branche suisse des techniques du bâtiment	01.02.2014	30.06.2018
CCT pour la construction de voies ferrées	01.03.2012	30.06.2018
CCT pour les échafaudages suisses	01.08.2013	31.03.2015
CCT pour la retraite anticipée des monteurs d'échafaudages	01.08.2009	31.12.2016
GAV für das Holzbaugewerbe	01.06.2013	31.12.2015
CCT pour le secteur suisse de l'isolation	01.04.2008	30.06.2015
CCT pour l'industrie de la plâtrerie et de la peinture	01.01.2013	31.03.2016
CCT perfectionnement professionnel dans la peinture/plâtrerie	01.01.2002	31.12.2017
CCT dans l'industrie suisse du marbre et du granit	01.01.2013	31.12.2017
CCT pour la retraite anticipée dans l'industrie suisse du marbre et du granit	01.08.2008	30.06.2015
CCNT pour l'artisanat du métal	01.07.2014	30.06.2019
CCT pour la boucherie-charcuterie suisse	01.09.2008	31.12.2014
CCT de l'industrie du meuble	01.10.2013	31.12.2015
CCT de la branche du travail temporaire	01.01.2012	31.12.2014
CCT pour le carrelage des cantons d'Argovie, Berne, Glaris, Lucerne, Nidwald, Obwald, Soleure, Schwyz, Uri, Zoug et Zurich	01.10.2013	31.03.2017
CCT du secteur du nettoyage pour la Suisse romande	01.04.2014	31.12.2018
CCT pour la branche privée de la sécurité	01.07.2014	31.12.2016
GAV für die Reinigungsbranche in der Deutschschweiz (für Betriebe mit mindestens 6 Arbeitnehmenden)	01.04.2007	31.12.2015
GAV für die Reinigungsbranche in der Deutschschweiz (erleichterte AVE) für Betriebe mit bis zu 6 Arbeitnehmenden	01.01.2012	31.12.2015
CCT pour la menuiserie	01.06.2012	31.12.2016
CCT pour la menuiserie (Perfectionnement professionnel et protection de la santé)	01.06.2009	31.12.2014
CCT pour les tuileries-briqueteries suisses	01.10.2013	30.06.2015
CCT pour des laboratoires de prothèse dentaire	01.04.2010	31.12.2014
CCT romande du nettoyage industriel des textiles	01.01.2014	31.12.2017

Arrêtés cantonaux approuvés par le DEFR^a

Objet de l'arrêté	Entré en vigueur	Valable jusqu'au
Bâle-Campagne		
GAV für das Dach- und Wandgewerbe	01.07.2013	31.12.2014
GAV für Gipsergewerbe	01.07.2013	31.12.2014
GAV für Malergewerbe	01.07.2013	31.12.2014
GAV für das Schlosser-, Metall-, Landmaschinen, Schmiede- und Stahlbaugewerbe (Metallgewerbe)	01.02.2006	31.12.2014
Bâle-Ville		
GAV für das Gipsergewerbe	01.01.2010	31.12.2015
Fribourg		
CCT des professionnels de l'automobile	01.07.2013	31.12.2016
CCT pour le personnel de vente des magasins de stations-service	01.03.2013	31.12.2016
Genève		
CCT pour les métiers de la métallurgie du bâtiment	01.02.2011	31.12.2014
RA pour les métiers de la métallurgie du bâtiment	01.09.2013	31.12.2016
CCT des bureaux d'ingénieurs de la construction et des techniques du bâtiment	01.01.2012	31.12.2015
Neuchâtel		
CCT neuchâteloise du commerce de détail	01.04.2014	31.12.2016
Saint-Gall		
GAV für Tankstellenshops	01.01.2014	31.12.2015
Tessin		
CCL per i disegnatori	01.12.2009	30.06.2015
CCL Giardinieri	01.01.2008	30.06.2015
CCLP Posa piastrelle e mosaici	01.11.2012	30.06.2015
CCL Personale delle autorimesse	01.08.2013	30.06.2015
CCL Posa pavimenti in moquette, linoleum, materie plastiche, parchetto e pavimenti tecnici rialzati	01.08.2013	30.06.2015
CCL nel ramo delle vetrerie	01.05.2014	30.06.2016
CCL per il personale delle imprese di pulizia e facility services	01.01.2013	30.06.2015
CCL per i dipendenti delle imprese forestali	01.10.2013	30.06.2016
Valais		
CCT introduisant un régime de préretraite Retaval	01.02.2010	31.12.2017
CCT de la retraite anticipée pour les travailleurs du secteur principal de la construction et du carrelage Retabat	01.07.2011	31.12.2016
CCT des entreprises de carrelage	01.12.2007	31.12.2015
CCT de la tuyauterie industrielle	01.07.2011	31.12.2015
CCT de la technique et de l'enveloppe du bâtiment	01.11.2013	31.05.2016
Vaud		
CCT du commerce de détail de la ville de Lausanne	01.02.2014	31.12.2017
CCT des paysagistes et entrepreneurs du jardin	01.12.2007	30.06.2015
CCT Métal-Vaud	01.11.2011	30.06.2015
CCT des garages	01.03.2007	31.12.2015
CCT dans le commerce de détail de la ville de Nyon	01.06.2012	31.12.2014
CCT ferblanterie, couverture, installation sanitaire, chauffage, climatisation et ventilation	01.12.2012	31.12.2015
Zurich		
GAV für das Gipsergewerbe	01.07.2012	31.03.2015

^a La liste exhaustive et mise à jour chaque mois se trouve sur le site Internet du Seco: www.seco.admin.ch, rubriques «Thèmes» > «Travail» > «Droit du travail» > «Conventions collectives de travail – Confédération» et «Conventions collectives de travail – cantons».

L'activité des offices publics de conciliation en 2013

L'office fédéral et les offices cantonaux de conciliation peuvent, sur demande, s'entre-mettre dans les conflits collectifs de travail. Il n'existe, cependant, pas de conciliation obligatoire. Les associations professionnelles peuvent refuser les propositions qui leur sont faites. Dans la pratique, les conflits collectifs de travail portent le plus souvent sur le renouvellement ou la conclusion d'une nouvelle convention collective de travail ou sur des questions de salaire.

L'activité des offices de conciliation est un service que l'État met à la disposition des associations professionnelles. Les partenaires sociaux incapables de régler leurs différends collectifs peuvent ainsi bénéficier d'un forum de discussion où l'État cherche à les concilier. À la demande expresse des parties, l'office de conciliation peut aussi rendre des sentences arbitrales contraignantes.

Compte tenu du nombre de conventions collectives de travail existantes et de conflits collectifs enregistrés, les offices de conciliation ont été relativement peu sollicités, encore que cela ait beaucoup varié d'un canton à l'autre.

Les offices cantonaux de conciliation

Au cours de l'année 2013, 24 procédures de conciliation ou d'arbitrage ont été introduites (comme l'année précédente). Sur ce nombre, 18 procédures de conciliation (22 l'année précédente) ont eu lieu: aucune n'a été introduite d'office, deux l'ont été à la requête de l'employeur, quinze à celle des travailleurs et une a été conjointe aux employeurs et aux travailleurs. Six procédures d'arbitrage ont eu lieu (deux l'année précédente): aucune ne l'a été à la requête des parties pour faire suite à la procédure de conciliation; six ont concerné des clauses d'arbitrage insérées dans une convention collective de travail. Les 24 procédures se répartissent comme suit entre les cantons: Argovie 1, Bâle-Campagne 1, Fribourg 1, Genève 14, Neuchâtel 1, Vaud 2, Tessin 3, Zurich 1.

Treize conflits collectifs ont été réglés (quatorze l'année précédente): deux par arrangement direct entre les parties en cours d'instance, sept par acceptation de la proposition de l'office et quatre par sentence arbitrale.

Onze conflits collectifs n'ont pas été réglés (dix l'année précédente): deux en raison du rejet de la demande de conciliation par l'autorité, un en raison de la rupture des pourparlers présumés vains par les travailleurs, deux par les deux parties, un en raison du refus d'accepter une procédure de conciliation par les employeurs, quatre en raison du rejet de la proposition de conciliation de l'office par les employeurs et un en raison du refus d'accepter un arbitrage par les employeurs.

L'ensemble de ces conflits a touché 229 entreprises (160 l'année précédente) comptant au total 8206 travailleurs (8261 l'année précédente). Trois cas signalés par les offices cantonaux de conciliation (comme l'année précédente) ont donné lieu à des grèves.

Branches économiques/cantons

Les 24 procédures de conciliation et d'arbitrage sont réparties de la manière suivante entre les branches et les cantons:

- commerce de détail: Argovie 1;
- secteur principal de la construction: Bâle-Campagne 1;
- activités des sages-femmes: Fribourg 1;
- catering: Genève 1;
- casino: Genève 1;
- nettoyage: Genève 1;
- association à but non lucratif: Genève 1;
- bâtiment-second œuvre: Genève 3;
- commerce de détail non alimentaire: Genève 1;
- hôtellerie: Genève 1;
- réparation et maintenance d'aéronefs: Genève 1;
- sécurité: Genève 1;
- services auxiliaires aux transports aériens: Genève 1;
- transports maritimes: Genève 1;
- transports publics: Genève 1;
- santé, technologie: Neuchâtel 1;
- industrie: Tessin 3;
- imprimerie: Vaud 1;
- médico-social: Vaud 1;
- soins / spitex: Zurich 1.

Les objets du litige étaient le renouvellement ou la conclusion d'une convention collective de travail (2), l'application de conventions collectives de travail (1), la violation d'une convention collective de travail (5), la représentativité d'un syndicat (1), le choix de la représentation des travailleurs (1), le plan social et les licenciements collectifs (4), la résiliation de la convention collective de travail (1), d'autres questions relatives aux rapports de travail (9).

Office fédéral de conciliation

L'Office fédéral de conciliation n'a pas été institué en 2013 (comme l'année précédente).



Luisa Sestito
Secteur Conventions collectives et relations du travail, Secrétariat d'État à l'économie SECO, Berne

Continuer à travailler après 55 ans: la Suisse pourrait faire mieux

Davantage pourrait être fait pour donner de meilleurs choix à tous les travailleurs, particulièrement aux femmes et aux personnes non qualifiées, et les inciter à rester dans la vie active. C'est le principal message d'un nouveau rapport de l'OCDE dont les principales conclusions viennent d'être rendues publiques: *Mieux travailler avec l'âge en Suisse*.



En Suisse, la discrimination à l'embauche selon l'âge est courante et le potentiel des travailleurs âgés n'est pas assez reconnu dans de nombreuses entreprises. Photo: Keystone

La Suisse se situe dans le peloton de tête des pays de l'OCDE pour ce qui concerne l'emploi des 55-64 ans: 70,5% de la population appartenant à cette classe d'âge était active en 2012. Ce taux est inférieur à ceux de l'Islande (79%), de la Nouvelle-Zélande (74%), de la Suède (73%) et de la Norvège (71%), mais il surpasse de près de 17 points de pourcentage la moyenne de l'OCDE. Pourtant, la Suisse ne figure parmi les champions que pour les hommes de 55-59 ans et les diplômés de l'enseignement supérieur. Ce n'est plus le cas pour les femmes,

les sexagénaires et les personnes qui n'ont pas de diplôme de l'enseignement supérieur (voir *graphique 1*).

En Suisse, le taux de travailleurs restant professionnellement actifs après 60 ans est supérieur à la moyenne de l'OCDE malgré une protection de l'emploi relativement faible. Par contre, le taux d'embauche entre 55 et 64 ans est faible comparé à la moyenne de l'OCDE. Ce paradoxe se reflète aussi dans le taux de chômage des 55-64 ans, qui est nettement inférieur à cette même moyenne (3% contre 6% en 2012). En revanche, trop de chômeurs suisses de 55 ans et plus sont au chômage depuis plus d'un an: 59% contre 47% en moyenne dans l'OCDE (2012).



Nicola Düll
Economix Research & Consulting, Munich



Anne Sonnet
Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales, OCDE, Paris

Une stratégie d'ensemble reste nécessaire en 2014

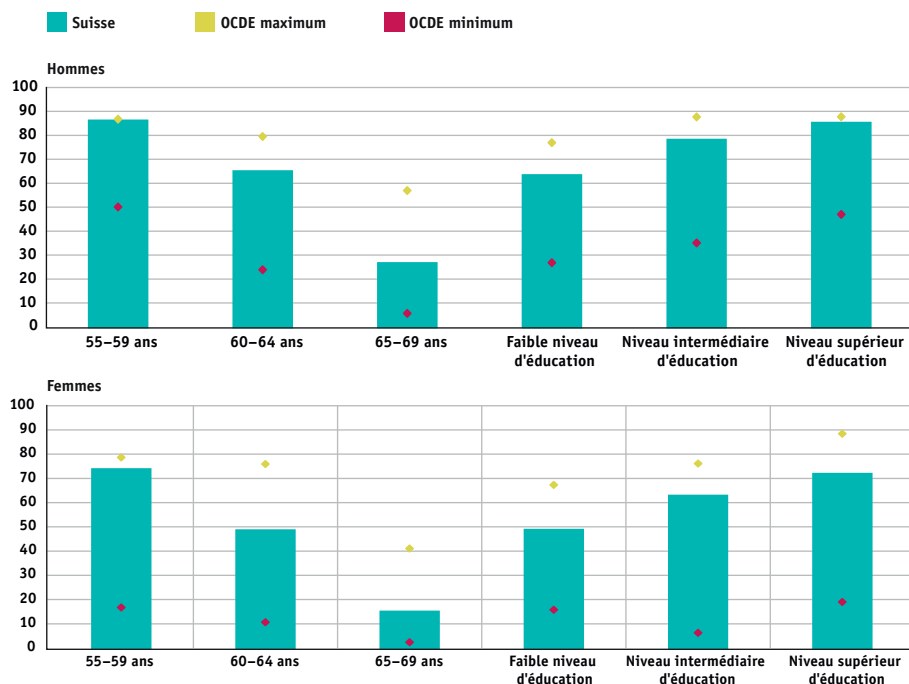
L'OCDE préconise d'intervenir dans trois domaines pour encourager les travailleurs à rester actifs occupés:

- renforcer les incitations à travailler plus longtemps;

Graphique 1

Disparités sociodémographiques^a du taux d'emploi après 55 ans en Suisse et dans l'OCDE, 2012

En % de la population dans chaque classe d'âge



a Pour les travailleurs de 55-64 ans, le niveau d'éducation est faible (inférieur au 2^e cycle du secondaire), intermédiaire (diplôme du 2^e cycle du secondaire) ou élevé (diplôme de l'enseignement supérieur).

Source: estimations de l'OCDE à partir des enquêtes nationales sur la population active et de la base de données de l'OCDE sur l'éducation / La Vie économique

- lever les obstacles au recrutement et au maintien dans l'emploi des travailleurs âgés;
- améliorer l'employabilité des travailleurs âgés.

Les mesures et réformes mises en œuvre en Suisse vont dans cette direction. C'est particulièrement le cas de la réforme du système de retraite *Prévoyance vieillesse 2020*, en discussion actuellement, et de l'*initiative visant à combattre la pénurie de personnel qualifié*. Pour faire face au vieillissement et à une pénurie de main-d'œuvre, le défi consiste non seulement à donner à tous les travailleurs, particulièrement à ceux dépourvus de qualifications, plus d'options pour travailler jusqu'à un âge avancé, mais aussi à mieux promouvoir l'emploi des femmes. Il faudrait adopter des formes d'emploi autres que le seul temps partiel afin de permettre à ces dernières d'accéder à des emplois de qualité et d'avoir accès à un revenu décent au moment de la retraite. Cela nécessitera, en particulier, d'offrir plus d'infrastructures sociales pour les enfants et les personnes âgées dépendantes.

Renforcer les incitations à travailler plus longtemps

Les personnes qui prennent une retraite anticipée sont proportionnellement

nombreuses en Suisse. Si les raisons de ne pas continuer à être actif après 58 ans diffèrent pour les hommes et les femmes, la préretraite est dominante pour les premiers (60%), tandis qu'elle ne concerne qu'un tiers des femmes. Ces dernières citent pour un autre tiers des raisons familiales et personnelles contre seulement 1,5% des hommes. Pourtant, l'âge effectif de sortie de la vie active est élevé en Suisse, comparé à la moyenne de l'OCDE. En effet, un grand nombre de personnes continuent de travailler après avoir pris leur (pré)retraite, souvent à temps partiel, car il est possible de cumuler sans pénalité une rente de (pré)retraite et le revenu d'une activité lucrative.

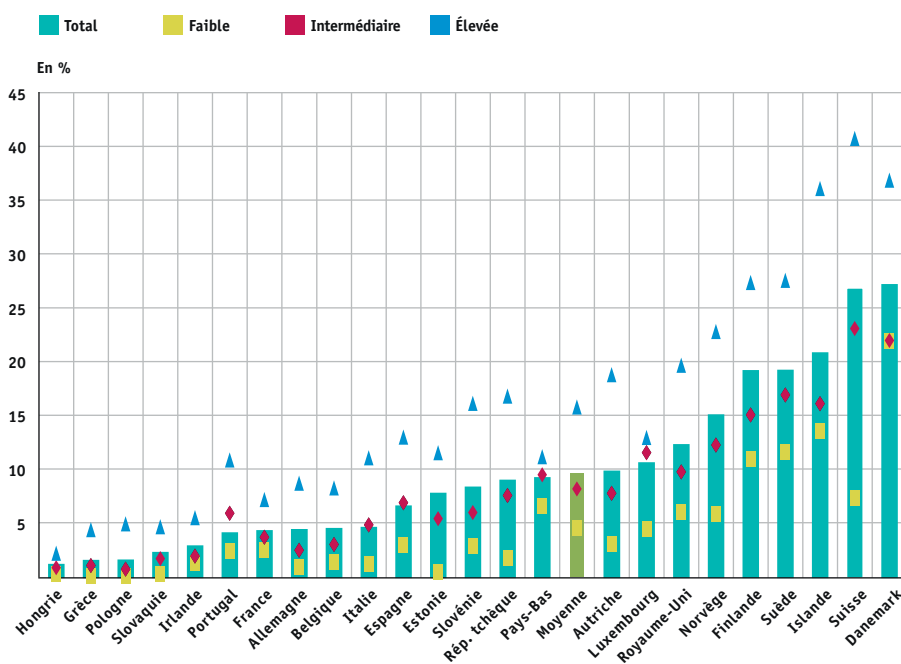
Aujourd'hui, la préretraite est souvent perçue comme un privilège réservé à certains, comme les salariés du secteur financier et des assurances ou les travailleurs touchant des salaires élevés. C'est principalement dans le deuxième pilier de la prévoyance vieillesse – obligatoire au niveau professionnel à partir d'un certain salaire – que l'on retrouve les incitations au départ anticipé, mais également à la mise en préretraite d'office. Il est important que ces dispositifs disparaissent. Par contre, dans les secteurs particulièrement pénibles, comme le secteur du bâtiment, la retraite anticipée, financée par les employeurs et les salariés, peut non seulement se justifier mais aussi permettre de maintenir l'activité des salariés et leur éviter de devenir invalides.

Parallèlement, dans le premier pilier (le système public par répartition ou AVS), d'autres règles ne favorisent pas suffisamment l'offre d'emploi, surtout chez les femmes. Ainsi, le plafonnement impose que la somme des rentes principales pour un couple marié ne dépasse pas 150% de la rente maximale. Cette règle peut dissuader les femmes de travailler davantage et à plein temps.

Le Conseil fédéral a adopté fin novembre 2013 l'avant-projet *Prévoyance vieillesse 2020*. Cette réforme du système de retraite porte à la fois sur le premier et le deuxième pilier. Elle a pour objet d'assouplir et de retarder la transition entre la vie active et la retraite. Toutefois, contrairement aux réformes adoptées récemment dans de nombreux pays de l'OCDE, l'âge légal de départ à la retraite – appelé âge de référence – devrait uniquement augmenter de 64 à 65 ans pour les femmes d'ici 2020, ce qui le mettra ainsi au même niveau que celui des hommes. La Suisse est l'un des rares pays de l'OCDE qui n'envisage pas de relever l'âge de la retraite en l'indexant sur l'espérance de vie.

Graphique 2

Participation à une formation liée à l'emploi des travailleurs de 55-64 ans par niveau d'éducation, 2012



Remarque: formation faible: inférieure au 2^e cycle du secondaire; intermédiaire: diplôme du 2^e cycle du secondaire; élevée: diplôme de l'enseignement supérieur.

Source: estimations de l'OCDE à partir de l'enquête communautaire sur les forces de travail. / La Vie économique

Lever les obstacles au recrutement et au maintien de l'activité des travailleurs âgés

L'hypothèse est souvent avancée en Suisse que les bonifications de vieillesse du deuxième pilier ainsi que les primes d'ancienneté dans les systèmes de rémunération représentent un frein à l'embauche des plus âgés. En même temps, ces mêmes facteurs ne constituent pas une barrière à leur maintien dans l'emploi. L'hétérogénéité est importante en ce qui concerne la productivité des travailleurs âgés et le facteur de l'expérience a un impact positif¹.

En Suisse, la discrimination à l'embauche selon l'âge est également courante et le potentiel des travailleurs âgés n'est pas assez reconnu dans de nombreuses entreprises. Contrairement à la plupart des pays de l'OCDE, dont les États-Unis, la Suisse n'a pas de loi contre la discrimination liée à l'âge et n'a pas suivi la recommandation formulée en 2003 à ce sujet². Il faut reconnaître que pour lutter efficacement contre ce type de discrimination, la législation doit pouvoir s'appuyer sur des campagnes d'information et sur des lignes directrices stimulant les bonnes pratiques dans les entreprises.

L'économie doit davantage intégrer la question du vieillissement, particulièrement les PME. Plusieurs pistes sont possibles: adaptation des postes de travail,

flexibilisation des horaires, mise à jour permanente des compétences spécifiques, formation continue tout au long de la carrière et promotion de la mobilité professionnelle interne et externe. L'efficacité commande d'appliquer ces dispositions quand les travailleurs sont jeunes plutôt que de cibler trop tardivement ceux qui avancent en âge.

Afin d'augmenter la mobilité professionnelle, particulièrement en fin de carrière, les grilles salariales qui lient automatiquement une partie de l'augmentation des rémunérations à l'âge devraient être modifiées par les employeurs et les syndicats. Un lien plus étroit pourrait réunir la productivité, l'expérience et le salaire. Il faudrait davantage encourager la mobilité interne des travailleurs dans les entreprises, même pour les cadres.

La mise en place de stratégies visant à augmenter la productivité de tous les travailleurs, y compris celle des salariés âgés, est primordiale en Suisse. C'est dans cette direction qu'il faut pousser les entreprises, afin qu'elles mettent en œuvre l'*initiative visant à combattre la pénurie de personnel qualifié*. Si la Confédération donne l'exemple en sa qualité d'employeur, il convient de mobiliser dans ce processus toutes les entreprises privées et publiques.

Améliorer l'employabilité des travailleurs âgés

Au fur et à mesure que les travailleurs avancent en âge, il faut veiller à ce qu'ils puissent actualiser leurs compétences, accéder facilement aux dispositifs offerts par les services publics et privés de l'emploi et bénéficier de meilleures conditions de travail. La situation suisse est globalement favorable dans ces trois domaines. Pourtant, on pourrait faire plus, en particulier pour les travailleurs les moins qualifiés. En effet, si la participation des 55-64 ans à la formation liée à l'emploi est particulièrement élevée en Suisse, comparée aux autres pays, ce n'est pas le cas pour les personnes dépourvues de diplôme (voir *graphique 2*). Des efforts ciblés sur les travailleurs disposant d'un faible niveau d'éducation pourraient être entrepris pour inciter les entreprises à leur offrir davantage de possibilités en matière de formation professionnelle. Les coûts d'investissement dans le capital humain devraient être mieux partagés entre les entreprises et les individus, avec l'appui de l'État. La priorité devrait être accordée aux personnes peu qualifiées et sans emploi qui doivent se reconvertir professionnellement.

La Suisse a encouragé les innovations introduites dans les offices régionaux de placement (ORP) pour faciliter le retour à

l'emploi des seniors, particulièrement quand leur chômage se prolonge. Ces mesures consistent principalement en un suivi individualisé et en un accompagnement précoce et renforcé. Des campagnes stimulantes ont également été lancées dans les médias par des ORP pour sensibiliser la société aux atouts qu'offre l'expérience des travailleurs âgés. Pourtant, la Suisse, comme les autres pays de l'OCDE, reste confrontée au défi du chômage de longue durée des seniors.

Réinsérer et prévenir

Les stratégies d'activation des personnes âgées sans emploi (chômeurs, invalides, bénéficiaires de l'aide sociale) devraient davantage se concentrer sur leur réinsertion durable dans la vie professionnelle. Dans de nombreux cantons, la participation aux mesures actives du marché du travail est insuffisante lorsque les demandeurs d'emploi sont âgés de plus de 60 ans. Très souvent, l'accès à une rente d'invalidité passe par des phases de désinsertion professionnelle. Une politique préventive devrait identifier le plus tôt possible les risques liés à ces phases et aider les entreprises et les salariés à y faire face. On pourrait améliorer le suivi de l'absentéisme au travail dans les entreprises, notamment dans les PME, en impliquant suffisamment tôt les acteurs concernés (en particulier les caisses maladie et les offices cantonaux de l'assurance invalidité) ainsi que des organismes de conseil. Cela permettrait de détecter les problèmes de santé à temps et d'intervenir préventivement. Dans ce contexte, chaque canton pourrait mettre en place un suivi des résultats de l'inspection du travail, qui soit plus strict et transparent qu'actuellement. Il faut, en outre, changer de culture par rapport aux seniors bénéficiaires de l'aide sociale. Il est préoccupant que de nombreuses municipalités ne rendent pas obligatoire la recherche d'une nouvelle situation après 55 ans et offrent peu d'aide pour le retour à l'emploi des 50 ans et plus. Il est vrai qu'intervenir en faveur des personnes qui ont déjà perçu d'autres prestations ou bénéficié à plusieurs reprises de mesures actives a un rapport coût/efficacité élevé. Ceci impliquerait davantage de partenariats avec des entreprises responsables qui seraient prêtes à recruter ce public en difficulté. La collaboration interinstitutionnelle entre les différents organismes chargés de la politique sociale et de l'emploi, qui s'est développée depuis plusieurs années en Suisse, va dans la bonne direction pour tirer profit des connaissances pluridisciplinaires des différentes institutions et éviter les risques de désinsertion mais aussi de «carrousel» en passant d'une prestation à une autre.

D'abord une affaire de volonté

Une stratégie d'ensemble est nécessaire pour qu'une gestion plus innovante des âges soit menée dans les entreprises en Suisse. Il s'agit de promouvoir un emploi de qualité tant pour les hommes que pour les femmes, qui renforce leur employabilité au cours de leur vie professionnelle, surtout s'ils sont peu qualifiés, et qui leur donne accès à plus de choix en fin de carrière. Le rôle des autorités publiques est d'encourager les partenaires sociaux à investir plus dans les travailleurs âgés. Rien ne peut, en effet, se faire sans les partenaires sociaux, car agir sur le terrain relève de leur responsabilité, particulièrement au niveau sectoriel et local. ■

1 Voir un aperçu de la littérature dans OCDE, Vieillesse et politiques de l'emploi: France 2014. *Mieux travailler avec l'âge*, éditions OCDE, Paris, 2014.

2 OCDE, Vieillesse et politiques de l'emploi: Suisse, éditions OCDE, Paris, 2003.

Encadré 1

Le rapport de l'OCDE

Le rapport Vieillesse et politiques de l'emploi. Suisse 2014. *Mieux travailler avec l'âge* s'inscrit dans le suivi de travaux menés par l'OCDE entre 2003 et 2006 sur ce thème. Une synthèse avait été publiée en 2006 dans le rapport *Vivre et travailler plus longtemps*. Pour plus d'informations, voir le site www.ocde.org, rubriques «Thèmes» «Emploi» > «Politiques et données sur l'emploi» > «Vieillesse et politiques de l'emploi».

Le rapport sur la Suisse peut être obtenu auprès des éditions de l'OCDE, Paris.

Changement démographique et monde du travail: la force de la génération 50plus

Depuis des années, l'évolution démographique et ses conséquences pour la place économique suisse sont un thème de prédilection des médias. L'accent est, en outre, souvent mis sur la population active 50plus, dont la proportion ne cesse d'augmenter. Ces prochaines années, l'écart avec la relève – clairsemée – se creusera encore. La question est donc: comment maintenir les plus de 50 ans le plus longtemps possible en bonne santé, motivés et performants dans l'entreprise, et comment les intégrer de manière optimale dans le marché de l'emploi?

Si l'on compare avec le reste de l'Europe, le monde politique, les associations et l'économie suisses ne se sont préoccupés que tardivement des mutations démographiques et des travailleurs âgés. Cela s'explique surtout par le fait que notre pays occupe une position de pointe dans l'OCDE avec son taux d'activité élevé et son chômage des seniors plutôt faible. En outre, les entreprises installées en Suisse ont pu, en cas de besoin, puiser largement dans le marché du travail international. Jusque-là, il n'y avait donc pas réellement d'urgence à échauffer une planification et un développement du personnel axés sur le long terme.

Premières initiatives...

En 2006, l'Union patronale suisse faisait le premier pas en formulant une stratégie pour l'emploi des seniors, avec des recommandations en vue de leur promotion. L'année suivante, le Conseil fédéral publiait sa stratégie en matière de politique de la vieillesse. Cette dernière abordait notamment les chances sur le marché de l'emploi, le maintien de la santé et de l'aptitude au travail, l'aménagement de lois sociales et un retrait flexible de la vie active. Les deux initiatives n'ont cependant suscité qu'un intérêt limité. Une étude représentative avait ainsi révélé que seule une infime partie des entreprises considéraient la gestion ciblée des seniors comme prioritaire¹. Six ans plus tard, selon une étude menée par l'Office fédéral des assurances sociales (Ofas), la majorité des entreprises sondées n'avaient aucun volet spécial pour promouvoir l'emploi de salariés seniors dans leur politique du personnel².

... et nouvelles tentatives

L'aggravation du problème démographique et du manque de personnel qualifié a poussé le Conseil fédéral à remettre l'ouvrage sur le métier en 2011. En coopération avec les cantons et les partenaires sociaux, le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) a lancé une initiative pour combattre la pénurie de personnel qualifié. Son objectif est de mieux exploiter le potentiel offert par la population active indigène et de renforcer ses

qualifications pour rendre la Suisse moins dépendante du personnel qualifié étranger. Les travailleurs âgés sont l'un des quatre champs d'action identifiés par l'initiative, qui exige la mise en place de conditions encourageant leur activité professionnelle jusqu'à la retraite et au-delà. Le succès passe notamment par l'introduction d'incitations à l'activité dans les systèmes de prévoyance vieillesse ainsi que par la promotion de l'aptitude au travail et de la motivation du personnel âgé.

L'initiative fait avancer le débat

Avec d'autres initiatives cantonales, les premières mesures déclenchées par l'initiative visant à combattre la pénurie de personnel qualifié, comme le monitoring de la main-d'œuvre qualifiée, éveillent l'attention. Même si peu de cantons prennent des mesures destinées à encourager les salariés à travailler après l'âge légal de la retraite, certains préparent un règlement plus souple des modèles d'horaire et de retraite. D'autres projets en faveur du personnel vieillissant englobent des offres de formation continue, l'aménagement de postes de travail conformes à ses besoins ou encore la formation des dirigeants pour de meilleurs rapports avec les seniors³. Des dispositions sont également mises en place pour les demandeurs d'emploi âgés, par exemple dans le canton d'Argovie⁴. En lien avec l'initiative visant à combattre la pénurie de personnel qualifié, l'Union patronale suisse s'est à nouveau saisie du thème des salariés âgés et a lancé le programme *Marché du travail 45plus*⁵.

Des exemples de bonne pratique se développent

Au cours des huit dernières années, des entreprises ont appliqué des mesures très diverses, publiées à titre d'ébauches de bonne pratique. Quelques exemples: analyses de la structure d'âge à la Poste et aux chemins de fer, crédits de formation continue comme primes d'ancienneté dans une banque cantonale, concepts de consultants seniors dans la construction d'installations, recrutement de consultants experts seniors pour



Pr. Martina Zölch
Directrice de l'Institut de gestion du personnel et d'organisation, Haute école de gestion, FHNW, Olten

Encadré 1

Les quatre piliers de la gestion démographique

Connaître la situation de l'entreprise

- Interprétation régulière des analyses de la structure d'âge, jusqu'à l'échelon des services, selon le sexe, la fonction cadre / non-cadre, le degré de fonction, etc.
- Interprétation, selon l'âge, des indicateurs de la formation continue, des postes, des absences pour maladie, des places vacantes, de la durée du recrutement, etc.
- Monitoring de certains indicateurs du personnel par le service du personnel et par les cadres.

Définir la position de chaque employé

- Aborder à temps les questions relatives à la formation continue, à l'adaptation du profil professionnel, aux différentes possibilités d'organiser de manière flexible la transition vers la retraite.
- Profiter des entretiens personnels pour reconduire le «contrat psychologique».
- Présenter et offrir des mesures pour faire le point.

Aider les dirigeants à se qualifier

- Sensibiliser aux clichés liés à l'âge dans les décisions en matière de personnel et dans l'organisation des rapports hiérarchiques.
- Traiter le thème de l'âge en lien avec d'autres critères démographiques, comme le sexe.
- Mettre l'accent sur une conduite orientée vers les compétences et les ressources.

S'appuyer sur des exemples de bonne pratique

- Vérifier si les outils standard de conduite et de gestion du personnel conviennent pour les plus de 50 ans: entretiens personnels et de carrière, instruments pour le bilan de compétences et mesures destinées au développement des cadres.
- S'appuyer sur les exemples de bonne pratique existants et, au besoin, y ajouter une composante dédiée à l'âge.
- Ne pas se concentrer sur une seule génération, mais vérifier la possibilité d'une approche améliorant l'interaction intergénérationnelle.

Source: Zölch *et al.* 2009, Swoboda & Zölch 2013, Zölch & Swoboda 2014a.

la clientèle âgée exigeante dans une banque, équipes (de projet) multi-générationnelles et tandems du savoir dans une société IT. Autres exemples: modèles de rémunération non basés sur l'âge, temps partiel pour les seniors et retraite à la carte, coaching de la relève des cadres par des seniors, allègement des tâches avec l'âge, bilans de compétence pour les plus de 50 ans, «carrières en arc», rotation des postes pour les profils devenant critiques avec l'âge, programmes de tutorat, planification de la relève, conseil «best-age» dans les centres d'appels⁶. En Suisse, il manque à ce jour un inventaire et une documentation systématiques de ces exemples de bonne pratique pour les entreprises intéressées, telle la plateforme Inqa en Allemagne⁷.

Comment mieux exploiter le potentiel 50plus

Quelles sont les conditions, attentes et exigences pour les entreprises qui veulent mieux tenir compte des travailleurs âgés dans leur planification du personnel? Selon *Trageser et al. (2012)*, le taux d'activité professionnelle des travailleurs de plus de 58 ans a augmenté ces dernières années. Même si le retrait de la vie professionnelle est devenu plus progressif et flexible, 40% de la population active continue d'en sortir au plus tard un an avant l'âge de la retraite ordinaire. Un tiers poursuit une activité rémunérée après avoir atteint l'âge AVS officiel. Cette catégorie augmente selon *Kolly (2012)*, mais la croissance se limite aux professions avec des profils de qualifications exigeants⁸. L'activité professionnelle après l'âge AVS devient à temps partiel ou s'exerce à titre indépendant.

La population est relativement disposée à poursuivre une activité lucrative après l'âge de la retraite, si les conditions s'y prêtent. Parmi les motivations, il y a le plaisir de travailler dans une bonne ambiance à des tâches qui ne portent pas atteinte à la santé. Employés et employeurs se prononcent en faveur d'un plus grand assouplissement de la limite d'âge dictée par la retraite⁹. Cette adhésion de principe au prolongement de l'activité rémunérée offre un énorme potentiel à l'économie et à la société. La génération du «baby-boom» peut s'atteler à la tâche généralement en bonne santé et avec un niveau élevé de formation et de prospérité.

D'un autre côté, les seniors, à condition de disposer d'une certaine marge financière, dicteront davantage qu'à présent les conditions qui leur permettraient de travailler jusqu'à l'âge ordinaire de la retraite et au-delà. Concilier vies professionnelle, familiale et privée revêt également une grande

importance pour les travailleurs de plus de 50 ans. Les entreprises qui veulent fidéliser ce type d'employés concurrencent ainsi d'autres domaines offrant parallèlement une plus grande autonomie ou d'autres engagements comme les soins aux proches. Au niveau de la gestion du personnel, les exigences vont dans le sens d'offres flexibles en matière d'horaires, de lieux et de contrats de travail.

Un 50plus peut en cacher un autre

Les travailleurs de 50 ans et plus constituent un groupe très hétérogène au regard du revenu et de la fortune, du niveau de formation ou encore des ressources sociales à disposition. L'individualisation, la pluralisation et la dynamisation croissantes des modes et parcours de vie jouent également un rôle¹⁰. Jusqu'ici, les différences entre hommes et femmes dans l'activité professionnelle tardive n'étaient pas assez prises en compte¹¹, ni d'ailleurs les besoins des employés vieillissants issus de la migration. Pour ces derniers, le contexte culturel dans lequel la transition vers la retraite doit être organisée est souvent tout autre.

Les exigences en matière de qualifications aussi différent, tant à l'intérieur d'une même classe d'âge que par rapport aux précédentes générations. Ces dernières présentent généralement un meilleur niveau de formation. La formation continue, bien que se raréfiant avec l'âge, est donc primordiale pour développer les compétences nécessaires durant cette phase avancée de la vie professionnelle. Cela signifie plus particulièrement que les entreprises doivent instaurer des plans et une culture d'apprentissage pour les plus de 50 ans. Un autre levier essentiel est la promotion de la santé en entreprise. Même si le cliché voulant que les travailleurs âgés soient plus souvent malades que les jeunes n'a aucun fondement empirique, les problèmes de santé restent en effet l'une des raisons principales qui expliquent une sortie anticipée de la vie active.

Plans de carrière 50plus

Les modèles flexibles d'horaires et de lieux de travail font partie des thèmes centraux d'une gestion du personnel conforme à l'âge, au même titre que les offres de qualification en cours d'emploi ou externes et les mesures de promotion de la santé en entreprise. Une autre question concerne la gestion de carrière dans les phases tardives de l'activité professionnelle ainsi que lors de la transition vers la retraite, ces points devant être traités dans l'intérêt des employés

comme des employeurs. Une telle planification ne peut se borner au moment du retrait de la vie active. Elle doit également s'ouvrir à d'éventuels ajustements du profil professionnel, à l'intégration de nouveaux rôles, aux mesures de qualification requises, aux options de maintien en emploi – avec les exigences afférentes – et enfin à l'éventualité d'une carrière dans un tout nouveau domaine d'activité. Cela concerne aussi la sauvegarde et le perfectionnement de l'expérience, du savoir-faire et des réseaux des seniors ainsi que la transmission de toutes ces valeurs à la génération suivante.

Des mesures isolées à une approche intégrée

Pour produire des effets durables, les mesures découlant des thèmes centraux mentionnés ci-dessus doivent être réunies en une approche intégrée que les entreprises mettent en vigueur à différents niveaux tout en l'associant aux principaux outils de leur gestion du personnel (voir encadré 1). Les

employés doivent se pencher activement sur la situation qui résulte de leurs vies professionnelles et privées dans la phase avancée de leur carrière professionnelle. Des entretiens personnels ou un bilan de compétences peuvent les aider en ce sens. Les dirigeants jouent également un rôle crucial, car ce sont eux qui mettent en place les outils et les moyens nécessaires à une gestion du personnel adaptée à l'âge et à la promotion de la santé en entreprise. Il ne faut pas oublier que les stéréotypes pernicioeux, même sans fondement empirique¹², ont une influence non négligeable sur l'aptitude au travail des travailleurs âgés, sur le choix et l'évaluation du personnel et enfin sur la configuration des rapports hiérarchiques¹³. Une démarche ouverte et valorisante des dirigeants, sans donner dans les poncifs, est dès lors très précieuse. Rappelons ici qu'il existe déjà des exemples de bonne pratique en matière de gestion du personnel et de promotion de la santé en entreprise, qui offrent une base excellente pour l'intégration des besoins et des exigences du personnel 50plus. Nul besoin de réinventer à chaque fois la roue.

Plutôt que de se concentrer sur une seule génération, l'approche intégrée devrait aussi se soucier de promouvoir la coopération, l'égalité de traitement et l'équité entre les générations.

- 1 Höpflinger et al. (2006).
- 2 Trageser et al. (2012).
- 3 CDEP (2013).
- 4 www.ag.ch/potenzial50plus.
- 5 Voir www.arbeitgeber.ch/fr/marche-du-travail-45plus et l'article de Daniella Lützelshwab, p. 58 de ce numéro.
- 6 UPS (2006), Höpflinger et al. (2006), Zölch et al. (2009), Zölch et Swoboda (2014b).
- 7 www.inqa.de.
- 8 Cadres supérieurs, professions académiques et techniques.
- 9 Trageser (2012).
- 10 Höpflinger (2009).
- 11 Swoboda et Zölch (2013).
- 12 Krings et Bangerter (2010).
- 13 Mücke (2008); Krings, Szczesny et Kluge (2010); Eberhardt et Meyer (2011).

Encadré 2

Bibliographie

- Eberhardt D. et Meyer M., *Mit Führung den demografischen Wandel gestalten. Individualisierte altersgerechte Führung: wie denken und handeln Führungspersonen?*, Munich, 2011, éditions Rainer Hampp.
- Höpflinger F., Beck A., Grob M. et Lüthi A., *Arbeit und Karriere: Wie es nach 50 weitergeht. Eine Befragung von Personalverantwortlichen in 804 Schweizer Unternehmen*, Zurich, 2006, Avenir Suisse (en allemand, avec résumé en français).
- Höpflinger F., «Demografische Entwicklung und Generationenwandel – ein Blick auf die späten Erwerbsjahre», dans Zölch M., Mücke A., Graf A. et Schilling A., *Fit für den demographischen Wandel? Ergebnisse, Instrumente, Ansätze guter Praxis*, Berne, 2009, éditions Haupt, pp. 20–40.
- Kolly M., *Ältere Personen und Arbeitsmarktbeteiligung. Materialband zum Forschungsbericht Nr. 11/12*, Berne, 2012, OFAS (en allemand, avec résumé en français).
- Mücke A., *Personalführung und Alter. Ist Personalführung alterskritisch? Eine Studie zur Altersattribution und zum Führungshandeln von Linienvorgesetzten in Schweizer Unternehmen*, Hambourg, 2008, éditions Dr. Kovac.
- Krings F. et Bangerter A., «Durch Diversity Management die demografische Alterung meistern», dans Pekruhl U., Spaar Ulrich R. et Zölch M. (éd.), *Human Resource Management Jahrbuch 2010*, Zurich, 2010, WEKA Business Media AG, pp. 127–162.
- Krings F., Szczesny S. et Kluge A., «Stereotypical Inferences as Mediators of Age Discrimination: The Role of Competence and Warmth», *British Journal of Management*, 1010, pp. 1–15.
- Union patronale suisse (UPS), *Stratégie pour l'emploi des seniors. Recueil d'articles et recommandations pour les employeurs*, Zurich, 2006, Union patronale suisse.
- Swoboda N. et Zölch M., *Gestion de la santé en entreprise – Avantage concurrentiel de la gestion des générations. Un projet pilote avec cinq entreprises de production et de services face aux défis de l'évolution démographique*, Promotion Santé Suisse, Document de travail 14, Berne et Lausanne, 2013.
- Trageser J., Hammer S. et Fliedner J., *Altersrücktritt im Kontext der demographischen Entwicklung*, Forschungsbericht Nr. 11/12, Berne, 2012, OFAS (en allemand, avec résumé en français).
- Conférence des chefs des départements cantonaux de l'économie publique (CDEP), *Initiative visant à combattre la pénurie de personnel qualifié – Analyse de la situation et rapport sur les mesures*, Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR, Berne, 2013, CDEP.
- Zölch M., Mücke A., Graf A. et Schilling A., *Fit für den demographischen Wandel? Ergebnisse, Instrumente, Ansätze guter Praxis*, Berne, 2009, éditions Haupt.
- Zölch M. et Swoboda N., «Schlüsselfaktoren für ein erfolgreiches Generationen-Management», dans Pekruhl U., Spaar Ulrich R. et Zölch M. (éd.), *Human Resource Management Jahrbuch 2014*, Zurich, 2014 (a), WEKA Business Media AG, pp. 201–229.
- Zölch M. et Swoboda N., *Le tournant démographique fait bouger le monde du travail suisse. Bilan intermédiaire concernant les enjeux, les initiatives et les domaines de recherche*. Promotion Santé Suisse, Document de travail 25, Berne et Lausanne, 2014 (b).

Sechs berufliche Klippen für über 50-Jährige

Die Wahrnehmung hat Vorrang gegenüber der Wirklichkeit.

Reifere Arbeitskräfte erfahren

diese Regel besonders schmerzhaft. Wer vor 1964 geboren ist, kann sich kompetent und fit im Erwerbsleben bewähren und wird dennoch oft als Auslauf-

modell mit reduzierter Innovationskraft taxiert. Die herrschenden Altersbilder

konservieren Erfahrungen früherer Generationen; sie sind von Defiziten geprägt und haben

mit den oft putzmunteren heutigen «Golden Agers», die sich kleiden und bewegen wie ihre

Kinder, wenig zu tun. Je intensiver sich dynamische Manager anstrengen, den eigenen

Alterungsprozess zu verlang-

samen oder zu kaschieren, umso schwerer fällt ihnen der Umgang mit einer alternden Belegschaft.

Stereotype Bilder verändern sich im Rahmen gesellschaftlicher Lernprozesse sehr wohl – aber langsam. Je intensiver die Diskussion, desto zügiger die Anpassungen. Andere Aspekte des demografischen Wandels lassen sich leichter handhaben.

Eine erste Klippe in den Laufbahnen Älterer betrifft die *Aktualität der verfügbaren Kompetenzen*. Arbeitskräfte vollziehen den dynamischen Wandel nicht immer aktiv genug. Oder das, was sie besonders gut können, ist im Rahmen internationaler Arbeitsteilung hier nicht mehr gefragt. Erfahrungen können rasch an Wert verlieren. Frauen in personenbezogenen Dienstleistungen sind da weniger exponiert als Männer in technischen Tätigkeiten. Gute Karten haben Reifere im «Beziehungsgeschäft», etwa als Bankkundenberater, als Kenner ferner Märkte oder beim Unterhalt beziehungsweise Verkauf langlebiger Investitionsgüter. Die Kernkraftwerke werden von grauhaarigen Ingenieuren gewartet, denn jüngere gibt es kaum. Erwerbstätigen ist heutzutage ans Herz zu legen, ihre Arbeitsmarkattraktivität regelmässig seriös auf die Probe zu stellen und Konsequenzen zu ziehen. Manche Unternehmen helfen dabei.

Riskante langjährige Routine

In enger Nachbarschaft zu diesem Thema steht die zweite Klippe, die mit *Um- und Neuorientierungen* in der Berufslaufbahn zu tun hat. Unternehmen neigen dazu, Mitarbeitende über 45 in ihrer Position sitzen zu lassen. Langjährige Routine führt – selbst bei gelegentlichen IT-Anpassungen – zu Dequalifizierung und Veränderungsängsten; sie ist ein viel ernsteres Problem als das kalendrische Alter. Berufswege müssen alle paar Jahre zu neuen Anforderungen und Aufgaben in veränderter Umgebung führen, um den persönlichen Kompetenzzuwachs bis ins Alter in Schwung zu halten. Wir lernen ja viel mehr informell als in formalisierten Kursen. Viele Firmen vernachlässigen die interne Mobilität von Personen 50plus und öffnen ihnen kaum attraktive weitere Laufbahnperspektiven – nicht zu reden von substanzialer Weiterbildung als Voraussetzung für Neuorientierungen und Umstiege.

Menschen verändern sich im Lauf ihrer Reifung. Interessen verlagern sich, viele

drängen auf eine zweite berufliche Wahlmöglichkeit. Anerkannt ist dies bei Wiedereinsteigerinnen nach der Familienphase oder bei Quereinsteigenden in den Lehrerberuf. Unsere beruflichen und wissenschaftlichen Bildungsinstitutionen locken leider noch kaum mit qualifizierenden, neue Ziele anpeilenden, didaktisch auf reifere Gehirne ausgerichteten Lernwegen für diese wachsende Gruppe. Kein Wunder, bricht angesichts dieser Brache das Interesse an Weiterbildungen jenseits von 45 ab. Darf man wünschen, dass das Eidgenössische Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung (WBF) im Rahmen der laufenden Fachkräfteinitiative einen Weiterbildungsmarkt für diese Zielgruppe entwickelt?

Gesundheitserhaltender Arbeitsalltag

Die dritte Klippe ist in *nachhaltigem Lebensstil, der Körper und Geist gesund und munter hält*, lokalisiert. Heute ist der körperliche Verschleiss nur noch in wenigen Branchen ein Thema. Doch immer lauter werden in der Dienstleistungswirtschaft die Klagen wegen psychosozialer Belastungen und der Folgen von Stress. Die Neuzugänge bei der Invalidenversicherung sprechen eine deutliche Sprache. Dass Ernährung, Bewegung und achtsamer Umgang mit Nikotin, Alkohol und andern Drogen wichtig sind, weiss jeder Schulabgänger. Männer und Frauen mit einem guten Schulrucksack steuern ihr Gesundheitsverhalten kompetenter als Leute mit geringerer Bildung. Denkbar ist, speziell diese Gruppen betrieblich in ihrer Selbstverantwortung zu stärken – ist es auch machbar?

In Volkswirtschaften wie der schweizerischen muss es bald gelingen, den Arbeitsalltag selbst sowohl produktiv wie gesundheitssichernd zu gestalten; da stehen Arbeitgebende wie Mitarbeitende gemeinsam in der Verantwortung. Der Ruf nach besserer Work-Life-Balance tönt angesichts der weitverbreiteten strapaziösen Freizeitprogramme überholt und ist Schnee von gestern.

Erfüllung jenseits von Boni und Beförderungen

Eine vierte Klippe – die im Blickfeld der zweiten und der dritten liegt – betrifft «Biss» und *Motiviertheit*. Jenseits von 50



Elisabeth Michel-Alder
Unternehmensberaterin,
Sozialwissenschaftlerin,
Initiantin und Leiterin
des Netzwerks Silberfuchs und Bloggerin
www.silberfuchs-netz.ch

Kasten 1

Anders altern – das Silberfuchs-Manifest

Das Netzwerk Silberfuchs, ein Zusammenschluss arbeitgebender Organisationen, beschäftigt sich seit gut sieben Jahren mit den Chancen des demografischen Wandels im Erwerbsleben. Seine Philosophie, auf neun Punkte konzentriert, lautet:

- Die Fixierung eines Rentenalters ist unzeitgemäss; Arbeitgebende und Erwerbstätige legen künftig Zeitpunkt und Austrittsschritte flexibel fest.
- Nicht das Alter, sondern Langjährigkeit am selben Arbeitsplatz ist ein Problem. Jeder Berufsweg braucht regelmässig frische Impulse und neue Wendungen.
- Die Bevölkerung wird älter, bleibt aber länger jung. Heute laufen 60-Jährige Marathon; die alten Bilder im Kopf sind korrekturbedürftig.
- Generationengerechtigkeit ist Richtschnur bei Löhnen, Sozialversicherungen und der Verteilung der 2.-Säule-Vermögen.
- Unerlässlich ist ein offener, flüssiger Arbeitsmarkt für über 50-Jährige
 - Männer und Frauen dieser Altersgruppe sind voll leistungsfähig, wenn und solange sie herausfordernde, motivierende Arbeitsplätze finden.
- Die Kooperationschancen zwischen Generationen und Genders sind überall vielfältig zu nutzen; Vielfalt macht Dampf.
- Reifere Arbeitskräfte sind neugierig und lernbereit; noch vermissen sie angemessene Weiterbildungen, Lernprogramme und Brückenangebote für allfällige Umstiege.
- Arbeitsumgebungen, -bedingungen und -aufgaben sind veränderbar; man soll sie auf persönliche Entwicklung, Engagement und Verpflichtungen im sozialen Netz abstimmen – für alle Generationen.
- Zur Flexibilisierung der Regeln im demografischen Wandel gehört, dass sich Personen mit belastenden Lebenswegen nicht erst in ihrer siebten Dekade vom Erwerb verabschieden können.

Mai 2014.

stagnieren Löhne und Boni. Beförderungen werden selten – Chef und Chefin wird man früher. Die Wirkung der gängig praktizierten Anreizsysteme im Hinblick auf hohe Leistung verpufft. Reifere Mitarbeitende müssen umstellen und das innere Feuer mit anderem «Stoff» nähren. Nun sollen primär Erfüllung in der Tätigkeit, positives Echo im Kollegen- und Kundenkreis und Sinndimensionen zu hohem Engagement treiben.

An dieser Klippe sind viele Akteure gefordert: Die Beziehung zu Vorgesetzten wird auf die Probe gestellt. Viele Führungskräfte beherrschen zwar ein hübsches Set an Instrumenten, wirken aber steif und distanziert gegenüber ihren Leuten. Personenorientierte statt ausschliesslich ergebnisorientierter Führung ist unerlässlich.

Reifere Erwerbstätige, an materielle und extrinsische Belohnungen gewöhnt, tun sich manchmal schwer, Status- und Prestigefragen oder Unzulänglichkeiten ihrer Umgebung zu relativieren und auf die Freude am eleganten Meistern ihrer ureigenen Aufgaben zu fokussieren. Männern fordern solche Umorientierungen meist härtere innere Kämpfe ab als Frauen. Diese Umstellungen gelingen leichter, wenn das Unternehmen die Aufgabenportfolios gelegentlich umpackt, die erwiesenen Stärken ins Zentrum rückt und Vorstösse in Neuland unterstützt – wenn Anerkennung, Feedback und persönliche Entwicklung stimmen.

Dialog mit anderen Generationen und Kulturen

Viele Reifere brennen darauf, ihre Erfahrung weiterzugeben. Nur ausnahmsweise zeigen Junge aber Lust, sich die Geschichten anzuhören. Am liebsten «erben» junge Talente bewährte soziale Netzwerke, profitieren von persönlicher Unterstützung, zapfen den Pool von Personenwissen an und kopieren Erfolgsrezepte innerhalb der spezifischen Unternehmenskultur. Die fünfte Klippe liegt im Terrain der *Fähigkeit zur unvoreingenommenen, gleichberechtigten Kooperation* mit nachrückenden Generationen und Personen aus andern Kulturkreisen. Menschen gruppieren sich spontan möglichst selbstähnlich. Das spart langes Aushandeln von Konsens und steigert flinke Leistungsfähigkeit. Der generell hohe Ergebnisdruck verstärkt diese Tendenz zu Vertrautem. Nur passt das wiederum schlecht in den aktuellen Rahmen des schweizerischen Arbeitsmarktes. Wer Personen über 50 im Arbeitsleben zuhört, erlebt oft ein Echo auf das, was sich auf der politischen Bühne abspielt: ein Überschätzen bewiesener (schweizerischer) Tugenden

und von Vergangenheit. Die andern sollen gefälligst die richtigen Vorbilder wählen und den Erbauern des Erfolgsmodells (was immer damit gemeint ist) Respekt zollen. Reifere dürfen sehr wohl fordern; ans Ziel kommen sie dabei am ehesten, wenn sie zuvor bewiesen haben, wie nützlich oder gar unentbehrlich sie sind.

Das gesetzliche Rentenalter als Guillotine

Unzulänglich gelöst ist schliesslich der *Übergang vom Erwerbsleben ins junge Rentenalter*. Einerseits schicken private und öffentliche Unternehmen weiterhin zu viele Mitarbeitende vorzeitig in den Ruhestand – die Älteren bilden bei Umstrukturierungen oder während konjunktureller Flaute einen willkommenen Personalpuffer. Das offizielle Verrentungsalter wirkt wie eine Guillotine; in den meisten Organisationen erfolgt automatisch die Kündigung.

Wir werden immer älter, bleiben aber länger jung. Wer früh schon aus den Lernprozessen und Anpassungsforderungen wegdriiftet, die berufliches Engagement mit sich bringt, mutiert zu altem Eisen und gefährdet seine gesellschaftliche Teilhabe. Er riskiert, dereinst seinen eigenen Putz- und Pflegeroboter nicht mehr programmieren zu können und der direkten Demokratie nötige Urteilskraft zu entziehen. Auf finanzielle Konsequenzen und die Sozialversicherungen sei hier bloss verwiesen. Nötig sind massgeschneiderte Übergänge mit Pensioenreduktion vor 64 oder 65 und längerem Verbleiben im Erwerbsleben. Wieso nicht bis 70, wenn Energie, Leistung und Fitness stimmen? ■

Le maintien au travail des collaborateurs âgés peut devenir la règle

On reproche souvent aux employeurs de préférer recruter des travailleurs jeunes et étrangers au lieu de donner leur chance sur le marché suisse du travail à des personnes plus âgées. Que cette affirmation soit fondée ou non n'enlève rien au fait que l'évolution démographique de la population, notamment, nous rendra tributaires de la présence, sur le marché de l'emploi, de collaborateurs âgés jusqu'à leur retraite, voire au-delà. Les employeurs se doivent de corriger quelques erreurs et incitations néfastes qui poussent les employés vieillissants à se retirer du monde du travail.

En Suisse, les entreprises font face quotidiennement à de nombreux défis; elles doivent obtenir les meilleurs résultats avec leur personnel et, cela, à moindres coûts. Dès lors, il est logique que les firmes recrutent des collaborateurs qualifiés, motivés et engagés, et qu'elles les gardent. Avec un savoir-faire parfois désuet, comment peut-on avoir une longueur d'avance sur la concurrence? Les coûts du travail étant relativement élevés en Suisse, ils ne peuvent être compensés que par la qualité et une grande capacité d'innovation.

Les entreprises et leurs collaborateurs doivent être capables de s'adapter

Les exigences des clients envers les entreprises, qui consistent à livrer rapidement des produits de bonne qualité à un coût abordable, ont forcément des répercussions sur le personnel. Il faut montrer une grande capacité d'adaptation, tant du côté des entreprises que de celui des employés, et la volonté d'élargir constamment ses connaissances. Ce qui semblait ultramoderne il y a quelques années peut être obsolète aujourd'hui. Dans certaines branches, une longue expérience peut valoir de l'or mais, dans d'autres, elle peut être un obstacle. On entend régulièrement des cas où des lignes entières de produits sont stoppées parce que la demande s'est tarie. Certes, ce phénomène n'est pas nouveau, mais les cycles sont beaucoup plus courts aujourd'hui. Il est du devoir de chaque collaborateur de se perfectionner constamment afin de rester concurrentiel à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise. Cela vaut en principe pour tout le personnel; toutefois, les jeunes collaborateurs sont sans doute plus disposés à

aller dans ce sens, parce qu'ils s'intéressent beaucoup à la formation continue et aux nouveautés.

Apprendre toute sa vie de sa propre initiative devient un devoir

Tous les collaborateurs attendent de leurs employeurs des conditions d'engagement qui soient de qualité, modernes et généreuses. Le poste de travail doit être sûr et l'équilibre entre vies professionnelle et familiale garanti. Tous les collaborateurs ne sont pas prêts ou en état de faire preuve d'initiative pour améliorer leur employabilité à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise. Il ne leur est pas toujours possible de relever de nouveaux défis en tout temps. C'est pourtant cela que les entreprises exigeront de plus en plus de leur personnel afin de conserver leur compétitivité comme mentionné plus haut. Pour les entreprises, cela signifie aussi qu'il ne doit plus y avoir de limite d'âge pour la formation interne. Des bilans réguliers, un perfectionnement en entreprise et à l'extérieur, des entretiens avec la direction francs et honnêtes et des objectifs clairs seront nécessaires pour que chaque partie sache ce dont l'autre a besoin et attend d'elle. Chacun doit faire valoir ses exigences. Si les compétences que demande un poste changent, l'employé doit suivre. Il a, pour cela, besoin d'avoir la possibilité, le temps et les moyens de participer à cette évolution avec l'aide de l'employeur.

S'ouvrir à de nouvelles tâches

Admettons-le, il n'est pas réaliste de croire que les employés pourront augmenter constamment leurs qualifications tout au long de leur vie active (à part quelques cas exceptionnels). D'ailleurs, cela n'est pas nécessaire s'ils sont ouverts à de nouvelles tâches. En planifiant leurs possibilités d'évolution suffisamment tôt, ils s'ouvrent de nouveaux horizons. Ceux-ci leur procurent la sécurité dont ils ont besoin pour s'engager dans ce processus de changement. Lorsque les employeurs parlent de nouvelles tâches, les collaborateurs âgés ne doivent pas le voir comme une perte d'estime; ce n'est pas non plus le cas si la nouvelle tâche comporte



Daniella Lützel Schwab
Membre de la direction,
Union patronale suisse,
Zurich

moins de responsabilité et de stress, si la durée du travail est réduite ou même si le salaire recule.

Vaincre les résistances face aux processus de changement

Bon nombre de personnes concernées voient dans une telle mesure – qui, en fin de compte, sert à garantir le poste de travail – non pas une chance, mais plutôt une mise à l'écart injuste d'une main-d'œuvre méritante, surtout si elle débouche sur une perte financière. Ce problème survient d'autant plus si l'employeur n'effectue pas de bilan régulier avec tous ses collaborateurs.

Il est vrai que la réduction du salaire du personnel âgé peut avoir des répercussions directes sur sa retraite si l'employeur ne choisit pas de solutions de prévoyance qui comportent d'autres possibilités. La législation actuelle permet déjà de maintenir le niveau de prestation pendant un certain temps, en particulier dans la prévoyance professionnelle.

Des mesures destinées à faciliter la participation des travailleurs âgés au marché de l'emploi sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2011 dans le cadre de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle. L'article 33a de la LPP indique expressément que les institutions de prévoyance peuvent prévoir dans leurs règlements la possibilité, pour les assurés ayant atteint l'âge de 58 ans et dont le salaire diminue de la moitié au plus, de demander le maintien de leur prévoyance au niveau du dernier gain assuré. De même, de nombreux employeurs évoquent des modèles de temps partiel qui prévoient le cumul d'argent ou de temps par les employés, afin de les utiliser sans réduction de salaire dans le cas d'un temps partiel pour raison d'âge. Des solutions de ce genre garantissent justement qu'il n'y aura pas de réduction de rente par la suite. Les employeurs sont invités à choisir les options qui leur conviennent ainsi qu'à leur personnel. Les règlements actuels sur les assurances sociales permettent en tout cas de dégager des solutions satisfaisantes pour les deux parties.

Les employeurs ont pris l'initiative

Face aux changements, on entend trop souvent prôner la retraite anticipée. Il faut changer de mentalité: la retraite anticipée doit être une exception et le maintien au travail la règle.

L'Union patronale suisse estime qu'il faut commencer par les employeurs. Pour ce faire, nous avons lancé l'initiative *Marché du travail 45plus* (voir encadré 1). Nous

entendons examiner les questions, les causes et les obstacles qui font qu'aujourd'hui, du point de vue de l'employeur, les collaborateurs âgés ne travaillent plus jusqu'à l'âge de la retraite ou qu'ils ne sont plus engagés. Nous voulons aussi en même temps montrer au public les bons exemples qui sont déjà là en nombre. Il s'agit notamment de dispositions appliquées dans le cadre du recrutement (candidatures sans indication d'âge, par exemple), de la sensibilisation du personnel en mettant sur pied des équipes multi-âges et des fonctions de mentor ou de parrain (qui ne sont pas obligatoirement dévolues à la personne la plus âgée!). Le maintien de l'employabilité passe, par exemple, par la rotation des postes ainsi que par la gestion des talents, de la santé et de la formation continue. Cette dernière doit être adaptée à l'âge.

La société doit se rendre compte que les employeurs s'engagent en faveur des travailleurs âgés parce que ceux-ci possèdent exactement les capacités dont les entreprises ont besoin. Là où ces compétences manquent, les seniors doivent être aptes à temps de continuer à travailler, tant dans leur propre intérêt que dans celui de l'entreprise. Les observateurs peuvent voir à quel point il est important que l'ensemble des collaborateurs soient compétitifs sur le marché de l'emploi en se perfectionnant pendant toute leur vie et qu'ils fassent preuve de motivation dans leur travail. En résumé, ils doivent faire partie des employés dont on regrettera le départ. Nous devons accepter que l'âge ne soit pas un motif d'empêchement. Avec des conditions de travail adaptées et au bon endroit, on peut accomplir un travail satisfaisant et de qualité. ■

Encadré 1

L'initiative «Marché du travail 45plus»

L'initiative a été lancée en novembre 2013 par l'Union patronale suisse. Elle s'est accompagnée de la formation d'une équipe de base réunissant neuf entreprises, deux associations de branches et un représentant de l'administration cantonale. Son rôle est d'analyser pourquoi les collaborateurs âgés quittent (ou doivent quitter) précocement leur travail ou pourquoi ils éprouvent tant de difficultés à en retrouver un. On suppose, à la base, que, pour inverser la situation, il faut un changement culturel dans l'ensemble de la société, chez les employeurs, les employés et les partenaires sociaux. L'initiative s'étend donc sur plusieurs années. En plus de sensibiliser les membres, il faut élaborer des propositions concrètes par des projets pilotes visant à intégrer et garder les collaborateurs âgés.

Sommaire

62	A	Survol international
65	B	Données économiques suisses
65	B 1	Comptabilité nationale
68	B 2	Production
69	B 3	Économie extérieure
69	B 4	Marchés monétaire et financier, marché des changes
76	B 5	Prix
78	B 6	Finances publiques
81	B 7	Population
83	B 8	Marché du travail
88	B 9	Durée du travail
89	B 10	Salaires
90	B 11	Assurances sociales
93	B 12	Formation
96	B 13	Recherche et développement
97	B 14	Structure des établissements et des entreprises
99	B 15	Commerce de détail, consommation
100	B 16	Tourisme
104	B 17	Cantons
104		Index
104		Liste des abréviations

Informations statistiques complémentaires

- En ce qui concerne la statistique du chômage, voir les publications mensuelles du SECO sur la situation sur le marché du travail; commande: tél. 031/322 28 64, info@seco.admin.ch
Voir aussi la brochure annuelle *Le chômage en Suisse* (commande: tél. 032/713 60 60, order@bfs.admin.ch).
- En ce qui concerne la statistique sur les marchés monétaires et financiers ainsi que le marché des changes, voir aussi les Bulletins mensuels de statistiques économiques et les Bulletins trimestriels de la Banque nationale suisse; commande: 044/631 32 84, publications@snb.ch.
- Les jours de publication des nouveaux résultats statistiques suisses sont annoncés un trimestre à l'avance dans le *Dissemination Standards Bulletin Board* du Fonds monétaire international, qui peut être consulté à l'adresse Internet <http://dsbb.imf.org>.

Explications

- Les chiffres sont mis à jour au fur et à mesure. Les données révisées ne sont pas signalées spécifiquement en tant que telles.
- Les chiffres provisoires, les estimations et les prévisions sont en revanche mentionnés dans des notes ad hoc en bas de tableaux.
- Valeurs arrondies: dans le cas de nombres relatifs (pourcentages, moyennes, valeurs par tête, etc.), chacune des valeurs figurant dans un tableau donné est en général arrondie. Dès lors, leur somme n'est pas forcément égale à 100% ou au total mentionné.

Légende des signes:

- La donnée correspondante n'existe pas (donnée absolument nulle).
- 0 0,0 Valeur inférieure à la moitié de la plus petite unité exprimée.
- () En vertu de la protection des données, les chiffres ne peuvent être mentionnés.
- ... Donnée non disponible, inconcevable ou non publiée pour des raisons statistiques.

A Survol international

A 1 Produit intérieur brut

		Valeur nominale en milliards	Variation réelle en % par rapport à la période précédente								
		2013	2010	2011	2012	2013	2/2013	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014
Suisse	CHF	592 ¹⁾	3.0	1.8	1.0	2.0	0.6	0.5	0.1	0.5	0.0
Allemagne	EUR	2738	4.0	3.6	0.4	0.1	0.8	0.3	0.4	0.7	-0.2
France	EUR	2060	1.7	2.1	0.3	0.3	0.7	-0.1	0.2	0.0	0.0
Italie	EUR	1560	1.7	0.4	-2.4	-1.9	-0.3	-0.1	0.1	-0.1	-0.2
Grande-Bretagne	GBP	1613	1.7	1.1	0.3	1.7	0.7	0.8	0.7	0.8	0.8
Zone euro	EUR	9577	2.0	1.6	-0.7	-0.4	0.3	0.1	0.3	0.2	0.0
États-Unis	USD	16800 ²⁾	2.5	1.6	2.3	2.2	0.4	1.1	0.9	-0.5	1.0
Japon	JPY	478368 ²⁾	4.7	-0.5	1.5	1.5	0.8	0.4	-0.1	1.5	-1.8
OCDE	USD	47205 ²⁾	3.0	1.9	1.3	1.4	0.5	0.7	0.5	0.2	0.4

1) 2012, chiffres provisoires.

2) Estimé.

Source: OFS, SECO, OCDE

A 2 Indicateurs composites avancés

Corrigé des amplitudes

	Sept. 2013	Oct. 2013	Nov. 2013	Déc. 2013	Janv. 2014	Févr. 2014	Mars 2014	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	Juillet 2014	Août 2014
Suisse	100.3	100.4	100.4	100.4	100.3	100.2	100.1	99.9	99.8	99.7	99.7	99.7
Allemagne	100.6	100.7	100.9	101.0	101.0	101.0	100.9	100.8	100.6	100.4	100.1	99.7
France	99.8	99.9	100.1	100.1	100.2	100.2	100.3	100.3	100.3	100.3	100.3	100.3
Italie	100.1	100.3	100.5	100.6	100.8	101.0	101.1	101.3	101.4	101.4	101.3	101.3
Grande-Bretagne	100.8	100.9	101.0	101.0	101.0	101.0	101.0	101.0	101.0	100.9	100.8	100.7
Zone euro	100.2	100.4	100.6	100.7	100.9	100.9	101.0	101.0	101.0	100.9	100.8	100.7
États-Unis	100.4	100.4	100.4	100.4	100.3	100.3	100.3	100.4	100.4	100.5	100.5	100.5
Japon	101.1	101.3	101.4	101.5	101.4	101.3	101.0	100.7	100.4	100.1	99.8	99.6
OCDE	100.4	100.4	100.5	100.5	100.5	100.5	100.5	100.5	100.5	100.5	100.4	100.4
Brésil	99.1	99.1	99.1	99.1	99.0	98.9	98.9	98.9	98.9	98.9	99.0	99.2
Chine	99.9	99.9	99.8	99.7	99.5	99.3	99.1	99.0	98.9	98.8	98.8	98.9
Inde	98.2	98.2	98.2	98.2	98.2	98.3	98.4	98.5	98.6	98.7	98.8	99.0
Fédération de Russie	99.2	99.3	99.4	99.5	99.6	99.7	99.8	100.0	100.1	100.3	100.4	100.4

Source: OCDE

A 3 Volume du commerce international

	Exportations				Importations			
	En milliards de dollars US	Variation annuelle en %			En milliards de dollars US	Variation annuelle en %		
	2013	2008-2013	2012	2013	2013	2008-2013	2012	2013
Biens								
Monde	18784	16.5	0.6	2.5	18874	14.2	1.0	1.7
Amérique du Nord ¹⁾	2417	18.8	4.0	1.9	3198	10.0	3.3	0.2
CACM ²⁾	37	26.5	6.6	-0.5	63	15.6	5.9	2.0
Brésil	242	22.3	-5.3	-0.2	250	37.3	-1.5	7.4
Europe	6636	2.6	-3.5	4.1	6595	-4.0	-4.9	1.2
UE27	...	...	-3.9	...	...	...	-5.0	...
Fédération de Russie	523	11.0	1.4	-1.1	344	18.0	3.8	2.6
Afrique	600	6.9	4.9	-4.3	628	31.0	8.8	3.9
Moyen-Orient	1332	30.1	4.8	3.4	770	28.5	8.5	6.8
Asie	6285	33.0	2.3	2.8	6336	38.5	4.4	2.0
Chine	2210	54.4	7.9	7.8	1950	72.2	4.3	7.3
Inde	312	60.4	-1.1	6.5	466	45.1	8.5	-4.8
Services³⁾								
Monde	4624	20.3	4.7	6.4	4341	19.9	6.2	5.7
Amérique du Nord ¹⁾	761	27.4	6.0	7.4	561	17.2	4.1	4.4
CACM ²⁾	11	38.8	13.8	6.4	8	14.2	-1.3	4.1
Brésil	37	30.0	4.0	-1.7	84	88.2	6.3	7.4
Europe	2174	10.1	3.1	7.4	1780	4.9	4.7	6.0
UE27	1971	10.6	3.2	8.4	1649	4.0	5.0	6.1
Fédération de Russie	66	29.7	7.5	12.4	123	67.7	13.5	20.9
Afrique	91	6.9	5.4	1.0	161	12.7	8.4	-0.6
Moyen-Orient	128	33.7	12.5	2.9	240	30.9	5.8	8.0
Asie	1212	35.3	5.7	4.6	1229	38.7	7.7	4.6
Chine	207	41.4	4.4	9.0	329	108.3	18.8	17.1
Inde	153	42.9	-0.5	3.4	127	44.3	-3.8	1.3

1) Avec le Mexique.

2) Central American Common Market.

3) Sans secteur publique.

Source: OMC

A 4 Balance des opérations courantes

	En % du PIB						En milliards de dollars US					
	2010	2011	2012	2013	2014 ¹⁾	2015 ¹⁾	2010	2011	2012	2013	2014 ¹⁾	2015 ¹⁾
Suisse	15.0	8.9	9.5	13.4	11.3	12.7	82.4	58.6	60.0	86.8	78.8	92.2
Allemagne	6.3	6.8	7.5	7.6	7.9	7.4	206.8	247.8	258.2	276.1	307.1	299.0
France	-1.4	-1.8	-2.2	-1.6	-1.6	-1.4	-34.9	-50.1	-56.5	-45.0	-46.8	-41.3
Italie	-3.5	-3.1	-0.5	0.6	1.2	1.3	-72.6	-67.2	-10.6	12.2	26.7	29.1
Grande-Bretagne	-2.7	-1.5	-3.8	-4.4	-3.7	-3.1	-62.0	-36.0	-94.5	-111.6	-104.6	-91.1
Zone euro	0.6	0.8	2.1	2.8	3.1	3.2	69.2	106.1	250.6	361.6	415.9	443.5
États-Unis	-3.0	-2.9	-2.7	-2.3	-2.5	-2.9	-449.5	-457.7	-440.4	-379.3	-435.8	-543.7
Japon	3.7	2.0	1.1	0.7	0.2	0.7	203.8	118.4	65.5	34.1	11.2	33.8
OCDE	-0.5	-0.6	-0.5	-0.1	0.0	0.0	-202.4	-281.3	-212.9	-27.6	-5.8	-24.7

1) Estimations et prévisions (mai 2014).

Source: OCDE

A 5 Prix à la consommation

Variation en % par rapport à l'année précédente

	2010	2011	2012	2013	Févr. 2014	Mars 2014	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	Juillet
Suisse	0.7	0.2	-0.7	-0.2	-0.1	0.0	0.0	0.2	0.0	0.0
Allemagne	1.1	2.1	2.0	1.5	1.2	1.0	1.3	0.9	1.0	0.8
France	1.5	2.1	2.0	0.9	0.9	0.6	0.7	0.7	0.5	0.5
Italie	1.5	2.8	3.0	1.2	0.5	0.4	0.6	0.5	0.3	0.1
Grande-Bretagne	3.3	4.5	2.8	2.6	1.8	1.7	1.7	1.5	1.9	1.6
UE	2.1	3.1	2.6	1.5	0.8	0.6	0.8	0.6	0.7	0.6
États-Unis	1.6	3.2	2.1	1.5	1.1	1.6	2.0	2.2	2.1	2.1
Japon	-0.7	-0.3	0.0	0.4	1.5	1.6	3.4	3.7	3.6	3.4
OCDE	1.9	2.9	2.2	1.6	1.4	1.5	2.0	2.1	2.1	2.0

Source: OFS, BNS

A 6 Taux d'intérêt

En %

	2011	2012	2013	Mars 2014	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	Juillet 2014	Août 2014
Taux d'intérêt à court terme									
Suisse ¹⁾	0.12	0.07	0.02	0.02	0.02	0.01	0.01	0.02	0.02
Grande-Bretagne	0.89	0.84	0.49	0.53	0.53	0.55	0.55	0.55	0.55
Zone euro	1.39	0.57	0.22	0.31	0.33	0.32	0.24	0.21	0.19
États-Unis	0.30	0.28	...	...	...	...	...	...	...
Japon	0.33	0.33	0.24	0.21	0.21	0.21	0.21	0.21	0.21
Taux d'intérêt à long terme									
Suisse ¹⁾	1.47	0.65	0.95	0.95	0.86	0.77	0.71	0.62	0.53
Grande-Bretagne	3.12	1.91	2.45	2.81	2.74	2.69	2.91	2.83	2.52
Zone euro	4.31	3.05	3.01	2.89	2.61	2.55	2.28	2.16	1.99
États-Unis	2.79	1.80	2.35	2.72	2.71	2.56	2.60	2.54	2.42
Japon ¹⁾	1.10	0.84	0.69	0.61	0.61	0.57	0.54	0.53	0.49

1) Fin d'année ou fin de mois.

Source: OCDE

A 7 Taux de change

Cours des devises, marché interbancaires (cours acheteur, à 11 h)

		2010	2011	2012	2013	Févr. 2014	Mars 2014	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	Juillet 2014	Août 2014
Cours des devises¹⁾												
CHF/USD	1 USD	1.04	0.89	0.94	0.93	0.89	0.88	0.88	0.89	0.90	0.90	0.91
CHF/GBP	1 GBP	1.61	1.42	1.49	1.45	1.48	1.46	1.48	1.50	1.51	1.53	1.52
CHF/JPY	100 JPY	1.19	1.11	1.18	0.95	0.88	0.86	0.86	0.87	0.88	0.88	0.88
CHF/EUR	1 EUR	1.38	1.23	1.21	1.23	1.22	1.22	1.22	1.22	1.22	1.22	1.21
Indices réels et nominaux du cours du franc²⁾												
Réel total	Indice	105.9	116.3	112.5	110.7	112.0	112.8	112.3	112.0	111.5	111.1	111.0
Allemagne	Indice	108.7	119.6	119.1	114.7	114.4	114.9	115.0	115.4	115.2	115.0	115.3
France	Indice	106.6	117.2	116.9	113.2	113.4	113.6	113.6	113.8	114.0	113.8	114.1
Italie	Indice	101.0	110.3	108.8	105.0	105.4	106.0	105.7	106.0	106.0	105.9	106.2
Grande-Bretagne	Indice	126.2	137.1	126.6	126.3	122.1	123.5	122.1	121.0	119.2	117.4	118.3
États-Unis	Indice	111.3	127.1	117.0	116.4	119.3	120.7	120.3	119.5	118.1	117.5	115.9
Japon	Indice	118.7	127.4	119.7	147.2	158.2	161.2	158.1	155.8	154.8	153.6	153.3
Nominal total	Indice	122.4	138.1	137.7	144.0	141.7	142.8	142.2	141.6	141.2	141.3	141.2

1) Moyennes annuelles et mensuelles.

2) Par rapport à 40 partenaires commerciaux. Pour la révision des indices du cours du franc, voir Bulletin trimestriel 3/2001 de la BNS.
Janvier 1999 = indice 100.Source: BNS
Internet: www.snb.ch

A 8 Population

	En millions							Variation en % par rapport à l'année précédente					
	1960	1970	1980	1990	2000	2010	2012	2006	2007	2008	2009	2010	2012
Suisse	5.3	6.2	6.3	6.7	7.2	7.9	8.1 ¹⁾	1.5	1.1	1.4	1.1	1.1	1.1
Allemagne ²⁾	55.6	60.7	61.6	63.3	82.2	81.7	81.9	-0.1	-0.1	-0.1	-0.3	-0.2	0.2
France	45.5	50.8	53.9	56.7	59.1	63.0	63.5	0.7	0.6	0.5	0.6	0.5	0.4
Italie	50.2	53.7	56.4	56.7	57.2	60.1	59.5	0.5	0.8	0.8	0.7	0.5	-1.3
Grande-Bretagne	52.4	55.6	56.0	57.2	58.9	61.3	63.7	0.6	0.6	0.7	-0.8	0.7	3.1
UE ³⁾	280.2	303.3	317.9	348.0	465.9	493.7	502.4	1.2	0.4	0.4	0.3	0.8	1.5
États-Unis	180.7	205.1	227.7	250.0	282.2	309.1	313.9	0.9	1.0	0.9	1.0	0.7	0.7
Japon	93.3	103.7	116.8	123.6	126.9	127.1	127.5	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.3	-0.2
OCDE	640.8	715.1	780.5	1025.3	1128.4	1235.5	1252.1	0.7	0.7	0.8	0.5	1.2	0.6
Monde ⁴⁾	3019.0	3693.0	4450.0	5266.4	6124.1	6896.0	7080.1	1.2	1.2	1.2	1.2	1.0	1.1

1) 31 décembre 2013.

2) Avec les nouveaux «Bundesländer» à partir de 1990.

3) UE15 à partir de 1995, UE25 à partir du 1er mai 2004, UE27 à partir du 1er janvier 2007.

Source: OFS, OCDE, ONU

A 9 Emploi

	Actifs occupés		Variation en % par rapport à l'année précédente									
	En millions	En % ¹⁾										
	2012	2012	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012			
Suisse	4.8	79.4	2.4	2.5	2.0	0.6	0.7	2.5	1.5			
Allemagne	40.1	72.8	2.0	2.2	1.8	-0.2	-0.2	2.7	0.7			
France	26.5	63.9	1.0	1.4	0.6	-0.4	-2.0	0.3	2.7			
Italie	22.9	57.6	1.9	1.0	0.8	-1.6	-0.7	0.4	-0.3			
Grande-Bretagne	29.4	70.9	0.9	0.7	0.7	-1.7	0.3	0.4	0.9			
UE	...	...	2.0	1.9	1.0	-1.7	-0.5	0.3	...			
États-Unis	143.9	67.1	1.9	1.1	-0.5	-3.8	-0.6	0.6	2.9			
Japon	...	...	0.4	0.5	-0.4	-1.6	-0.4	-4.5	...			
OCDE	...	...	1.8	1.5	0.6	-1.8	0.1	2.9	...			

1) Actifs occupés en % de la population résidente en âge de travailler.

Source: OFS, OCDE

A 10 Chômage

	Chômeurs en milliers	Taux de chômage														
		2010	2011	2012	2013	2/2013	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014	Mars 2014	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	Juillet 2014	Août 2014
Suisse	136 ¹⁾	3.5	2.8	2.9	3.2	3.0	3.0	3.3	3.4	2.9	3.3	3.2	3.0	2.9	2.9	3.0
Allemagne	2314	7.1	6.0	5.5	5.3	5.3	5.3	5.2	5.1	5.0	5.1	5.1	5.0	5.0	4.9	4.9
France	2677	9.7	9.2	9.8	10.3	10.3	10.3	10.2	10.1	10.2	10.1	10.1	10.2	10.4	10.5	10.5
Italie	2744	8.4	8.4	10.7	12.2	12.1	12.3	12.5	12.5	12.5	12.4	12.5	12.6	12.3	12.6	12.3
Grande-Bretagne	2519	7.8	8.0	7.9	7.5	7.7	7.5	7.1	6.7	6.3	6.5	6.4	6.3	6.2	...	...
Zone euro	17882	10.2	10.1	11.3	12.0	12.0	12.0	11.9	11.7	11.6	11.7	11.6	11.6	11.5	11.5	11.5
États-Unis	12506	9.6	9.0	8.1	7.4	7.5	7.2	7.0	6.7	6.2	6.7	6.3	6.3	6.1	6.2	6.1
Japon	2850	5.1	4.6	4.4	4.0	4.0	4.0	3.9	3.6	3.6	3.6	3.6	3.5	3.7	3.8	3.5
OCDE	47276 ²⁾	8.3	7.9	7.9	7.9	8.0	7.9	7.7	7.5	7.4	7.5	7.4	7.4	7.3	7.4	7.3

1) 2013, moyenne annuelle.

2) 2011.

Source: SECO, OCDE

A 11 Dépenses intérieures brutes de R&D

	En % du PIB										
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	
Suisse	...	2.82	...	...	...	2.87	...	...	...	3.13	
Allemagne	2.54	2.50	2.51	2.54	2.53	2.69	2.82	2.80	2.89	2.98	
France	2.18	2.16	2.11	2.11	2.08	2.12	2.27	2.24	2.25	2.29	
Italie	1.10	1.09	1.09	1.13	1.17	1.21	1.26	1.26	1.25	1.27	
Grande-Bretagne	1.73	1.67	1.70	1.72	1.75	1.75	1.82	1.77	1.78	1.73	
UE15	1.88	1.85	1.86	1.89	1.90	1.98	2.07	2.07	2.10	2.13	
États-Unis	2.55	2.49	2.51	2.55	2.63	2.77	2.82	2.74	2.76	2.79	
Japon	3.14	3.13	3.31	3.41	3.46	3.47	3.36	3.25	3.38	3.35	
OCDE	2.19	2.16	2.19	2.22	2.25	2.33	2.37	2.34	2.37	2.40	

Source: OCDE, OFS

B Données économiques suisses

B1 Comptabilité nationale

B 1.1 Produit intérieur brut selon son affectation, à prix courants

En millions de francs

Intitulé	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ²⁾	2012 ²⁾
Dépenses de consommation finale	309996	319799	323403	328052	335932	342510	352067	365222	379573	386189	394751	399868	405905
Ménages et ISBLSM ¹⁾	261938	268588	270621	273892	281074	286900	295720	307227	320693	324146	331823	335415	339785
Administrations publiques	48058	51211	52782	54160	54859	55610	56347	57996	58880	62042	62928	64453	66120
Formation brute de capital	100648	102940	95689	93485	97881	104747	115228	121920	125280	106950	116158	124503	124192
Formation brute de capital fixe	100434	98655	96847	94056	98339	102719	109227	117433	120762	110409	115012	120319	119000
Biens d'équipement	59867	58136	55925	52994	55052	56913	62679	70120	71653	60327	62979	65782	65838
Construction	40567	40519	40922	41062	43287	45805	46549	47313	49109	50082	52033	54537	53161
Variation des stocks	-365	-611	-1663	-1276	-1023	-408	2004	3568	3535	-5357	1704	4328	7760
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	578	4896	505	706	565	2436	3997	920	983	1898	-559	-144	-2567
Exportations	196440	197919	193334	193347	209618	227957	258188	294008	308162	279221	296349	299878	309529
Biens	143446	145810	143285	141502	153125	163358	185529	206938	216910	188369	204053	208727	212386
Services	52993	52109	50049	51844	56493	64599	72659	87069	91252	90852	92296	91151	97143
Importations	174678	177414	165640	164312	178084	196126	217447	240350	245163	217988	234593	239147	247775
Biens	150180	153096	140936	139778	148940	162967	183301	200647	205079	174887	190874	194324	196879
Services	24498	24318	24704	24533	29144	33159	34146	39703	40083	43101	43719	44823	50896
Produit intérieur brut	432405	443243	446786	450572	465348	479088	508036	540800	567852	554372	572665	585102	591851

1) Institutions sans but lucratif au service des ménages.

2) Chiffres provisoires.

Source: OFS

Infotéléphone: 032/713 66 48

Courriel: info.vgr-cn@bfs.admin.ch

Internet: www.statistique.admin.ch

B 1.2 Produit intérieur brut selon son affectation

Variation en % par rapport à l'année précédente, aux prix de l'année précédente

Intitulé	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ²⁾	2012 ²⁾
Dépenses de consommation finale	2.2	0.2	1.3	1.4	1.4	1.3	2.0	0.6	2.0	1.4	1.1	2.5
Ménages et ISBLSM ¹⁾	2.0	0.1	1.0	1.6	1.7	1.6	2.2	1.2	1.8	1.7	1.1	2.4
Administrations publiques	3.1	0.7	2.8	0.5	0.2	-0.1	0.9	-2.5	3.3	0.2	1.2	3.2
Formation brute de capital	-0.3	-1.6	-1.0	3.0	3.5	3.7	0.4	0.2	-6.2	7.1	4.0	-3.1
Formation brute de capital fixe	-3.3	-1.0	-2.0	4.2	4.1	5.3	5.4	0.7	-8.0	4.8	4.5	-0.4
Biens d'équipement	-3.3	-3.2	-4.8	4.5	4.6	10.7	11.1	1.1	-15.5	5.8	6.1	1.7
Construction	-3.4	2.2	1.8	3.9	3.5	-1.4	-2.3	0.0	3.0	3.5	2.5	-2.9
Variation des stocks	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Exportations	0.7	0.2	-0.9	7.9	7.7	10.1	9.9	2.9	-7.7	7.7	3.8	2.5
Biens	1.4	1.4	-0.1	7.3	5.8	11.1	8.4	2.6	-11.4	9.6	6.2	2.5
Services	-1.0	-3.2	-3.3	9.6	12.7	7.5	13.6	3.4	1.2	3.5	-1.6	2.4
Importations	1.5	-0.8	0.7	7.2	6.6	6.8	6.2	-0.3	-5.2	8.4	4.2	3.1
Biens	1.7	-1.6	1.9	5.7	5.5	7.8	5.2	-0.5	-8.0	9.7	3.6	1.6
Services	0.2	4.2	-5.8	15.8	11.9	1.7	12.0	0.6	9.0	3.0	6.8	9.4
Produit intérieur brut	1.2	0.2	0.0	2.4	2.7	3.8	3.8	2.2	-1.9	3.0	1.8	1.0

1) Institutions sans but lucratif au service des ménages.

2) Chiffres provisoires.

Source: OFS

Infotéléphone: 032/713 66 48

Courriel: info.vgr-cn@bfs.admin.ch

Internet: www.statistique.admin.ch

B 1.3 Compte de production par secteurs institutionnels, à prix courants

En millions de francs

P.1 Production

Code	Secteurs institutionnels	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ¹⁾
S.11	Sociétés non financières	681670	703962	718322	717586	752420	784340	836079	893469	947983	915100	943583	960229
S.12	Sociétés financières	87678	83354	84848	87272	88441	92150	100318	115702	114787	109852	106444	105616
S.121/S.122	Sociétés financières (hors S.125)	58696	54090	51820	52040	54010	59211	64282	72910	69285	64019	62217	60058
S.125	Sociétés d'assurance et fonds de pension	28982	29263	33027	35231	34432	32940	36036	42793	45502	45833	44228	45559
S.13	Administrations publiques	61982	64987	66426	68221	68974	69829	71241	73345	77967	81330	82581	84167
S.1314	Administrations de sécurité sociale	846	858	938	1020	1217	1204	1194	1236	1278	1399	1482	1536
S.15	Institutions sans but lucratif au service des ménages	11712	12411	13217	13616	14095	14139	14794	15286	16115	17027	17187	17364
D.21	Impôts sur les produits	29767	29585	28629	28895	30027	30497	31990	33071	33977	32864	34212	34945
D.31	Subventions sur les produits	-3324	-3281	-3358	-3237	-3260	-3136	-2839	-2783	-2833	-2908	-2875	-3048
Total		869484	891017	908084	912353	950697	987819	1051582	1128090	1187996	1153265	1181133	1199274

P.2 Consommation intermédiaire

Code	Secteurs institutionnels	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ¹⁾
S.11	Sociétés non financières	376091	383439	395097	398081	420226	441629	473866	509257	538552	516915	527263	534288
S.12	Sociétés financières	35788	38211	39545	36222	37419	39339	41122	48799	49684	48365	47502	45659
S.121/S.122	Sociétés financières (hors S.125)	20942	21322	19667	18403	19388	21593	23360	28164	28165	26667	26461	25229
S.125	Sociétés d'assurance et fonds de pension	14845	16889	19879	17820	18030	17747	17762	20635	21520	21698	21041	20430
S.13	Administrations publiques	20657	21293	21447	22084	22158	22201	22754	23269	25641	26964	27015	27469
S.1314	Administrations de sécurité sociale	619	611	677	733	916	904	882	948	972	1071	1105	1161
S.15	Institutions sans but lucratif au service des ménages	4543	4831	5208	5393	5546	5562	5804	5964	6267	6649	6690	6756
Total		437079	447774	461298	461781	485350	508731	543546	587289	620144	598893	608469	614172

B.1 Valeurs ajoutées brutes et produit intérieur brut

Code	Secteurs institutionnels	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ¹⁾
S.11	Sociétés non financières	305579	320522	323225	319505	332194	342711	362213	384212	409432	398186	416320	425941
S.12	Sociétés financières	51890	45143	45302	51049	51022	52811	59196	66903	65103	61487	58943	59958
S.121/S.122	Sociétés financières (hors S.125)	37754	32769	32154	33638	34621	37618	40922	44745	41121	37352	35756	34829
S.125	Sociétés d'assurance et fonds de pension	14137	12374	13149	17412	16401	15193	18274	22158	23982	24134	23187	25129
S.13	Administrations publiques	41325	43693	44979	46137	46816	47628	48486	50075	52326	54366	55566	56698
S.1314	Administrations de sécurité sociale	227	246	261	287	301	299	312	288	306	328	378	375
S.15	Institutions sans but lucratif au service des ménages	7169	7580	8008	8223	8549	8577	8990	9322	9848	10377	10497	10609
Produit intérieur brut		432405	443243	446786	450572	465348	479088	508036	540800	567852	554372	572665	585102

1) Données provisoires.

Source: OFS
Infotéléphone: 032/713 66 48
Courriel: info.vgr-cn@bfs.admin.ch
Internet: www.statistique.admin.ch

B 1.4 Principaux indicateurs des comptes nationaux

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ¹⁾	2012 ²⁾
À prix courants													
Produit intérieur brut	5.2	2.5	0.8	0.8	3.3	3.0	6.0	6.4	5.0	-2.4	3.3	2.2	1.2
Demande intérieure	4.3	2.0	0.4	0.4	2.9	2.5	3.6	4.6	3.7	-0.7	2.7	2.0	0.9
Aux prix de l'année précédente													
Produit intérieur brut	3.7	1.2	0.2	0.0	2.4	2.7	3.8	3.8	2.2	-1.9	3.0	1.8	1.0
Demande intérieure	2.8	0.8	-0.1	0.5	2.1	2.0	2.2	2.8	0.6	-0.4	2.2	1.8	1.8
Évolution de la productivité nationale de travail en													
Emploi en équivalence plein temps	0.4	1.8	-0.4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Heures effectivement travaillées	-0.8	2.9	1.8	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Déficit des administrations publiques par rapport au PIB	-0.4	-0.4	-2.3	-2.0	-2.1	-1.1	0.5	1.0	2.0	0.8	0.3	0.7	...
Taux d'épargne ³⁾													
Épargne des ménages en % du revenu disponible brut ajusté de l'épargne forcée	16.0	16.6	15.4	14.2	13.6	14.3	16.0	17.5	16.9	16.6	16.5	17.8	...
Épargne forcée des ménages en % du revenu disponible brut ajusté de l'épargne forcée	8.8	8.6	8.7	8.9	7.9	8.1	8.2	8.3	8.5	8.4	8.2	8.1	...
Épargne volontaire des ménages en % du revenu disponible brut ajusté de l'épargne forcée	7.1	7.9	6.7	5.3	5.8	6.2	7.8	9.2	8.4	8.2	8.3	9.7	...
Contribution extérieure en % du PIB	5.0	4.6	6.2	6.4	6.8	6.6	8.0	9.9	11.1	11.0	10.8	10.4	10.4
Dépense de consommation finale des ménages et ISBLSM ³⁾ par habitant	36335	36868	36854	36987	37707	38247	39129	40326	41589	41550	42123	42391	...
Consommation finale effective des ménages et ISBLSM ³⁾ par habitant	39856	40527	40722	41075	41765	42465	43363	44637	45757	46020	46623	46966	...
Revenu disponible des ménages et ISBLSM ³⁾ par habitant	39425	40367	39790	39261	40219	41005	42770	44842	45784	45627	46310	47379	...
Revenu disponible ajusté des ménages et ISBLSM ³⁾ par habitant	42946	44026	43657	43349	44277	45224	47004	49154	49952	50097	50810	51954	...

1) Données provisoires.

2) L'épargne des ménages en % du revenu disponible brut représente la part du revenu disponible qui n'a pas été utilisée à des fins de consommation.

3) Institutions sans but lucratif au service des ménages.

Source: OFS, Infotéléphone: 032/713 66 48
Courriel: info.vgr-cn@bfs.admin.ch
Internet: www.statistique.admin.ch

B 1.5 Évolution du produit intérieur brut, approche par la dépense^{a)}Données trimestrielles (en termes réels selon le SEC95)¹⁾
aux prix de l'année précédente, valeurs chaînées

Variation en % par rapport au trimestre précédent (données corrigées des variations saisonnières)

	3/2012	4/2012	1/2013	2/2013	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014
Dépenses de consommation finale	0.7	0.8	0.6	0.5	0.3	0.6	-0.1	0.2
Ménages et ISBLSM ²⁾	0.7	0.8	0.7	0.5	0.2	0.6	0.1	0.2
Administrations publiques	0.9	0.6	0.6	0.2	0.9	0.4	-0.7	-0.3
Formation brute de capital fixe	-0.5	-0.3	-0.1	2.5	0.5	1.4	0.2	0.0
Biens d'équipement	-0.7	-0.8	-0.9	3.3	-0.4	1.0	-1.3	0.7
Construction	-0.1	0.5	0.8	1.6	1.7	1.9	1.9	-0.7
Demande intérieure finale ³⁾	0.4	0.5	0.5	0.9	0.3	0.8	0.0	0.1
Demande intérieure	1.1	-0.6	0.9	0.6	0.3	1.1	-1.3	0.0
Exportations	0.7	1.7	-0.8	1.1	0.0	0.9	2.3	0.6
Biens	0.8	1.5	-1.7	1.3	0.0	0.0	2.8	0.7
Biens sans objets de valeur ⁴⁾	1.6	-1.3	-0.7	-0.8	3.1	-1.7	2.1	0.7
Services	0.6	2.2	1.1	0.9	-0.1	2.9	1.1	0.6
Demande globale	1.0	0.3	0.3	0.8	0.2	1.0	0.0	0.2
Importations	1.6	0.0	-0.4	1.3	-0.6	3.3	-1.0	0.9
Biens	1.8	-1.0	-0.5	1.5	-0.7	2.1	-0.9	0.4
Biens sans objets de valeur ⁴⁾	0.9	-0.7	-1.2	1.5	0.2	1.2	-0.2	0.7
Services	0.7	3.8	-0.2	0.6	-0.3	7.5	-1.4	2.4
Produit intérieur brut	0.7	0.4	0.6	0.6	0.5	0.1	0.5	0.0

a) Notes voir tableau B1.8.

Source: SECO, Infotéléphone: 031/323 16 81
Courriel: ET-PIB@seco.admin.ch, Internet: www.seco.admin.ch**B 1.6 Évolution du produit intérieur brut, approche par la dépense^{a)}**Données annuelles et trimestrielles (en termes nominaux selon le SEC95)¹⁾, aux prix courants

	En millions de francs						Variation en % par rapport à la période correspondante de l'année précédente (données brutes)					
	2012 ²⁾	2013 ³⁾	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014	2012 ²⁾	2013 ³⁾	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014
Dépenses de consommation finale	405905	413368	102315	105871	103026	104256	1.5	1.8	1.8	1.8	1.1	1.0
Ménages et ISBLSM ²⁾	339785	345295	85191	88582	85921	87227	1.3	1.6	1.6	1.5	0.9	1.0
Administrations publiques	66120	68074	17125	17289	17105	17029	2.6	3.0	3.1	3.2	1.7	1.1
Formation brute de capital fixe	119000	121065	30924	31642	30042	30639	-1.1	1.7	2.4	4.2	7.4	0.3
Biens d'équipement	65838	65665	16076	17109	16281	16520	0.1	-0.3	1.0	2.4	3.5	-1.4
Construction	53161	55399	14848	14534	13761	14120	-2.5	4.2	3.9	6.4	12.4	2.5
Demande intérieure finale ³⁾	524905	534433	133239	137514	133068	134895	0.9	1.8	2.0	2.3	2.4	0.8
Demande intérieure	530097	541245	136946	138931	132870	135872	1.1	2.1	1.5	3.8	1.5	1.1
Exportations	309529	314389	76284	79969	80937	80317	3.2	1.6	1.4	0.5	3.5	0.4
Biens	212386	212748	52096	53643	54064	54041	1.8	0.2	0.0	-2.3	3.7	-1.5
Biens sans objets de valeur ⁴⁾	201191	201720	50077	51221	51465	51439	1.4	0.3	0.7	-0.1	4.4	0.6
Services	97143	101641	24187	26327	26873	26276	6.6	4.6	4.7	6.6	3.2	4.8
Demande globale	839626	855634	213229	218900	213807	216190	1.9	1.9	1.5	2.6	2.2	0.8
Importations	247775	252798	60828	67433	62714	64250	3.6	2.0	-0.2	4.6	2.4	1.5
Biens	196879	197432	47798	51053	49421	49418	1.3	0.3	-1.5	2.5	1.3	-0.8
Biens sans objets de valeur ⁴⁾	188251	188939	46056	48946	47514	47612	2.2	0.4	-0.5	2.8	2.5	0.1
Services	50896	55365	13029	16381	13293	14832	13.5	8.8	5.1	11.5	6.7	9.9
Produit intérieur brut	591851	602837	152402	151467	151093	151940	1.2	1.9	2.2	1.7	2.2	0.6

a) Notes voir tableau B1.8.

Source: SECO, Infotéléphone: 031/323 16 81
Courriel: ET-PIB@seco.admin.ch, Internet: www.seco.admin.ch**B 1.7 Évolution du produit intérieur brut, approche par la production^{a)}**Données trimestrielles (aux termes réels selon le SEC95)¹⁾
aux prix de l'année précédente, valeurs chaînées

Variation en % par rapport au trimestre précédente (données corrigées des variations saisonnières)

	3/2012	4/2012	1/2013	2/2013	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014
A1 Agriculture, sylviculture et pêche	-0.9	-0.5	0.3	0.4	0.2	-0.4	-0.1	0.2
A2 Industries extractives, industries manufacturière, production et distribution d'énergie et d'eau, gestion des déchets	0.9	-1.4	-0.1	-0.5	1.2	-1.2	0.5	0.4
A3 Construction	0.5	0.6	0.4	1.0	1.5	0.8	0.2	-0.4
A4 Commerce, réparation d'automobiles; transports et entreposage; Information et communication; hébergement et restauration	0.2	0.4	0.0	0.5	0.2	0.8	0.5	0.1
A5 Activités financières; assurances; activités immobilières, scientifiques et techniques; activités de services administratifs et de soutien	1.1	1.2	1.5	1.5	0.8	0.3	1.4	0.1
A6 Administration publique; enseignement; santé humaine et activités sociales; arts, spectacles, activités récréatives et autres activités de service; activités des ménages en tant qu'employeurs et producteurs pour usage final propre	1.1	0.8	0.7	0.7	0.0	0.6	0.0	-0.3
Impôts sur les produits	-0.5	1.7	0.5	1.3	-0.7	-1.2	-0.2	-1.2
Subventions sur les produits	0.0	0.0	-8.7	0.0	0.0	0.0	-0.6	0.0
Produit intérieur brut	0.7	0.4	0.6	0.6	0.5	0.1	0.5	0.0

a) Notes voir tableau B1.8.

Source: SECO, Infotéléphone: 031/323 16 81
Courriel: ET-PIB@seco.admin.ch, Internet: www.seco.admin.ch

B 1.8 Évolution du produit intérieur brut, approche par la productionDonnées annuelles et trimestrielles (en termes nominaux selon le SEC95)¹⁾, aux prix courants

	En millions de francs						Variation en % par rapport à la période correspondante de l'année précédente (données brutes)					
	2012 ⁵⁾	2013 ⁵⁾	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014	2012 ⁵⁾	2013 ⁵⁾	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014
A1 Agriculture, sylviculture et pêche	4096	4493	1142	1169	1137	1145	-5.7	9.7	13.0	10.9	5.8	3.5
A2 Industries extractives, industries manufacturière, production et distribution d'énergie et d'eau, gestion des déchets	119206	118909	29560	29890	29874	30057	1.2	-0.2	-0.2	-0.1	1.5	0.1
A3 Construction	30658	31751	8883	8450	6736	8270	-1.2	3.6	4.4	4.2	7.4	1.5
A4 Commerce, réparation d'automobiles; transports et entreposage; Information et communication; hébergement et restauration	145625	147022	37653	36719	37057	36948	-0.5	1.0	1.5	1.3	1.9	1.8
A5 Activités financières; assurances; activités immobilières, scientifiques et techniques; activités de services administratifs et de soutien	113562	116167	29113	29047	29459	29308	3.5	2.3	2.2	1.8	2.1	0.6
A6 Administration publique; enseignement; santé humaine et activités sociales; arts, spectacles, activités récréatives et autres activités de service; activités des ménages en tant qu'employeurs et producteurs pour usage final propre	146984	152084	38006	38412	38572	38367	2.1	3.5	3.0	3.0	2.3	1.1
Impôts sur les produits	34811	35259	8757	8492	8971	8558	-0.4	1.3	5.3	-1.1	0.8	-6.1
Subventions sur les produits	3091	2849	712	712	714	714	1.4	-7.8	-7.8	-7.8	0.2	0.2
Produit intérieur brut	591851	602837	152402	151467	151093	151940	1.2	1.9	2.2	1.7	2.2	0.6

1) Pour la désaisonnalisation, prière de consulter [www.seco.admin.ch/thèmes/situation économique/](http://www.seco.admin.ch/thèmes/situation_économique/)
 PIB estimations trimestrielles/données, notes techniques, méthodes.

2) La consommation finale des ménages privés répond au concept national et tient compte également de la consommation des institutions privées sans buts lucratifs au service des ménages (ISBLSM).

3) La demande intérieure finale n'incorpore pas les variations de stocks et les importations nettes d'objets de valeur.

4) Commerce de métaux précieux, des pierres de gemmes, des objets d'art et des antiquités.

5) Résultats 2012 et 2013 de l'OFS.

Source: SECO
 Infotéléphone: 031/323 16 81
 Courriel: ET-PIB@seco.admin.ch
 Internet: www.seco.admin.ch

B2 Production**B 2.1 Production dans l'industrie¹⁾**

Variation en % par rapport à l'année précédente

Noga 2008		Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014
Production totale (activités économiques)		4.5	-0.4	5.5	0.5	0.3	0.6	3.1
B	Industries extractives	-3.7	-5.0	-3.0	0.1	3.8	9.6	-3.8
C	Industrie manufacturière	5.2	0.2	6.6	1.4	-0.1	2.4	3.8
CA	Industries alimentaires et du tabac	7.7	-2.1	6.4	-0.3	0.9	-2.2	3.9
CB	Industries du textile et de l'habillement	-1.6	-2.8	3.4	-1.3	2.5	0.4	-0.3
CC	Industries du bois et du papier; imprimerie	6.7	3.7	2.7	-0.9	2.1	0.7	4.4
CD+CE	Cokéfaction, raffinage et industrie chimique	-3.6	-8.3	1.0	0.3	3.5	1.1	-3.8
CF	Industrie pharmaceutique	8.8	-4.8	20.6	11.4	-1.9	1.7	7.8
CG	Industries du caoutchouc et du plastique	5.1	-2.1	-0.7	-0.8	-0.3	7.6	0.7
CH	Fabrication de produits métalliques	2.8	1.9	3.8	-2.8	1.6	6.0	2.8
CI	Fabrication de produits électroniques; horlogerie	10.3	5.7	7.0	-3.4	-1.0	1.8	7.6
CJ	Fabrication d'équipements électriques	-3.4	6.4	-7.9	-0.0	-1.0	10.1	-2.1
CK	Fabrication de machines	1.6	1.5	-0.6	-3.5	-5.7	2.4	0.8
CL	Fabrication de matériels de transport	-8.3	19.6	2.1	5.8	1.2	2.3	3.5
CM	Autres industries manufacturières; réparation et installation	3.5	-3.9	3.9	4.3	10.3	1.4	1.1
D	Production et distribution d'énergie	0.3	-4.5	-1.9	-5.9	3.5	-12.7	-2.0
E	Production et distribution d'eau; gestion des déchets	...	...	...	...	...	...	...
Production totale (destination)		4.5	-0.4	5.5	0.5	0.3	0.6	3.1
Biens intermédiaires		1.0	-0.5	-0.7	-1.9	0.6	4.2	-0.1
Biens d'investissement		4.0	4.0	4.8	-0.4	0.7	3.2	4.3
Biens de consommation durables		14.6	-1.5	3.4	-3.1	3.2	0.8	5.3
Biens de consommation non durables		7.4	-3.3	12.4	4.7	-0.2	0.1	5.3
Energie		0.2	-4.9	-2.4	-5.1	3.1	-12.8	-2.4

1) Corrigé des jours ouvrés. Résultats provisoires.

Source: OFS
 Infotéléphone: 058/467 23 70
 Courriel: info.iid@bfs.admin.ch
 Internet: www.statistique.admin.ch

B 3 Économie extérieure

B 3.1 Commerce extérieur: vue d'ensemble¹⁾

	2010	2011	2012	2013	4/2013	1/2014	2/2014	3/2014	Juillet 2014	Août 2014	Sept. 2014	Janv.-sept. 2014
Total 1²⁾												
Exportations en millions de francs	193479.8	197907.0	200612.3	201227.0	51029.5	51293.0	51560.5	51735.5	19258.5	14858.9	17522.5	154520.5
Variation en % d'une année à l'autre												
en termes nominaux	7.2	2.3	1.4	0.3	-0.2	4.4	1.0	3.6	5.0	0.5	4.4	2.9
en termes réels	7.4	8.0	0.1	-0.5	0.8	5.3	1.0	1.8	4.5	-3.4	2.2	2.4
Indice des valeurs moyennes ³⁾	-0.2	-5.2	1.3	0.8	-0.9	-0.9	0.0	1.8	0.4	4.0	2.1	0.5
Importations en millions de francs	173990.9	174387.9	176781.1	177266.9	46200.6	44393.0	44616.2	44041.9	15275.0	13473.0	15070.0	132954.1
Variation en % d'une année à l'autre												
en termes nominaux	8.6	0.2	1.4	0.3	3.0	2.2	-0.1	1.9	-3.5	4.7	3.7	1.2
en termes réels	9.4	2.4	-0.3	-1.8	-0.2	-0.2	-1.8	-0.7	-4.6	2.8	0.8	-1.3
Indice des valeurs moyennes ³⁾	-0.7	-2.1	1.7	2.1	3.2	2.5	1.7	2.6	1.2	1.8	2.8	2.5
Solde de la balance commerciale	19488.9	23519.2	23831.3	23960.1	4828.9	6900.1	6944.3	7693.6	3983.5	1385.9	2452.5	21566.4
Total 2 (trafic global de marchandises)												
Exportations en millions de francs	203483.8	208202.8	211807.5	212377.9	53463.0	53955.5	54221.0	54293.4	20468.9	15518.0	18220.9	162410.2
Variation en % d'une année à l'autre												
en termes nominaux	8.6	2.3	1.7	0.3	-2.3	3.7	-1.2	4.5	6.8	1.1	4.5	2.3
Importations en millions de francs	183436.2	184539.8	185409.4	185771.9	48286.6	46214.5	46491.0	45698.5	15952.2	13936.5	15578.7	138514.0
Variation en % d'une année à l'autre												
en termes nominaux	8.5	0.6	0.5	0.2	2.7	0.7	-1.0	1.5	-2.7	4.1	2.3	0.5
Solde de la balance commerciale	20047.6	23663.0	26398.1	26605.9	5176.5	7741.0	7730.1	8595.0	4516.7	1581.4	2642.2	23896.2
Exportations en % de la valeur des importations (total 2)	110.9	112.8	114.2	114.3	110.7	116.8	116.6	118.8	128.3	111.3	117.0	117.3
Termes de l'échange en % (total 1)	100.5	96.8	99.6	98.7	96.0	96.7	98.3	99.2	99.2	102.2	99.3	98.0

1) Les chiffres de l'année en cours sont provisoires et ne sont pas révisés au fur et à mesure.

2) Sans les métaux précieux, pierres de gemmes, objets d'art et antiquités.

3) Estimation des variations de prix dans le commerce extérieur.

Source: AFD/DGD

Infotéléphone: 031/322 66 54 (français).

031/322 66 06 (allemand)

Internet: www.zoll.admin.ch

B 3.2 Commerce extérieur, selon l'utilisation des marchandises (total 1)¹⁾

Groupes de marchandises	En millions de francs				En % sur le total	En millions de francs				Juillet 2014	Août 2014	Sept. 2014	Janv.-sept. 2014
	2010	2011	2012	2013		4/2013	1/2014	2/2014	3/2014				
Exportations, total	193479.8	197907.0	200612.3	201227.0	100.0	51029.5	51293.0	51560.5	51735.5	19258.5	14858.9	17522.5	154520.5
Matières premières, produits semi-finis	38239.2	37167.9	35848.2	35415.5	17.6	8592.7	8898.5	9239.5	8913.2	3274.2	2479.4	3142.8	26979.5
Produits énergétiques et connexes	5718.7	6462.5	6846.4	3249.6	1.6	752.0	826.7	743.8	776.4	247.9	265.9	260.7	2321.4
Biens d'équipement	50568.2	51660.4	48586.3	49633.8	24.7	13080.0	12155.6	12148.0	12449.4	4595.8	3427.6	4395.1	36808.6
Machines et appareils	46571.1	47136.5	43779.7	44580.7	22.2	11870.7	10992.8	10846.7	11169.8	4145.7	3098.8	3893.8	33013.6
Véhicules utilitaires	2611.8	3164.9	3520.6	3776.1	1.9	890.4	853.1	955.6	948.1	322.0	243.0	384.1	2804.3
Biens de consommation	98953.7	102616.3	109331.4	112928.1	56.1	28604.8	29412.2	29429.1	29596.5	11140.7	8686.0	9723.9	88411.0
Alimentation, boissons, tabac	7131.8	7170.1	7428.9	8022.9	4.0	2100.7	1933.3	1989.0	2081.0	715.5	614.2	748.5	6006.5
Autres biens non durables	66450.1	65786.2	69646.4	72018.2	35.8	17401.5	19870.6	18797.9	18949.8	7211.8	5664.5	6055.4	57571.0
Biens durables	25371.8	29660.0	32256.1	32887.0	16.3	9102.6	7608.3	8642.1	8565.7	3213.4	2407.3	2920.1	24833.4
Importations, total	173990.9	174387.9	176781.1	177266.9	100.0	46200.6	44393.0	44616.2	44041.9	15275.0	13473.0	15070.0	132954.1
Matières premières, produits semi-finis	42367.4	42551.2	40945.6	41265.3	23.3	10227.8	10373.8	10599.2	10470.2	3585.1	3098.5	3682.5	31459.2
Produits énergétiques et connexes	13410.6	15451.1	17445.4	14307.1	8.1	3516.7	3469.7	2885.1	2935.3	966.2	986.1	974.9	9086.4
Biens d'équipement	41978.4	40804.5	40165.2	41785.3	23.6	11196.5	10278.0	10439.8	10416.0	3719.3	2965.5	3672.6	31068.1
Machines et appareils	32680.5	32015.6	31072.0	32628.9	18.4	8784.1	8117.2	8133.1	8229.1	2908.3	2383.4	2921.9	24412.2
Véhicules utilitaires	5552.1	4885.1	5022.8	4755.2	2.7	1300.0	1164.0	1139.0	1020.8	368.0	272.7	338.5	3323.0
Biens de consommation	76234.5	75581.1	78224.8	79909.2	45.1	21259.6	20271.5	20692.0	20220.4	7004.4	6423.0	6740.0	61340.3
Alimentation, boissons, tabac	7730.0	7441.2	7542.2	8103.1	4.6	2149.4	1994.8	2066.0	1867.4	644.1	548.5	667.9	5936.9
Autres biens non durables	37450.1	37128.1	39042.6	41460.9	23.4	11313.4	10660.2	11180.2	10615.1	3552.3	3775.6	3253.2	32454.4
Biens durables	31054.5	31011.8	31640.0	30345.2	17.1	7796.8	7616.6	7445.9	7737.9	2808.0	2098.8	2819.0	22948.9

1) Les chiffres de l'année en cours sont provisoires et ne sont pas révisés au fur et à mesure.

Sans les métaux précieux, pierres de gemmes, objets d'art et antiquités.

Source: AFD/DGD

Infotéléphone: 031/322 66 54 (français).

031/322 66 06 (allemand)

Internet: www.zoll.admin.ch

B 3.3 Commerce extérieur, par groupe de marchandises (total 1)¹⁾

Groupes de marchandises	En millions de francs				En % sur le total	En millions de francs				Juillet	Août	Sept.	Janv.-sept.
	2010	2011	2012	2013	2013	4/2013	1/2014	2/2014	3/2014	2014	2014	2014	2014
Exportations, total	193479.8	197907.0	200612.3	201227.0	100.0	51029.5	51293.0	51560.5	51735.5	19258.5	14858.9	17522.5	154520.5
Agriculture et sylviculture, pêche	8498.0	8438.7	8655.8	9203.2	4.6	2405.4	2226.4	2307.1	2387.8	831.0	699.5	854.3	6925.7
Produits énergétiques et connexes	5718.7	6462.5	6846.4	3249.6	1.6	752.0	826.7	743.8	776.4	247.9	265.9	260.7	2321.4
Textiles, habillement, chaussures	3386.1	3248.9	3113.7	3096.9	1.5	761.2	775.9	795.9	779.0	290.9	213.6	273.6	2353.8
Papier et articles en papier	2922.9	2556.3	2223.1	2140.1	1.1	533.7	523.3	502.9	484.7	169.9	142.3	172.1	1511.1
Cuir, caoutchouc, matières plastiques	4481.9	4358.5	4137.5	4335.5	2.2	1058.3	1117.1	1123.1	1110.5	413.9	303.3	391.1	3353.2
Produits chimiques	75909.4	74647.3	79012.3	80961.2	40.2	19389.5	22115.1	21060.5	21256.0	8073.4	6340.6	6820.7	64458.4
Pierre et terre	889.7	865.2	856.6	834.1	0.4	225.0	223.3	400.1	225.5	84.1	62.4	79.1	670.5
Métaux	12738.5	13033.7	11932.7	12090.5	6.0	3002.2	3103.8	3120.7	3090.5	1144.0	826.3	1112.6	9340.2
Machines	36435.0	36889.0	33307.4	33332.1	16.6	8875.7	8128.9	8067.1	8367.0	3085.3	2306.8	2956.1	24563.0
Véhicules	4013.3	4672.0	5095.0	5289.9	2.6	1297.0	1264.3	1403.1	1347.0	470.3	341.6	534.7	4059.7
Instruments de précision, montres et bijoux	36971.2	41254.0	44040.0	45319.9	22.5	12365.6	10663.7	11713.4	11548.2	4319.8	3249.6	3938.5	33954.8
Autres marchandises diverses	1515.0	1480.9	1391.8	1374.1	0.7	363.8	324.6	322.6	362.7	128.0	107.0	129.1	1008.7
Importations, total	173990.9	174387.9	176781.1	177266.9	100.0	46200.6	44393.0	44616.2	44041.9	15275.0	13473.0	15070.0	132954.1
Agriculture et sylviculture, pêche	13398.1	13319.0	13306.0	14050.5	7.9	3605.4	3541.5	3598.4	3290.5	1139.1	953.8	1187.1	10433.3
Produits énergétiques et connexes	13410.6	15451.1	17445.4	14307.1	8.1	3516.7	3469.7	2885.1	2935.3	966.2	986.1	974.9	9086.4
Textiles, habillement, chaussures	8956.3	8879.8	8718.1	8901.5	5.0	2058.8	2454.1	1977.9	2655.5	892.8	815.7	934.6	7098.7
Papier et articles en papier	4980.7	4582.7	4333.9	4308.1	2.4	1111.7	1094.4	1014.6	1047.6	337.5	316.8	391.2	3157.8
Cuir, caoutchouc, matières plastiques	6203.2	6257.4	6193.9	6360.0	3.6	1556.7	1609.8	1648.9	1675.5	602.1	482.4	587.6	4939.0
Produits chimiques	37786.7	37434.9	39368.6	41817.6	23.6	11606.1	10531.1	11668.8	10425.4	3466.9	3753.6	3097.0	32610.4
Pierre et terre	2954.5	2915.0	2893.3	3002.1	1.7	775.0	668.9	805.6	822.1	300.5	233.5	287.1	2298.0
Métaux	14378.7	14715.5	13810.9	14115.6	8.0	3425.9	3572.8	3686.6	3648.4	1314.0	1020.7	1308.1	10911.5
Machines	31437.7	30680.1	29364.9	30273.0	17.1	8240.2	7417.5	7410.6	7499.6	2630.8	2154.3	2699.1	22269.5
Véhicules	16581.1	16837.9	17073.7	15895.8	9.0	4156.0	3977.2	4185.3	3675.5	1400.9	920.6	1310.8	11845.1
Instruments de précision, montres et bijoux	18619.9	18088.0	19022.0	18776.8	10.6	4676.2	4725.6	4415.7	4957.5	1729.4	1451.0	1764.9	14246.5
Autres marchandises diverses	5283.4	5226.5	5250.4	5458.8	3.1	1351.3	1472.0	1318.8	1408.8	494.8	384.5	527.6	4057.9

1) Les chiffres de l'année en cours sont provisoires et ne sont pas révisés au fur et à mesure.
Sans les métaux précieux, pierres de gemmes, objets d'art et antiquités.

Source: AFD/DGD
Infotéléphone: 031/322 66 54 (français), 031/322 66 06 (allemand), Internet www.zoll.admin.ch

B 3.4 Commerce extérieur par pays et par bloc économique (total 1)¹⁾

	En millions de francs				En % sur le total	En millions de francs				Juillet	Août	Sept.	Janv.-sept.
	2010	2011	2012	2013	2013	4/2013	1/2014	2/2014	3/2014	2014	2014	2014	2014
Exportations, total	193479.8	197907.0	200612.3	201227.0	100.0	51029.5	51293.0	51560.5	51735.5	19258.5	14858.9	17522.5	154520.5
Par pays:													
Allemagne	37780.0	39872.6	39891.5	37598.9	18.7	9166.9	9557.9	9552.0	9748.5	3749.6	2645.8	3279.9	29005.3
France	15144.1	14394.4	14291.2	14107.6	7.0	3635.4	3550.9	3730.4	3825.9	1365.6	1203.2	1262.7	11114.0
Italie	15546.9	15802.5	14429.6	14446.6	7.2	3427.7	3629.7	3713.8	3171.6	1285.4	734.6	1215.5	10354.0
Royaume-Uni	9077.6	8255.9	8731.5	8948.2	4.4	2351.4	2709.8	2480.1	2379.0	912.8	802.0	655.6	7580.3
Pays-Bas	5741.0	5130.6	5140.8	5335.6	2.7	1234.4	1322.8	1257.9	1190.1	427.6	358.4	394.3	3776.7
États-Unis	19478.3	19994.8	22299.7	23282.1	11.6	5856.8	6102.3	6154.2	6288.6	2248.4	1845.6	2177.5	18557.4
Japon	6426.4	6405.9	6860.3	6063.1	3.0	1518.1	1589.7	1546.0	1628.4	629.4	504.8	491.9	4761.7
Hongkong	5297.5	6316.0	6969.7	6696.2	3.3	1828.6	1592.0	1815.5	1665.7	585.0	428.6	650.7	5078.7
Singapour	2879.8	3119.2	3559.4	3619.4	1.8	928.3	800.5	795.0	814.3	299.7	227.2	286.9	2410.1
Par bloc économique:													
Pays industrialisés	145069.6	145255.1	147208.5	146598.0	72.9	36424.0	38019.9	38011.5	37839.8	14294.2	10839.8	12637.9	113794.1
UE	113268.8	112678.3	111296.6	110477.0	54.9	27406.9	28681.0	28650.2	28227.7	10754.4	7993.1	9432.6	85421.5
AELE	763.9	878.0	1065.6	978.3	0.5	226.4	225.3	221.6	259.6	107.6	62.2	89.7	753.0
Pays en transformation	11380.9	13356.6	12132.8	12971.5	6.4	3783.2	3151.2	3137.8	3559.3	1270.8	1135.2	1146.5	9853.1
Pays en développement	15885.7	16496.8	17351.2	17527.5	8.7	4552.7	4344.1	4447.9	4256.4	1475.4	1179.6	1580.7	13044.3
OPEP	6720.0	7206.7	7919.3	8119.5	4.0	2234.9	1987.1	2187.3	2008.0	673.5	567.3	750.0	6185.9
Non exportateurs de pétrole	8249.5	8437.9	8518.9	8271.6	4.1	2023.6	2129.2	2014.9	1969.0	720.8	551.7	692.9	6105.9
Pays nouvellement industr.	21143.6	22798.6	23919.8	24130.0	12.0	6269.6	5777.9	5963.3	6080.0	2218.1	1704.3	2157.3	17829.0
Importations, total	173990.9	174387.9	176781.1	177266.9	100.0	46200.6	44393.0	44616.2	44041.9	15275.0	13473.0	15070.0	132954.1
Par pays:													
Allemagne	57266.6	58490.7	54022.5	51778.0	29.2	13288.4	13028.2	12949.4	12678.5	4452.4	3811.3	4378.0	38585.5
France	15218.7	15436.0	14942.1	14549.9	8.2	3605.9	3784.4	3410.5	3828.4	1356.7	1031.0	1426.2	10913.8
Italie	18366.6	18972.9	18253.0	18277.1	10.3	4791.5	4321.4	4519.7	4197.5	1726.1	993.2	1483.7	12987.8
Royaume-Uni	6234.0	5712.9	6246.1	6133.6	3.5	1766.8	1669.2	1598.3	1305.7	490.5	385.0	423.4	4585.1
Pays-Bas	8271.7	7997.6	6304.4	5909.0	3.3	1594.2	1397.5	1301.2	1358.0	413.5	429.7	510.3	4057.2
États-Unis	8154.0	7824.7	9271.9	9817.3	5.5	2357.0	2608.1	2572.0	2713.4	978.2	834.9	852.8	7894.8
Japon	3239.4	3465.4	3828.0	3109.9	1.8	735.5	737.1	679.6	689.2	230.4	236.9	220.6	2215.0
Hongkong	1117.9	1206.5	1391.6	1399.4	0.8	367.0	391.3	444.0	374.7	119.2	107.9	147.9	1211.6
Singapour	745.5	622.6	904.7	1042.2	0.6	241.8	312.4	255.7	275.1	96.9	101.7	76.5	843.1
Par bloc économique:													
Pays industrialisés	150537.2	151941.4	148583.9	146103.4	82.4	38447.3	36354.0	36915.7	36751.0	12562.4	10793.8	12200.7	108858.3
UE	137666.3	139287.4	134256.8	131858.8	74.4	35016.6	32761.1	33330.0	32037.0	11249.3	9631.2	11013.6	97856.7
AELE	349.6	318.2	289.0	281.9	0.2	77.9	73.0	64.3	65.8	19.3	19.0	25.4	203.2
Pays en transformation	9030.8	9395.6	11899.7	13611.4	7.7	3759.8	3437.6	3407.1	3666.1	1201.1	1210.2	1295.5	10534.6
Pays en développement	7700.9	6092.7	7312.2	8264.4	4.7	1798.6	2289.1	1722.6	2205.0	698.5	682.2	759.4	6235.1
OPEP	1951.4	1759.1	2892.7	3504.8	2.0	634.9	962.3	494.7	904.8	261.8	286.9	296.6	2363.7
Non exportateurs de pétrole	5480.9	4063.1	4105.6	4425.0	2.5	1084.7	1243.4	1154.3	1213.8	408.8	368.7	431.3	3627.0
Pays nouvellement industr.	6722.0	6958.2	8985.2	9287.7	5.2	2194.9	2312.3	2570.8	2419.9	812.9	786.9	814.5	7326.1

1) Les chiffres de l'année en cours sont provisoires et ne sont pas révisés au fur et à mesure.
Sans les métaux précieux, pierres de gemmes, objets d'art et antiquités.

Source: AFD/DGD
Infotéléphone: 031/322 66 54 (français), 031/322 66 06 (allemand), Internet www.zoll.admin.ch

B 3.5 Balance des transactions courantes¹⁾

En milliards de francs

	2013	1/2013	2/2013	3/2013	4/2013	1/2014
Balance des transactions courantes, solde	85.8	28.4	23.2	18.6	14.3	14.9
Recettes	617.2	172.3	154.1	145.5	143.1	141.0
Dépenses	531.5	143.9	130.9	126.8	128.8	126.1
Marchandises et services, solde	70.0	24.7	16.5	16.8	16.7	17.0
Recettes	451.5	127.9	111.3	107.2	103.5	96.3
Dépenses	381.6	103.3	94.8	90.4	86.9	79.3
Machandises, solde	49.8	19.5	12.3	12.2	10.0	11.3
Recettes	346.4	101.5	84.5	80.2	77.1	69.6
Commerce extérieur dont	332.1	97.9	79.8	76.5	74.4	65.9
commerce extérieur, total 1 ¹⁾	201.2	51.1	49.9	51.1	51.3	51.6
or non monétaire	117.7	42.4	27.3	22.4	20.0	11.4
Compléments concernant le commerce extérieur ²⁾	-9.0	-2.2	-2.1	-2.3	-2.6	-2.3
Commerce de transit	23.4	5.8	6.8	6.1	5.3	6.0
Dépenses	296.6	82.0	72.2	68.1	67.0	58.2
Commerce extérieur dont	298.4	82.4	72.4	68.7	67.5	58.6
commerce extérieur, total 1 ¹⁾	177.6	44.7	43.2	46.3	44.4	44.6
or non monétaire	109.8	35.0	26.8	19.7	20.8	11.8
Compléments concernant le commerce extérieur ²⁾	-1.8	-0.4	-0.2	-0.6	-0.4	-0.3
Services, solde	20.1	5.1	4.2	4.7	6.6	5.7
Recettes	105.1	26.4	26.8	27.0	26.5	26.7
Dépenses	84.9	21.3	22.6	22.3	19.8	21.0
Revenus primaires, solde	33.5	7.7	10.1	6.9	2.4	6.9
Recettes	131.4	35.9	33.8	29.8	30.9	36.3
Dépenses	97.9	28.2	23.7	22.8	28.5	29.4
Revenus du travail, solde	-19.1	-4.8	-4.8	-4.8	-4.9	-4.9
Recettes	2.4	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6
Dépenses	21.5	5.4	5.4	5.4	5.5	5.5
Revenus du capitaux, solde	52.6	12.5	15.0	11.7	7.3	11.8
Recettes	129.0	35.3	33.2	29.2	30.3	35.7
Dépenses	76.4	22.8	18.2	17.4	23.0	23.9
Revenus secondaires, solde	-17.7	-4.0	-3.4	-5.1	-4.7	-9.1
Recettes	34.3	8.5	9.0	8.5	8.6	8.4
Dépenses	52.0	12.5	12.4	13.6	13.4	17.4
Transferts en capital, solde	0.7	0.0	-0.4	1.2	-9.6	0.0
Recettes	1.7	0.2	0.1	1.4	0.0	0.1
Dépenses	1.0	0.1	0.5	0.2	9.6	0.1

1) Commerce extérieur selon AFD.

2) Additions: trafic non contrôlé de marchandises, petits envois, achats de biens dans les ports et aéroports; soustractions: services de production manufacturière, marchandises en retour, ajustements CAF (coût, assurance, fret) et FAB (franco à bord) des importations.

Source: BNS

Internet: www.snb.ch

B 3.6 Investissements directs suisses à l'étranger¹⁾

	En millions de francs								Effectif du personnel à l'étranger en fin d'année			
	État en fin d'année (valeur comptable)				Exportations de capitaux ²⁾							
	2009	2010	2011	2012	2009	2010	2011	2012	2009	2010	2011	2012
Total	891309	980102	1046293	1070517	28703	91194	42468	42231	2747971	2820509	2821462	2889093
UE³⁾	383484	420027	460254	457645	9736	28697	5093	10562	1267869	1280633	1126680	1126486
Allemagne	59277	57669	59070	51480	-23	7	229	157	272319	271955	283659	284525
France	32181	34327	37938	30583	-68	4338	2137	-4659	149325	142851	134784	137590
Royaume-Uni	78713	78144	55021	82659	5856	7255	-2620	28075	372881	375772	199666	193745
Autres pays européens⁴⁾	58793	59920	57327	58505	-4810	1940	256	371	143882	142969	147896	155224
Amérique du Nord	196238	209391	240634	239169	8648	23015	11669	14745	390914	397337	432031	450477
Canada	34283	31871	35730	37758	3321	-997	416	3564	51256	54524	61987	63099
États-Unis	161955	177520	204904	201411	5327	24013	11253	11182	339658	342814	370045	387378
Amérique centrale et du Sud	148215	171672	158498	181230	6250	27967	3022	13731	246312	253022	287304	296402
Brésil	15468	23422	23203	22749	154	8319	1198	1639	107191	108651	121430	126145
Centres financiers offshore ⁵⁾	114921	127972	110960	129450	4511	15754	-483.4	6366	5098	4780	4954	4806
Asie	66126	79448	88737	97476	8199	8670	16619	8780	540095	582797	657821	688589
Chine (Rép. pop.)	7476	8466	13217	14806	1202	1819	5327	1597	126864	135062	193005	200919
Hongkong	4652	4921	4983	8301	826	451	456	3307	22024	23457	25046	24966
Inde	6300	9956	8499	7480	877	1839	704	751	62516	83677	95813	99108
Japon	15356	14340	13597	13617	1945	317	2821	545	74992	71205	47528	48153
Singapour	12842	17306	19761	19744	1464	2388	2163	-308	25249	25146	28046	29648
Afrique	9900	11623	10516	9166	920	1618	1166	-1031	109116	116953	118129	117960
Océanie	15232	18446	22339	19016	-240	-714	4644	-4927	49783	46798	51602	53955

1) En 2004, extension du nombre d'entreprises participant à l'enquête. La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

2) Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

3) Depuis 2004 UE25, depuis 2007 EU27.

4) Comprend jusqu'en 2003 les États baltes, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la Slovénie, la République tchèque, la Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

5) Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin; depuis 2000, y compris îles Vierges des États-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

Source: BNS

Internet: www.snb.ch

B 3.7 Investissements directs étrangers en Suisse¹⁾

En millions de francs

	État en fin d'année, valeur comptable				Importations de capitaux ²⁾			
	2009	2010	2011	2012	2009	2010	2011	2012
Total	514833	580619	652342	671551	31437	36653	23613	9600
UE³⁾	433974	478643	500912	531595	78587	16641	-8209	21041
Allemagne	33586	29423	29277	29658	1311	-3368	1300	-402
France	39403	41183	35414	38819	3761	3659	-4618	2858
Pays-Bas	124334	154748	161721	165178	34381	5154	4911	12906
Autres pays européens⁴⁾	10934	9423	40299	32738	783	-1106	4644	-11021
Amérique du Nord	71015	72331	83298	87220	-36251	-1928	10844	7597
Canada	82	182	450	417	-125	-28	-48	-100
États-Unis	70933	72149	82848	86804	-36126	-1899	10891	7697
Amérique centrale et du Sud	-6033	13639	11338	11658	-10964	22122	4321	-139
Centres financiers offshore ⁵⁾	16384	22448	13098	14871	-7126	8010	-670	1518
Asie, Afrique, Océanie	4943	6583	16496	8340	-718	924	12014	-7878
Israël	1121	1290	2437	1340	21	36	1289	-1306
Japon	630	754	2431	3315	87	198	2358	416

- 1) En 2004, extension du nombre d'entreprises participant à l'enquête.
La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.
2) Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).
3) Depuis 2004 UE25, depuis 2007 EU27.
4) Comprend jusqu'en 2003 les États baltes, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la Slovénie, la République tchèque, la Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris la Bulgarie et la Roumanie.
5) Îles Vierges des États-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, Dominique, Grenade, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Martin, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

Source: BNS
Internet: www.snb.ch

B 3.8 Avoirs et engagements extérieurs de la Suisse

En millions de francs

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Actifs en fin d'année	2315959	2799701	3125465	3746580	3247952	3413516	3474411	3608249	3833194	3943161
Investissements directs	519370	647804	804647	927606	948851	1100565	1208064	1285063	1323092	1369078
Investissements de portefeuille	860284	1006168	1139670	1271370	1012918	1152868	1090109	1054714	1123304	1156554
Produits dérivés	31498	32066	46244	58312	189563	127121	135726	151741	128291	104413
Autres investissements	820344	1037833	1056236	1404263	1017732	893298	788067	805338	773505	835752
Réserves monétaires	84462	75828	78668	85029	78887	139664	252446	311394	485001	477364
Passifs en fin d'année	1730308	2155405	2477658	2967516	2555337	2611334	2664327	2750427	3022110	3164385
Investissements directs	317921	332164	466622	620424	685988	756297	841799	924526	957573	946557
Investissements de portefeuille	558963	756222	899606	872614	614826	695282	709966	631064	833820	994541
Produits dérivés	34141	43156	41914	57199	193718	127677	134538	155083	126079	99779
Autres investissements	819282	1023862	1069515	1417279	1060805	1032078	978024	1039753	1104638	1123507
Avoirs nets à l'étranger	585651	644296	647807	779064	692615	802182	810084	857822	811084	778776
Investissements directs	201449	315640	338025	307182	262863	344269	366264	360537	365519	422521
Investissements de portefeuille	301321	249946	240064	398756	398092	457586	380143	423650	289485	162013
Produits dérivés	-2643	-11090	4330	1113	-4155	-556	1188	-3343	2212	4634
Autres investissements	1061	13971	-13279	-13016	-43073	-138780	-189957	-234415	-331133	-287755
Réserves monétaires	84462	75828	78668	85029	78887	139664	252446	311394	485001	477364

Source: BNS
Internet: www.snb.ch

B 3.9 Assurance suisse contre les risques à l'exportation³⁾

	En millions de francs				Variation en % par rapport à l'année précédente			
	2010	2011	2012	2013	2010	2011	2012	2013
Nouvel engagement	3588	3321	3843	3536	1.7	-7.4	15.7	-8.0
Exposition nette, situation au 31 décembre	8696	8195	8075	8933	2.9	-5.8	-1.5	10.6
Résultat de l'entreprise	123	-55	50	0	55.7	-144.7	-191.3	-99.6
Avoirs nets résultant d'accords des rééchelonnement, situations au 31 décembre	742	681	617	537	2.3	-8.2	-9.4	-13.0

- 1) L'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (Serv) a succédé, le 1^{er} janvier 2007 à la Garantie contre les risques à l'exportation (GRE).
Les chiffres publiés selon l'ancien système sont disponibles dans les revues précédentes (soit jusqu'en juillet-août 2008).
Source: SECO/Serv
Infotéléphone: 031/324 08 95
Internet: www.seco.admin.ch

B 4 Marchés monétaire et financier, marché des changes

B 4.1 Masse monétaire¹⁾

Situation à la fin de la période considérée

	En millions de francs					Variation en % par rapport à l'année précédente							
		Mai	Juin	Juillet	Août				Mai	Juin	Juillet	Août	
	2013	2014	2014	2014	2014	2011	2012	2013	2014	2014	2014	2014	
Monnaie de banque centrale	360765	368055	363662	370152	374642	52.7	106.5	26.9	8.8	6.2	-3.1	-1.5	
Monnaie de banque centrale dessaisonnalisée	360777	368264	364064	370747	375990	52.7	106.5	26.9	8.8	6.2	-3.1	-1.5	
Masse monétaire													
Numéraire en circulation	63134	65857	66239	66647	65679	7.6	19.6	12.1	6.5	6.7	2.1	1.7	
Dépôts à vue	337472	340801	334708	334582	335709	9.3	10.8	8.3	0.6	1.4	-0.2	-1.8	
Comptes de transactions ²⁾	146315	162456	163069	165455	167894	7.4	9.7	6.8	11.4	11.3	13.1	13.4	
Masse monétaire M1	546921	569114	564016	566684	569282	8.6	11.4	8.3	4.1	4.7	3.6	2.7	
Dépôts d'épargne ³⁾	300455	325016	324323	325294	326424	6.2	6.9	13.9	16.1	3.2	3.2	3.1	
Masse monétaire M2	847376	894130	888339	891978	895706	7.7	9.8	10.2	8.2	4.1	3.4	2.8	
Dépôts à terme	44489	48393	45848	46940	49696	-3.3	-16.1	0.6	6.3	3.7	6.1	14.1	
Masse monétaire M3	891865	942523	934187	938918	945402	6.9	8.0	9.7	8.1	4.1	3.6	3.4	

1) Nouvelle définition 1995, chiffres provisoires pour 2014.

2) Comptes d'épargne et de dépôts qui servent principalement au trafic des paiements.

3) Comptes d'épargne et de dépôts, sans ceux qui servent principalement au trafic des paiements, diminués des fonds de prévoyance.

Source: BNS
Internet: www.snb.ch

B 4.2 Banque nationale suisse (BNS)

Situation à la fin de la période considérée

	En millions de francs				Variation en % par rapport à l'année précédente					
	2012	2013	Juin 2014	Juillet	2013	Mars 2014	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	Juillet
Total du bilan	499433.7	490382.0	507962.9	517329.2	-1.8	-3.2	-1.6	-1.2	3.9	3.9
Actifs¹⁾										
Or et créances résultant d'opérations sur or	50771.5	35565.0	39108.6	39089.0	-30.0	-24.7	-17.1	-16.3	4.0	-4.7
Placements de devises	432208.9	443274.5	457215.9	466618.1	2.6	0.0	0.7	0.8	4.3	5.0
Position de réserve au FMI	2804.2	2295.4	2275.4	2299.6	-18.1	-20.7	-21.8	-11.8	-11.2	-8.6
Moyens de paiement internationaux	4249.2	4293.9	4275.8	4324.9	1.1	-1.5	-1.6	-2.8	-2.3	-1.5
Crédits d'aide monétaire	279.1	244.2	226.1	227.9	-12.5	-14.0	19.7	-14.4	-16.0	-14.6
Titres suisses	3757.1	3689.9	3764.0	3777.2	-1.8	0.0	0.2	0.4	2.9	3.0
Autres postes de l'actif	985.8	1019.1	1097.1	992.5	3.4	-2.3	-3.8	-1.0	4.4	3.8
Passifs¹⁾										
Billets en circulation	61801.4	65766.4	62775.0	62705.2	6.4	5.5	5.8	5.1	4.9	4.4
Engagements à vue:										
Comptes de virement de banques suisses et étrangères, engagements envers la Confédération	302780.6	339136.7	334063.8	333344.2	12.0	12.0	11.5	11.1	-3.0	-2.5
Autres engagements à vue	66951.1	24773.7	34084.5	34943.0	-63.0	-55.4	-53.9	-52.5	27.5	21.6
Autres postes du passif	63287.3	56194.7	72518.2	81763.4	-11.2	-21.5	-10.3	-7.8	36.7	30.9

1) Différences dans les totaux en raison de chiffres arrondis.

Source: BNS
Internet: www.snb.chB 4.3 Crédits en Suisse – Limites et montants utilisés¹⁾

Crédits à des débiteurs domiciliés en Suisse

	En millions de francs					Variations en % par rapport				
	2011	2012	2013	Juin 2014	Juillet	À l'année précédente	Au mois précédent			
Créances hypothécaires (utilisation)	784400	829716	865320	880179	883449	4.3	3.8	0.3	0.3	0.4
Créances sur la clientèle (utilisation)	152746	161059	170169	175085	172000	5.7	7.7	0.6	0.7	-1.8
Total	937146	990776	1035489	1055264	1055450	4.5	4.4	0.3	0.4	0.0
Limites	1098188	1149951	1204105	1230610	1229761	4.7	4.5	0.5	0.4	-0.1
Ménages										
Créances hypothécaires (utilisation)	596043	629532	653154	663870	665862	3.8	3.4	0.3	0.3	0.3
Créances sur la clientèle (utilisation)	34323	33768	32607	33356	33089	-3.4	1.7	-0.2	0.9	-0.8
Total	630366	663300	685761	697225	698951	3.4	3.4	0.3	0.3	0.2
Limites	667543	704880	726519	742022	743298	3.1	3.7	0.4	0.5	0.2

1) Selon la statistique sur l'encours des crédits, périmètre de consolidation: comptoir.
Les créances brutes sont indiquées dans la colonne Utilisation.Source: BNS
Internet: www.snb.ch

B 4.4 Banques

Situation à la fin de la période considérée

	En millions de francs		Juin 2014	Juillet	En % sur sur le total	Variations en % par rapport				
	2012	2013				À l'année précédente		au mois précédent		
Bilan						2013	Juillet	Mai 2014	Juin 2014	Juillet
Total des bilans de 254 banques¹⁾	2857485	2932345	2982214	3015775	100.0	2.6	2.5	1.1	-0.3	1.1
Actifs de 254 banques										
Créances sur les banques										
A vue	109121	105917	90097	90778	3.0	-2.9	-13.8	3.7	-7.6	0.8
A terme	427270	391780	428020	411231	13.6	-8.3	3.2	2.6	4.8	-3.9
Créances sur la clientèle	569609	575809	622436	626311	20.8	1.1	7.9	3.5	0.7	0.6
Créances hypothécaires	856508	893278	910061	913811	30.3	4.3	3.9	0.3	0.3	0.4
Bilans mensuels des actifs, avec ventilation selon la monnaie										
CHF	1568443	1689823	1693750	1698560	56.3	7.7	1.9	0.6	-0.6	0.3
USD	685957	674198	675411	740266	24.5	-1.7	6.3	5.7	-5.3	9.6
EUR	256394	275155	301557	284857	9.4	7.3	-0.7	-4.7	7.1	-5.5
Autres monnaies	292373	259014	278640	257625	8.5	-11.4	1.1	-0.8	7.1	-7.5
Actifs en Suisse	1540448	1619167	1621160	1636569	54.3	5.1	2.4	0.5	-0.7	1.0
Actifs à l'étranger	1317037	1313178	1361054	1379206	45.7	-0.3	2.7	1.8	0.2	1.3
Crédits²⁾										
Suisse, total	1010439	1056387	1076983	1077248	35.7	4.5	4.4	0.3	0.4	0.0
Étranger, total	414907	412194	454980	462374	15.3	-0.7	8.0	4.8	0.7	1.6
Passifs de 254 banques										
Engagements envers les banques										
A vue	136281	119834	124740	121632	4.0	-12.1	-5.4	0.7	2.1	-2.5
A terme	362951	344552	350283	350695	11.6	-5.1	7.9	2.0	0.8	0.1
Engagements envers la clientèle										
Sous forme d'épargne et de placements	531313	606989	626462	631225	20.9	14.2	6.1	0.6	-0.1	0.8
Autres engagements envers la clientèle										
A vue	746326	855198	848161	857995	28.5	14.6	1.3	-1.0	1.2	1.2
A terme	295749	251772	247748	250703	8.3	-14.9	-12.4	1.4	-3.1	1.2
Obligations de caisse	30892	26621	25411	25197	0.8	-13.8	-10.9	-0.4	-1.1	-0.8
Prêts des centrales d'émission de lettres de gage et emprunts	361119	320775	332851	339868	11.3	-11.2	2.1	1.8	0.3	2.1
Bilans mensuels des passifs, avec ventilation selon la monnaie										
CHF	1488587	1611597	1606740	1606644	53.3	8.3	1.6	0.3	-0.5	0.0
USD	699890	718218	734675	795166	26.4	2.6	6.9	5.1	-3.8	8.2
EUR	344724	343979	356274	345677	11.5	-0.2	1.7	-2.4	1.1	-3.0
Autres monnaies	271393	226659	255411	239049	7.9	-16.5	-0.4	0.1	10.7	-6.4
Passifs en Suisse	1425293	1581593	1602305	1610739	53.4	11.0	3.7	0.5	-0.9	0.5
Passifs à l'étranger	1432192	1350752	1379909	1405036	46.6	-5.7	1.1	1.7	0.3	1.8
Actifs à titre fiduciaire, total	135495	121972	120981	119433	4.0	-10.0	-7.8	0.7	0.0	-1.3
Actifs en Suisse	4468	5540	5239	4987	0.2	24.0	-10.6	-2.0	2.3	-4.8
Actifs à l'étranger	131027	116432	115742	114446	3.8	-11.1	-7.7	0.8	-0.1	-1.1
Passifs à titre fiduciaire, total	135495	121972	120981	119433	4.0	-10.0	-7.8	0.7	0.0	-1.3
Passifs en Suisse	25599	21992	21912	22779	0.8	-14.1	-4.4	0.2	0.7	4.0
Passifs à l'étranger	109896	99980	99069	96654	3.2	-9.0	-8.6	0.8	-0.2	-2.4

1) Comptoirs juridiquement dépendants en Suisse, dans la Principauté de Liechtenstein et à l'étranger. Seules les banques dont la somme du bilan et les affaires fiduciaires dépassent 150 millions de francs entrent dans la statistique.

2) Créances sur la clientèle, créances hypothécaires, sans les métaux précieux, les prêts et pensions de titres.

Source: BNS
Internet: www.snb.ch

B 4.5 Taux des marchés monétaire et financier

En %

	2009	2010	2011	2012	2013	Févr. 2014	Mars 2014	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	Juillet	Août 2014
Taux spécial appliqué à la facilité pour resserrements de liquidités ¹⁾	0.54	0.53	0.52	0.53	0.59	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50
Placement à terme fixe, durée 3 mois ²⁾	0.09	0.07	0.06	0.04	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	...
Dépôts d'épargne ²⁾	0.46	0.37	0.33	0.25	0.20	0.17	0.17	0.17	0.17	0.17	0.16	...
Hypothèques à taux variable ²⁾	2.74	2.73	2.72	2.69	2.69	2.69	2.69	2.69	2.69	2.69	2.69	...

1) Jusqu'au 30 avril 2004: taux lombard.

2) Année (moyenne des valeurs mensuelles), fin du mois.

3) Montant minimal: 100000 francs.

Source: BNS
Internet: www.snb.ch

B 4.6 Statistique du marché des capitaux

	En millions de francs			En % sur sur le total	En millions de francs				
	2011	2012	2013		2013	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014
Emissions des emprunts obligataires en CHF, cotés à la Bourse suisse SWX, débiteurs suisses¹⁾	39525.5	47088.5	47166.4	100.0	12001.1	10733.0	10809.1	13579.4	
Confédération	5555.5	10028.7	7365.6	15.6	1741.1	682.8	2642.5	2323.1	
Cantons	1590.4	4183.7	6138.6	13.0	2288.2	1956.4	1061.9	236.9	
Communes	1067.7	1009.6	1528.0	3.2	303.1	675.9	351.7	527.0	
Electricité, gaz, eau	1109.0	908.1	2631.1	5.6	130.8	130.3	...	100.1	
Industrie	4153.9	4575.3	3320.7	7.0	501.1	855.7	362.8	1269.5	
Banques	8716.9	6763.7	7212.4	15.3	1509.1	1859.8	1591.5	3159.5	
Assurances	3248.0	1584.5	1982.5	4.2	502.2	6768.0	...	202.0	
Centrales de lettres de gage	12792.1	15350.2	14596.1	30.9	4729.5	2946.8	3980.0	4165.0	
Autres services	1291.9	2684.8	2391.4	5.1	295.9	948.5	818.7	1313.8	
Autres	-	-	-	...	...	...	...	282.6	
Remboursements d'emprunts suisses	25354.7	25654.1	29798.1	63.2	8142.4	3455.0	9044.4	8825.0	
Prélèvement net effectué sur le marché par les emprunts suisses	14170.8	21434.4	17368.3	36.8	3858.7	7278.0	1764.6	4754.4	
Emission des actions, cotés à la Bourse suisse SWX Sociétés suisses¹⁾²⁾	10894.5	13223.6	11953.6	25.3	958.0	2699.4	448.0	5787.2	
Remboursements d'actions suisses ³⁾	51035.0	68000.7	42547.2	90.2	2327.7	700.4	15421.5	43263.5	
Prélèvement net effectué sur le marché par les actions suisses	-40140.5	-54777.1	-30593.6	-64.9	-1369.6	1999.0	1049.9	-37476.2	
Total levé par les émetteurs suisses (emprunts et actions), net¹⁾	-25969.7	-33342.7	-13225.3	-28.0	2489.1	9277.0	2814.5	-32721.8	
Emissions des emprunts obligataires en CHF, cotés à la Bourse suisse SWX, débiteurs étrangers¹⁾	32796.8	38612.2	21003.7	44.5	4275.5	6350.5	7976.9	6693.0	
Remboursements d'emprunts en CHF de débiteurs étrangers	46936.3	49597.4	44798.7	95.0	8977.6	10928.4	11096.0	9456.5	
Prélèvement net effectué sur le marché par les emprunts étrangers	-14139.5	-10985.2	-23795.0	-50.4	-4702.1	-4578.0	-3119.1	-2763.5	
Total levé par les émetteurs (emprunts et actions), net¹⁾	-40109.2	-44327.9	-37020.3	-78.5	-2213.0	4699.0	-304.6	-35485.3	

1) Selon la date de libération.

2) Augmentations de capital et nouvelles cotations.

3) Diminutions de capital, décotations, remboursement de la valeur nominale et versement de dividendes.

Source: BNS
Internet: www.snb.ch**B 4.7** Swiss Performance Indice de la Bourse suisse des valeurs mobilières

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Indice global (avec réinvestissement des dividendes)¹⁾	5022.9	5621.1	4382.9	3245.5	3961.6	4234.6	5742.4	6929.2	6925.4	4567.6	5626.4	5790.6	5343.5	6290.5	7838.0
Actions nominatives ¹⁾	6526.6	7517.9	5981.8	4364.9	5276.7	5593.6	7412.9	8995.6	9058.6	5845.1	7211.4	7494.9	6682.4	7749.0	9418.9
Actions au porteur et BP ¹⁾	4403.6	4513.9	3271.2	2583.4	3313.9	3668.7	5464.7	6452.3	6255.2	4521.4	5518.7	5427.4	5838.4	7288.8	9943.7
Banques ²⁾	...	1297.9	1183.7	955.5	1209.9	1354.7	1872.9	2340.9	1835.8	740.5	990.6	893.1	639.3	729.0	876.4
Services financiers ²⁾	...	1070.9	765.6	359.6	510.3	622.9	775.8	1057.4	1236.9	633.0	822.4	958.3	847.7	977.1	1050.1
Assurances ²⁾	...	1175.7	939.9	478.8	490.7	484.7	668.4	802.6	757.6	493.9	535.9	590.0	545.2	715.3	907.9
Alimentation et boissons ²⁾	...	1305.9	1239.3	1044.5	1135.4	1132.1	1532.3	1745.0	2151.8	1719.4	2141.7	2417.4	2472.9	2812.9	3227.4

1) 1^{er} juin 1987=1000.2) 1^{er} janvier 2000=1000.Source: BNS
Internet: www.snb.ch

B 4.8 Marché des devises et de l'or

					Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	
Cours des devises ¹⁾ , marché interbancaire (cours acheteur, à 11 h)		2010	2011	2012	2013	2014	2014	2014	2014	2014	2014	
CHF/USD	1 USD	1.04	0.89	0.94	0.93	0.89	0.88	0.88	0.89	0.90	0.90	
CHF/GBP	1 GBP	1.61	1.42	1.49	1.45	1.48	1.46	1.48	1.50	1.51	1.52	
CHF/JPY	100 JPY	1.19	1.11	1.18	0.95	0.88	0.86	0.86	0.87	0.88	0.88	
CHF/EUR	1 EUR	1.38	1.23	1.21	1.23	1.22	1.22	1.22	1.22	1.22	1.21	
Indices réels et nominaux du cours du franc ^{1) 2)}												
Réel total	Indice	105.9	116.3	112.5	110.7	112.0	112.8	112.3	112.0	111.5	111.1	111.0
Europe	Indice	104.4	114.1	112.6	108.9	108.9	109.4	109.1	109.2	109.0	108.8	109.2
Zone euro	Indice	104.8	115.0	114.3	110.1	110.2	110.5	110.4	110.7	110.7	110.6	110.9
Amérique du Nord	Indice	108.8	123.7	113.8	113.6	116.9	118.3	117.8	116.9	115.6	114.9	113.4
Asie	Indice	115.8	125.7	116.1	121.7	126.0	128.4	126.8	125.6	124.5	123.4	122.3
Australie	Indice	71.7	72.8	66.9	70.5	77.1	77.4	75.3	75.1	73.9	73.4	73.0
Allemagne	Indice	108.7	119.6	119.1	114.7	114.4	114.9	115.0	115.4	115.2	115.0	115.3
France	Indice	106.6	117.2	116.9	113.2	113.4	113.6	113.6	113.8	114.0	113.8	114.1
Italie	Indice	101.0	110.3	108.8	105.0	105.4	106.0	105.7	106.0	106.0	105.9	106.2
Grande-Bretagne	Indice	126.2	137.1	126.6	126.3	122.1	123.5	122.1	121.0	119.2	117.4	118.3
États-Unis	Indice	111.3	127.1	117.0	116.4	119.3	120.7	120.3	119.5	118.1	117.5	115.9
Japon	Indice	118.7	127.4	119.7	147.2	158.2	161.2	158.1	155.8	154.8	153.6	153.3
Nominal total	Indice	122.4	138.1	137.7	144.0	141.7	142.8	142.2	141.6	141.2	141.3	141.2
Cours de l'or ³⁾		CHF/kg	40881	44252	50083	41367	37565	36651	36384	35943	37311	37606
	USD/Once	1229.0	1566.1	1673.6	1393.2	1319.4	1285.5	1283.7	1246.9	1304.9	1288.9	1277.4

1) Moyennes annuelles, moyennes mensuelles.

2) Par rapport à 40 partenaires commerciaux. Indice janvier 1999 = 100.

3) Fin de mois.

Source: BNS
Internet: www.snb.ch

B 5 Prix

B 5.1 Prix à la consommation par groupe de marchandises et de services

					Taux de variation en % par rapport	
	Poids	Indice (décembre 2010 = 100)			à l'année précédente	au mois précédent
	2014	Sept. 2013	Août 2014	Sept. 2014	Sept. 2014	Sept. 2014
Indice total	100.000	99.2	99.0	99.1	-0.1	0.1
Groupes principaux						
Alimentation et boissons non alcoolisées	10.463	99.3	100.4	100.5	1.3	0.2
Boissons alcoolisées et tabac	1.818	104.2	104.2	104.8	0.6	0.6
Habillement et chaussures	3.788	84.4	80.2	84.2	-0.2	5.0
Logement et énergie	24.955	103.1	104.1	104.1	0.9	-0.1
Équipement ménager et entretien courant	4.533	95.0	93.8	93.7	-1.4	-0.2
Santé	14.992	99.0	97.8	97.8	-1.2	0.0
Transports	11.600	97.5	96.4	96.2	-1.4	-0.3
Communications	2.696	97.3	94.5	94.8	-2.6	0.3
Loisirs et culture	10.201	94.3	94.4	94.5	0.2	0.1
Enseignement	0.863	105.0	105.1	105.8	0.7	0.7
Restauration et hôtellerie	8.544	102.8	103.7	103.5	0.6	-0.2
Autres biens et services	5.547	101.2	100.7	100.5	-0.8	-0.2
Type de biens						
Marchandises	40.519	95.6	94.6	95.0	-0.7	0.4
Marchandises non durables	24.291	100.8	100.6	100.5	-0.3	0.0
Marchandises semi-durables	6.870	89.1	86.1	88.5	-0.7	2.7
Marchandises durables	9.358	86.7	85.4	85.4	-1.5	0.0
Services	59.481	101.8	102.1	102.1	0.3	-0.1
Services privés	50.063	101.7	102.4	102.3	0.6	-0.1
Services publics	9.418	102.1	101.0	101.0	-1.1	0.0
Provenance des biens						
Suisse	73.256	101.0	101.4	101.4	0.3	0.0
Étranger	26.744	94.3	92.6	93.1	-1.2	0.5
Inflation sous-jacente						
Inflation sous-jacente 1 ¹⁾	88.655	98.3	98.2	98.3	0.0	0.1
Inflation sous-jacente 2 ²⁾	68.641	97.7	97.9	98.1	0.3	0.2

1) Total sans produits frais et saisonniers, énergie et carburants.

2) Inflation sous-jacente 1 sans produits dont les prix sont

Source: OFS
Infotéléphone: 032/713 69 00
Courriel: lik@bfs.admin.ch
Internet: www.IPC.bfs.admin.ch

B 5.2 Indice des prix à la production et à l'importation, indices des prix de la construction

	Pondération en %	Indice (décembre 2010 = 100)		Variations en % par rapport		
		Août 2014	Sept. 2014	à l'année précédente	à déc. 2013	au mois précédent
Indice des prix de l'offre totale: total¹⁾	100.0000	97.3	97.3	-1.4	-0.9	-0.1
Ind. des prix de l'offre totale, marché int.: total²⁾	100.0000	97.5	97.4	-1.6	-0.9	-0.1
Indice des prix à la production: total	100.0000	98.1	98.1	-1.0	-0.8	0.0
Groupes de produits						
Agriculture et sylviculture	2.7293	105.3	105.2	-1.5	-0.8	0.0
Pierres naturelles, sable et gravier, sel	0.5660	99.0	99.0	-0.7	-0.6	0.0
Arts et métiers, industrie	93.0318	97.8	97.8	-1.1	-0.8	0.0
Produits alimentaires, boissons, tabacs	10.4627	101.0	100.8	0.2	0.3	-0.2
Textiles, habillement, cuir, chaussures	1.5583	101.9	101.4	-0.3	-0.3	-0.5
Produits en bois	2.6394	100.5	100.5	-0.2	-0.8	0.0
Papier, articles en papier, imprimés	3.2538	94.2	94.2	-2.1	-2.0	0.0
Produits pétroliers	1.5501	108.2	108.5	-8.9	-4.1	0.3
Produits chimiques et pharmaceutiques	22.5330	95.1	95.1	-1.1	-0.9	0.0
Articles en caoutchouc et en matières plastiques	2.7878	100.9	100.9	0.0	0.1	0.0
Verre, céramiques, ciment, produits en béton etc.	1.9680	100.8	100.8	-0.7	-0.5	0.0
Métaux, produits métallurgiques	8.6750	98.4	98.5	-1.0	-1.0	0.1
Syst. Informatiques, app. électroniques, optiques, montres	14.0204	97.2	97.2	-2.1	-1.5	0.0
Appareils électro-techniques	5.6938	96.8	96.5	-1.3	-0.5	-0.4
Machines	11.6033	98.1	98.1	-0.2	-0.7	0.0
Véhicules, composants de véhicules	1.9655	100.5	100.5	-0.6	-0.8	0.0
Meubles et autres produits	4.3207	96.8	96.8	-1.4	-0.7	0.0
Prod. et distrib. d'électricité et de gaz	3.4449	102.7	102.7	1.3	1.1	0.0
Récupération (recyclage)	0.2280	76.3	78.6	0.0	0.8	3.0
Arts et métiers, industries: marché intérieur	43.3692	98.7	98.6	-1.0	-0.9	0.0
Arts et métiers, industries: exportations	56.6308	97.1	97.1	-1.2	-0.8	-0.1
Produits agricoles et sylvicoles	2.7293	105.3	105.2	-1.5	-0.8	0.0
Biens intermédiaires	31.4501	97.9	97.9	-1.1	-1.0	0.0
Biens d'investissement	29.2411	98.5	98.5	-1.1	-1.0	0.0
Biens de consommation durables	2.3560	98.5	98.5	-0.7	-0.2	0.0
Biens de consommation non durables	29.0005	96.4	96.3	-0.5	-0.3	-0.1
Agents énergétiques	4.9950	104.4	104.5	-2.3	-0.6	0.1
Indice des prix à l'importation: total	100.0000	95.7	95.5	-2.3	-1.2	-0.2
Produits agricoles	1.9203	97.2	97.5	4.4	8.2	0.3
Biens intermédiaires	30.5390	95.2	95.3	-0.8	-0.3	0.1
Biens d'investissement	28.1314	92.8	92.8	-0.9	-0.1	0.0
Biens de consommation durables	4.3973	91.4	91.4	-1.1	-0.2	0.0
Biens de consommation non durables	25.7251	95.1	95.1	-1.7	-2.1	0.0
Agents énergétiques	9.2869	109.2	106.8	-11.7	-6.2	-2.1
Indices suisse des prix de la construction (base oct. 2010 = 100)						
	Indice	Variations en % par rapport				
	Avril 2013	Oct. 2013	Avril 2014	Avril 2013	Oct. 2013	Avril 2014
Construction: total	102.6	103.1	103.0	0.2	0.5	-0.2
Bâtiment	102.0	102.5	102.5	0.4	0.6	0.5
Nouvelle construction	101.8	102.3	102.2	0.3	0.6	0.4
Construction de bâtiment à plusieurs logements	101.4	101.8	102.0	0.1	0.5	0.5
Constr. bâtiment à plusieurs logements en bois	101.6	102.0	102.0	-0.1	0.3	0.4
Construction de maison individuelle ³⁾	101.5	102.2	102.8	0.0	0.6	1.3
Construction de bâtiment administratif	103.1	103.4	102.3	1.3	1.2	-0.8
Construction de halle industrielle ³⁾	102.7	103.2	102.7	0.2	0.7	0.0
Rénovation, transformation ³⁾	102.3	102.8	102.8	0.5	0.7	0.5
Rénovation de bâtiment à plusieurs logements	101.5	101.9	102.2	0.0	0.3	0.7
Rénovation de bâtiment administratif ³⁾	103.4	104.0	103.7	1.0	1.1	0.3
Génie civil	104.8	105.8	104.8	1.1	1.3	-0.1
Construction de route	105.2	106.2	105.3	1.3	1.6	0.1
Construction de passage inférieur	103.5	104.2	102.4	-0.6	0.2	-1.1
Construction de paroi antibruit ³⁾	103.6	103.6	103.6	1.8	0.4	0.0
Indices régionaux du coût de la construction						
Ville de Zurich ⁴⁾	101.8	...	102.3	-0.6	...	0.5
Ville de Berne ⁵⁾	140.8	141.2	141.1	-0.4	0.3	-0.1
Canton de Genève ⁶⁾	101.1	102.4	101.9	-0.3	1.3	-0.5

1) Total de l'indice des prix à la production (pour 67,9693%) et à l'importation (pour 32,0307%).

2) Total de l'indice des prix à la production, marché intérieur (pour 50,0152%) et à l'importation (pour 49,9848%).

3) Types d'ouvrage introduits lors de la révision oct. 2010.

4) Avril 2010 = 100.

5) Avril 1987 = 100.

6) Oct. 2010 = 100.

Source: Indice des prix à la production et à l'importation, OFS

Indice suisse des prix de la construction, OFS

Offices statistiques des villes de Zurich, Berne

Office cantonal de la statistique de Genève

Infotéléphone: 032/713 63 07

Infotéléphone: 032/713 61 45

Internet: www.statistique.admin.ch

B 6 Finances publiques

B 6.1 Finances des administrations publiques

	En millions de francs								Variation annuelle moyen en %			
	1995	2000	2005	2010	2011	2012	Prévision 2013	Prévision 2014	1995/2000	2000/2005	2005/2010	2013/2014
Recettes¹⁾												
Total²⁾	133218	163941	174782	192625	199414	199534	205070	205488	4.2	1.3	2.7	0.2
Confédération ³⁾	36162	51994	52985	62924	64660	63829	66347	64932	7.5	0.4	4.1	-2.1
Cantons	50394	63160	70950	77488	79437	79908	81449	82343	4.6	2.4	2.3	1.1
Communes ⁴⁾	37583	42062	45833	42681	44067	44270	45009	45757	2.3	1.7	-0.8	1.7
Assurances sociales	37616	44459	47820	53557	57929	58628	59681	61098	3.4	1.5	3.9	2.4
Dépenses¹⁾												
Total²⁾	140122	152190	176587	190574	197631	199208	202120	206454	1.7	3.0	2.3	2.1
Confédération ³⁾	40856	48208	52607	60013	64075	62188	63929	65328	3.4	1.8	4.0	2.2
Cantons	52205	60315	70443	76457	81095	83232	82750	85005	2.9	3.2	2.9	2.7
Communes ⁴⁾	38423	40594	45073	43237	43981	45139	45318	46019	1.1	2.1	-0.5	1.5
Assurances sociales	37454	41077	50851	54893	55159	55750	57539	58744	-	-	-	-
Solde¹⁾												
Total²⁾	-6903	11751	-1805	2051	1783	326	2950	-966	-	-	-	-
Confédération ³⁾	-4695	3786	379	2912	585	1642	2418	-396	-	-	-	-
Cantons	-1810	2844	507	1031	-1658	-3324	-1300	-2662	-	-	-	-
Communes ⁴⁾	-840	1468	760	-556	86	-869	-309	-262	-	-	-	-
Assurances sociales	162	3382	-3031	-1335	2770	2878	2142	2354	-	-	-	-
Endettement brut												
Total	181176	220408	243594	208210	207999	216081	218941	217206	4.0	2.0	-3.1	-0.8
Confédération ³⁾	82152	108148	130377	109962	110200	112304	111792	108750	5.7	3.8	-3.3	-2.7
Cantons	51040	63141	64558	52460	51310	55166	58755	59944	4.3	0.4	-4.5	2.0
Communes	47891	49054	48237	45784	46420	47298	47838	48351	0.5	-0.3	-0.8	1.1
Assurances sociales	5892	5765	4223	7404	6069	6312	4756	3562	-	-	-	-
Dette en % du PIB												
Total⁴⁾	44.8	48.0	48.0	34.3	33.6	34.6	34.5	33.5	-	-	-	-
Confédération ³⁾	20.3	23.6	25.7	18.1	17.8	18.0	17.6	16.7	-	-	-	-
Cantons	12.6	13.8	12.7	8.7	8.3	8.8	9.2	9.2	-	-	-	-
Communes	11.9	10.7	9.5	7.6	7.5	7.6	7.5	7.4	-	-	-	-
Assurances sociales	1.5	1.3	0.8	1.2	1.0	1.0	0.7	0.5	-	-	-	-
Indicateurs en % du PIB												
Quote-part de l'État ⁵⁾	34.3	32.4	34.3	31.0	31.4	31.4	31.5	31.3	-	-	-	-
Quote-part fiscale ⁵⁾	25.5	27.6	26.5	26.5	27.0	26.9	26.9	26.8	-	-	-	-
Quote-part du déficit ⁵⁾	-1.8	2.2	-0.5	0.1	0.3	-0.1	0.0	-0.2	-	-	-	-

1) Comptes consolidés des budgets publics.

2) Total sans les doubles imputations.

3) Sous-secteur Confédération, y compris comptes spéciaux et facteurs extraordinaires.

4) Suivant la définition de Maastricht.

5) Suivant les standards internationaux en matière de statistique financière du FMI (modèle SFF).

6) Estimation partielle.

Source: AFF

Infotéléphone: 058/462 15 44

Courriel: finstat@efv.admin.ch

B 6.2 Recettes des administrations publiques (secteur de l'Etat) par nature¹⁾

	Total des administrations publiques en millions de francs ²⁾		2012 selon les sous-secteurs économiques en millions de francs				En % sur le total		Variation en %
	2011	2012	Confédération	Cantons	Communes	Assurances sociales publiques	2011	2012	2011/2012
Recettes totales³⁾	199414	199534	63829	79908	44270	58628	100.0	100.0	0.1
Recettes d'exploitation	187952	188373	61596	74477	39513	57644	94.3	94.4	0.2
Revenu fiscal	166332	167821	58809	41673	25500	41840	83.4	84.1	0.9
Patentes et concessions	3983	2694	671	1697	326	0	2.0	1.4	-32.3
Compensations	16698	16786	1596	6903	8208	79	8.4	8.4	0.5
Revenus divers	203	202	45	100	57	0	0.1	0.1	-0.5
Revenus de transfert	737	869	475	24105	5421	15726	0.4	0.4	17.9
Recettes financières	8624	8247	1272	2734	3257	984	4.3	4.1	-4.4
Recettes d'investissement	2526	2174	223	2696	1498	0	1.3	1.1	-13.9
Recettes ordinaires	199102	198794	63091	79908	44269	58628	99.8	99.6	-0.2
Recettes extraordinaires	312	740	738	0	2	0	0.2	0.4	-

1) Comptes financiers selon le modèle national SF.

2) Comptes consolidés des administrations publiques.

Source: AFF

Infotéléphone: 058/462 15 44

B 6.3 Dépenses des administrations publiques (secteur de l'Etat) par nature et par fonction¹⁾

	Total des administrations publiques en millions de francs		2012 selon les sous-secteurs économiques en millions de francs				En % sur le total		Variation en %
	2011	2012	Confédération	Cantons	Communes	Assurances sociales publiques	2011	2012	2011/2012
Dépenses totales, groupes par nature²⁾	197631	199208	62188	83232	45139	55750	100.0	100.0	0.8
Dépenses d'exploitation	160932	160932	52806	72785	36572	55345	81.4	80.8	0.0
Charges de personnel	43877	43877	7116	26277	13837	–	22.2	22.0	0.0
Charges de biens et services et autres charges d'exploitation	21879	21879	4158	8687	9646	362	11.1	11.0	0.0
Charges d'armement	1095	1095	997	–	–	–	0.6	0.5	0.0
Charges de transfert	94081	94081	40536	37821	13090	54983	47.6	47.2	0.0
Dépenses financières	5709	4662	1912	1084	1261	405	2.9	2.3	–18.3
Dépenses d'investissement	19933	19504	7469	7398	6882	–	10.1	9.8	–2.1
Dépenses ordinaires	193589	196818	62187	81267	44716	55750	98.0	98.8	1.7
Dépenses extraordinaires	4042	2390	–	1966	424	–	2.0	1.2	–
Dépenses totales, groupes par fonctions²⁾	197631	199208	62188	83232	45139	55750	100.0	100.0	0.8
Administration générale	16982	16520	5436	6413	4973	–	8.6	8.3	–2.7
Ordre et sécurité publique, défense	15117	15093	5436.58	7323	2782	–	7.6	7.6	–0.2
Formation	33850	34726	5935	23228	11369	–	17.1	17.4	2.6
Culture, sport et loisirs, église	5121	5129	439	1602	3142	–	2.6	2.6	0.2
Santé	12092	13675	366	11765	1933	–	6.1	6.9	13.1
Sécurité sociale	75528	77128	17080	16460	8249	55345	38.2	38.7	2.1
Trafic et télécommunications	17853	16793	9082	6294	4546	–	9.0	8.4	–5.9
Protection de l'environnement et aménagement du territoire	6041	6136	1077	1566	4252	–	3.1	3.1	1.6
Economie publique	7538	7647	4616	4452	1709	–	3.8	3.8	1.4
Finances et impôts	7509	6362	12719	4129	2184	405	3.8	3.2	–15.3

1) Comptes financiers selon le modèle national SF.

2) Comptes consolidés des administrations publiques.

Source: AFF
Infotéléphone: 058/462 15 44**B 6.4 Dépenses ordinaires de la Confédération¹⁾**

	Compte de financement en millions de francs					En % sur le total					Variation en % par rapport à l'année précédente	
	1990	2000	2010	2013	Budget 2014	1990	2000	2010	2013	Budget 2014	Compte 2013	Budget 2014/ compte 2013
Dépenses par groupes de comptes												
Dépenses totales	31616	47131	59266	63700	66124	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	3.2	3.8
Dépenses propres	9355	8538	9487	10456	10790	29.6	18.1	16.0	16.4	16.3	5.2	3.2
Dépenses de personnel	4069	4077	4894	5459	5482	12.9	8.7	8.3	8.6	8.3	7.7	0.4
Dépenses de biens et services et charges d'exploitation	2868	2951	3592	4030	4082	9.1	6.3	6.1	6.3	6.2	4.1	1.3
Dépenses d'armement	2418	1510	1001	968	1226	7.6	3.2	1.7	1.5	1.9	–2.9	26.7
Dépenses de transfert courantes	16907	29074	39536	43720	45299	53.5	61.7	66.7	68.6	68.5	2.0	3.6
Parts de tiers aux recettes de la Confédération	2718	6136	7705	8741	9263	8.6	13.0	13.0	13.7	14.0	0.6	6.0
Indemnités à des collectivités publiques	418	411	801	1003	1106	1.3	0.9	1.4	1.6	1.7	–3.1	10.3
Contributions à des propres institutions	1881	1966	2850	2950	3005	6.0	4.2	4.8	4.6	4.5	–4.6	1.9
Contributions à des tiers	5605	10005	13616	15237	15680	17.7	21.2	23.0	23.9	23.7	4.4	2.9
Contributions aux assurances sociales	6285	10557	14564	15789	16245	19.9	22.4	24.6	24.8	24.6	2.1	2.9
Dépenses financières	1842	3704	2972	2167	2174	5.8	7.9	5.0	3.4	3.3	13.7	0.3
Dépenses d'intérêts	1832	3489	2834	2125	2149	5.8	7.4	4.8	3.3	3.2	22.5	1.1
Autres dépenses financières	10	214	139	41	25	0.0	0.5	0.2	0.1	0.0	–75.8	–38.6
Dépenses d'investissement	3512	5816	7270	7357	7860	11.1	12.3	12.3	11.5	11.9	5.0	6.8
Contributions à des investissements	2520	4843	4302	4179	4625	8.0	10.3	7.3	6.6	7.0	1.9	10.7
Autres dépenses d'investissement	992	973	2968	3178	3235	3.1	2.1	5.0	5.0	4.9	9.4	1.8
Dépenses par groupes de tâches												
Dépenses totales	31615	47130	59266	63700	66124	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	3.2	3.8
Conditions institutionnelles et financières	1142	1747	2460	2489	2682	3.6	3.7	4.2	3.9	4.1	–0.5	7.8
Ordre et sécurité publique	515	728	910	1053	1109	1.6	1.5	1.5	1.7	1.7	9.6	5.3
Relations avec l'étranger – coopération internationale	1521	2178	2607	3292	3569	4.8	4.6	4.4	5.2	5.4	10.5	8.4
Défense nationale	5872	4815	4395	4789	4856	18.6	10.2	7.4	7.5	7.3	8.2	1.4
Formation et recherche	2916	3960	6067	6894	7201	9.2	8.4	10.2	10.8	10.9	3.4	4.5
Culture et loisirs	221	573	413	502	500	0.7	1.2	0.7	0.8	0.8	11.6	–0.4
Santé	89	157	228	219	229	0.3	0.3	0.4	0.3	0.3	3.2	4.7
Prévoyance sociale	6875	14171	18454	21106	21763	21.7	30.1	31.1	33.1	32.9	2.1	3.1
Trafic	4627	6424	8225	8224	8549	14.6	13.6	13.9	12.9	12.9	1.2	4.0
Protection de l'environnement et aménagement du territoire	602	800	1164	1007	1329	1.9	1.7	2.0	1.6	2.0	–9.0	32.0
Agriculture et alimentation	2513	3573	3666	3706	3719	7.9	7.6	6.2	5.8	5.6	–0.1	0.4
Economie	439	426	568	505	655	1.4	0.9	1.0	0.8	1.0	–7.1	29.6
Finances et impôts	4284	7578	10111	9916	9963	13.6	16.1	17.1	15.6	15.1	5.7	0.5

1) Finances de la Confédération, sans comptes spéciaux et sans facteurs extraordinaires.

2010: redistribution de la taxe CO₂ sur les combustibles (427 millions).Source: AFF
Infotéléphone: 031/324 89 77

B 6.5 Recettes ordinaires de la Confédération¹⁾

	Compte de financement en millions de francs					En % sur le total					Variation en % par rapport à l'année précédente	
	1990	2000	2010	2013	Budget 2014	1990	2000	2010	2013	Budget 2014	Compte 2013	Budget 2014/ compte 2013
Recettes par groupes de comptes												
Recettes totales	32673	51101	62833	65032	66245	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	3.2	1.9
Recettes fiscales	28818	46529	58157	60838	62270	88.2	91.1	92.6	93.6	94.0	3.5	2.4
Impôt fédéral direct	6710	10685	17886	18353	20113	20.5	20.9	28.5	28.2	30.4	0.1	9.6
Impôt anticipé	4044	6202	4723	5942	4837	12.4	12.1	7.5	9.1	7.3	37.1	-18.6
Droits de timbre	2091	4146	2855	2143	2300	6.4	8.1	4.5	3.3	3.5	0.3	7.3
Taxe sur la valeur ajoutée	9871	16594	20672	22561	22960	30.2	32.5	32.9	34.7	34.7	2.3	1.8
Autres impôts de consommation	4120	6734	7602	7414	7480	12.6	13.2	12.1	11.4	11.3	-1.7	0.9
Impôt sur les huiles minérales	3067	4975	5134	5005	4980	9.4	9.7	8.2	7.7	7.5	-0.5	-0.5
Impôt sur le tabac	988	1665	2356	2295	2387	3.0	3.3	3.7	3.5	3.6	-4.2	4.0
Impôt sur la bière	66	94	112	113	113	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	-0.2	-0.2
Redevances sur la circulation	328	966	2210	2242	2273	1.0	1.9	3.5	3.4	3.4	-2.3	1.4
Impôt sur les véhicules automobiles	-	323	373	369	410	-	0.6	0.6	0.6	0.6	-10.5	11.2
Redevance pour l'utilisation des routes nationales	191	291	347	356	363	0.6	0.6	0.6	0.5	0.5	1.1	2.0
Redevance sur le trafic des poids lourds	137	352	1490	1517	1500	0.4	0.7	2.4	2.3	2.3	-0.8	-1.1
Droits de douane	1201	1044	1079	1059	990	3.7	2.0	1.7	1.6	1.5	1.5	-6.5
Impôt sur les maisons de jeu	2	37	381	308	350	0.0	0.1	0.6	0.5	0.5	-6.6	13.7
Taxe d'incitation	-	68	748	816	964	-	0.1	1.2	1.3	1.5	13.9	18.0
Autres recettes fiscales	450	53	0	-	3	1.4	0.1	0.0	-	0.0	-	100.0
Patentes et concessions	175	752	1391	922	899	0.5	1.5	2.2	1.4	1.4	-1.6	-2.6
Part au bénéfice net de la Régie des alcools	173	221	243	242	244	0.5	0.4	0.4	0.4	0.4	-9.4	0.9
Bénéfice versé par la BNS	-	500	833	333	333	-	1.0	1.3	0.5	0.5	0.0	0.0
Autres patentes et concessions	2	31	315	347	322	0.0	0.1	0.5	0.5	0.5	2.9	-7.4
Recettes financières	805	1458	1233	1179	1115	2.5	2.9	2.0	1.8	1.7	-11.3	-5.4
Recettes d'intérêts	652	730	360	237	251	2.0	1.4	0.6	0.4	0.4	-32.8	5.6
Recettes de participations	153	724	790	853	864	0.5	1.4	1.3	1.3	1.3	-1.7	1.3
Autres recettes financières	-	4	83	88	1	-	0.0	0.1	0.1	0.0	-17.9	-99.3
Autres recettes courantes	2784	1078	1720	1806	1772	8.5	2.1	2.7	2.8	2.7	5.0	-1.9
Compensations	905	1025	1272	1331	1326	2.8	2.0	2.0	2.0	2.0	6.4	-0.4
Recettes diverses	1880	54	447	475	446	5.8	0.1	0.7	0.7	0.7	1.3	-6.2
Recettes d'investissement	91	1283	333	286	189	0.3	2.5	0.5	0.4	0.3	28.7	-34.0

1) Finances de la Confédération, sans comptes spéciaux et sans facteurs extraordinaires. 2000: recettes de la vente des licences WLL (582 millions de francs).
2013: vente d'actions Swisscom (1247 mio) et issus de confiscations du gain, FINMA (59 mio).

Source: AFF
Infotéléphone: 031/324 89 77

B 6.6 Finances des cantons 2012²⁾

En millions de francs

Cantons	Compte de résultats			Compte des investissements			Compte de financement			Endettement au 31 déc. 2012
	Charges	Revenus	Solde	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde	
Zurich	12325	12228	-97	825	310	-515	12306	12266	-41	6512
Berne	10504	10361	-144	1230	625	-606	11111	10731	-379	6160
Lucerne	3022	2960	-62	208	67	-141	3071	3002	-69	1394
Uri	362	357	-5	58	47	-11	405	401	-3	123
Schwytz	1174	1084	-91	92	37	-55	1189	1120	-69	308
Obwald	256	253	-4	73	50	-22	316	297	-18	49
Nidwald	313	314	1	35	12	-23	328	313	-15	243
Glaris	304	304	0	25	12	-14	306	311	5	161
Zoug	1255	1248	-7	107	26	-81	1277	1271	-6	658
Fribourg	3178	3187	9	159	47	-112	3182	3183	1	951
Soleure	1941	1826	-114	162	39	-123	1989	1863	-126	832
Bâle-Ville	4139	4312	174	624	48	-577	4430	4277	-153	4871
Bâle-Campagne	2528	2551	23	189	7	-182	2599	2404	-196	2128
Schaffhouse	651	617	-34	48	13	-35	673	621	-52	211
Appenzell Rh.-Ext.	485	460	-25	137	25	-112	537	425	-112	134
Appenzell Rh.-Int.	144	142	-1	11	2	-9	141	143	2	17
Saint-Gall	4219	4200	-19	211	36	-176	4240	3927	-313	1253
Grisons	2183	2229	46	484	210	-275	2492	2401	-90	615
Argovie	4311	4556	245	331	91	-240	4577	4576	-2	2125
Thurgovie	1776	1743	-33	153	28	-125	1848	1720	-128	776
Tessin	3293	3167	-126	279	100	-179	3372	3253	-119	2278
Vaud	9015	9023	8	421	91	-330	9209	9065	-144	4533
Valais	3544	2983	-561	503	338	-165	3794	3263	-531	1832
Neuchâtel	2059	2058	-2	107	43	-64	2058	2068	10	1553
Genève	9386	8915	-470	718	42	-676	9552	8762	-790	14753
Jura	833	821	-12	167	134	-34	952	949	-3	439
Concordats	1684	1654	-30	16	0	-16	1611	1595	-16	259
Total²⁾	80530	79012	-1518	7398	2696	-4701	83232	79908	-3324	55166

1) Comptes consolidés des cantons et des concordats. Statistique financière 2012 de la Suisse, du 29 août 2014.

2) Corrigé des traitements statistiques et des transferts entre cantons.

Source: AFF
Infotéléphone: 058/462 15 44
Courriel: finstat@efv.admin.ch

B 7 Population

B 7.1 Bilan de la population résidente permanente

								Scénario A-00-2010									
	1960	1970	1980	1990	2000	2010	2013	2015	2020	2025	2030	2035	2040	2045	2050	2055	2060
État de la population, en milliers de personnes, au 1^{er} janvier	5295.5	6168.7	6303.6	6673.9	7164.4	7785.8	8039.1	8102.3	8356.9	8561.4	8713.8	8820.7	8894.6	8946.8	8979.0	8991.2	8988.7
Variation																	
Enfants nés vivants	94.4	99.2	73.7	83.9	78.5	80.3	82.7	81.8	82.7	81.2	78.3	76.6	77.2	78.4	79.0	78.6	77.6
Personnes décédées	52.1	57.1	59.1	63.7	62.5	62.63	65.0	63.1	66.4	70.7	76.2	82.1	87.7	92.8	97.5	100.8	101.7
Excédent des naissances	42.3	42.1	14.6	20.2	15.9	17.7	17.8	18.7	16.3	10.5	2.1	-5.5	-10.5	-14.4	-18.5	-22.2	-24.0
Arrivées ¹⁾	154.2	110.3	161.8	193.3	127.8	124.9	121.3	120.0	120.0	120.0	120.0	120.0	120.0	120.0
Départs	...	...	...	97.6	90.1	96.8	106.2	93.7	96.1	97.3	97.5	97.5	97.5	97.5	97.5	97.5	97.5
Solde migratoire ¹⁾	22.4	-17.7	17.1	56.6	20.2	64.9	87.1	34.1	28.8	24.0	22.5	22.5	22.5	22.5	22.5	22.5	22.5
État de la population, en milliers de personnes, au 31 décembre	5360.2	6193.1	6335.2	6750.7	7204.1	7864.0⁴⁾	8139.6	8155.1	8401.9	8595.9	8738.5	8837.7	8906.5	8954.9	8983.0	8991.6	8987.2
Variation²⁾																	
en milliers	64.7	24.4	31.7	76.8	39.6	78.2	100.6	52.8	45.1	34.5	24.6	17.0	12.0	8.1	4.0	0.3	-1.5
en %	1.2	0.4	0.5	1.2	0.6	1.0	1.3	0.7	0.5	0.4	0.3	0.2	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0

1) Jusqu'en 2010 inclus les changements de statuts et les sorties du processus de l'asile.

Source: OFS, ESPOP (jusqu'en 2010), STATPOP (dès 2011)

2) Y compris les divergences statistiques (2011: y compris le changement de type de population).

SCENARIO (dès 2015)

3) Ne correspond pas au chiffre officiel des décès selon la Statistique du mouvement naturel de la population (BEVNAT).

Infotéléphone: 058/463 67 11

4) Ne correspond pas à l'état officiel au 31.12.2010 selon la Statistique de la population et des ménages (STATPOP).

Courriel: info.dem@bfs.admin.ch

Internet: www.statistique.admin.ch

B 7.2 Population résidente, selon l'âge et la nationalité

	Population résidente moyenne ¹⁾								Population résidente permanente					
	1990		2000		2010		2013		2013 ²⁾		2015 ³⁾		2020 ³⁾	
	en milliers	en %	en milliers	en %	en milliers	en %	en milliers	en %	en milliers	en %	en milliers	en %	en milliers	en %
Classes d'âge														
0–19	1577.8	23.2	1665.7	23.1	1639.3	21.0	1602.4	19.8	1653.5	20.3	1638.3	20.1	1664.8	19.8
20–39	2162.3	31.8	2106.2	29.2	2115.1	27.0	2147.6	26.5	2172.5	26.7	2110.9	25.9	2105.9	25.1
40–64	2078.1	30.6	2335.6	32.4	2798.3	35.4	2878.2	35.6	2880.9	35.4	2884.4	35.4	2944.2	35.0
65+	978.1	14.4	1101.5	15.3	1324.9	16.6	1461.1	18.1	1432.7	17.6	1521.5	18.7	1687.2	20.1
Total	6796.3	100.0	7209.0	100.0	7877.6	100.0	8089.3	100.0	8139.6	100.0	8155.1	100.0	8401.9	100.0
Suisses	5615.6	82.6	5768.8	80.0	6090.7	77.6	6185.6	76.5	6202.2	76.2	6310.6	77.4	6495.9	77.3
Étrangers	1180.6	17.4	1440.3	20.0	1786.9	22.4	1903.7	23.5	1937.4	23.8	1844.6	22.6	1906.1	22.7

1) Population moyenne, y compris les saisonniers jusqu'en 2001; à partir de 2002 tous les titulaires d'un permis de séjour de courte durée, autorisant un séjour de 12 mois au maximum.

Source: OFS, ESPOP (jusqu'en 2009)

Avec l'introduction du nouveau système de recensement de la population, la population moyenne était remplacée à partir de 2011. La nouvelle population résidente permanente moyenne est calculée comme la moyenne arithmétique de la population résidente permanente au 1^{er} janvier et au 31 décembre de la même année.

STATPOP (dès 2010)

2) Dès 2010, changement des méthodes de production et de concept pour la population résidente permanente:

SCENARIO (dès 2015)

la population résidente permanente comprend désormais les personnes dans le processus d'asile, résident depuis 12 mois ou plus en Suisse.

Infotéléphone: 058/463 67 11

3) Scénario A-00-2010.

Courriel: info.dem@bfs.admin.ch

Internet: www.statistique.admin.ch

B 7.3 Données socioéconomiques

En milliers de personnes

	1960	1970	1980	1990	2000	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Mariages ¹⁾	41.6	46.7	35.7	46.6	39.8	40.3	41.5	41.9	43.3 ³⁾	42.1	42.7	39.8
Divorces ¹⁾	4.7	6.4	10.9	13.2	10.5	19.9	19.6	19.3	22.1 ³⁾	17.6	17.6	17.1
Ménages ²⁾	1594.0	2062.4	2459.3	2859.8	3181.6	...	...	...	3505.6	3534.5	3553.7	...

1) OFS/BEVNAT/ESPOP.

Source: OFS

2) Chiffres du recensement de la population.

Infotéléphone: 032/713 67 11

3) Dès 2010, changement des méthodes de production et de concept pour la population résidente permanente: la population résidente permanente comprend désormais les personnes dans le processus d'asile résident depuis 12 mois ou plus en Suisse.

Courriel: info.dem@bfs.admin.ch

Internet: www.statistique.admin.ch

B 7.4 Population résidente permanente de 15 ans et plus ventilée par langue principale, en 2012¹⁾

Groupes linguistiques	Suisses						Étrangers	
	Total	± IC en % ²⁾	Hommes	± IC en % ²⁾	Femmes	± IC en % ²⁾	Total	± IC en % ²⁾
Total en milliers	6662333	0.0	3277572	0.4	3384761	0.4	5157999	0.2
En % par la langue principale:								
Allemand	64.9	0.1	65.1	0.2	64.7	0.2	72.8	0.1
Français	22.6	0.0	22.3	0.0	22.9	0.0	23.3	0.0
Italien	8.3	0.0	8.7	0.0	8.0	0.0	6.1	0.0
Romanche	0.5	0.0	0.5	0.0	0.6	0.0	0.7	0.0
Autres	19.6	0.0	19.4	0.0	19.8	0.0	9.0	0.0

1) Les personnes interrogées pouvaient indiquer plusieurs langues principales. Jusqu'à trois langues principales par personne ont été considérées. L'univers de base du relevé structurel contient toutes les personnes de la population résidente permanente âgées de 15 ans révolus ou plus et vivant dans un ménage privé. Les diplomates, les fonctionnaires internationaux et leurs membres de famille, ainsi que les personnes qui vivent dans un ménage collectif ne sont pas pris en compte

Source: OFS/RS

Infotéléphone: 032/867 25 25

2) L'intervalle de confiance (IC) indique la précision du résultat.

Courriel: info.pop@bfs.admin.ch

Internet: www.statistique.admin.ch

B 7.5 Population résidente permanente

Moyenne annuelle

	1980	1990	2000	2008	2009	2010	2011	2012	2013
État de la PR de nationalité étrangère en décembre¹⁾	892807	1100262	1384382	1638949	1680197	1720393	1772279	1825060	1886630
% de la PR totale	14.1	16.4	19.3	21.4	21.7	22.0	22.4	22.8	23.3
Augmentation									
Naissances	11535	14471	17332	18552	18213	20009	19943	19645	21429
Entrées en Suisse	75262	117711	87448	157271	132444	134171	142471	143783	155401
Diminution									
Décès	3834	4158	4602	5217	5365	5188	5345	5967	6506
Départs de Suisse	63697	59587	55770	54131	55238	65523	64038	65858	70023
Changements de nationalité ²⁾	16060	8658	28700	44365	43440	39314	36757	33746	34123
Excédent des naissances	7701	10313	12730	13335	12848	14821	14598	13678	14923
Excédent migratoire	11565	58124	31678	99071	71912	64803	74138	73287	81087

1) PR = population résidente. Sans les fonctionnaires internationaux ni les membres de leur famille.
2) Total (naturalisations et adoptions).

Sources: OFM/SYMIC
Infotéléphone: 031/325 95 22

B 7.6 Population résidente permanente étrangère par nationalité

Fin décembre

	En %						Effectifs	Variation en valeur absolue				
	1990	1995	2000	2005	2010	2013		1995/90	2000/1995	2005/2000	2010/2005	2013/2012
En tout	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	1886630	230312	53808	127555	208456	61570
Pays de l'UE27 et de l'AELE	72.5	62.2	57.8	58.7	64.0	67.8	1279455	29879	-28241	87537	214573	53049
Italie	34.4	27.0	23.1	19.6	16.8	16.0	301254	-19816	-39292	-23249	-7267	6895
Serbie et Monténégro ¹⁾	12.8	22.1	13.8	13.0	6.7	4.3	81638	153478	...	5448	-81150	-15188
Portugal	7.8	10.1	9.7	11.1	12.4	13.5	253769	49178	-152	32594	44884	15337
Espagne	10.6	7.6	6.0	4.7	3.7	4.0	75387	-14726	-18007	-12029	-7213	5594
Allemagne	7.6	6.8	7.9	10.4	15.4	15.5	293156	7502	17912	48765	106647	7777
Turquie	5.8	5.9	5.7	5.0	4.1	3.7	69247	14423	861	-4028	-4806	-322
France	4.5	4.0	4.3	4.6	5.5	5.8	110190	3632	6201	9173	26100	6261
Autriche	2.6	2.1	2.1	2.2	2.2	2.1	39646	-693	803	3910	4354	665
Grande-Bretagne	1.5	1.4	1.5	1.6	2.1	2.1	40405	1719	2367	4116	11484	998
Pays-Bas	1.1	1.0	1.0	1.0	1.1	1.1	20081	1749	600	1582	3267	489
Grèce	0.8	0.5	0.4	0.4	0.4	0.5	9676	-1176	-1111	-340	1093	1103
Belgique	0.5	0.5	0.5	0.6	0.6	0.6	11887	719	1115	1357	1868	422
Suède	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	7902	571	350	534	1468	218
Europe	92.9	91.8	89.7	87.4	87.0	87.0	1641560	199634	19846	79797	175461	54800
Afrique	0.7	1.0	2.3	2.9	3.3	3.5	65769	5360	18898	11535	13219	2904
Amérique du Nord (États-Unis, Canada)	1.1	1.1	1.2	1.2	1.3	1.3	24401	2428	2464	1721	4545	-142
Amérique centrale et du Sud	1.3	1.6	2.1	2.5	2.7	2.6	49679	6749	7908	9883	8188	774
Asie	2.8	3.3	4.5	5.8	5.4	5.4	101033	12055	19570	24308	6058	3109

1) Jusqu'au 31 décembre 1998, ex-Yougoslavie, cette «nationalité» n'est ensuite plus utilisée: il n'est donc plus possible de faire des comparaisons avec les données la concernant.

Sources: OFM/SYMIC
Infotéléphone: 031/325 95 22

B 7.7 Étrangers, selon le genre de permis

Moyenne annuelle

	1975	1980	1990	2000	2009	2010	2011	2012	2013
Population résidente moyenne de nationalité étrangère	1123357	974738	1180631	1439139	1749306	1786843	1791136	1842982	...
Annuels	388110	205341	269323	343635	551105	583029	616106	615016	621595
Établis	655011	680679	801869	1035108	1110765	1119361	1137836	1187603	1237599
Fonctionnaires internationaux et diplomates	19900	20687	25675	25897	29777	28178	28284	28260	...
Titulaire d'un permis de séjour de courte durée >=12 mois	...	...	...	...	18327	18003	18337	22441	27436
Frontaliers ¹⁾	98900	97100	173269	147256	221553	232112	251768	263813	278534
Réfugiés reconnus ²⁾	...	27660	28578	25447	23640	25342	27106	28122	29825
Personnes dans le processus d'asile	...	...	67132	71854	40319	36788	40677	44863	43561

1) Jusqu'en 1994, autorisations frontalières selon le SYMIC, à partir de 1995, effectif des frontaliers actifs occupés au 4^e trimestre selon la statistique des frontaliers.
2) Inclus dans l'effectif de la population résidente de nationalité étrangère ou dans celui des établis.

Sources: OFS, ESPOP (jusqu'en 2009), STATPOP (dès 2010)
OFM/SYMIC
Infotéléphone: 032/713 67 11
Infotéléphone: 031/325 95 22
Courriel: info.dem@bfs.admin.ch
Internet: www.statistique.admin.ch

B 8 Marché du travail

B 8.1 Personnes actives occupées selon le sexe, la nationalité et le statut de séjour¹⁾

	En milliers de personnes							Variation par rapport à l'année précédente					
	2011 ²⁾	2012 ²⁾	2013 ²⁾	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014	2012	2013	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014
Personnes actives occupées, total	4705	4776	4837	4844	4899	4836	4903	1.5	1.3	0.6	1.8	1.0	1.8
Selon le sexe:													
Femmes	2110	2148	2193	2194	2224	2195	2231	1.8	2.1	1.6	2.8	1.0	2.3
Hommes	2596	2628	2644	2649	2675	2641	2672	1.3	0.6	-0.2	1.0	1.0	1.4
Selon la nationalité:													
Suisses	3390	3409	3427	3407	3460	3418	3436	0.6	0.5	-0.5	1.1	-0.1	0.5
Étrangers	1315	1367	1410	1436	1439	1419	1467	3.9	3.2	3.2	3.7	3.9	5.0
Dont: Titulaires d'une autorisation d'établissement (C)	632	650	686	694	708	705	715	3.0	5.4	5.8	6.2	6.5	5.2
Titulaires d'une autorisation de séjour (B)	368	380	370	373	371	358	389	3.2	-2.5	-3.5	-2.2	-2.6	5.3
Frontaliers (G) ³⁾	246	263	275	278	279	280	285	7.1	4.5	4.3	3.9	4.1	4.3
Titulaires d'une autorisation de courte durée (L) ⁴⁾	48	48	52	57	56	52	51	0.6	8.3	10.7	11.8	10.6	5.1
Autres étrangers ⁵⁾	22	25	27	34	26	23	27	14.4	6.2	10.2	7.9	16.0	0.7
Actifs occupés en équivalents plein temps, total													
Selon le sexe:													
Femmes	3940	4000	4044	4077	4090	4024	4065	1.5	1.1	0.4	1.7	0.9	1.0
Hommes	2482	2511	2519	2524	2545	2512	2518	1.2	0.3	-0.9	0.7	0.8	0.2

1) Selon la définition du Bureau international du travail.

2) Moyenne annuelle.

3) Selon la statistique des frontaliers (STAF).

4) Les détenteurs d'un permis de courte durée d'une validité égale ou supérieure à 12 mois sont inclus dans la catégorie des détenteurs d'une autorisation de séjour.

5) Personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades et des consulats suisses, personnel étranger de la marine suisse, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile (à partir de juin 2004).

6) Les chiffres ont été révisés du 1^{er} trimestre 2013 au 4^e trimestre 2013 en raison d'adaptations mineures de sources statistiques.

Source: OFS

Infotéléphone: 058/463 64 00

Courriel: info.arbeit@bfs.admin.ch

Internet: www.statistique.admin.ch

B 8.2 Personnes actives occupées par secteur et section économique¹⁾

	En milliers de personnes						
	2011 ²⁾	2012 ²⁾	2013 ²⁾	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014
Personnes actives occupées, total	4705	4776	4837	4844	4899	4836	4903
A Secteur primaire	167	168	171	178	176	171	172
B-F Secteur secondaire	1083	1079	1079	1084	1096	1069	1083
B-C Industrie manufacturière, industries extractives	694	687	682	682	693	680	686
D Production et distribution d'électricité	28	28	29	28	30	28	29
E Production et distribution d'eau	16	16	16	16	16	16	17
F Construction	344	348	351	358	357	346	350
G-T Secteur tertiaire	3456	3529	3587	3581	3627	3597	3648
G Commerce réparation automobiles et de motocycles	661	661	666	669	670	660	664
H Transports et entreposage	222	221	229	229	228	221	226
I Hébergement et restauration	241	236	233	236	236	230	235
J Information et communication	150	153	155	155	158	163	170
K Activités financières et assurance	246	251	246	248	246	244	247
L Activités immobilières	45	48	48	50	49	46	47
M Activités spécialisées, scientifiques et techniques	351	365	373	376	378	382	389
N Activités de services administratifs et de soutien	181	185	192	196	195	191	189
O Administration publique	191	194	201	204	202	196	202
P Enseignement	313	331	331	327	340	342	345
Q Santé humaine et action sociale	581	602	624	620	625	621	641
R Arts, spectacles et activités récréatives	71	71	76	76	78	74	79
S Autres activités de services	149	157	159	151	164	168	156
T Activité des ménages en tant que employeurs	55	54	54	44	58	59	58

1) Selon la définition du Bureau internationale du travail.

2) Moyenne annuelle.

Source: OFS

Infotéléphone: 058/463 64 00

Courriel: info.arbeit@bfs.admin.ch

Internet: www.statistique.admin.ch

B 8.3 Entrées en Suisse de travailleurs étrangers

	Effectifs							Variation en % par rapport à l'année précédente				
	2012	2013	2/2013	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014	2013	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014
Résidents de courte durée ≥12 mois	12424	13879	4077	3701	3476	4286	3864	11.7	24.4	19.3	63.3	-5.2
Résidents au bénéfice d'une autorisation de séjour	61255	62763	16931	15064	14202	15501	15694	2.5	-3.9	-3.5	-6.4	-7.3
Population établie	219	218	52	59	37	61	42	-0.5	-24.4	-2.6	-12.9	-19.2
Population résidente de nationalité étrangère non permanente	89636	105021	29318	24543	28871	21660	25927	17.2	10.1	31.4	-2.8	-11.6

Source: OFM/RCE

Infotéléphone: 031/325 95 36

B 8.4 Chômeurs inscrits

	Effectifs						Taux de chômage en % ²⁾						
	2011 ¹⁾	2012 ¹⁾	2013 ¹⁾	Juillet 2014	Août 2014	Sept. 2014	2011	2012	2013	Juillet 2014	Août 2014	Sept. 2014	CV ³⁾
Total	122892	125594	136524	127054	128434	129965	2.8	2.9	3.2	2.9	3.0	3.0	A
Dessaisonnalisé	...	...	...	136795	137088	137514				3.2	3.2	3.2	A
Selon la région													
Suisse alémanique	72552	74852	80965	76004	76602	77673	2.3	2.4	2.6	2.4	2.5	2.5	A
Suisse romande et Tessin	50340	50742	55559	51050	51832	52292	4.2	4.2	4.6	4.2	4.3	4.3	A
Selon le sexe													
Femmes	56910	56550	60245	58258	59354	59970	2.9	2.9	3.1	3.0	3.0	3.0	A
Hommes	65982	69044	76279	68796	69080	69995	2.8	2.9	3.2	2.9	2.9	3.0	A
Selon la nationalité													
Suisses	68313	68274	73199	70733	71963	72009	2.1	2.1	2.2	2.2	2.2	2.2	A
Étrangers	54579	57320	63325	56321	56471	57956	5.2	5.5	6.0	5.4	5.4	5.5	A
Selon l'âge													
15-24 ans	17860	18191	18906	16647	19316	19480	3.2	3.2	3.4	3.0	3.4	3.5	A
25-49 ans	75732	78131	85681	78809	77925	79099	3.0	3.1	3.4	3.1	3.1	3.1	A
50 ans et plus	29300	29272	31937	31598	31193	31386	2.4	2.4	2.6	2.6	2.6	2.6	A
Selon le statut professionnel													
Chômeurs complets	106257	109222	119121	109811	111137	112690	...	...	...	...	...	...
Chômeurs partiels	16635	16371	17403	17243	17297	17275	...	...	...	...	...	...
Selon la durée écoulée													
1-6 mois	71868	78863	83583	72532	74528	77635	...	...	...	...	...	...
7-12 mois	26284	27481	32035	32373	31973	30649	...	...	...	...	...	...
Plus d'une année	24740	19250	20907	22149	21933	21681	...	...	...	...	...	...
Selon la situation professionnelle													
Auparavant actifs	113028	116646	127260	118495	119128	119799	...	...	...	...	...	...
Première recherche d'emploi	3390	2934	2864	2904	3264	3113	...	...	...	...	...	...
Reprise d'emploi	2267	1626	1514	1396	1399	1401	...	...	...	...	...	...
Reconversion, perfectionnement	4208	4388	4886	4259	4643	5652	...	...	...	...	...	...

1) Moyenne annuelle.

2) Nombre de chômeurs inscrits le jour de référence divisé par le nombre de personnes actives selon le relevé structurel sur la vie active du recensement de la population 2010 (4 322 899 personnes au total). Entre 2000 et 2009, basé sur RP 2000: 3 946 988 personnes.

3) Coefficient de variation (CV): A=0.0-1.0%, B=1.1-2.0%, C=2.1-5.0%, D=5.1-10.0%, E=10.1-16.5%, F=16.6-25.0%, G>25%.

Source: SECO

Infotéléphone: 031/300 72 75

Courriel: franziska.winkler@seco.admin.ch

Internet: www.amstat.ch

B 8.5 Chômage des jeunes (15-24 ans)

	Effectifs				Variation par rapport à				Taux de chômage des jeunes	CV ²⁾	Variations par rapport à	
	2012 ¹⁾	2013 ¹⁾	Août 2014	Sept. 2014	absolue	en %	absolue	en %			Sept. 2013	Août 2014
Total	18191	18906	19316	19480	-657	-3.3	164	0.8	3.5	A	-0.1	0.1
Selon la région												
Suisse alémanique	11578	11844	12173	12158	-229	-1.8	-15	-0.1	2.9	A	0.0	0.0
Suisse romande et Tessin	6613	7062	7143	7322	-428	-5.5	179	2.5	5.2	B	-0.3	0.2
Selon le sexe												
Femmes	8582	8567	9135	9271	-487	-5.0	136	1.5	3.4	A	-0.2	0.0
Hommes	9609	10340	10181	10209	-170	-1.6	28	0.3	3.5	A	0.0	0.0
Selon la nationalité												
Suisses	11648	12255	13038	12971	-380	-2.8	-67	-0.5	2.8	A	-0.1	-0.1
Étrangers	6543	6651	6278	6509	-277	-4.1	231	3.7	6.1	B	-0.3	0.2
Selon l'âge												
15-19 ans	4272	4427	5585	5313	-292	-5.2	-272	-4.9	2.6	A	-0.2	-0.1
20-24 ans	13919	14479	13731	14167	-365	-2.5	436	3.2	3.9	A	-0.1	0.1
Selon la durée écoulée												
1-6 mois	14995	15376	16235	16760	-444	-2.6	525	3.2	...		...	...
7-12 mois	2697	3006	2589	2264	-135	-5.6	-325	-12.6	...		...	...
Plus d'une année	498	524	492	456	-78	-14.6	-36	-7.3	...		...	...
Par fonctions choisies												
Spécialistes	9542	10044	10729	11079	151	1.4	350	3.3	...		...	...
Auxiliaires	4759	4702	3637	3722	-380	-9.3	85	2.3	...		...	...
Apprentis	2075	2303	2696	2640	-201	-7.1	-56	-2.1	...		...	...
Stagiaire	348	409	426	434	-28	-6.1	8	1.9	...		...	...
Ecoliers, étudiants	1420	1404	1795	1564	-192	-10.9	-231	-12.9	...		...	...

1) Moyenne annuelle.

2) Voir tableau B8.4, note 3.

Source: SECO

Infotéléphone: 031/300 72 75

Courriel: franziska.winkler@seco.admin.ch

Internet: www.amstat.ch

B 8.6 Chômeurs inscrits par canton

	Effectifs				Taux de chômage en % ²⁾				
	2012 ¹⁾	2013 ¹⁾	Août 2014	Sept. 2014	2012	2013	Août 2014	Sept. 2014	CV ³⁾
Total	125594	136524	128434	129965	2.9	3.2	3.0	3.0	A
Zurich	23431	25262	24428	25093	3.0	3.2	3.1	3.2	A
Berne	10941	12725	12540	12654	2.0	2.3	2.3	2.3	A
Lucerne	4078	4180	4018	3938	1.9	2.0	1.9	1.8	A
Uri	249	233	141	141	1.3	1.3	0.8	0.8	C
Schwytz	1098	1261	1256	1249	1.3	1.5	1.5	1.5	B
Obwald	183	191	178	170	0.9	0.9	0.9	0.8	C
Nidwald	210	235	210	218	0.9	1.0	0.9	0.9	C
Glaris	517	550	447	448	2.3	2.5	2.0	2.0	C
Zoug	1187	1352	1421	1418	1.8	2.1	2.2	2.2	B
Fribourg	3630	4200	4319	4245	2.4	2.7	2.8	2.8	B
Soleure	3506	3884	3359	3292	2.4	2.7	2.3	2.3	B
Bâle-Ville	3435	3504	3106	3173	3.7	3.7	3.3	3.4	B
Bâle-Campagne	3985	3958	3731	3743	2.7	2.7	2.5	2.6	B
Schaffhouse	1058	1149	1249	1263	2.5	2.8	3.0	3.0	C
Appenzell Rh.-Ext.	448	502	544	521	1.5	1.7	1.8	1.8	C
Appenzell Rh.-Int.	103	122	86	77	1.2	1.4	1.0	0.9	D
Saint-Gall	6209	6531	5912	5920	2.3	2.4	2.2	2.2	A
Grisons	1755	1870	1257	1396	1.6	1.7	1.2	1.3	B
Argovie	9374	9947	9494	9703	2.7	2.8	2.7	2.8	A
Thurgovie	3084	3508	3225	3256	2.2	2.5	2.3	2.3	B
Tessin	7018	7261	6036	6210	4.4	4.5	3.8	3.9	B
Vaud	17391	18723	17451	17652	4.7	5.0	4.7	4.7	A
Valais	5695	6553	5428	5558	3.5	4.0	3.4	3.4	B
Neuchâtel	4209	4665	4624	4524	4.7	5.2	5.2	5.1	B
Genève	11653	12804	12675	12826	5.0	5.5	5.4	5.5	A
Jura	1146	1353	1299	1277	3.2	3.8	3.6	3.6	C

1) Moyenne annuelle.

2) Voir tableau B8.4, note 2.

3) Voir tableau B8.4, note 3.

Source: SECO, Infotéléphone: 031/300 72 75
Courriel: franziska.winkler@seco.admin.ch, Internet: www.amstat.ch**B 8.7 Taux de chômage par classe d'âge**En %¹⁾

	2012 ²⁾	2013 ²⁾	Août 2014	Sept. 2014	CV ³⁾
Total	2.9	3.2	3.0	3.0	A
15-19 ans	2.1	2.2	2.7	2.6	A
20-24 ans	3.9	4.0	3.8	3.9	A
25-29 ans	3.7	4.0	3.6	3.7	A
30-34 ans	3.6	4.0	3.6	3.7	A
35-39 ans	3.1	3.4	3.1	3.1	A
40-44 ans	2.6	2.8	2.5	2.6	A
45-49 ans	2.6	2.8	2.6	2.6	A
50-54 ans	2.5	2.8	2.7	2.7	A
55-59 ans	2.4	2.7	2.7	2.7	A
60 ans et plus	2.3	2.4	2.4	2.4	A

1) Voir tableau B8.4, note 2.

2) Moyenne annuelle.

3) Voir tableau B8.4, note 3.

Source: SECO
Infotéléphone: 031/300 72 75
Courriel: franziska.winkler@seco.admin.ch
Internet: www.amstat.ch**B 8.9 Places vacantes annoncées, par canton**

	2012 ¹⁾	2013 ¹⁾	Août 2014	Sept. 2014
Total	16796	14054	11113	11045
Zurich	3828	3384	2178	1904
Berne	650	494	493	403
Lucerne	1996	579	129	130
Uri	48	44	40	39
Schwytz	294	209	139	144
Obwald ²⁾	-	-	-	-
Nidwald	56	39	51	59
Glaris	35	49	66	50
Zoug	614	557	193	263
Fribourg	276	283	260	301
Soleure	253	229	238	220
Bâle-Ville	179	165	133	137
Bâle-Campagne	247	263	269	245
Schaffhouse	143	144	99	124
Appenzell Rh.-Ext.	22	30	29	20
Appenzell Rh.-Int.	6	9	12	7
Saint-Gall	1465	1160	794	816
Grisons	471	447	461	445
Argovie	2242	2037	1409	1397
Thurgovie	456	493	452	500
Tessin	350	332	373	349
Vaud	1572	1651	1823	1976
Valais	529	469	487	566
Neuchâtel	261	267	261	251
Genève	716	636	607	594
Jura	89	84	117	105

1) Moyenne annuelle.

2) Les nouvelles places vacantes pour Obwald sont comprises sous Nidwald.

Source: SECO
Infotéléphone: 031/300 72 75
Courriel: franziska.winkler@seco.admin.ch
Internet: www.amstat.ch**B 8.8 Réductions de l'horaire de travail décomptées**

	Variation par rapport à				
	Juillet 2014 ¹⁾	Juin 2014		Juillet 2013	
	Effectifs	absolue	en % ²⁾	absolue	en %
Entreprises	146	-35	-19.3	-217	-59.8
Travailleurs touchés	1065	-539	-33.6	-1675	-61.1
Heures de travail perdues	61190	-39383	-39.2	-88167	-59.0

1) Chiffres provisoires.

2) Les variations supérieures à 200% ne sont pas publiées.

Source: SECO
Infotéléphone: 031/300 72 75
Courriel: franziska.winkler@seco.admin.ch

B 8.10 Chômeurs inscrits par activité économique¹⁾

		Effectifs				Taux de chômage en % ³⁾				CV ⁴⁾
		2012 ²⁾	2013 ²⁾	Août 2014	Sept. 2014	2012	2013	Août 2014	Sept. 2014	
Total		125594	136524	128434	129965					
A	Secteur 1 (Agriculture, sylviculture et pêche)	1030	1183	1032	1049	1.5	1.7	1.5	1.5	B
B-F	Secteur 2 (Industrie)	25485	31535	27350	27957	3.4	4.2	3.7	3.7	A
G-T	Secteur 3 (Autres services)	86526	92619	90709	91792	3.6	3.8	3.7	3.8	A
A 01-03	Agriculture, sylviculture et pêche	1030	1183	1032	1049	1.5	1.7	1.5	1.5	B
B 05-09	Industries extractives	62	95	60	60	2.1	3.2	2.0	2.0	D
C 10-12	Aliments, boissons et tabac	1985	2610	2661	2682	4.0	5.3	5.4	5.5	C
C 13-14	Textiles et habillement	466	426	385	385	4.5	4.1	3.7	3.7	C
C 15	Cuir, chaussures	64	62	47	56	...	...	...	...	E
C 16	Articles en bois et en liège, vannerie et sparterie	664	826	724	749	2.2	2.7	2.4	2.4	C
C 17-18	Industrie du papier, imprimerie	1279	1312	1127	1143	4.4	4.5	3.8	3.9	C
C 19-21	Industrie chimique, raffinage de pétrole	1164	1368	1380	1437	2.8	3.3	3.3	3.4	C
C 22	Matières plastiques, caoutchouc	729	833	773	782	4.0	4.6	4.2	4.3	C
C 23	Verres, céramiques et produits en ciment	483	562	493	521	3.2	3.8	3.3	3.5	C
C 24-25	Métallurgie, produits métalliques	2679	3154	2851	2873	3.7	4.4	4.0	4.0	B
C 26-27	Electrotechnique, électronique, montres, optique	3144	3738	3563	3583	3.5	4.1	3.9	3.9	B
C 2652	Montres	978	1287	1343	1365	4.4	5.7	6.0	6.1	C
C 28	Fabrication de machines	1724	1930	1639	1645	2.6	2.9	2.5	2.5	B
C 29-30	Fabrication de véhicules	308	404	367	355	2.6	3.4	3.1	3.0	C
C 31-33	Meubles; Réparation de machines	1186	1332	1413	1395	3.1	3.5	3.7	3.6	C
D 35	Production et distribution d'énergie	234	298	351	352	1.1	1.4	1.7	1.7	C
E 36-39	Recyclage; traitement et distribution d'eau	336	396	376	378	3.0	3.6	3.4	3.4	C
F 41-43	Bâtiment et génie civil	8978	12191	9140	9561	3.8	5.1	3.8	4.0	A
G 45-47	Commerce, entretien et réparation d'automobiles	17938	19743	19568	19786	3.6	4.0	4.0	4.0	A
G 45	Commerce, réparation d'auto	1860	2169	2413	2453	2.8	3.2	3.6	3.7	B
G 46	Commerce de gros	6672	7672	7484	7571	3.8	4.4	4.3	4.3	B
G 47	Commerce de détail	9407	9902	9671	9762	3.7	3.9	3.8	3.9	A
H 49-53	Trafic et transports	4270	5003	4846	4965	2.9	3.4	3.3	3.4	B
I 55-56	Hôtellerie et restauration	13053	13944	11588	12330	8.6	9.2	7.6	8.1	B
J 58-63	Information et communication	3537	4272	4340	4285	3.3	4.0	4.1	4.0	B
J 62	Informatique	1733	2112	2134	2147	3.1	3.8	3.9	3.9	B
K 64-66	Activités financières et d'assurance	6345	6977	6740	6719	2.4	2.6	2.5	2.5	A
K 64	Banques	3817	4157	3804	3822	2.5	2.7	2.5	2.5	B
K 65	Assurances	1059	1103	1070	1027	1.4	1.5	1.4	1.4	B
L 68	Activités immobilières	1013	1146	1214	1236	2.5	2.9	3.0	3.1	C
M 69-75	Activités spécialisées, scientifiques et techn.	7096	8678	8767	8788	2.7	3.3	3.3	3.3	A
M 72	Recherche et développement	421	578	508	513	2.5	3.5	3.1	3.1	C
N 77-82	Activités de services administratifs et de soutien ⁵⁾	13485	10918	9413	9395	...	...	...	...	B
O 84	Administration publique, assurances sociales	2631	2881	3247	3254	1.6	1.8	2.0	2.0	B
P 85	Enseignement	3626	3953	4704	4497	2.1	2.3	2.7	2.6	B
Q 86-89	Santé et action sociale	8424	9398	10419	10540	2.3	2.5	2.8	2.9	A
R 90-93	Arts, spectacles et activités récréatives	1485	1644	1649	1630	4.2	4.6	4.6	4.6	C
S 94-96	Autres activités de services	2885	3137	3250	3306	3.1	3.4	3.5	3.6	B
T 97-98	Ménages privés avec du personnel domestique	738	926	964	1061	...	...	...	...	G
U	Non spécifié	12553	11186	9343	9167	...	...	...	...	C

1) Classement des activités économiques selon NOGA 2008.

2) Moyenne annuelle.

3) Les taux de chômage par branches économiques sont calculés sur la base des chiffres de la population active occupée et non sur ceux de la population active (actifs occupés + chômeurs au sens du BIT). Le nombre de personnes actives occupées utilisé pour calculer les taux de chômage par branches économiques est de 3 250 765 au lieu des 4 322 899 personnes formant la population active. La différence de 1 072 134 personnes par rapport aux 4 322 899 personnes actives enregistrées lors du recensement populaire de 2010 se compose de 186 765 chômeurs au sens du BIT et de 885 369 personnes actives occupées n'ayant pas indiqué durant le recensement la branche économique dans laquelle elles travaillent. En raison de cette variation méthodologique, les taux de chômage par branches économiques sont d'une part légèrement surestimés et, d'autre part, ne peuvent pas être comparés directement avec les autres taux de chômage de la statistique du marché du travail du SECO.

4) Coefficient de variation (CV): A=0.0-1.0%, B=1.1-2.0%, C=2.1-5.0%, D=5.1-10.0%, E=10.1-16.5%, F=16.6-25.0%, G>25%.

5) Depuis sept. 2012, le système de placement PLASTA permet désormais de saisir également l'employeur économique pour les chômeurs dont le dernier employeur était un placeur privé (code NOGA 78 «Activités liées à l'emploi»). Ce changement entraîne une réduction d'environ 37% du nombre de chômeurs dans les «Activités de services administratifs et de soutien» par rapport à l'ancien recensement et une augmentation d'environ 13% pour le secteur de la construction notamment.

6) Il n'est pas possible de calculer le taux de ce chômage pour les activités économiques NOGA N 77 à 82 car le groupe NOGA 78 «Activités des agences privées de placement» comprend également des chômeurs appartenant à d'autres activités économiques.

Source: SECO

Infotéléphone: 031/300 72 75

Courriel: franziska.winkler@seco.admin.ch

Internet: www.amstat.ch

B 8.11 Chômeurs inscrits par groupe de professions¹⁾

	Effectifs				En %			
	2012 ²⁾	2013 ²⁾	Août 2014	Sept. 2014	2012	2013	Août 2014	Sept. 2014
Total	125594	136524	128434	129965	100.0	100.0	100.0	100.0
11 Agriculture, économie forestière, élevage animaux	2158	2299	1759	1806	1.7	1.7	1.4	1.4
21 Production denrées alimentaires, boissons et tabac	1113	1052	978	997	0.9	0.8	0.8	0.8
22 Industrie textile et industrie de cuir	508	494	427	429	0.4	0.4	0.3	0.3
23 Travail de la céramique et du verre	42	38	30	35	0.0	0.0	0.0	0.0
24 Usinage de métaux et de la construction de machines	3626	3946	3336	3329	2.9	2.9	2.6	2.6
25 Électrotechnique, électronique, ind. Horlogère, véhicule, outil	2202	2576	2648	2711	1.8	1.9	2.1	2.1
26 Industrie du bois et du papier	812	889	740	763	0.6	0.7	0.6	0.6
27 Arts graphiques	694	723	630	610	0.6	0.5	0.5	0.5
28 Industrie chimique et matières plastiques	574	619	623	613	0.5	0.5	0.5	0.5
29 Autres professions du façonnage et de la manufacture	6473	6996	6115	6168	5.2	5.1	4.8	4.7
31 Ingénieurs	1401	1752	1854	1902	1.1	1.3	1.4	1.5
32 Techniciens	739	842	901	901	0.6	0.6	0.7	0.7
33–34 Dessin technique	1545	1747	1880	1880	1.2	1.3	1.5	1.4
35 Machinistes	1565	1682	1228	1212	1.2	1.2	1.0	0.9
36 Informatique	2622	3050	3102	3074	2.1	2.2	2.4	2.4
41 Construction	10933	12429	8704	8988	8.7	9.1	6.8	6.9
42 Minière, travail pierre, matériaux de construction	108	132	88	88	0.1	0.1	0.1	0.1
51 Professions commerciales et de la vente	14299	15646	16082	16144	11.4	11.5	12.5	12.4
52 Publicité, marketing, tourisme, administration fiduc.	2525	2893	2884	2896	2.0	2.1	2.2	2.2
53 Transports et circulation	3976	4318	3891	3912	3.2	3.2	3.0	3.0
54 Professions des postes et télécommunications	1007	1002	972	967	0.8	0.7	0.8	0.7
61 Hôtellerie et restauration ³⁾ et économie domestique	16697	17343	14902	15664	13.3	12.7	11.6	12.1
62 Nettoyage, hygiène et soins corporels	6488	7157	6784	7043	5.2	5.2	5.3	5.4
71 Entrepreneurs, directeurs, fonctionnaires supérieurs	6404	7297	7419	7349	5.1	5.3	5.8	5.7
72 Professions commerciales et administratives	11277	12113	12232	12467	9.0	8.9	9.5	9.6
73 Professions de la banque, employés d'assurance	2474	2755	2655	2622	2.0	2.0	2.1	2.0
74 Professions afférentes maintien l'ordre, la sécurité	941	1040	990	1040	0.7	0.8	0.8	0.8
75 Professions judiciaires	540	589	592	610	0.4	0.4	0.5	0.5
81 Professions des médias et apparentées	1095	1199	1141	1099	0.9	0.9	0.9	0.8
82 Professions artistiques	1426	1537	1571	1525	1.1	1.1	1.2	1.2
83–84 Assistance sociale et spirituelle et éducation	3903	4337	5022	4905	3.1	3.2	3.9	3.8
85 Sciences sociales, humaines, naturelle, physique, exacte	1387	1563	1577	1599	1.1	1.1	1.2	1.2
86 Professions de la santé	4626	5030	5313	5403	3.7	3.7	4.1	4.2
87 Professions du sport et du divertissement	228	276	300	268	0.2	0.2	0.2	0.2
91 Professions du secteur tertiaire spa	375	389	427	434	0.3	0.3	0.3	0.3
92–93 L'activité professionnelle ne peut pas être définie	8702	8717	8580	8427	6.9	6.4	6.7	6.5
Non spécifié	109	58	57	85	0.1	0.0	0.0	0.1

1) Classement des groupes de professions selon la NSP 2000 de l'Office fédéral de la statistique.

2) Moyenne annuelle.

3) Dont économie domestique 2232 personnes (Ø 2012), 2180 personnes (Ø 2013), 2166 personnes (Septembre 2014).

Source: SECO

Infotéléphone: 031/322 28 92

Courriel: franziska.winkler@seco.admin.ch

Internet: www.amstat.ch

B 8.12 Chômage de longue durée

	Effectifs				En % sur le total des chômeurs			
	2012 ¹⁾	2013 ¹⁾	Août 2014	Sept. 2014	2012 ¹⁾	2013 ¹⁾	Août 2014	Sept. 2014
Total	19250	20907	21933	21681	15.3	15.3	17.1	16.7
Suisse alémanique	9850	10944	11625	11621	13.2	13.5	15.2	15.0
Suisse romande et Tessin	9400	9963	10308	10060	18.5	17.9	19.9	19.2
Femmes	8783	9340	9705	9605	15.5	15.5	16.4	16.0
Hommes	10467	11567	12228	12076	15.2	15.2	17.7	17.3
Suisses	10836	11457	12079	11870	15.9	15.7	16.8	16.5
Étrangers	8414	9450	9854	9811	14.7	14.9	17.4	16.9
15–24 ans	498	524	492	456	2.7	2.8	2.5	2.3
25–49 ans	10633	11865	12350	12204	13.6	13.8	15.8	15.4
50 ans et plus	8118	8518	9091	9021	27.7	26.7	29.1	28.7

1) Moyenne annuelle

Source: SECO

Infotéléphone: 031/300 72 75

Courriel: franziska.winkler@seco.admin.ch, Internet: www.amstat.ch

B 9 Durée du travail

B 9.1 Volume et durée annuels effectifs du travail selon le concept intérieur¹⁾

	Volume annuel effectif du travail en millions d'heures				Durée annuelle effective du travail en heures par emploi			
	2010	2011	2012	2013	2010	2011	2012	2013
Sexe								
Hommes	4694	4795	4809	4809	1781	1776	1756	1733
Femmes	2768	2816	2844	2844	1238	1234	1220	1214
Nationalité								
Suisses	5250	5284	5274	5274	1488	1485	1469	1450
Étrangers	2212	2327	2379	2379	1647	1636	1608	1596
Section économique Noga 2008								
A Agriculture, sylviculture	344	349	347	351	2051	1936	1923	1881
B-E Activité industrielle, prod. d'énergie	1255	1280	1260	1239	1697	1705	1690	1670
F Construction	582	600	606	604	1707	1707	1706	1684
G Commerce, réparation	1069	1075	1059	1054	1574	1572	1556	1536
H Transports et entreposage	358	373	366	372	1601	1619	1594	1573
I Hébergement et restauration	399	392	383	377	1543	1548	1534	1527
J Information et communication	245	256	260	264	1620	1613	1621	1630
K Activités financières et d'assurance	422	436	435	419	1720	1739	1704	1671
L/N Immobilier, activités administratives	332	339	352	353	1350	1361	1360	1324
M Act. spécialisées, scient. et techniques	561	587	612	622	1595	1590	1591	1575
O Administration publique	295	297	302	308	1475	1488	1461	1457
P Enseignement ²⁾
Q Santé humaine et action sociale	796	815	832	860	1328	1318	1298	1290
R/S/T Arts, loisirs, ménages privés, autres	361	367	374	373	1133	1107	1086	1065
Taux d'occupation								
Plein temps (90%–100%)	5931	6054	6047	6018	1933	1923	1906	1886
Temps partiel (moins de 90%)	1531	1557	1606	1647	849	849	846	848
dont temps partiel I (50%–89%)	1120	1143	1177	1212	1246	1235	1228	1223
dont temps partiel II (moins de 50%)	410	414	428	436	454	456	456	458
Total	7462	7611	7653	7665	1532	1528	1509	1493

- 1) Ensemble des activités productives effectuées à l'intérieur du territoire économique suisse.
2) Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (Espa) – source principale de la Statistique sur le volume du travail (Svolta) – ne tenait pas suffisamment compte des différences qui existent, en matière de temps de travail, entre les semaines avec enseignement et celles qui n'en comportent pas.

Source: OFS
Infotéléphone: 032/713 64 00
Courriel: info.arbeit@bfs.admin.ch
Internet: www.statistique.admin.ch

B 9.2 Durée hebdomadaire normale du travail dans les entreprises

Moyenne annuelle en heures par semaine

Section Noga ¹⁾	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
A–S Total	41.7	41.7	41.7	41.6	41.6	41.6	41.7	41.7	41.7
A Secteur 1	42.9	42.9	42.8	42.7	43.0	42.3	42.9	43.0	42.8
B–F Secteur 2	41.4	41.4	41.4	41.3	41.3	41.4	41.4	41.4	41.4
B Industries extractives	42.4	42.7	42.7	42.6	42.6	42.3	42.5	42.2	42.2
C Industrie manufacturière	41.2	41.2	41.2	41.2	41.2	41.2	41.2	41.3	41.3
D Production et distribution d'énergie	41.2	41.3	41.2	41.3	41.1	41.1	41.2	41.1	41.2
E Production et distr. d'eau; gestion des déchets	42.8	43.0	42.9	42.7	43.0	43.1	43.1	43.2	43.1
F Construction	41.8	41.7	41.7	41.6	41.7	41.6	41.7	41.5	41.5
G–S Secteur 3	41.7	41.7	41.7	41.7	41.7	41.7	41.7	41.7	41.7
G Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	41.8	41.8	41.8	41.9	41.9	41.9	41.9	41.9	41.9
H Transport et entreposage	42.2	42.3	42.4	42.4	42.4	42.5	42.4	42.3	42.4
I Hébergement et restauration	42.1	42.1	42.1	42.0	42.0	42.3	42.3	42.4	42.4
J Information et communication	40.9	40.9	40.9	41.0	40.9	41.0	41.0	41.0	41.0
K Activités financières et d'assurance	41.5	41.5	41.4	41.4	41.4	41.3	41.5	41.5	41.5
L Activités immobilières	41.5	41.6	41.5	41.6	41.5	41.6	41.7	41.5	41.5
M Activités spécialisées, scientifiques et techniques	41.4	41.4	41.4	41.4	41.4	41.5	41.5	41.5	41.5
N Activités de services administratifs et de soutien	42.1	42.1	42.0	42.0	42.0	42.0	42.1	42.1	42.0
O Administration publique	41.4	41.3	41.3	41.3	41.4	41.4	41.3	41.4	41.4
P Enseignement	41.4	41.4	41.4	41.2	41.2	41.5	41.4	41.4	41.5
Q Santé humaine et action sociale	41.6	41.5	41.5	41.6	41.5	41.5	41.5	41.5	41.5
R Arts, spectacles et activités récréatives	41.5	41.4	41.6	41.5	41.5	41.5	41.6	41.6	41.7
S Autres activités de services	41.9	41.9	41.9	41.9	41.8	41.8	42.0	41.9	41.9

- 1) Les données antérieures à 2009 ont été converties à la nomenclature Noga 2008 au moyen de clés de conversion différentes. Il en résulte, pour certaines branches, une légère rupture de série entre 2003 et 2004. Dès 2009, la codification des branches selon la nomenclature Noga 2008 est effectuée directement dans la base de données du Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA).

Source: OFS
Infotéléphone: 032/713 64 00
(à partir des données fournies par le SSAA)
Courriel: info.arbeit@bfs.admin.ch
Internet: www.statistique.admin.ch

B 10 Salaires

B 10.1 Salaire mensuel brut¹⁾ par branche économique, secteur privé, 2012Salaire mensuel brut, valeur centrale (médiane)²⁾ en francs

Divisions économiques (Noga 2008)	Ensemble			Position professionnelle ³⁾								
	Total	Femmes	Hommes	1+2			3			4		
Total	6118	5317	6553	9939	7817	10636	7989	6999	8454	6584	5995	6861
5-43 Secteur 2 production	6224	5333	6399	9615	8151	9758	7864	6999	7984	6598	5836	6716
5-9 Industries extractives	6009	5569	6043	9687	*	9759	6716	*	6665	6697	*	6741
10-33 Industrie manufacturière	6348	5280	6667	10433	[9241]	10568	8254	7349	8421	6648	5745	6831
36-39 Prod. et distr. d'eau; gestion déchets	5689	5529	5712	9182	7496	9412	7666	*	7805	6772	6199	[6918]
41-43 Construction	6024	5458	6064	8270	[6400]	8457	6911	5903	7039	6471	6282	6485
45-96 Secteur 3 services	6025	5313	6749	10097	7772	11211	8077	6999	8907	6572	6031	7074
45-47 Commerce; réparation d'automobiles	5334	4656	6047	8666	6687	9496	7136	6000	7794	5867	5293	6337
49-53 Transports et entreposage	6067	5591	6193	9629	7283	10119	6983	[6259]	7167	[7671]	6594	[7932]
55-56 Hébergement et restauration	4236	4098	4444	5538	4937	5929	5016	4850	5159	4665	4483	4826
58-63 Information et communication	8374	6857	9000	11998	9151	12368	9688	8013	10000	8454	7320	8760
64-66 Activités financières et d'assurances	9270	7289	10795	15684	13515	16157	10714	9924	11026	8810	8230	9246
69-75 Activités spécialisées, scientifiques et techniques	7540	6478	8548	12000	9750	12530	8628	7667	9201	7270	6667	7809
77-82 Activités de services admin. et de soutien	5107	4427	5462	8008	6604	8611	6565	6301	6800	5679	5308	5881
86-88 Santé humaine et action sociale	6000	5776	6858	8766	7992	10112	6994	6667	7647	6492	6304	7010
90-93 Arts, spectacles et activités récréatives	5778	5299	6170	7840	6948	8421	6687	6190	7000	6034	[5766]	6067
94-96 Autres activités de services	5714	4903	6936	8590	7593	9261	7018	6234	7735	5920	5506	6696
Secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations, églises)	7750	7244	8384	10399	9209	11225	8875	8138	9333	7730	7190	8074

1) Salaire mensuel standardisé (équivalent plein-temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail).

2) Pour une moitié des postes de travail, le salaire standardisé se situe au-dessus de la valeur centrale (médiane) présentée ici, alors que, pour l'autre moitié, il s'inscrit au-dessous de cette valeur.

3) 1+2 = Cadre supérieur et moyen

3 = Cadre inférieur

4 = Responsable de l'exécution de travaux.

Explication des signes: * pas assez de données, [] coefficient de variation supérieur à 5% (valeur incertaine sur le plan statistique).

Composantes du salaire:

le salaire brut du mois d'octobre (y compris les cotisations sociales à la charge du salarié pour les assurances sociales, les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), ainsi que les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, 1/12 du 13^e salaire et 1/12 des paiements spéciaux annuels. N'en font pas partie les allocations familiales et les allocations pour enfants.

Source: OFS

Infotéléphone: 032/713 64 29

Courriel: lohn@bfs.admin.ch

Internet: www.statistique.admin.ch

B 10.2 Évolution des salaires¹⁾

Variation en % par rapport à l'année précédente (Moyenne annuelle)

Branches économiques (Noga 2008), indice (base 2010=100)	2011	2012	2013
En termes nominaux, total	1.0	0.8	0.7
05-43 Secteur secondaire	1.0	0.7	0.7
10-33 Industries manufacturières	0.9	0.7	0.8
45-96 Secteur tertiaire	1.0	0.9	0.8
45-47 Commerce	1.4	0.9	0.6
49-53 Transports et courrier	0.6	0.8	0.6
55/56 Hébergement et restauration	0.0	2.4	0.3
58-63 Édition, diffusion, télécommunications, activités informatiques	1.7	0.4	1.1
64-66 Activités financières et assurance	1.4	0.9	0.8
69-75 Activités spécialisées, scientifiques et techniques	0.8	1.3	2.0
84 Administration publique	0.0	0.9	1.1
85 Enseignement	1.0	0.9	0.2
86-88 Santé, hébergement médico-social et action sociale	0.6	0.3	0.5
90-96 Arts, spectacles et activités récréatives, autres activités de services	0.4	1.7	0.0
En termes réels, total	0.7	1.5	1.0

1) Composantes du salaire: Salaire brut de base, allocation de renchérissement et 13^e salaire. Les primes et les commissions, les allocations familiales et les paiements en nature sont exclus du calcul.

Source: OFS

(à partir des données fournies par le SSAA)

Infotéléphone: 032/713 6429

Courriel: lohn@bfs.admin.ch

Internet: www.statistique.admin.ch

B 10.3 Indice des salaires nominaux et réels, 1939 = 100

	1985	1990	1995	2000	2005	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Nominal, total	1323	1595	1887	1963	2115	2219	2266	2284	2306	2326	2343
Hommes	1256	1511	1789	1856	1992	2092	2136	2150	2171	2188	2204
Femmes	1459	1775	2087	2190	2386	2499	2552	2579	2604	2630	2648
Réel, total	259	272	279	279	289	290	298	298	301	305	308
Hommes	246	257	264	264	271	273	280	280	282	286	289
Femmes	285	302	307	311	325	326	335	336	338	344	347

Source: OFS

Jusqu'en 1993: enquête sur les salaires et traitements.

Dès 1994: à partir des données fournies par le SSAA.

Infotéléphone: 032/713 64 29

Courriel: lohn@bfs.admin.ch

Internet: www.statistique.admin.ch

B 10.4 Indice des salaires nominaux, 2010 = 100¹⁾

				Total 2012	2013					Total 2013	Hommes 2013	Femmes 2013
Total				101.8	102.6	Total				102.6	102.5	102.6
Branches économiques (Noga 2008)						Branches économiques (Noga 2008)						
05–43	Secteur secondaire			101.6	102.3	B–F	Secteur secondaire			101.6	102.2	102.7
05–09, 35–39	Industries extractives, production et distribution d'énergie et d'eau; gestion des déchets			101.5	101.5	B, D, E	Industries extractives, production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau			101.5	101.5	–
10–33	Industries manufacturières			101.6	102.3	C	Industries manufacturières			102.3	102.3	102.7
10–12	Industries alimentaires et du tabac			100.6	100.7	F	Construction			102.3	102.3	–
16–18	Industries du bois et du papier; imprimerie			101.5	102.1	G–S	Secteur tertiaire			102.7	102.7	102.6
19–21	Cokéfaction et raffinage, Industrie chimique et pharmaceutique			102.9	103.9	G	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles			102.9	102.4	103.5
22, 23	Industries du caoutchouc, du plastique et produits minéraux non métalliques			102.0	102.5	H	Transports et entreposage			102.1	101.9	102.7
24, 25	Fabrication de produits métalliques			101.1	101.4	I	Hébergement et restauration			102.7	102.6	102.9
26, 27	Fabrication de produits informatiques et électroniques, d'équipements électriques, optique, horlogerie			100.9	101.9	J	Information et communication			103.2	103.4	101.9
28–30	Fabrication de machines, équipements et matériels de transport			102.0	103.6	K	Activités financières et d'assurance			103.1	102.9	103.6
31–33	Autres industries manufacturières; réparation et installation			102.1	102.2	M	Activités spécialisées scientifiques et techniques			104.2	104.1	104.3
41–43	Construction			101.7	102.3	N	Activités de services administratifs et de soutien			102.5	102.4	102.6
45–96	Secteur tertiaire			101.9	102.7	O	Administration publique			102.0	102.0	102.0
45–47	Commerce			102.2	102.9	P	Enseignement			102.1	102.3	101.9
45	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles			101.0	101.9	Q	Santé, Hébergement médico-social et action sociale			101.7	102.3	101.5
46	Commerce de gros			101.8	101.8	R, S	Arts, spectacles et activités récréatives, autres activités de services			102.0	102.2	101.9
47	Commerce de détail			102.8	103.9	1) Composantes du salaire: salaire brut de base, allocation de renchérissement et 13 ^e salaire. Les primes et les commissions, les allocations familiales et les paiements en nature sont exclus du calcul.						
49–53	Transports et courrier			101.5	102.1							
49–52	Transports et entreposage			101.4	101.9							
53	Activités de poste et de courrier			102.1	102.6							
55,56	Hébergement et restauration			102.4	102.7							
58–63	Edition, diffusion, télécommunications, activités informatiques			102.1	103.2							
58–61	Édition, audiovisuel et diffusion, télécommunications			101.4	101.7							
62–63	Activités informatiques et services d'information			102.6	104.4							
64–66	Activités financières et assurance			102.3	103.1							
64, 66	Activités des services financiers, activités auxiliaires de services financiers et d'assurance			101.9	102.9							
65	Assurance			103.8	103.9							
69–75	Activités spécialisées, scientifiques et techniques			102.1	104.2							
77–82	Activités de services administratifs et de soutien			101.5	102.5							
84	Administration publique			100.9	102.0							
85	Enseignement			102.0	102.1							
86–88	Santé, hébergement médico-social et action sociale			101.2	101.7							
90–96	Arts, spectacles et activités récréatives, autres activités de services			102.1	102.0							

Source: OFS
À partir des données fournies par le SSAA.
Infotéléphone: 032/713 64 29
Courriel: lohn@bfs.admin.ch
Internet: www.statistique.admin.ch

B 11 Assurances sociales

B 11.1 Comptes d'exploitation et compte global des assurances sociales: recettes et dépenses¹⁾

Recettes				Contributions 2012 ²⁾				Dépenses				Prestations sociales 2012 ²⁾	
En millions de francs				des assurés et des employeurs		des pouvoirs publics		en millions de francs				en millions de fr.	
2011	2012	2013		en millions de fr.	en %	en millions de fr.	en %	2011	2012	2013		en millions de fr.	en %
AVS fédérale	39041	40824	40884	28875	70.7	10177	24.9	38053	38798	39976		38612	99.5
Prestations complémentaires à l'AVS	2439	2525	2605	–	–	2525	100.0	2439	2525	2605		2525	100.0
AI fédérale ³⁾	9454	9889	9892	4840	48.9	4780	48.3	9457	9295	9306		8341	89.7
Prestations complémentaires à l'AI	1837	1911	1923	–	–	1911	100.0	1837	1911	1923		1911	100.0
Prévoyance professionnelle PP ³⁾	61554	63427	...	48030	75.7	–	–	43350	47546	...		32657	68.7
Assurance-maladie AM	23794	24992	...	20336	81.4	3994	16.0	22705	23584	...		22299	94.6
Assurance-accidents AA (Suva incl.)	7880	7599	...	6117	80.5	–	–	6064	6199	...		5361	86.5
Allocations pour perte de gain APG	1708	1753	1779	1727	98.5	–	–	1611	1606	1638		1602	99.8
Assurance-chômage AC	7222	6958	6890	6350	91.3	599	8.6	5595	5800	6302		5117	88.2
Allocations familiales AF ³⁾	5133	5465	...	5159	94.4	188	3.4	5196	5435	...		5299	97.5
Compte global^{1),4)}	159624	163623	...	120817	73.8	24174	14.8	135721	142081	...		123108	86.6

1) Les données harmonisées des comptes globaux CGAS se distinguent des données des comptes d'exploitation. Les variations de valeur du capital de l'AVS, de l'AI et de l'APG ne sont pas inclus dans les valeurs CGAS. AI: données 2010–2011 incluant les modifications selon la RPT correspondant aux flux financiers effectifs (pour des raisons de comparabilité). Des données incluant la comptabilisation RPT se trouvent dans SAS 2014, tab. AI 4.

2) Dernière année disposant de chiffres valables.

3) Estimation (PP), enquête (AF) de l'OFAS.

4) Compte consolidé, apuré des doubles comptages.

Source: OFAS
Infotéléphone: 031/322 90 23
Courriel: stefan.mueller@bsv.admin.ch
Internet: www.bsv.admin.ch

B 11.2 Comptes d'exploitation et compte global des assurances sociales: soldes, réserves, bénéficiaires

	Solde, en millions de francs			État du compte en capital en fin d'année ¹⁾			Bénéficiaires, en milliers ²⁾		
	2011	2012	2013	En millions de francs			2011	2012	2013
AVS fédérale	988	2026	908	40146	42173	43080	2257	2315	2372
Prestations complémentaires à l'AVS	-	-	-	-	-	-	179	185	189
AI fédérale ³⁾	-3	595	586	-9946	-9352	-8765	368	359	349
Prestations complémentaires à l'AI	-	-	-	-	-	-	109	110	111
Prévoyance professionnelle PP	18204	15880	...	620600	667300	...	1003	1027	...
Assurance-maladie AM	1089	1408	...	9649	12235	...	6573	6579	...
Assurance-accidents AA (Suva incl.)	1816	1401	...	44895	47151	...	107	106	105
Allocations pour perte de gain APG	97	148	141	509	657	798	338	332	326
Assurance-chômage AC	1627	1158	587	-4632	-3474	-2886	289	279	296
Allocations familiales AF	-63	31	...	1173	1203	...	1024	1023	...
Compte global⁴⁾	23903	21542	...	702394	757894	...	...	...	...

1) PP: somme du bilan des caisses de pension, sans les crédits et dettes hypothécaires. AA, AM: provisions, réserves;

2) AVS, AI et PC: nombre des personnes.

AMal: personnes avec au moins une facture pour des prestations ambulatoires ou pour un séjour hospitalier.

AA: bénéficiaires de rentes, AC: bénéficiaires d'indemnités de chômage.

APG: les bénéficiaires d'allocations en cas de maternité et en cas de service sont incluses.

3) Dès 2011 le capital CGAS de l'AI équivaut à la dette envers l'AVS, moins le nouveau capital de l'AI.

Les données 2010-2011 incluent les modifications selon la RPT correspondant aux flux financiers effectifs

(pour des raisons de comparabilité). Des données incluant la comptabilisation RPT se trouvent dans SAS 2014, tab. AI 4.

4) Les données harmonisées des comptes globaux des assurances sociales peuvent se distinguer des données des comptes d'exploitation des branches des assurances sociales.

Source: OFAS

Infotéléphone: 058/462 90 23

Courriel: stefan.mueller@bsv.admin.ch

Internet: www.bsv.admin.ch

B 11.3 Assurance-chômage¹⁾

	En milliers de francs					Variation en % par rapport à l'année précédente			
	2009	2010	2011	2012	2013	2010	2011	2012 ²⁾	2013
Produits total	5778942	5716100	7208000	6944200	7056400	-1.1	26.1	-3.7	1.6
dont: Cotisations des assurés et des employeurs	5252990	5195788	6144800	6354800	6457700	-1.1	18.3	3.4	1.6
Charges total	7242736	7421157	5580500	5786300	6469100	2.5	-24.8	3.7	1.1
dont: Prestations, en tout	6423648	6721443	4878600	5107800	5607300	4.6	-27.4	4.7	9.8
Indemnités de chômage	4781649	5439359	4157900	4277100	4809100	13.8	-23.6	2.9	12.4
Indemnités pour réduction de l'horaire de travail	997326	538790	96400	157500	132800	-46.0	-82.1	63.4	-15.7
Indemnités en cas d'intempéries	76459	72509	27700	97800	74300	-5.2	-61.8	...	-24.0
Indemnités en cas d'insolvabilité	28902	27152	21900	36600	33300	-6.1	-19.5	67.1	-9.0
Mesures de marché du travail	539311	643633	574700	538800	557700	19.3	-10.7	-6.2	3.5

1) L'adaptation de la structure du compte de résultats de l'AC (y c. l'actualisation des valeurs du passé) pour l'année 2009 limite la possibilité d'établir des comparaisons avec les valeurs publiées au cours des années précédentes.

2) Les variations supérieures de plus de 200% ne sont pas publiées.

Source: SECO

Infotéléphone: 031/300 71 37

B 11.4 Bénéficiaires de l'assurance-chômage

				Variation en % par rapport à l'année précédente		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Bénéficiaires Total	288518	279023	296151	-10.6	-3.3	6.1
Hommes	153081	150380	162867	-13.1	-1.8	8.3
Femmes	135437	128643	133284	-7.6	-5.0	3.6
Journées indemnisées¹⁾ Total	24884938	25274649	27687478	-24.3	1.6	9.5
Hommes	12936838	13442819	15057775	-27.7	3.9	12.0
Femmes	11948100	11831830	12629704	-20.3	-1.0	6.7
Durée moyenne des prestations, en jours Total	86	91	93	-15.4	5.0	3.2
Hommes	85	89	92	-17.1	5.8	3.4
Femmes	88	92	95	-13.5	4.3	3.0
Moyenne des indemnités par bénéficiaire, en francs²⁾ Total	12164	13091	13812	-14.9	7.6	5.5
Hommes	13650	14697	15450	-15.7	7.7	5.1
Femmes	10485	11214	11811	-12.6	6.9	5.3
Somme versée en moyenne par jour et par bénéficiaire, en francs Total	141	145	148	0.6	2.5	2.2
Hommes	162	164	167	1.3	1.8	1.6
Femmes	119	122	125	1.3	2.6	2.2

1) Y compris les jours de suspension.

2) Indemnités journalières + allocations - cotisations aux assurances sociales.

Source: SECO

Infotéléphone: 031/322 27 42

B 11.5 Indice des primes d'assurance-maladie: assurance complémentaire par canton

Canton	Indice (1999 = 100)						Variation en % par rapport à l'année précédente					
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2008	2009	2010	2012	2013	
Zurich	129.3	130.9	139.9	147.5	149.0	151.3	1.7	1.3	6.9	1.0	1.6	
Berne	123.4	124.8	130.4	136.0	137.3	139.5	0.7	1.1	4.5	1.0	1.6	
Lucerne	120.8	122.1	128.0	133.6	134.9	137.0	0.7	1.1	4.9	1.0	1.6	
Uri	120.6	121.9	128.2	135.3	136.6	138.7	1.3	1.1	5.1	1.0	1.6	
Schwytz	121.9	123.2	130.1	137.1	138.4	140.5	1.0	1.1	5.6	1.0	1.6	
Obwald	122.8	124.1	130.4	137.3	138.7	140.8	0.7	1.1	5.0	1.0	1.6	
Nidwald	122.1	123.4	129.7	135.7	137.0	139.1	0.7	1.1	5.1	1.0	1.6	
Glaris	120.5	121.5	129.4	135.8	137.2	139.3	1.3	0.9	6.4	1.0	1.7	
Zoug	118.5	119.8	125.8	131.2	132.5	134.6	0.7	1.1	5.1	1.0	1.6	
Fribourg	121.1	122.3	131.0	137.9	139.3	141.5	0.7	1.0	7.1	1.0	1.6	
Soleure	122.1	125.3	133.2	139.0	140.3	142.5	1.0	2.6	6.3	1.0	1.6	
Bâle-Ville	128.3	144.2	153.5	160.1	161.7	164.2	0.9	12.3	6.5	1.0	1.6	
Bâle-Campagne	122.4	126.6	136.8	143.4	144.8	147.1	0.6	3.4	8.1	1.0	1.6	
Schaffhouse	127.0	128.0	136.9	144.1	145.5	147.8	1.4	0.9	6.9	1.0	1.6	
Appenzell Rh.-Ext.	120.5	121.8	130.1	136.0	137.3	139.4	1.4	1.1	6.9	1.0	1.6	
Appenzell Rh.-Int.	118.9	120.0	127.2	132.7	133.9	136.0	1.1	0.9	6.0	1.0	1.6	
Saint-Gall	124.7	130.0	140.2	147.3	148.7	151.0	1.6	4.3	7.8	1.0	1.6	
Grisons	118.9	120.1	127.7	133.2	134.5	136.5	0.7	1.1	6.3	1.0	1.6	
Argovie	122.9	124.4	134.0	141.1	142.5	144.6	1.0	1.3	7.7	1.0	1.6	
Thurgovie	121.4	122.7	131.7	137.8	139.1	141.3	0.7	1.1	7.4	1.0	1.6	
Tessin	121.2	122.7	129.4	134.9	136.2	138.3	1.0	1.3	5.4	1.0	1.6	
Vaud	126.3	127.9	136.9	142.7	144.1	146.4	1.2	1.3	7.0	1.0	1.6	
Valais	123.1	124.4	133.0	140.1	141.4	143.6	1.2	1.1	6.9	1.0	1.6	
Neuchâtel	122.3	123.6	131.9	137.6	138.9	141.0	0.7	1.1	6.8	1.0	1.6	
Genève	126.4	128.4	137.2	144.0	145.4	147.6	1.9	1.5	6.9	1.0	1.6	
Jura	122.7	123.7	131.9	138.7	140.0	142.2	1.0	0.8	6.7	1.0	1.6	
Suisse	124.4	126.6	134.8	141.3	142.7	144.9	1.2	1.8	6.5	1.0	1.6	

Source: OFS
Infotéléphone: 032/713 65 04
Courriel: stefan.roethlisberger@bfs.admin.ch
Internet: www.statistique.admin.ch

B 11.6 Indice des primes d'assurance-maladie: assurance complémentaire par produit

	Pondération 2013	Indice (1999 = 100)						Variation en % par rapport à l'année précédente					
		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Assurances complémentaires hospitalières	100.000	124.4	126.6	134.8	141.3	142.7	144.9	1.2	1.8	6.5	4.8	1.0	1.6
Division commune pour toute la Suisse	22.597	114.4	114.3	120.5	124.7	123.8	123.7	0.9	-0.1	5.4	3.5	-0.7	-0.1
Hommes	10.099	114.5	114.2	120.4	124.7	123.8	123.7	0.9	-0.3	5.4	3.6	-0.7	-0.1
10 ans (0-18 ans)	0.476	122.1	112.5	122.3	126.7	126.7	126.7	1.0	-7.9	8.6	3.6	...	...
20 ans (19-35 ans)	1.093	113.2	106.6	113.8	119.6	118.7	118.6	0.8	-5.8	6.8	5.0	-0.7	-0.1
42 ans (36-65 ans)	4.884	114.5	115.2	120.6	125.7	124.8	124.6	0.8	0.6	4.7	4.2	-0.7	-0.1
68 ans (66+ ans)	3.646	113.8	117.0	123.0	125.6	124.5	124.5	1.1	2.8	5.2	2.1	-0.9	...
Femmes	12.498	114.3	114.4	120.5	124.8	123.8	123.7	0.9	0.1	5.4	3.5	-0.8	-0.1
10 ans (0-18 ans)	0.470	119.6	110.2	119.7	124.0	124.0	124.0	1.0	-7.9	8.6	3.6	...	...
20 ans (19-35 ans)	1.158	113.4	106.9	114.1	119.8	119.0	118.9	0.8	-5.8	6.8	5.0	-0.7	-0.1
42 ans (36-65 ans)	5.274	114.3	115.0	120.4	125.5	124.6	124.5	0.8	0.6	4.8	4.2	-0.7	-0.1
68 ans (66+ ans)	5.596	113.8	117.0	123.0	125.6	124.5	124.5	1.1	2.8	5.2	2.1	-0.9	...
Division semi-privée pour toute la Suisse	45.508	125.1	127.8	136.4	143.3	145.6	148.7	0.3	2.2	6.8	5.1	1.6	2.2
Hommes	17.804	125.0	127.6	136.3	143.2	145.4	148.8	0.3	2.1	6.8	5.1	1.5	2.4
20 ans (0-35 ans)	0.567	122.2	124.1	131.1	140.3	144.5	145.7	0.1	1.6	5.6	7.1	2.9	0.8
42 ans (36-65 ans)	7.410	121.6	123.5	131.3	138.8	142.9	148.8	0.4	1.6	6.3	5.7	2.9	4.2
68 ans (66+ ans)	9.827	131.6	135.3	145.3	151.7	151.8	153.5	0.3	2.8	7.4	4.4	0.1	1.1
Femmes	27.704	125.2	127.9	136.5	143.4	145.7	148.7	0.2	2.2	6.8	5.0	1.6	2.2
20 ans (0-35 ans)	0.921	122.8	124.9	131.9	141.3	145.4	146.6	-0.1	1.7	5.6	7.1	2.9	0.8
42 ans (36-65 ans)	11.893	122.0	124.1	132.0	139.2	143.3	148.4	0.2	1.7	6.3	5.5	2.9	3.6
68 ans (66+ ans)	14.890	130.8	134.4	144.4	150.7	150.8	152.5	0.3	2.8	7.4	4.4	0.1	1.1
Division privée pour toute la Suisse	31.895	132.0	135.6	145.2	153.1	155.3	158.1	2.5	2.7	7.1	5.5	1.5	1.9
Hommes	14.433	132.1	135.6	145.2	153.2	155.4	158.3	2.5	2.7	7.1	5.5	1.4	2.0
20 ans (0-35 ans)	0.502	128.3	130.9	138.5	148.7	153.0	154.0	2.7	2.1	5.8	7.3	2.9	0.6
42 ans (36-65 ans)	5.319	128.3	130.9	140.6	149.0	153.4	159.4	3.0	2.0	7.4	6.0	2.9	4.0
68 ans (66+ ans)	8.612	139.5	144.3	154.1	161.8	162.0	163.3	1.9	3.4	6.8	5.0	0.1	0.8
Femmes	17.462	132.0	135.6	145.1	153.0	155.3	157.9	2.4	2.7	7.1	5.4	1.5	1.8
20 ans (0-35 ans)	0.624	130.0	132.6	140.4	149.7	154.2	155.1	2.6	2.1	5.8	6.7	2.9	0.6
42 ans (36-65 ans)	6.733	129.0	131.7	141.4	149.6	154.0	159.2	2.9	2.1	7.4	5.7	2.9	3.4
68 ans (66+ ans)	10.105	137.9	142.7	152.4	160.0	160.2	161.5	1.8	3.4	6.8	5.0	0.1	0.8

Source: OFS
Infotéléphone: 032/713 65 04
Courriel: stefan.roethlisberger@bfs.admin.ch
Internet: www.statistique.admin.ch

B 11.7 Indice des primes d'assurance-maladie: indice total suisse

	Indice (1999 = 100)						Variation en % par rapport à l'année précédente					
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Assurance de base ¹⁾	151.7	153.7	167.1	177.4	181.3	183.1	-1.0	1.3	8.7	6.2	2.2	1.0
Assurance complémentaire	124.4	126.6	134.8	141.3	142.7	144.9	1.2	1.8	6.5	4.8	1.0	1.6
Total	142.5	144.6	156.3	165.3	168.5	170.4	-0.4	1.4	8.1	5.8	1.9	1.1

1) Jusqu'en 2003: évolution de la prime moyenne (franchise minimale) de toutes les catégories d'assurés.
 Depuis 2004: estimation de l'évolution moyenne des primes de l'ensemble des assurés
 (y compris les franchises à option, les assurances avec bonus, etc.) selon l'OFSP.

Source: OFS, Infotéléphone: 032/713 65 04
 Courriel: stefan.roethlisberger@bfs.admin.ch
 Internet: www.statistique.admin.ch

B 11.8 Comptes globaux de la protection sociale

	En millions de francs					En %			
	1990	2000	2010	2011 ²⁾		1990	2000	2010	2011 ²⁾
Aux prix courants					Prestations par fonctions				
Dépenses totales	62167	107412	154344	162873	Vieillesse	42.1	42.0	42.2	42.8
Prestations sociales	55239	96907	139904	147383	Maladie/soins de santé	29.7	26.4	27.5	28.9
Recettes	86154	130245	176356	188895	Invalité	9.7	12.0	10.5	10.0
Par rapport au PIB¹⁾				en %	Survie	7.5	6.6	6.1	5.9
Dépenses totales	18.3	24.8	27.0	27.5	Famille/enfants	7.4	6.3	5.9	5.9
Prestations sociales	16.3	22.4	24.4	24.9	Chômage	0.9	3.1	4.7	3.4
Recettes	25.4	30.1	30.8	31.9	Exclusion sociale, logement	2.7	3.6	3.1	3.1

1) Les dépenses, prestations et recettes pour la protection sociale ne sont pas incluses dans le PIB.

2) Chiffres provisoires.

Source: OFS, Infotéléphone: 058/463 64 21
 Courriel: info.sozan@bfs.admin.ch, Internet: www.statistique.admin.ch

B 12 Formation**B 12.1 Examens finaux (sélection)**

	Effectifs					Femmes				absolue
	2000	2005	2010	2012		En %	2000	2005	2010	2012
Degré d'enseignement										
Degré secondaire II										
Maturité gymnasiale	15024	16471	18865	18085		53.9	56.8	57.6	56.9	10283
reconnu par la Confédération	13984	16149	18646	17857		52.9	56.6	57.6	56.9	10153
non reconnu par la Confédération	1040	322	219	228		67.3	68.9	61.2	57.0	130
Ecoles préparant aux professions de l'enseignement ¹⁾	1998	584	...	...		71.3	78.4	...	...	...
Formation professionnelle initiale										
Formation professionnelle initiale avec CFC ²⁾	49151	51182	59389	60616		43.1	43.3	44.1	45.6	27656
Formation professionnelle initiale avec AFP ³⁾	...	94	3690	4309		...	13.8	49.0	45.0	1941
Professions de l'agriculture ⁴⁾	1169	963	...	...		12.5	13.7	...	...	...
Professions de la Croix-Rouge suisse	4565	1090	781	...		88.6	88.9	87.6	...	...
Écoles supérieures de commerce LFP	2209	2799	2897	3225		59.9	56.9	49.9	49.3	1590
Formation élémentaire	2081	2526	1174	1066		30.2	31.9	22.7	22.8	243
Maturité professionnelle	6478	10719	12249	13536		35.9	44.0	46.0	47.7	6461
Orientation technique	2686	3678	3588	3707		9.0	12.2	11.4	12.1	449
Orientation commerciale	3315	5604	6099	6786		55.5	58.6	55.6	56.3	3822
Orientation artistique	300	623	697	804		62.0	72.4	66.4	68.9	554
Orientation artisanale	102	196	235	232		44.1	57.1	49.4	44.8	104
Orientation sciences naturelles	75	134	159	175		17.3	38.1	36.5	28.0	49
Orientation santé-social	...	484	1471	1832		...	75.4	81.5	80.9	1483
Maturité spécialisée	...	...	1404	2160		...	...	83.1	82.4	1780
Degré tertiaire										
Formation professionnelle supérieure										
Ecoles supérieures (devenues hautes écoles spécialisées)	1083	...	...	...		43.1	...	...	...	...
Ecoles supérieures	3068	4055	7337	6780		24.0	28.8	48.5	46.8	3171
Diplômes fédéraux (examens professionnels supérieurs)	3232	2556	3160	2815		16.2	17.6	20.9	22.9	644
Brevets fédéraux (examens professionnels)	8082	12251	13144	13582		32.4	32.8	38.9	39.5	5366
Formations professionnelles supérieures non réglementées au niveau fédéral	8126	10613	4621	2343		55.6	66.7	66.3	65.0	1522
Hautes écoles										
Hautes écoles spécialisées et pédagogiques										
Diplômes	1988	7889	2024	891		17.1	39.6	55.3	53.1	473
Diplômes de bachelor	...	684	10565	13452		...	87.4	53.0	54.3	7292
Diplômes de master	...	...	2081	3307		...	...	59.6	55.9	1850
Hautes écoles universitaires										
Licences/diplômes	9575	9187	3326	1007		43.8	50.9	61.0	65.0	655
Diplômes de bachelor	...	2926	11537	13309		...	40.4	51.8	52.0	6916
Diplômes de master	...	1290	7962	10857		...	29.9	49.2	51.0	5537
Doctorats	2822	3097	3587	3640		34.6	37.1	43.4	43.2	1571

1) Brevets d'enseignement primaire.

2) Certificat fédéral de capacité.

3) Attestation fédérale de formation professionnelle.

4) Dès 2007 intégré dans la formation professionnelle initiale avec CFC.

Source: OFS, Infotéléphone: 032/713 66 93
 Courriel: anton.rudin@bfs.admin.ch, Internet: www.statistique.admin.ch

B 12.2 Statut d'activité et niveau de formation selon le sexe et la nationalité, 2013

Moyenne annuelles, en milliers

Population résidente permanente de 15 ans et plus	Hommes			Femmes			Total		
	CH	Étrangers permis B/C ⁽¹⁾	Total	CH	Étrangers permis B/C ⁽¹⁾	Total	CH	Étrangers permis B/C ⁽¹⁾	Total
Statut d'activité⁽²⁾									
Indépendants	314	60	374	184	28	213	498	89	587
Collaborateurs familiaux	36	(4)	40	49	5	54	84	9	94
Salariés	1329	535	1864	1299	395	1694	2628	930	3558
Apprentis	99	27	126	80	17	96	179	44	222
Chômeurs au sens du BIT	57	51	108	51	46	97	108	97	205
Personnes en formation	116	33	149	120	36	156	236	69	305
Femmes/hommes au foyer	4	4	7	151	75	226	154	79	233
Retraités et rentiers	522	92	614	754	84	838	1276	176	1452
Autres personnes non actives	42	22	64	72	37	109	114	60	174
Total	2518	829	3347	2760	723	3482	5278	1551	6829
Niveau de formation									
École obligatoire	292	227	519	473	242	714	765	469	1234
Stage ménager, école commerciale 1-2 ans	28	15	43	123	17	139	151	32	182
Formation professionnelle élémentaire	30	11	41	64	10	74	94	21	115
Ecole degré diplôme, école de formation générale	20	9	28	53	11	64	73	20	93
Apprentissage	944	194	1138	997	131	1127	1941	325	2266
École professionnelle à plein temps	82	26	108	171	26	196	252	52	304
Maturité, école normale	161	60	221	255	68	323	416	128	544
Université, EPF, HES, HEP, form. prof. supérieure	957	282	1239	619	213	832	1576	495	2071
Sans indication/ne sait pas	4	4	9	6	6	12	10	10	20
Total	2518	829	3347	2760	723	3482	5278	1551	6829

1) Résidents permanents (titulaires d'une autorisation d'établissement, titulaires d'une autorisation de séjour et titulaires d'une autorisation de courte durée résidant depuis 12 mois ou plus en Suisse).

2) Définition sociologique: les salariés dans leur propre entreprise comptent comme des indépendants.

Source: OFS, Sake 2012
Infotéléphone: 032/713 64 00
Courriel: info.arbeit@bfs.admin.ch
Internet: www.espa.bfs.admin.ch

B 12.3 Elèves et étudiants⁽¹⁾

	Effectifs			En %			Étrangers		Total	
	2005	2010	2012	Femmes			2010	2012	2010	2012
				2005	2010	2012				
Degrés d'enseignement										
Préscolarité	156129	148573	153166	48.4	48.7	48.6	25.5	25.5	11.2	11.5
Ecole obligatoire	806905	757335	742346	48.7	48.5	48.6	23.3	24.1	57.3	55.9
Degré primaire	454092	431998	428603	49.2	49.0	49.0	23.2	24.0	32.7	32.3
Degré secondaire I	304064	288002	278593	49.7	49.4	49.4	21.2	21.9	21.8	21.0
Programme d'enseignement spécial	48749	37335	35150	37.7	36.6	36.3	41.2	43.4	2.8	2.6
Degré secondaire II	317417	351296	358314	47.3	47.5	47.9	16.9	17.4	26.6	27.0
Formations transitoires sec. I – sec. II	...	16508	16199	...	54.8	53.9	37.0	40.0	1.2	1.2
Ecoles préparant à la maturité	68264	73078	71363	56.3	56.0	56.3	13.4	12.9	5.5	5.4
Ecoles de culture générale	...	13919	13528	...	73.1	74.7	20.1	20.2	1.1	1.0
Maturité spécialisée	...	1461	2400	...	81.8	79.8	11.8	15.6	0.1	0.2
Autres écoles de formation générale	23629	...	...	68.6	...	...	...	...	...	...
Écoles préparant aux professions de l'enseignement	332	...	...	82.2	...	...	...	...	...	...
Formation professionnelle initiale	213130	232036	228915	42.2	42.5	42.3	16.6	17.2	17.6	17.2
Maturité professionnelle (après l'apprentissage)	5288	8148	8663	44.8	47.7	49.1	8.5	8.5	0.6	0.7
Formation élémentaire (professionnelle)	4966	2427	1614	33.2	36.8	34.5	35.4	34.3	0.2	0.1
Préapprentissage	1808	...	...	54.7	...	...	...	...	...	...
Autres formations générales	...	500	754	...	58.4	57.3	14.8	15.6	0.0	0.1
Formations générales étrangères	...	...	1548	...	...	49	...	74	...	0
Passerelles	...	218	935	...	55.0	49.0	5.5	5.3	0.0	0.1
Autres formations transitoires sec. II – degré tertiaire	...	627	763	...	57.9	62.6	27.0	14.4	0.0	0.1
Autres formations complémentaires	...	2374	11632	...	65.4	60.2	17.5	14.1	0.2	0.9
Degré tertiaire	206404	206532	222657	46.9	...	...	...	...	...	...
Formation professionnelle supérieure	39955	52094	57164	44.3	44.9	45.1	14.3	17.7	3.9	4.3
Écoles supérieures (devenues hautes écoles spécialisées)	795	...	...	65.9	...	...	...	...	...	...
Ecoles supérieures	9796	21231	24921	28.2	44.1	46.9	11.9	10.1	1.6	1.9
Préparation aux examens professionnels supérieurs	4278	4237	3404	35.4	32.6	25.0	8.5	10.0	0.3	0.3
Préparation aux examens professionnels	11623	16534	17836	40.0	38.8	38.3	8.9	8.5	1.3	1.3
Autres	13463	10092	11003	61.3	61.7	58.5	30.6	52.3	0.8	0.8
Hautes écoles	166449	206532	229461	47.6	47.6	49.2	23.3	23.4	13.5	14.7
Hautes écoles spécialisées	54140	75035	87291	44.4	50.8	52.1	16.6	16.9	4.9	5.6
Hautes écoles universitaires	112309	131497	142170	49.1	50.3	50.2	27.1	29.2	8.6	9.1
Sciences humaines et sociales	41685	43874	44754	63.9	66.4	67.6	21.6	24.0	2.9	2.9
Sciences économiques	14233	19041	21648	30.3	33.2	34.1	34.9	35.5	1.3	1.4
Droit	13247	14856	15651	52.3	55.9	56.9	15.9	17.0	1.0	1.0
Sciences exactes et naturelles	18714	22197	24560	35.6	38.3	38.4	37.3	17.0	1.5	1.6
Médecine et pharmacie	10706	13256	14493	60.8	61.0	60.6	16.7	18.5	0.9	0.9
Sciences techniques	10940	14185	16863	25.4	27.2	28.0	40.6	42.6	0.9	1.1
Interdisciplinaire et autre	2784	4088	4201	45.4	47.5	44.8	22.9	21.0	0.3	0.3
Enseignement non définissable selon le degré	9562	12730	17822	49.0	48.3	48.5	87.2	82.3	1.0	1.3
Total	1496417	1528560	1322028	48.1	...	...	...	...	100.0	100.0

1) L'année indiquée est celle du calendrier scolaire, p. ex. 1995 = année scolaire 1995/96.

Source: OFS
Infotéléphone: 058/463 66 93
Courriel: anton.rudin@bfs.admin.ch
Internet: www.statistique.admin.ch

B 12.4 Formation professionnelle initiale, par groupe de professions

					En %							
	Total				Femmes				Étrangers		Total	
Groupes de professions	2000	2005	2010	2012	2000	2005	2010	2012	2010	2012	2010	2012
Total	209157	213130	232036	228915	42.9	42.2	42.5	42.3	16.6	17.2	100.0	100.0
Production végétale et animale	8824	8959	10212	9903	32.3	31.6	30.1	29.4	3.1	4.0	4.4	4.3
Industrie et arts et métiers	78110	81316	86137	84897	10.1	11.1	11.6	11.3	16.5	17.2	37.1	37.1
Professions techniques	10318	10534	12191	12483	23.6	24.4	26.5	26.5	12.0	12.5	5.3	5.5
Commerce et administration	69288	66457	73385	67598	66.1	64.3	64.1	63.7	18.7	18.9	31.6	29.5
Transports	1395	697	663	786	26.2	15.8	11.9	14.2	9.5	9.3	0.3	0.3
Hôtellerie, économie domestique	10180	9873	11090	11455	55.9	56.9	57.1	59.3	15.7	16.7	4.8	5.0
Nettoyage, hygiène publique, soins corporels	5028	5174	5475	5473	89.5	87.6	86.5	85.0	23.0	27.9	2.4	2.4
Droit, sûreté et maintien de l'ordre	583	...	...	...	23.8	...	...	...	...	...	...	...
Soins médicaux	19040	20158	17029	18949	89.4	89.3	92.5	91.6	18.5	19.4	7.3	8.3
Professions artistiques	3687	3534	2659	2605	55.1	59.3	63.3	64.7	8.8	10.5	1.1	1.1
Ministère pastoral, assistance sociale	801	1587	6610	7624	96.4	96.8	87.1	86.8	12.2	12.3	2.8	3.3
Autres professions	1903	4841	6585	7142	11.5	19.7	13.1	11.0	22.7	23.1	2.8	3.1

Source: OFS
 Infotéléphone: 032/713 66 93
 Courriel: anton.rudin@bfs.admin.ch
 Internet: www.statistique.admin.ch

B 12.5 Formation professionnelle du degré secondaire II: professions selon la loi sur la formation professionnelle

	Total				Femmes				
					En %				Effectifs
	2000	2005	2010	2012	2000	2005	2010	2012	2012
Formation professionnelle initiale avec CFC¹⁾									
Nouveaux contrats d'apprentissage	62294	62548	69219	70018	42.1	40.8	42.4	42.4	29666
Nombre de contrats en cours	168319	174814	200161	203240	38.3	38.7	41.4	41.5	84250
Procédure de qualification	54710	57624	65582	66987	42.4	42.5	43.0	44.3	29697
Certificats de capacité délivrés	50406	51182	59389	60616	43.1	43.3	44.1	45.6	27656
Formation professionnelle initiale avec AFP²⁾									
Nouveaux contrats d'apprentissage	...	1406	4806	6490	...	64.5	43.5	45.0	2921
Nombre de contrats en cours	...	1550	8457	11084	...	60.8	45.0	45.3	5018
Procédure de qualification	...	94	3927	4603	...	13.8	48.4	44.2	2033
Attestations délivrés	...	94	3690	4309	...	13.8	49.0	45.0	1941
Formation élémentaire									
Nouveaux contrats de formation élémentaire	2437	2655	1221	593	31.9	26.9	22.4	13.7	81
Nombre de contrats de formation élémentaire	4127	4416	2016	1164	31.2	30.3	22.9	17.9	208
Certificats délivrés	2081	2526	1174	1066	30.2	31.9	22.7	22.8	243
Ecoles supérieures de commerce									
Candidats à l'examen	2450	3131	3394	3542	58.4	54.3	47.5	48.3	1710
Certificats de capacité délivrés	2181	2799	2897	3218	59.8	56.9	49.9	49.4	1589

- 1) Certificat fédéral de capacité (avec l'agriculture à partir de 2007).
 2) Attestation fédérale de formation professionnelle.

Source: OFS
 Infotéléphone: 032/713 66 93
 Courriel: anton.rudin@bfs.admin.ch
 Internet: www.statistique.admin.ch

B 12.6 Étudiants dans les hautes écoles universitaires suisses

					En %								
	Total				Femmes			Étrangers			Total		
	2000	2005	2010	2013	2005	2010	2013	2005	2010	2013	2005	2010	2013
Bâle	7606	9957	12367	13265	54.3	55.4	54.9	20.8	25.3	27.0	8.9	9.4	9.3
Berne	10193	12174	14442	16238	51.0	53.5	55.7	9.8	13.1	18.0	10.8	11.0	11.4
Fribourg	8849	9936	9651	10362	56.6	58.1	58.5	18.1	19.8	19.8	8.8	7.3	7.3
Genève	13178	14566	15666	15776	58.8	60.8	61.2	37.3	38.0	40.0	13.0	11.9	11.1
Lausanne	9894	10452	12066	13624	55.3	55.7	54.8	20.5	23.8	26.8	9.3	9.2	9.6
Lucerne	256	1771	2450	2754	55.4	58.5	56.9	9.8	14.3	14.0	1.6	1.9	1.9
Neuchâtel	3135	3594	4215	4279	55.3	59.2	59.7	24.7	23.2	24.1	3.2	3.2	3.0
Saint-Gall	4705	4689	6996	8193	27.8	30.4	31.9	35.1	36.1	36.4	4.2	5.3	5.8
Zurich	20599	23832	26134	26357	54.0	56.4	56.7	13.8	17.4	18.3	21.2	19.9	18.5
Università della Svizzera italiana	1410	2023	2848	3012	48.5	48.0	49.2	54.1	65.7	68.7	1.8	2.2	2.1
EPFL	5095	6407	8009	9634	23.8	27.0	26.8	40.8	49.2	52.9	5.7	6.1	6.8
EPFZ	11459	12552	15984	17682	29.3	31.0	30.6	22.8	34.7	35.9	11.2	12.2	12.4
Autres institutions universitaires	294	444	696	994	58.8	63.9	67.7	6.5	26.4	26.1	0.4	0.5	0.7
Suisse	96673	112397	131524	142170	49.1	50.3	50.2	22.5	27.2	29.2	100.0	100.0	100.0

Source: OFS
 Infotéléphone: 032/713 65 99
 Courriel: stephane.cappelli@bfs.admin.ch
 Internet: www.education-stat.admin.ch

B 12.7 Hautes écoles universitaires: entrants et examens

	Total					En %					
						Femmes					Étrangers
	1995	2000	2005	2010	2013	1995	2000	2005	2010	2013	2013
Entrants aux niveaux licence/diplôme et bachelor par domaine d'études, total¹⁾	13928	15393	16545	19049	19231	46.0	49.6	52.0	52.7	51.4	22.3
Sciences humaines et sociales	4358	5576	5702	5875	5630	66.4	67.2	69.3	72.0	70.7	19.5
Sciences économiques	2230	2703	2377	3150	3305	30.0	31.0	33.6	34.2	35.2	28.0
Droit	1950	1618	2160	2221	2152	48.7	56.6	57.0	62.1	62.4	15.5
Sciences exactes et naturelles	2143	2328	2541	3109	3355	30.7	35.8	36.2	41.2	39.2	24.4
Médecine et pharmacie	1499	1270	1486	1749	1798	57.5	64.5	67.1	65.5	65.2	15.1
Sciences techniques	1563	1618	1795	2375	2552	20.0	22.7	26.0	27.8	28.8	31.6
Interdisciplinaires et autres	185	280	484	570	439	36.8	41.4	50.6	45.3	40.8	9.3
Titres délivrés, selon le niveau d'examen²⁾											
Licences et diplômes	8688	9575	9187	3326	387	38.7	43.8	50.9	61.0	67.7	11.1
Bachelor	...	...	2926	11537	13713	...	...	40.4	51.8	53.1	16.8
Master	...	...	1290	7962	11865	...	...	29.9	49.2	51.4	27.0
Doctorats	2601	2822	3097	3587	3631	28.0	34.6	37.1	43.4	43.8	51.0
Diplômes postgrades (jusqu'en 2004)	1207	1288	...	...	...	43.3	45.5	...	...	...	...
Formation continue universitaire (min. 60 ECTS-Credits)	...	...	584	1536	1710	...	...	33.7	39.1	43.4	52.0
Etudes approfondies et spécialisées universitaires	...	...	1175	270	104	...	...	54.0	70.4	65.4	43.3

- 1) Par entrant on entend toute personne qui s'immatricule pour la première fois à un semestre d'hiver donné à un niveau d'études défini (bachelor, master, diplôme/licence, doctorat, formation continue universitaire, études spécialisées et approfondies) d'un type de haute école donné (haute école universitaire, haute école spécialisée). Une personne peut être comptée plusieurs fois comme entrant à des niveaux d'études et dans des types de haute école différents au cours de sa formation.
- 2) Les données en % se rapportent au total des hommes et des femmes, ou des personnes de nationalité suisse et de nationalité étrangère (compte non tenu des éléments non répartissables).

Source: OFS
 Infotéléphone: 058/463 65 99
 Courriel: stephane.cappelli@bfs.admin.ch
 Internet: www.education-stat.admin.ch

B 13 Recherche et développement (R&D)**B 13.1 Financement par les fonds privés et publics de la R&D exécutée en Suisse, 2012**

Sources de financement	En millions de francs
Total	18510
Fonds publics	4705
dont: Confédération	2835
dont: Cantons	1870
Fonds privés	11250
Autres fonds en Suisse	320
Fonds étrangers	2235

Source: OFS
 Infotéléphone: 058/463 68 65
 Courriel: pierre.sollberger@bfs.admin.ch
 Internet: www.statistique.admin.ch

B 13.2 Dépenses de R&D selon secteur, 2012

Dépenses intra-muros de R&D en Suisse	
En millions de francs	
Total	18510
Confédération	140
Hautes écoles	5210
Entreprises privées	12820
Institutions privées sans but lucratif	340
Dépenses extra-muros de R&D à l'étranger	
Total	3010
Confédération: mandats et contributions de R&D	730
Entreprises privées: mandats et contributions de R&D	2280
Dépenses intra-muros des filiales à l'étranger	
Total	15045
Personnel de R&D en Suisse en équivalents plein-temps	
Total	75476
Confédération	781
Hautes écoles	26945
Entreprises privées	47750

Source: OFS
 Infotéléphone: 058/463 68 65
 Courriel: pierre.sollberger@bfs.admin.ch
 Internet: www.statistique.admin.ch

B 14 Structure des établissements et des entreprises

B 14.1 Structure par secteur et par branche, selon Noga¹⁾

	Entreprises avec une activité marchande, selon la taille		Établissements	Entreprises avec une activité marchande, selon la taille, par classe de grandeur Équivalents plein temps, 2012			
	2012			micro (jusqu'à 9)	petites (10-49)	moyennes (50-249)	grandes (250 et plus)
Noga 2008 (section)	2012		2012				
Total	501097		647957	458337	34628	6876	1256
Secteur secondaire	90042		95410	74352	12620	2619	451
Industries extractives	275		379	159	98	18	0
Industrie manufacturière	41437		43630	32935	6381	1758	363
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	715		1048	474	150	66	25
Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et depollution	1140		1937	843	247	47	3
Construction	46475		48416	39941	5744	730	60
Secteur tertiaire	411055		494545	383985	22008	4257	805
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	78278		97189	71370	5796	936	176
Transports et entreposage	13275		18933	11639	1241	320	75
Hébergement et restauration	28850		32643	25524	2973	312	41
Information et communication	20323		22073	18622	1387	257	57
Activités financières et d'assurance	14945		19924	13208	1382	253	102
Activités immobilières	14225		14634	13642	504	69	10
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	87307		90301	83089	3703	451	64
Activités de services administratifs et de soutien	21485		25861	19249	1636	516	84
Administration publique	...		8435	...	...	...	...
Enseignement	17109		29530	16314	611	172	12
Santé humaine et action sociale	56496		64235	53721	1813	794	168
Arts, spectacles et activités récréatives	19774		21473	19226	461	77	10
Autres activités de services	38988		49314	38381	501	100	6

1) Chiffres provisoires. Statistique structurelle des entreprises (STATENT).

Source: OFS
 Infotéléphone: 058/463 62 66
 Courriel: statent@bfs.admin.ch
 Internet: www.statistique.admin.ch

B 14.2 Nouvelles entreprises et emplois par branche économique

Branche économique, Noga 2008	Nouvelles entreprises				Total des emplois (emplois à plein temps et à temps partiel)			
	2009	2010	2011	2012	2009	2010	2011	2012
Total	11289	12093	11531	11891	21452	22861	20484	21002
Secteur secondaire	1874	2015	1976	2172	3879	4305	4088	4606
Industrie et énergies	638	609	586	604	1216	1366	1068	1092
Construction	1236	1406	1390	1568	2663	2939	3020	3514
Secteur tertiaire	9415	10078	9555	9719	17573	18556	16396	16396
Commerce et réparations	2107	2370	2073	2164	3797	4360	3444	3571
Transports et entreposage	372	332	341	316	710	631	628	579
Hébergement et restauration	267	265	204	238	992	884	632	695
Information et communication	956	1075	954	934	1648	1768	1554	1535
Activités financières et assurances	699	724	677	608	1422	1491	1206	1126
Activités immobilières et de services	1134	1286	1244	1234	2347	2453	2390	2162
Activités spécialisées et scientifiques	2783	2857	2918	2986	4409	4589	4491	4536
Enseignement	208	201	197	199	377	365	286	262
Santé et action sociale	309	393	378	438	789	953	814	922
Arts et activités récréatives	225	225	232	232	491	436	368	436
Autres activités de services	355	350	337	370	591	626	583	572

Source: OFS
 Infotéléphone: 032/713 66 40
 Courriel: udemo@bfs.admin.ch
 Internet: www.statistique.admin.ch

B 14.3 Personnes occupées à plein temps et à temps partiel¹⁾

	Emplois (à plein temps et à temps partiel) Dans les établissements		Dans les entreprises marchandes		Emplois (à plein temps et à temps partiel) dans les entreprises avec une activité marchande, selon la taille, par classe de grandeur, 2012			
	2012		2012		micro (jusqu'à 9)	petites (10-49)	moyennes (50-249)	grandes (250 et plus)
Noga 2008 (section)								
Total	4905389		4090581		1154684	858353	806005	1271539
Secteur secondaire	1088747		1094931		215012	286284	277508	316127
Industries extractives	5153		4826		718	2424	1684	0
Industrie manufacturière	695699		706366		97688	151194	194144	263340
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	27902		29877		1615	4069	7109	17084
Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	17299		14515		3044	6049	3919	1503
Construction	342694		339347		111947	122548	70652	34200
Secteur tertiaire	3649760		2995650		939672	572069	528497	955412
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	639365		673208		210918	135052	105313	221925
Transports et entreposage	237571		234263		29624	32436	38432	133771
Hébergement et restauration	246901		236878		100441	70469	36789	29179
Information et communication	156646		154361		41333	34581	27327	51120
Activités financières et d'assurance	256280		252005		32617	35352	30333	153703
Activités immobilières	61793		60894		32024	13129	9719	6022
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	389259		355847		177138	83419	50385	44905
Activités de services administratifs et de soutien	285634		267515		51548	48686	72689	94592
Administration publique	189620		...		...	...	...	...
Enseignement	326024		99474		34586	27767	28756	8365
Santé humaine et action sociale	615639		503720		132126	63266	103879	204449
Arts, spectacles et activités récréatives	84139		67644		36463	14991	11680	4510
Autres activités de services	160889		89841		60854	12921	13195	2871

1) Chiffres provisoires. Statistique structurelle des entreprises (STATENT).

Source: OFS
Infotéléphone: 058/463 62 66
Courriel: statent@bfs.admin.ch
Internet: www.statistique.admin.ch

B 14.4 Entreprises: formes juridiques, poursuites, faillites

							Variation en % par rapport à l'année précédente				
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre d'entreprises selon la forme juridique¹⁾											
Sociétés anonymes ²⁾	183888	186980	189515	194289	198432	202183	1.7	1.4	2.5	2.1	1.9
Raisons sociales individuelles	154626	155565	157319	157614	156644	156964	0.6	1.1	0.2	-0.6	0.2
Sociétés en nom collectif	13750	13392	13119	12825	12413	12230	-2.6	-2.0	-2.2	-3.2	-1.5
Sociétés en commandite	2441	2368	2310	2205	2081	1979	-3.0	-2.4	-4.5	-5.6	-4.9
S.à.r.l.	109713	118137	124826	133104	140895	149725	7.7	5.7	6.6	5.9	6.3
Sociétés coopératives	10977	10691	10423	9980	9688	9478	-2.6	-2.5	-4.3	-2.9	-2.2
Actes de poursuite^{b)}											
Commandements de payer	2494438	2528904	2665477	2692574	2726898	2779455	1.4	5.4	1.0	1.3	1.9
Saisies exécutées	1348021	1341575	1437258	1426110	1482897	1454706	-0.5	7.1	-0.8	4.0	-1.9
Réalisations	470526	511547	534639	529382	560995	569714	8.7	4.5	-1.0	6.0	1.6
Ouvertures de faillites	10910	10913	11218	11073	12008	12478	0.0	2.8	-1.3	8.4	3.9
Liquidations de faillites	10269	10681	11725	11924	12955	13197	4.0	9.8	1.7	8.6	1.9
Pertes (en milliers de francs)	2555108	2249284	2061711	2125529	2218461	1887793	-12.0	-8.3	3.1	4.4	-14.9

1) État en fin d'année.

2) Sociétés anonymes et sociétés en commandite.

Sources:
a) Office du registre du commerce
Infotéléphone: 031 322 41 96
Courriel: ehra@bj.admin.ch
b) OFS
Infotéléphone: 032/713 62 66
Courriel: udemo@bfs.admin.ch
Internet: www.statistique.admin.ch

B 15 Commerce de détail, consommation

B 15.1 Revenus et dépenses des ménages

	2010	CV ⁽¹⁾	2011	CV ⁽¹⁾	2010	2011
Nombre de personnes par ménage	2.23	B	2.23	B	–	–
Structure du budget⁽²⁾	Montants mensuels en francs (moyennes)				Répartition en %	
Revenus du travail ⁽³⁾	7360	B	7271	B	76.5	75.7
Revenus de la fortune et de la location	361	D	351	D	3.7	3.6
Revenu primaire⁽³⁾	7721	B	7621	B	80.3	79.4
Rentes et transferts sociaux	1780	C	1849	C	18.5	19.3
Transferts monétaires reçus d'autres ménages	117	D	134	D	1.2	1.4
Revenu brut	9619	B	9604	B	100.0	100.0
Dépenses de transfert obligatoires	–2643	C	–2646	B	–27.5	–27.5
Transferts monétaires versés à d'autres ménages	–151	D	–208	E	–1.6	–2.2
Revenu disponible⁽⁴⁾	6825	B	6750	B	71.0	70.3
Autres assurances, taxes et transferts	–560	B	–575	B	–5.8	–6.0
Dépenses de consommation	–5498	B	–5394	B	–57.2	–56.2
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	–658	B	–649	B	–6.8	–6.8
Boissons alcoolisées et tabacs	–105	C	–111	C	–1.1	–1.2
Restauration et hôtellerie	–557	B	–529	B	–5.8	–5.5
Vêtements et chaussures	–242	C	–235	C	–2.5	–2.5
Logement et énergie	–1498	B	–1475	B	–15.6	–15.4
Ameublement, équipement et entretien du ménage	–291	C	–262	C	–3.0	–2.7
Services médicaux et dépenses de santé	–275	C	–256	C	–2.9	–2.7
Transports	–762	C	–768	C	–7.9	–8.0
Communications	–178	B	–177	B	–1.9	–1.8
Loisirs et culture	–633	C	–616	C	–6.6	–6.4
Autres biens et services	–297	C	–316	D	–3.1	–3.3
Revenus sporadiques ⁽⁵⁾	403	D	428	E	4.2	4.5
Épargne	1170	D	1209	D	12.2	12.6

1) Coefficient de variation (CV): A très bon: < 1%. B bon: de ≥ 1% à < 2%.

C moyen: de ≥ 2% à < 5%. D suffisant: de ≥ 5% à < 10%. E mauvais: ≥ 10%.

2) Les chiffres étant arrondis, il se peut que les montants inscrits s'écartent légèrement des totaux.

4) Cette notion de revenu disponible n'est pas compatible avec celle utilisée dans les comptes nationaux.

3) Avec les cotisations des employés aux assurances sociales, mais sans celles des employeurs.

5) Les revenus sporadiques (cadeaux reçus, ventes et remboursements) ne sont pas pris en compte dans le calcul du revenu brut.

Source: OFS

Infotéléphone: 058/4672370

Courriel: info.iid@bfs.admin.ch

Internet: www.statistique.admin.ch

B 15.2 Chiffres d'affaires du commerce de détail par branches économiques⁽¹⁾

	Juillet 2014			
	Indice ⁽²⁾		Variations en % par rapport au même mois de l'année précédente	
	Nominaux	Réels	Nominaux	Réels
Total	99.4	106.4	–2.9	–3.2
Total (carburants exclus)	98.8	106.0	–2.7	–3.0
Commerces de détail de denrées alimentaires, boissons, tabac	100.3	101.6	–2.4	–2.2
Commerces de détail non alimentaire (carburants exclus), dont:	98.5	108.9	–2.0	–2.3
Équipements de l'information et de la communication	98.2	143.3	–6.7	–6.7
Équipements ménagers (textiles, quincaillerie, tapis, appareils électriques et meubles)	95.3	102.2	–2.9	–2.7
Biens culturels et de loisirs (livres, journaux et périodiques, enregistrements musicaux et vidéos, articles de sport, jeux et jouets)	91.3	92.5	–1.6	–1.7
Autres commerces de détail non alimentaire	101.9	111.0	–2.2	–2.3
Commerce de détail sur éventailes et marchés; Vente par correspondance ou via internet	105.6	116.7	1.8	1.8
Commerce de détail de carburants (stations service)	108.5	100.3	–3.3	–3.3

1) Résultats provisoires. Corrigé des jours ouvrables, désaisonnalisés.

2) Année de base, moyenne 2010 = 100.

Source: OFS

Infotéléphone: 058/467 23 70

Courriel: info.iid@bfs.admin.ch

Internet: www.statistique.admin.ch

B 15.3 Chiffres d'affaires du commerce de détail par branches économiques¹⁾

Variations en % par rapport à l'année précédente

		Moyennes trimestrielles ²⁾					Valeurs		
	Juillet 2014	2/2013	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014	cumulées ²⁾	Juillet 2013	2013 ³⁾
Chiffres d'affaires nominaux du commerce de détail									
Total	-0.7	0.6	1.0	1.7	-0.1	0.9	0.2	1.9	0.4
Alimentation, boissons, tabac	-1.4	2.6	3.9	2.7	1.2	3.9	2.0	7.0	2.3
Vêtements, chaussures	1.7	-3.4	-2.3	1.2	1.3	0.3	0.9	-1.5	-2.0
Ensemble des autres groupes	-0.2	-0.3	0.0	0.4	-0.6	0.0	-0.3	-0.5	-0.3
Chiffres d'affaires réels du commerce de détail									
Total	0.4	2.1	1.8	2.8	0.7	1.7	1.1	2.6	1.6
Alimentation, boissons, tabac	-1.8	1.9	2.1	1.3	0.1	2.9	1.0	5.1	1.1
Vêtements, chaussures	3.3	1.2	1.5	5.5	4.3	2.7	3.5	1.4	1.9
Ensemble des autres groupes	1.6	2.2	2.0	2.5	1.0	1.7	1.4	1.7	2.0

1) Résultats provisoires, corrigés des jours ouvrables.

2) Évolution des chiffres d'affaires cumulés depuis le début de l'année civile en cours par rapport à la même période de l'année précédente.

3) Cumulé.

Source: OFS

Infotéléphone: 058/467 23 70

Courriel: info.iid@bfs.admin.ch

Internet: www.statistiques.admin.ch

B 16 Tourisme

B 16.1 Importance économique du tourisme

						Variation en % par rapport à l'année précédente				
	2009	2010	2011	2012 ¹⁾	2013 ²⁾	2009	2010	2011	2012 ¹⁾	2013 ²⁾
Balance touristique³⁾										
Dépenses des touristes étrangers en Suisse, en millions de fr.	15377	15356	15185	15097	15647	-1.4	-0.1	-1.1	-0.6	3.6
Dépenses des touristes suisses à l'étranger, en millions de fr.	11847	11644	12128	14256	14880	0.6	-1.7	4.2	17.6	4.4
Excédent, en millions de fr.	3530	3712	3058	841	768	-7.5	5.2	-17.6	-72.5	-8.7
Dépenses des touristes étrangers en Suisse										
En % des recettes provenant des exportations ⁴⁾	5.5	5.2	5.1	4.9	...	...	...	...	...	...

1) Chiffres révisés.

2) Chiffres provisoires.

3) Structure selon FMI 1993.

4) Exportations des biens et services, Sifim inclus.

Source: OFS

Infotéléphone: 032/713 66 38

Internet: www.statistique.admin.ch

B 16.2 Offre et demande touristique, selon les formes d'hébergement

				En % sur le total			Variation en % par rapport à l'année précédente		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Nuitées, total (en milliers)¹⁾									
Hôtellerie	35095	34389	35251	98.9	98.9	99.0	-2.0	-2.0	2.5
Établissements de cure	391	377	372	1.1	1.1	1.0	-0.5	-3.6	-1.3
Hôtes suisses	15752	15690	15889	44.4	45.1	44.6	-0.1	-0.4	1.3
Hôtes étrangers	19734	19076	19735	55.6	54.9	56.0	-3.5	-3.3	3.5
Taux d'occupation des lits dans l'hôtellerie (en %)									
du total des lits	35.5	35.0	36.0	-	-	-	-	-	-
des lits disponibles	41.9	40.8	41.9	-	-	-	-	-	-

1) Seulement hôtels et établissements de cure, recensement Hesta.

Source: OFS

Infotéléphone: 032 867 24 40

Courriel: info-tour@bfs.admin.ch

Internet: www.statistique.admin.ch

B 16.3 Utilisation et effets directs de l'économie touristique dans le compte satellite du tourisme de la Suisse 2011, aux prix courants¹⁾

Intitulé	Total utilisation touristique en Suisse en millions de francs	Valeur ajoutée direct. générée par le tourisme en millions de francs	Part de la val. ajouté direct. générée par le tourisme en %	Emplois liés au tourisme en équivalents plein temps	Ratio touristique de la valeur ajoutée en %
A. Produits spécifiques du tourisme	30777	15428	97.2	147279	10.9
A1. Produits caractéristiques du tourisme	25613	12162	76.6	113862	13.6
1. Services d'hébergement	7363	4332	27.3	39842	10.7
1.1 Hôtels	4604	2435	15.3	36285	100.0
1.2 Parahôtellerie	825	444	2.8	3557	100.0
1.3 Hébergement pour compte propre ou gratuit	1934	1453	9.2	0	3.8
2. Services de restauration	5199	2569	16.2	39025	35.1
3. Services de transport de voyageurs	9064	3584	22.6	16200	44.9
3.1a Transport ferroviaire	1165	573	3.6	3007	22.9
3.1b Téléphériques, funiculaires, remontées mécaniques	1017	524	3.3	3375	95.1
3.2 Transport routier	791	379	2.4	3473	17.3
3.3 Transport par voie d'eau	110	56	0.4	811	100.0
3.4 Transport par voie aérienne	5272	1801	11.3	4512	91.9
3.5 Services annexes de transport	483	151	1.0	657	38.6
3.6 Location de matériel de transport	226	99	0.6	366	29.5
4. Services d'agences de voyage, voyagistes, guides ²⁾	2192	795	5.0	12097	100.0
5. Services culturels	312	131	0.8	1910	22.2
5.1 Art dramatique	99	42	0.3	472	11.3
5.2 Musées et autres	213	89	0.6	1438	40.8
6. Services de loisirs et de divertissements	1060	499	3.1	3724	14.7
7. Services touristiques divers	423	252	1.6	1064	0.9
7.1 Services financiers et services d'assurance	340	193	1.2	690	2.6
7.2 Autres services touristiques	83	58	0.4	374	0.3
A.2 Produits connexes au tourisme	5164	3266	20.6	33417	6.3
Commerce de détail ¹⁾	2198	1502	9.5	17391	8.5
Stations-services ¹⁾	187	128	0.8	1531	23.7
Santé	2118	1306	8.2	11775	5.5
Télécommunications	545	255	1.6	1445	3.1
Autres services touristiques	118	74	0.5	1275	5.6
B. Produits non spécifiques au tourisme	10097	446	2.8	2110	0.8
Biens (inclus la marge du commerce de gros)	10097	446	2.8	2110	0.8
Total	40874	15873	100.0	149389	7.9
Quote-part touristique de la valeur ajoutée brute de l'économie nationale (en %)	...	...	...	...	2.9
Quote-part touristique de l'emploi de l'économie nationale (en %)	...	...	...	...	4.3

1) Chiffres provisoires.

2) Marges brutes.

Source: OFS
Internet: www.statistique.ch

B 17 Cantons

B 17.1 Données économiques cantonales



	Époque / période	Unité	CH	ZH	BE	LU	UR	SZ	OW	NW	GL	ZG	FR
Communes politiques	1.01.2014	Nombre	2352	170	362	83	20	30	7	11	3	11	163
Sièges du Conseil national	2013	Nombre	200	34	26	10	1	4	1	1	1	3	7
Superficie	2013	en km ²	41285	1729	5959	1493	1077	908	491	276	685	239	1671
Surface agricole	2004/2009	en %	35.9	41.7	42.6	53.5	24.2	40.6	36.9	37.0	30.0	43.4	56.3
Évolution démographique													
Enfants nés vivants	2013	en 1000	82.7	16.0	9.6	4.1	0.3	1.5	0.3	0.4	0.4	1.3	3.2
Personnes décédées	2013	en 1000	65.0	10.8	9.5	2.9	0.3	1.1	0.3	0.3	0.3	0.8	2.0
Excédent des naissances	2013	en 1000	17.8	5.2	0.1	1.2	0.0	0.4	0.1	0.1	0.1	0.5	1.2
Solde migratoire	2013	en 1000	87.1	13.6	8.6	2.8	0.3	0.9	0.3	0.3	0.4	1.2	3.5
Population résidente permanente moyenne ¹⁾	2013	en 1000	8089.3	1417.1	996.9	388.2	35.8	150.6	36.3	41.7	39.5	117.3	294.5
Étrangers	2013	en %	23.5	25.1	14.3	17.1	10.8	19.5	13.9	12.8	22.0	25.6	20.4
Densité de la population ²⁾	2013	hab./km ²	204	858	171	273	34	178	76	173	58	570	187
Logement													
Effectif des logements (approx.)	2013	Nombre	4234906	703833	539605	183642	18219	73275	20281	20720	21557	54632	137496
Permis de construire délivrés	2012	Nombre	47900	11196	3523	1922	77	1242	381	198	207	904	1821
Logements construits	2012	Nombre	45157	7659	3869	2542	147	1353	372	187	126	976	1999
Taux de logements vacants	1.06.2014	en %	1.08	0.76	1.38	0.80	0.80	0.87	0.61	1.24	1.57	0.39	0.78
Logements en chantier	2012	Nombre	73727	15567	5747	3776	305	1708	338	247	87	1494	2570
Entreprises ³⁾	2012	Nombre	572424	97934	70367	26980	2373	13059	3341	3664	2930	16097	18008
Établissements ³⁾	2012	Nombre	579413	110562	80154	30413	2744	14142	3664	3992	3302	17120	20501
Personnes occupées ⁴⁾	2012	en %	4738507	956551	586518	220686	16408	71560	19814	21317	20469	102418	133744
Industries manufacturières, électricité	2012	en %	15.7	9.8	15.7	17.0	22.5	17.1	24.5	21.0	29.5	12.8	17.8
Construction	2012	en %	7.2	5.6	6.9	8.3	12.4	11.5	11.8	9.5	10.4	6.4	9.3
Commerce, réparation, hôtellerie	2012	en %	18.7	17.9	17.5	18.9	17.8	21.9	20.6	19.8	17.3	24.9	19.7
Transports et communications	2012	en %	8.3	10.4	9.0	7.5	7.1	6.7	5.8	5.5	4.9	8.1	5.2
Activités financières, assurances	2012	en %	5.4	10.0	3.3	4.2	2.4	4.8	3.0	3.9	3.8	6.6	2.8
Immobilier, autres serv.aux entreprises	2012	en %	15.5	18.4	12.6	14.1	9.1	15.0	12.1	18.2	9.0	21.7	12.4
Administration publique	2012	en %	4.0	3.5	7.6	3.4	5.4	3.2	3.8	2.9	3.7	3.0	4.6
Enseignement	2012	en %	6.9	7.6	6.3	7.7	5.5	4.1	4.5	5.2	4.8	5.2	9.1
Santé et activités sociales	2012	en %	13.0	11.7	15.0	13.3	13.0	10.9	9.7	9.9	12.4	7.4	13.4
Autres services collectifs et personnels	2012	en %	5.2	5.1	6.1	5.7	4.6	4.9	4.1	4.2	4.2	3.9	5.6
Chômeurs (moyenne annuelle)	2013	Nombre	136524	25262	12725	4180	233	1261	191	235	550	1352	4200
Hommes	2013	Nombre	76279	14012	7165	2335	128	735	113	130	313	803	2334
Femmes	2013	Nombre	60245	11250	5561	1845	105	526	78	106	237	550	1866
Chômeurs complets	2013	Nombre	119121	22073	10390	3620	217	1062	167	195	526	1163	3562
Personnes partiellement sans emploi	2013	Nombre	17403	3189	2336	561	15	199	24	41	24	189	638
Étrangers	2013	Nombre	63325	11210	4495	1787	112	556	89	82	260	593	2022
Taux de chômage (moyenne annuelle) ⁵⁾	2013	en %, CV ⁶⁾	3.2 A	3.2 A	2.3 A	2 A	1.3 C	1.5 B	0.9 C	1 C	2.5 C	2.1 B	2.7 B
Hommes	2013	en %, CV ⁶⁾	3.2 A	3.3 A	2.4 A	2 B	1.2 C	1.5 C	1 C	1 C	2.6 C	2.3 C	2.8 B
Femmes	2013	en %, CV ⁶⁾	3.1 A	3.1 A	2.2 A	1.9 B	1.3 D	1.5 C	0.9 D	1 C	2.4 C	1.9 C	2.7 B
Tourisme													
Nuitées dans l'hôtellerie	2013	Nombre	34766273	4709319	4919632	1829244	227539	605085	604970	203047	127089	307454	473397
Part des étrangers	2013	en %	54.9	73.0	53.9	63.1	64.6	36.0	58.2	57.0	17.7	53.7	38.0
Voitures	2013	Nombre	4254725	701419	504791	200121	18756	92766	21091	25341	22225	72770	168351
Domaine médical													
Médecins dans le secteur ambulatoire	2013	Densité ⁷⁾	216	257	218	160	98	137	115	124	146	201	130
Médecin-dentistes	2013	Densité ⁷⁾	52	57	53	51	33	47	38	45	38	57	37
Pharmacies	2013	Nombre	1743	228	170	37	2	12	3	3	2	15	68
Revenu national ⁸⁾	2005	mio. fr.	405300	88928	43985	15622	1584	6849	1311	2865	2790	9971	10106
Revenu national par habitant	2005	francs	54031	68804	45644	43910	45712	50170	39646	73286	73236	93753	39559
Dépenses cantonales ⁹⁾	2012	mio. fr.	83232.4	12306.3	11110.6	3070.9	404.6	1188.5	315.5	327.9	306.2	1276.7	3181.8
Recettes cantonales ⁹⁾	2012	mio. fr.	79907.9	12265.6	10731.5	3002.1	401.5	1120.0	297.4	312.7	311.0	1270.5	3182.7
Solde recettes/dépenses	2012	mio. fr.	-3324.5	-40.7	-379.1	-68.8	-3.1	-68.5	-18.1	-15.2	4.8	-6.1	0.9
Charge fiscale¹⁰⁾													
Revenus de 30000 francs	2012	en %	1.131 ¹¹⁾	1.75	1.03	0.83	0.33	1.77	1.81	0.70	2.87	0.26	1.73
Revenus de 50000 francs	2012	en %	4.271 ¹¹⁾	4.20	5.28	5.09	5.39	3.91	5.24	3.84	6.19	1.75	5.32
Revenus de 100000 francs	2012	en %	10.231 ¹¹⁾	9.08	12.16	9.96	9.99	7.04	9.40	8.82	10.30	4.06	10.85
Revenus de 200000 francs	2012	en %	18.031 ¹¹⁾	16.68	20.53	16.65	15.15	12.89	14.42	15.05	17.10	10.04	19.51
Indice des ressources	2015	Indice	100.0	119.5	74.3	79.6	61.6	165.9	86.9	130.5	68.9	261.4	77.0

1) Dès 2011, la Population résidente permanente moyenne est calculée comme la moyenne arithmétique de la population résidente permanente au 1^{er} janvier et au 31 décembre de la même année.2) Population résidente permanente au km² (superficie totale sans les surfaces des lacs > 5 km²).

3) Chiffres provisoires. Secteur secondaire et tertiaire, statistique structurelle des entreprises (STATENT).

4) Chiffres provisoires. Emplois à plein temps et à temps partiel, secteur secondaire et tertiaire, statistique structurelle des entreprises (STATENT).

5) Nombre de chômeurs inscrits le jour de référence divisé par le nombre de personnes actives selon le relevé structurel sur la vie active du recensement de la population 2010 (4'322'899 personnes au total).

6) Coefficient de variation (CV): A=0.0-1.0%, B=1.1-2.0%, C=2.1-5.0%, D=5.1-10.0%, E=10.1-16.5%, F=16.6-25.0%, G>25%.



SO	BS	BL	SH	AR	AI	SG	GR	AG	TG	TI	VD	VS	NE	GE	JU
109	3	86	26	20	6	77	146	213	80	135	318	134	37	45	57
7	5	7	2	1	1	12	5	15	6	8	18	7	5	11	2
791	37	518	298	243	173	2026	7105	1404	991	2812	3212	5224	803	282	839
42.3	12.1	40.5	43.9	54.8	53.7	46.6	28.8	44.1	52.0	12.9	42.4	19.0	41.7	39.5	48.7
2.4	1.9	2.4	0.7	0.5	0.2	5.1	1.8	6.4	2.5	2.8	8.3	3.1	1.7	5.2	0.7
2.3	2.0	2.4	0.7	0.5	0.1	3.7	1.7	4.6	2.0	3.1	5.4	2.6	1.6	3.3	0.6
0.1	-0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	1.4	0.0	1.9	0.5	-0.2	2.9	0.5	0.1	1.8	0.1
1.9	3.2	1.7	1.0	0.3	0.1	4.1	2.5	5.0	2.5	5.4	12.2	4.7	2.8	9.7	0.7
260.4	188.4	277.6	78.4	53.6	15.7	489.4	194.4	631.9	258.2	344.1	741.9	324.4	175.5	466.3	71.3
20.2	33.9	20.4	24.4	14.8	10.3	22.7	17.5	23.1	23.1	27.0	32.5	21.9	24.5	40.1	13.3
331	5117	538	264	221	92	252	27	456	302	126	266	63	246	1910	86
128513	106233	134650	39573	27692	7352	242841	162019	296440	122819	223504	382670	235379	91250	223763	36948
887	122	739	409	207	28	1876	3072	3247	1510	3546	4472	4401	385	1404	124
1495	270	798	318	218	77	3131	1791	4578	2012	1877	4101	2677	536	1713	335
2.13	0.23	0.32	1.15	1.81	1.12	1.63	1.19	1.67	1.53	0.83	0.68	1.88	1.04	0.39	2.25
1571	500	1408	641	472	29	4418	2960	5765	2451	4734	8598	3776	747	3553	265
15584	14343	16460	5687	4581	1685	32496	17466	38362	17952	29517	49135	24562	11395	32902	5544
17817	16627	18654	6488	5030	1846	37012	20340	43490	19928	33311	56190	27949	13264	37083	6334
131771	186405	138605	43021	23813	7294	273514	118710	311605	120952	209282	401005	157401	100439	327498	37707
22.6	15.1	20.0	25.6	23.7	24.9	24.1	11.3	23.1	24.6	14.9	11.2	14.0	30.2	8.6	33.7
7.5	4.2	7.9	6.7	7.6	11.7	8.0	11.2	7.9	8.6	9.6	6.9	10.5	5.2	5.4	6.6
16.5	13.8	18.2	17.5	15.3	24.5	17.6	27.8	18.6	17.4	21.0	19.1	24.9	15.2	18.7	15.3
11.1	9.9	8.0	7.8	5.7	4.3	6.9	8.4	7.7	6.0	7.6	7.5	7.0	4.5	8.6	3.9
2.5	6.4	2.5	2.7	2.6	4.3	3.8	3.0	2.6	2.4	6.2	4.4	3.4	2.1	9.4	2.5
12.7	20.2	15.0	12.9	9.9	9.0	12.8	11.2	13.9	12.3	15.5	17.5	11.8	14.3	20.3	9.5
3.0	3.1	3.4	3.9	3.7	4.1	2.7	3.6	2.9	3.6	3.8	3.8	3.4	4.6	3.9	4.2
6.0	6.6	6.4	4.9	5.1	4.3	6.9	6.1	5.9	6.3	5.5	8.9	6.9	6.4	7.1	6.4
12.9	14.8	14.2	13.4	22.0	7.8	12.4	12.2	12.5	14.0	11.2	15.4	12.9	13.4	12.5	13.2
5.1	5.8	4.2	4.6	4.4	5.1	4.7	5.1	4.9	4.6	4.7	5.4	5.1	4.1	5.5	4.6
3884	3504	3958	1149	502	122	6531	1870	9947	3508	7261	18723	6553	4665	12804	1353
2157	2035	2265	683	282	62	3542	1093	5355	1881	4227	10527	3826	2663	6870	745
1728	1468	1694	466	220	60	2989	776	4592	1628	3034	8196	2728	2002	5933	608
3144	3024	3202	1051	438	105	5886	1689	8586	2946	6370	16456	6010	4115	11934	1192
741	480	757	99	64	17	645	181	1361	562	891	2267	543	550	870	161
1627	1771	1475	544	194	46	3173	1036	4564	1653	3639	9692	3575	2204	6481	446
2.7 B	3.7 B	2.7 B	2.8 C	1.7 C	1.4 D	2.4 A	1.7 B	2.8 A	2.5 B	4.5 B	5 A	4 B	5.2 B	5.5 A	3.8 C
2.7 B	4.1 C	2.9 B	3 C	1.7 C	1.2 D	2.4 B	1.8 B	2.8 A	2.4 B	4.7 B	5.3 A	4.3 B	5.6 C	5.5 B	3.8 C
2.7 B	3.3 C	2.5 B	2.4 C	1.7 C	1.7 D	2.5 B	1.6 C	2.9 B	2.6 B	4.3 B	4.7 B	3.7 B	4.8 C	5.4 B	3.8 C
383914	1105862	284920	128849	123831	160101	1023554	5160975	698621	413369	2405434	2602503	3887712	239265	2883245	107315
49.3	70.8	50.9	53.5	27.4	15.8	44.6	43.7	49.4	38.7	40.2	58.5	48.0	47.3	80.8	18.0
148322	66805	142222	43024	29696	8808	264860	106006	364771	155407	215106	391740	201380	94890	219275	40942
166	425	232	192	160	108	185	174	162	159	209	239	155	200	374	144
46	86	49	46	183	38	50	48	45	33	66	48	40	50	55	22
27	75	48	13	5	1	55	43	118	25	191	247	114	55	167	19
11564	21946	14160	4086	2317	688	20680	9441	27913	10512	13316	35102	11114	8425	27443	2585
46844	115178	53502	55126	44215	45936	44866	49355	49209	44918	41335	52901	38385	49775	62839	38070
1989.0	4430.1	2599.3	672.9	537.5	140.8	4240.3	2491.8	4577.4	1848.4	3372.0	9208.7	3793.8	2058.5	9551.7	952.1
1863.2	4276.7	2403.7	621.0	425.1	143.0	3927.1	2401.3	4575.8	1720.3	3253.4	9065.1	3263.1	2068.2	8762.1	949.2
-125.8	-153.4	-195.6	-51.8	-112.4	2.2	-313.2	-90.5	-1.6	-128.1	-118.6	-143.6	-530.7	9.7	-789.5	-2.9
2.52	0.00	1.01	1.62	2.07	2.36	0.37	0.00	0.90	0.00	1.07	0.00	1.50	1.87	0.08	0.81
7.05	0.76	2.61	5.42	6.05	4.74	4.24	2.63	3.65	3.19	2.90	3.56	5.80	6.08	0.21	5.84
12.71	12.44	10.13	10.85	11.01	8.72	11.40	9.04	9.40	9.69	9.02	13.38	9.84	14.51	8.73	13.38
20.68	20.98	20.08	18.81	18.53	15.37	20.11	17.25	17.40	17.09	19.04	21.01	19.46	23.71	19.60	21.77
78.3	143.6	100.1	101.9	84.4	82.8	79.0	81.4	89.2	77.4	98.5	106.5	68.8	88.1	144.9	62.7

7) Pour 100000 habitants.

Sources: OFS/SECO/AFF/AFC

8) Chiffres provisoires.

9) Comptes consolidés des cantons. Y compris les concordats, sans les doubles imputations.

10) Charge due aux impôts cantonaux, communaux, paroissiaux et fédéral direct, personne mariée exerçant une activité lucrative dépendante, sans enfants.

11) Charge moyenne non pondérée en pour cent, impôt fédéral direct inclus.

Index

Actions, indice	B4.7
Assurances sociales	B11
Assurance-chômage	B11
Assurance-maladie: Indice des primes d'...	B11.5
Assurance suisse contre les risques à l'expo (SERV)	B3.9
Balance commerciale, solde	B3.1
Balance des transactions courantes	A4/B3.5
Balance touristique	B16.1
Banque nationale suisse	B4.2
Banques	B4.4
Bourse	B4.7
Cantons	B17.1
Charge fiscale	B17.1
Données économiques cantonales	B17.1
Finances des cantons	B6.1/B6.2/B6.5/B17.1
Indice des ressources cantonales	B17.1
Charge fiscale des cantons	B17.1
Chiffres d'affaires du commerce de détail	B15.2/B15.3
Commerce extérieur	Cf. Economie ext.
Communes	
Nombres	B17.1
Finances	B6.1/B6.2
Comptabilité nationale	B1
Produit intérieur brut	A1/B1
Consommation	
Chiffres d'affaires du commerce de détail	B15.2/B15.3
Consommation privée	B1/B15
Indice des prix à la consommation	A5/B5.1
Croissance	A1/B1
Dentistes	B17.1
Durée du travail	
Volume de travail	B9.1
Durée hebdomadaire normale du travail	B9.2
Economie extérieure	B3
Balance commerciale, solde	B3.1
Balance des paiements	B3.5
Commerce extérieur par groupe de marchandises	B3.3
Commerce extérieur par pays et blocs économiques	B3.4
Commerce extérieur selon l'utilisation des marchandises	B3.2
Termes de l'échange	B3.1
Volume du commerce international	A3
Vue d'ensemble	B3.1
Emploi	B14.2/B14.3/B17.1
Entreprises nouvelles et emplois par branche économique	B14.2
Épargne des ménages	B1.5
Établissements et entreprises	B14
Forme juridique	B14.4
Structure	B14.2/B14.3

Étrangers exerçant une activité lucrative	B8.2
Exportations	B3.1-B3.4
Faillites	B14.4
Finances publiques	B6
Charge fiscale	B17.1
Confédération: dépenses	B6.1-B6.4
Confédération: recettes	B6.1/B6.2/B6.5
Finances fédérales, cantonales et communales	B6.1/B6.2/B6.6
Indice des ressources cantonales	B17.1
Quote-part de l'Etat	B6.1
Quote-part fiscale	B6.1
Formation	B12
Apprentis	B12.5
Bacheliers	B12.2
Diplômes	B12.2
Élèves et étudiants	B12.3
Étudiants, par branche d'études	B12.7
Étudiants, par haute école	B12.6
Formation scolaire et professionnelle	B12.2/B12.4/B12.5
Formation professionnelle supérieure	B12.7
Hautes écoles	B12.6/B12.7
Niveau de formation de la population	B12.1
Importations	B3.1-B3.4
Indice	
Indicateurs composites avancés	A2
Indice de la production	B2.1
Indice des actions suisses	B4.7
Indice des primes d'assurance-maladie	B11.5
Indice des prix à la production et à l'importation	B5.2
Indice des prix de la construction	B5.2
Indice des salaires nominaux et réels	B10.3/B10.4
Indice du commerce extérieur	B3.1
Indice du coût de la construction	B5.2
Indice suisse des prix à la consommation	A5/B5.1
Swiss Performance Index	B4.7
Investissements	
Avoirs et engagements extérieurs de la Suisse	B3.8
Investissements dans les constructions	B1.1/B1.2/B1.5-B1.8
Investissements directs étrangers en Suisse	B3.8
Investissements directs suisses à l'étranger	B3.7
Investissements en biens d'équipement	B1.1/B1.2/B1.5-B1.8
Marché du travail	
Chômage partiel	B8.7
Chômeurs, nombre	A11/B8.4/B8.6/B8.9/B8.10/B8.11/B17.1
Chômeurs de longue durée	B8.9
Chômage des jeunes	B8.5
Emploi	B14.2/B14.3/B17.1
Main-d'œuvre étrangère: effectif	B8.2/B8.3
Offres d'emploi	B8.6
Taux de chômage international	A11
Taux de chômage suisse	A11/B8.4/B8.9/B8.12/B17.1

Marchés monétaire et financier, marché des devises	B4
Banque nationale	B4.2
Banques	B4.4
Bourse	B4.7
Cours de change	A7/B4.8
Crédits en Suisse	B4.3
Masse monétaire	B4.1
Statistique du marché des capitaux	B4.6
Taux des marchés monétaire et financier	A6/B4.5
Médecins	B17.1w
Ménages	
Revenus et dépenses	B15.1
Nuitées dans l'hôtellerie	B16.2/B16.3/B17.1
Personnes actives occupées	B8.1
Pharmacies	B17.1
Population	B7
Population: données internationales	A9
Population suisse	A9/B7/B17.1
Annuels et établis, selon la nationalité	B7.6
Bilan de la population résidente permanente	B7.1
Bilan de la population résidente permanente étrangère	B7.5
Données socio-économiques	B7.3
Étrangers, selon le genre de permis	B7.7
Population résidente, selon la langue	B7.4
Population résidente, selon l'âge et l'origine	B7.2
Poursuites	B14.4
Production	B2.1
Production industrielle	B2.1
Produit intérieur brut	A1/B1.1-B1.8
Recherche et développement	A12/B13
Revenu national	B17.1
Salaires	B10
Évolution des salaires (section Noga)	B10.2
Indice des salaires nominaux et réels	B10.3/B10.4
Salaires mensuels bruts par branche économique	B10.1
Taux de change	A7/B4.8
Taux de chômage	A11/B8.4-B8.6/B8.8/B17.1
Taux d'intérêt	
Données internationales	A6
Données suisses	A6/B4.5
Tourisme	B16
Balance touristique	B16.1
Nuitées dans l'hôtellerie	B16.2/B17.1
Offre et demande, selon les formes d'hébergement	B16.2
Travailleurs étrangers: Entrées en Suisse	B8.3
Voitures de tourisme	B17.1

Liste des abréviations

AC	Assurance-chômage
AELE	Association européenne de libre-échange
AFC	Administration fédérale des contributions
AFD	Administration fédérale des douanes
AFF	Administration fédérale des finances
AI	Assurance-invalidité
AIE	Agence internationale de l'énergie
AVS	Assurance-vieillesse et survivants
BAK	BAK Bâle Economics
BCE	Banque centrale européenne
Bevnat	Mouvement naturel de la population
BI	Bureau de l'intégration DFAE/DFE
BNS	Banque nationale suisse
BRI	Banque des Règlements internationaux
CCT	Convention collective de travail
CE	Communauté Européenne
CFB	Commission fédérale des banques
ChF	Chancellerie fédérale
CNA	Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents
COMCO	Commission de la concurrence
Créa	Institut Créa de macroéconomie appliquée de l'université de Lausanne
CTI	Commission pour la technologie et l'innovation
DDC	Direction du développement et de la coopération
DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
DEFR	Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche
DETEC	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères
DFP	Département fédéral des finances
DFI	Département fédéral de l'intérieur
DFJP	Département fédéral de justice et police
DGD	Direction générale des douanes
EPFL	École polytechnique fédérale de Lausanne
EPFZ	École polytechnique fédérale de Zurich
Esaa	École supérieure d'arts appliqués
Espa	Enquête suisse sur la population active
Espop	Statistique fédérale de l'état annuel de la population
ET	École technique
ETS	École technique supérieure
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture de l'ONU
FMI	Fonds monétaire international
FOSC	Feuille officielle suisse du commerce
Hesta	Statistique de l'hébergement
HSG	Université de Saint-Gall
IPI	Institut Fédéral de la Propriété intellectuelle
KOF	Centre de recherches conjoncturelles de l'EPFZ
LACI	Loi sur l'assurance-chômage et l'indemnité en cas d'insolvabilité

LFP	Loi fédérale sur la formation professionnelle
LPP	Loi sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité
NLFA	Nouvelles lignes ferroviaires alpines
Noga	Nomenclature générale des activités économiques
NZZ	Neue Zürcher Zeitung
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODT	Office fédéral du développement territorial
OFAC	Office fédéral de l'aviation civile
OFAE	Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays
OFAG	Office fédéral de l'agriculture
OFAP	Office fédéral des assurances privées
OFAS	Office fédéral des assurances sociales
OFC	Office fédéral de la culture
OFCOM	Office fédéral de la communication
OFEN	Office fédéral de l'énergie
OFEV	Office fédéral de l'environnement
OFFT	Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie
OFIT	Office fédéral de l'informatique et de la télécommunication
OFJ	Office fédéral de la justice
OFL	Office fédéral du logement
OFM	Office fédéral des migrations
OFP	Office fédéral de la police
OFROU	Office fédéral des routes
OFS	Office fédéral de la statistique
OFSP	Office fédéral de la santé publique
OFT	Office fédéral des transports
OIT	Organisation internationale du Travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la santé
OMT	Organisation mondiale du tourisme
ONU	Organisation des Nations Unies
Opep	Organisation des pays exportateurs de pétrole
ORP	Office régional de placement
Osec	Business Network Switzerland
PHS	Haute école pédagogique de Saint-Gall
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
RCE	Registre central des étrangers
R-D	Recherche et développement
RE	Recensement des entreprises
REE	Registre des Entreprises et Établissements
RP	Recensement de la population
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
SERV	Assurance suisse contre les risques à l'expo
SER	Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche
SSAA	Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents
STATENT	Statistique structurelle des entreprises
UE	Union européenne

Le thème de décembre 2014:

Les chaînes mondiales de valeur ajoutée et la Suisse

La place de la Suisse dans les chaînes mondiales de valeur ajoutée

Christian Busch et Edith Bernhard, SECO

L'impact des chaînes mondiales de valeur ajoutée sur l'activité professionnelle et les qualifications en Suisse

Michael Morlok et Michael Lobsiger, BSS

Des exportations suisses dépendantes du taux de change

Dario Fauceglia, ZHAW

L'interdépendances des services dans les multinationales suisses

Spyros Arvanitis, Thomas Bolli et Tobias Stucki, KOF, EPF Zurich

Intensité de la recherche et de la technologie dans le commerce suisse

Michael Böhmer et Johann Weiss, Prognos

La Suisse dans les chaînes mondiales de valeur ajoutée: de nouveaux enseignements grâce à l'amélioration des bases de données

Carsten Nathani, Rütter+Partner

Comment la Suisse profite-t-elle des chaînes mondiales de valeur ajoutée?

Martin Peter et Damaris Bertschmann, Infras

**Pour ne manquer aucun numéro,
abonnez-vous à *La Vie économique*.**

Commandez votre abonnement en ligne à l'adresse: www.lavieeconomique.ch,
par courriel à info@lavieeconomique.ch
ou par téléphone au 031 322 29 39.



Numéro d'essai

Nous envoyons volontiers un exemplaire gratuit sur demande.

Abonnement annuel

Dix numéros pour seulement Fr. 149.- au lieu de Fr. 159.- (étranger Fr. 169.-, étudiants Fr. 74.50)

